







LES ARMÉES ALLEMANDES,

LEUR ORGANISATION, LEURS DIFFÉRENTS SERVICES,

PAR

VON LUDINGHAUSEN,

CAPITAINE ET DIRECTEUR D'UNE COMPAGNIE DE CADETS,

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR



F. TIMMERHANS,

CAPITAINE DE L'INFANTERIE BELGE.

3^e ÉDITION

REVUE, CORRIGÉE ET MISE EN RAPPORT AVEC LES CHANGEMENTS SURVENUS
DANS LA CAMPAGNE DE 1870.

AVEC TROIS PLANS.

1871.

PARIS,

Librairie militaire de J. DUMAINE,
rue et Passage Dauphine, 30.

MADRID,

Librairie BAILLY-BAILLIÈRE,
Place Topete.

BRUXELLES,

Librairie G. MAYOLEZ,
Place de l'Université, 4.

TURIN,

Librairie DOCCA, frères.

RÉSERVE DE TOUS DROITS.
Tous les exemplaires sont revêtus de ma griffe.



CHARLEROI,
Imp. mécanique de F. CABOR, rue de Bruxelles, 10, Ville-Haute.

AVANT-PROPOS.

La lutte gigantesque, à laquelle notre génération vient d'assister, a établi d'une manière définitive, la supériorité de l'organisation militaire prussienne, sur celles des autres Etats de l'Europe. Beaucoup d'esprits superficiels ont attribué les revers des armées françaises, les uns à la trahison, les autres à l'incapacité de certains chefs, à l'infériorité du matériel d'artillerie, etc., etc. Ces causes, si elles ont réellement existé, ne sont que secondaires; elles sont les corollaires obligés de la loi d'organisation, seule base de tout édifice militaire. Ceux qui méditeront sérieusement les succès récents des armées allemandes, reconnaîtront avec nous, qu'ils sont exclusivement dûs à *la supériorité numérique écrasante des troupiers accomplis*, qu'elles ont jetés dans la lutte. Nous sommes d'ailleurs parfaitement convaincu, que cet avantage considérable est le produit des deux grands principes sociaux, qui forment la colonne vertébrale de la puissance militaire allemande, et qui sont : *L'Instruction obligatoire et l'obligation au service militaire pour tous les citoyens indistinctement*. L'adoption de ces deux principes peut seule procurer aux Etats, des armées aussi puissantes, aussi instruites, aussi parfaitement organisées, et aussi peu onéreuses en temps de paix, que l'armée prussienne. Espérons que la lecture de ce livre contribuera à répandre ces idées, et à en redresser d'autres erronées, très répandues dans le public, qui se rapportent au même sujet.

LE TRADUCTEUR.

Introduction Générale

§ 1

Ce livre a été écrit dans le but de procurer aux aspirants-officiers une connaissance complète des dispositions les plus importantes qui régissent l'armée, et de les préparer ainsi théoriquement à leur position future.

Le complément indispensable de cet ouvrage, c'est l'exposé des devoirs généraux imposés aux officiers, et leurs relations en dehors du service. C'est par cet exposé que nous commencerons.

§ 2

Quelles sont les qualités qu'on doit désirer chez un bon officier ?

D'abord, il devra posséder toutes les qualités innées et acquises par éducation, que l'on est en droit d'exiger de tout homme d'honneur et de bonne compagnie ; et remplir les devoirs qui en découlent.

Ensuite, il est évident que l'officier devra posséder aussi, et même à un plus haut degré, toutes les qualités militaires générales qui caractérisent le bon soldat.

Outre ces deux catégories de qualités, que l'officier partage avec les personnes occupant d'autres positions, et avec les simples soldats, il doit encore posséder des qualités particulières, dont nous allons faire l'examen.

§ 3

La guerre étant le véritable but, le champ d'action naturel de l'armée, les fonctions de l'officier consistent à diriger les troupes et à vaincre avec elles. La conduite des troupes, telle est, par conséquent, la véritable mission de l'officier. Pour pouvoir bien remplir cette mission, il devra posséder :

1) Une volonté énergique, afin que non-seulement il puisse agir avec vigueur contre l'ennemi, mais encore maintenir toujours

son autorité sur ses inférieurs, même dans les circonstances les plus difficiles ;

2) Une intelligence nette, prompte, circonspecte, pratique, et formée dans l'art de la guerre. En ce qui concerne l'instruction militaire (de préférence la tactique et l'histoire de la guerre) que l'officier doit posséder, ce n'est pas une instruction très-étendue qui lui est nécessaire, mais bien plutôt une connaissance solide, nette et pratique des principes applicables à tous les cas de la guerre. En effet, en campagne, il s'agit bien moins de raisonner longuement et d'une manière approfondie, la plupart des situations qui peuvent se présenter, que d'en saisir rapidement les points principaux, et de trouver de même la manière d'agir la plus convenable ;

3) Un caractère et une manière d'agir tels, qu'ils lui fassent obtenir non-seulement l'obéissance, mais encore l'affection, le dévouement et la confiance de ses inférieurs, sentiments qu'il devra toujours s'appliquer à entretenir et à développer. Ce n'est qu'en leur inspirant ces sentiments, qu'il obtiendra de ses inférieurs l'accomplissement de leurs devoirs dans les circonstances difficiles, où la simple subordination ne suffit pas ; et que, dans les circonstances exceptionnelles, il obtiendra d'eux des actions exceptionnelles.

Telles sont les trois vertus principales qui doivent servir de règle pour juger de la valeur d'un officier. Ces qualités (énergie, capacité, caractère,) doivent être en partie innées ; en partie, on peut les acquérir. Quand elles sont bien marquées, elles constituent un caractère militaire.

§ 4

En temps de paix, et dans les grades inférieurs, l'officier n'a occasion d'appliquer ces qualités que partiellement. Mais il est appelé à rendre d'autres services. L'armée, pendant la paix, se prépare à la guerre ; les fonctions de l'officier, en temps de paix, consistent donc à instruire la troupe dans l'art de la guerre. L'aptitude à donner cette instruction est, à vrai dire, une qualité différente de celles qui ont été énumérées plus haut ; mais elle les accompagne, sinon toujours, du moins habituellement ; et, dans tous les cas, elle est indispensable à un bon officier.

§ 5

Le rôle de l'officier dans l'armée peut donc se définir ainsi : il instruit les troupes pendant la paix, il les dirige pendant la guerre ;

il doit posséder au plus haut degré toutes les vertus militaires, et les communiquer à ses subordonnés, par son exemple et ses leçons. En un mot, il est l'âme de l'armée.

§ 6

En Prusse, la position d'officier est une des plus élevées. Sous le rapport social le corps d'officiers est composé de pairs ; il ne se divise pas comme ailleurs en deux classes bien tranchées, l'une qui est instruite, l'autre qui ne l'est pas. L'officier a accès dans les meilleures sociétés, mais aussi il ne doit fréquenter que celles-là ; il peut parvenir à tous les grades de l'armée, et il débute dans sa carrière par celui de second-lieutenant. Cependant l'officier doit bien se garder de s'enorgueillir de son état et de dédaigner les autres professions, car celles-ci sont aussi nécessaires que la sienne et sont également honorables. Il ne doit jamais perdre de vue, que la légèreté et la vanité sont toujours des preuves d'un manque d'éducation. A notre époque, il est d'autant plus nécessaire d'éviter soigneusement ces défauts, que la position d'officier excite une certaine prévention et une certaine antipathie, auxquelles malheureusement, maints jeunes officiers ont plus ou moins donné lieu, que le corps d'officiers prussien aurait pu très-facilement éviter, et qu'il devrait s'efforcer de dissiper.

§ 7

Outre la cause que nous venons de citer, cette antipathie en a une autre plus sérieuse, qui est la conséquence des idées politiques de notre temps. Ceci nous amène à examiner la position que l'officier occupe dans l'Etat. En Prusse, l'armée ne prête pas serment à la constitution ; elle jure seulement fidélité au Roi. Sa conduite est ainsi toute tracée ; elle n'a jamais à se préoccuper de la signification politique d'un ordre ; son devoir se borne à obéir au Roi ou à son représentant. Il est heureux qu'il en soit ainsi chez nous ; nous dirons même que cet état de choses est le plus juste.

En effet, l'histoire nous montre les conséquences de la participation des armées aux luttes politiques ; elle est féconde en révolutions militaires pleines de désastres. L'armée ne doit être, pour ainsi dire qu'une épée ferme et sûre dans la main du Roi et de l'autorité ; à la vérité, elle remplit, par cela même, un rôle politique, mais un rôle conservateur ; attendu qu'elle est l'arme principale avec laquelle l'autorité combat les idées révolutionnaires, idées partagées par peu de personnes ; mais qui cependant, à certains mo-

ments, gagnent facilement les masses ignorantes, jusqu'à ce que leurs tristes conséquences, ou une réaction énergique, viennent les modifier.

Ces devoirs généraux de l'armée envers le Roi et le pays, inculquent à chaque officier en particulier quelle est sa position dans l'Etat. L'officier, comme tout homme instruit, doit avoir une opinion politique ; mais par suite de sa position même, cette opinion sera toujours conservatrice et fidèle au Roi. Celui qui ne peut pas se conformer à cette nécessité de son état, fera mieux de l'abandonner ; car un officier imbu d'idées démocratiques n'est pas, dans les temps de troubles politiques, un agent auquel le gouvernement puisse se fier absolument. Nous ajouterons que l'officier doit se tenir à l'écart de toutes les luttes politiques de notre temps, et ne jamais se prononcer pour ou contre un parti.

§ 8

Un corps d'officiers composé comme il vient d'être dit, est nécessaire pour le bien de notre chère patrie, et de la monarchie prussienne, dont il est un des plus importants soutiens. Depuis que l'armée brandebourgeoise-prussienne existe, son corps d'officiers, — à part les rares exceptions, qui se sont produites pendant les tristes années 1806 et 1807, que la démocratie invoque si volontiers pour attaquer l'armée, bien qu'elles n'aient jamais été que des exceptions, — s'est toujours distingué par ses sentiments d'honneur chevaleresque, son véritable esprit militaire, sa bienveillance envers ses subordonnés. Et puisse, avec l'aide de Dieu, ce vieil esprit prussien continuer à régner toujours chez lui, et donner de nouveaux fruits au Roi et à la patrie !

Introduction aux connaissances du service. --- Leur Classification

§ 9. *But et programme de cet ouvrage.*

Le livre intitulé : *Connaissances du service*, a pour but d'exposer au lecteur l'organisation du service militaire prussien, dans son acception la plus générale. Comme la puissance militaire est une force active, on doit, pour la comprendre, en étudier les parties constitutives actuelles ; mais le livre susmentionné ne s'occupe que de questions théoriques : c'est pour remplir cette lacune que le présent ouvrage est écrit.

§ 10. *Définition et objet de la puissance militaire.*

La puissance militaire est cette partie de la nation, qui sert le Roi et la patrie, au moyen de ses armes. Elle se compose de l'armée, de la marine, et de la landsturm ; dans une acception plus générale, elle comprend encore le système des forteresses et le matériel de guerre. Elle a pour mission de maintenir la sécurité, la puissance et l'honneur du trône et du pays, en combattant l'ennemi, et en remportant des victoires.

§ 11. *États de guerre et de paix.*

Il résulte de cette définition, qu'une puissance militaire peut se trouver dans deux conditions, qui sont la guerre et la paix. L'armée étant créée dans un but de guerre, c'est le premier de ces deux états, qui est le plus important pour elle. Les institutions militaires, en temps de paix, doivent être établies en prévision de la guerre ; cette déduction est très-importante à observer ; on prépare la ruine de la patrie en s'endormant dans une fausse sécurité.

§ 12. *Services de guerre.*

Le service de guerre comprend exclusivement les questions rela-

tives à la tactique propre, telles que : les marches-manœuvres, les bivacs, le service de campagne, et non les évolutions ordinaires que l'on fait sur les plaines de manœuvres.

Le présent guide s'occupera théoriquement des diverses opérations de guerre.

§ 13. *Service de paix.*

Ce service est réglementé par des théories, et ne comprend pas d'applications tactiques employées exclusivement en campagne.

Pour remplir convenablement le but qui lui est assigné, l'armée, en temps de paix, doit :

- 1° S'exercer et se préparer à la guerre ;
- 2° Rendre certains services à l'ordre public, en assurant l'exécution des lois et autres décisions des autorités ;
- 3° Procurer à l'Etat, par le seul fait de son existence, une source de sécurité, de force et d'honneur.

Une armée active n'est pas absolument nécessaire pour remplir le dernier but énoncé.

Le service en temps de paix se subdivise donc naturellement en deux parties :

- 1° Les manœuvres et autres applications tactiques praticables en temps de paix ;
- 2° Les divers services relatifs à l'ordre et à la sécurité publics.

Pour assurer convenablement l'exécution de ces services, l'armée doit être fortement organisée, tant sous le rapport du mécanisme de ses divers éléments, que sous le rapport des progrès non interrompus qu'elle doit effectuer.

Le règlement relatif à ces divers services est intitulé : 3° Service intérieur.

§ 14. *Classification des matières.*

Il suit de ce qui précède, que les règlements militaires en général, et cet ouvrage en particulier, devront traiter des matières suivantes :

- 1° Historique de l'organisation militaire de la Prusse ;
- 2° Les 3 parties principales du service en temps de paix, savoir :
 - (a) Service intérieur ; (b) Exercices tactiques des troupes ; (c) Maintien de l'ordre public.

§ 15. *Documents à consulter.*

Il n'existe actuellement aucun traité complet des connaissances nécessaires à l'officier ; le dernier édité est de 1788. Les instructions données en 1831 aux régiments d'infanterie de la garde, sont pour la plupart surannées.

Des arrêtés royaux, des dispositions ministérielles, régulent sans aucun doute, toutes les branches du service ; mais ces documents sont éparpillés. Nous transcrivons dans ce livre les plus importants d'entre eux.

Nous possédons plusieurs recueils des arrêtés et instructions relatifs au service militaire ; d'abord celui du major von Helldorf, édité de 56 à 61 ; ensuite, celui du colonel von Witzleben intitulé : *Sciences militaires et service de l'Infanterie*, Berlin 1861. D'autres ouvrages peuvent être consultés avec fruit, parmi lesquels nous citons : *L'armée prussienne*, de Kalkstein, Berlin, 1861 ; et *Sommaire des Réglements de l'Infanterie royale prussienne*, de Courbières, Posen 1851 et Berlin 1853. 2 vol.

Indépendamment de ces volumes, il s'en trouve beaucoup qui traitent séparément de questions spéciales, relatives à l'art militaire ; mais la plupart de ces documents laissent à désirer ; les uns sont trop prolixes, les autres trop succincts ; il n'en est aucun qui s'occupe à fond des connaissances nécessaires à l'homme de troupe ; et ce qui prouve cette assertion, c'est que l'usage n'en a consacré aucun.

ABRÉGÉ HISTORIQUE

DE LA

Puissance Militaire de la Prusse.

§ 16. *Organisation jusqu'en 1807.*

Au moyen-âge, lorsque la guerre éclatait, les princes appelaient sous les armes leurs feudataires et leurs vassaux ; ils les licenciaient à la cessation des hostilités ; telle était l'organisation militaire de cette époque.

A mesure que la féodalité disparaissait, on vit se former des bandes de mercenaires (condottieri et lansquenets), ainsi que des troupes permanentes (compagnies d'ordonnance de France).

Dans le Brandebourg, les premières troupes permanentes furent les gardes des forteresses (celles de Küstrin 1544), et les gardes du corps électoraux (les chevaliers nobles furent les premiers 1571).

En 1623, l'électeur Georges Guillaume organisa un corps de 3,000 à 4,000 hommes ; il le retint à sa solde d'une manière permanente, et en augmenta plus tard l'effectif.

En 1631, le même électeur habilla ces soldats uniformément, en bleu ; l'usage des costumes militaires était inconnu dans toute l'Europe à cette époque.

L'entretien de ces troupes et leur paie n'étant pas encore ordonnées, elles vivaient pour ainsi dire de rapine et de pillage.

Georges Guillaume légua à son successeur une armée de 6,000 hommes.

Il est acquis par notre histoire que de tout temps, les princes de la maison de Brandebourg ont soigné les intérêts de l'armée, et en ont perfectionné l'organisation, de manière à transformer le petit noyau de troupes que nous venons d'étudier en une armée solide, telle qu'elle existe actuellement en Prusse.

Frédéric-Guillaume régularisa l'organisation défectueuse des troupes de son prédécesseur. Les régiments d'infanterie furent composés de 2 bataillons à 4 compagnies de 150 hommes ; 1/3 de

l'effectif était armé de piques ; l'ordonnance était sur 6 rangs. La cavalerie fut composée de régiments à 3 escadrons de 120 chevaux ; elle se formait sur 3 rangs. Le grand électeur introduisit dans l'armée une discipline sévère. Les fiefs, villes et cercles, qui devaient lui fournir des soldats, durent payer en espèces leur exonération ; on put ainsi organiser une armée permanente assez considérable, constituée de sujets nationaux et de mercenaires étrangers.

Avant cette époque, les chefs de corps choisissaient eux-mêmes leurs officiers ; ils les prenaient en général parmi les aventuriers servant sous leurs ordres. Frédéric Guillaume abolit cet usage ; il se réserva le droit exclusif de délivrer des brevets d'officier ; il obligea ceux d'entre eux nés à l'étranger, à se faire naturaliser. Il obtint ainsi un corps national d'officiers.

Il établit des écoles de cadets (la 1^{re} fut celle de Colberg 1653).

C'est à cette bonne organisation que l'on doit attribuer les beaux succès des troupes peu nombreuses du Brandebourg, dans les guerres livrées aux Polonais, aux Turcs, aux Français et aux Suédois.

Le grand électeur avait, à l'époque de sa mort, une armée de 29,000 hommes, sur une population d'un million et demi d'habitants.

Le Roi Frédéric 1^{er} abolit les piques et disposa l'infanterie sur 4 rangs. Il institua une milice dont l'effectif était réduit en temps de paix ; l'effectif de guerre était de 10,000 hommes. Cette troupe devait remplir le même but que la landwehr actuelle, c'est-à-dire défendre les forteresses ; c'était une véritable réserve. Le Roi Frédéric 1^{er} laissa à son successeur une armée de 30,000 hommes, sur une population d'un million et trois quarts d'habitants ; cette petite armée avait livré des combats glorieux aux Français et aux Turcs.

Le Roi Frédéric-Guillaume 1^{er} abandonna entièrement la fausse voie tracée par ses prédécesseurs. Il basa son système sur la nécessité d'augmenter les ressources du pays, et d'améliorer surtout son état défensif ; il chargea le feld-maréchal Léopold, prince d'Anhalt-Dessau, de ce dernier soin. Les changements qu'il introduisit dans l'organisation de l'armée, se résument dans les 4 points suivants :

1^o *Système de recrutement.* Il voulait doubler l'effectif de l'armée, en le mettant en pratique ; mais comme il avait la manie de ne prendre que de grands soldats (il exigeait d'eux la taille 5 p^{ds} 5 p^l), le recrutement devint difficile. On imagina alors d'inscrire tous les sujets mâles dans un registre, ainsi que les nouveaux-nés de l'année courante ; de consulter souvent les inscriptions, et d'incor-

porer contre leur gré, ceux d'entre les inscrits qui réunissaient les conditions de taille exigées. Le choix des miliciens portait sur la totalité des classes aisées, et sur un sixième environ des classes pauvres.

Chaque régiment forma un canton, dont on exclut les réfractaires; on donna à cette institution le nom de système cantonal. Elle avait le grave inconvénient d'enlever à l'agriculture et au commerce, une grande partie des plus robustes jeunes gens âgés de 20 ans. Comme palliatif, on se décida à les congédier annuellement après 9 ou 10 mois de service dans les garnisons.

Ce système de réserve fut maintenu en usage jusqu'en 1806; il était analogue au système actuel. Les capitaines, qui gardaient en dépôt la solde des congédiés, devaient l'utiliser en recrutant à l'étranger un nombre déterminé de soldats. C'est dans ce but que furent institués dans la plupart des villes impériales, des bureaux permanents d'enrôlement. L'appât d'une forte somme d'argent, mais aussi des moyens réprouvés par la morale (artifices ou contrainte), procurèrent des soldats bien conditionnés à l'armée, qui compta bientôt 2/5 d'étrangers; plusieurs d'entre eux s'établirent dans le pays; et fondèrent un petit commerce avec leur prime d'engagement et les économies qu'ils avaient fait fructifier; la plupart se conduisaient bien et formaient de bons soldats, ce qui changea plus tard.

2° On introduisit dans l'administration des troupes, un ordre exemplaire et des économies bien nécessaires. Sans doute, les ressources du pays étaient exiguës, à cause de sa petite étendue; et cependant, le soldat était payé en Prusse plus régulièrement que partout ailleurs, ce qui facilita beaucoup le recrutement pendant la guerre de sept ans. L'esprit d'uniformité fit beaucoup de progrès pendant cette période.

3° L'esprit militaire et la discipline furent observés d'une manière inaccoutumée. On établit, pour les officiers, le mode d'avancement à l'ancienneté; ce système était inconnu en Europe, et contribua beaucoup à améliorer les cadres, et à provoquer l'esprit de corps et la discipline parmi eux. L'état militaire jouit d'une considération qu'on lui avait refusée jusqu'alors. Enfin, une discipline sévère fut introduite; et la peine du bâton contribua à la rendre plus efficace, eu égard au système de recrutement employé à cette époque.

Frédéric Guillaume I^{er} fut le premier souverain qui porta constamment l'uniforme militaire. Sous son règne, la profession des ar-

mes était, certes, celle qui jouissait de la plus grande considération; aussi, l'armée était-elle animée d'un excellent esprit.

4^e *Sous le rapport tactique*, les feux de l'infanterie acquirent une vivacité inaccoutumée; on introduisit dans cette arme le pas uniforme, et la formation en bataille sur trois rangs. La cavalerie fit moins de progrès; elle était lente, inhabile, et tirait trop. Chaque arme reçut de nouveaux régl-ments de service et d'évolutions; cette mesure donna aux manœuvres de la précision. Cependant l'instruction théorique des cadres laissait encore à désirer.

Frédéric-Guillaume 1^{er} avait à sa mort, une armée de 80,000 hommes sur une population de 2 1/2 millions d'habitants.

Cette armée participa peu aux guerres du Nord et à celles livrées aux Français; Frédéric II la perfectionna beaucoup sous le rapport de la discipline, de la tactique et de l'esprit militaire; elle devint la meilleure du continent; et il était indispensable d'utiliser ses qualités brillantes au profit de la patrie.

Frédéric II augmenta considérablement l'armée dès son avènement au trône; il apporta plusieurs modifications dans son organisation.

Il attacha deux canons de 3 livres à chaque bataillon. La cavalerie prussienne n'avait encore donné sur aucun champ de bataille; il chargea le général von Seydlitz de la perfectionner; celui-ci s'efforça de la rendre semblable à la cavalerie hongroise, qui jouissait d'une réputation méritée. En conséquence, il s'attacha à perfectionner, dans l'art de l'équitation, l'instruction individuelle de chaque cavalier, et à introduire une grande rapidité dans les manœuvres. Il défendit aux chefs de cavalerie d'attendre l'attaque; enfin l'ordonnance de cette arme fut établie sur 2 rangs. L'artillerie fut augmentée et perfectionnée; celle à cheval, inventée. On organisa pendant la durée de la guerre, des bataillons francs pour la guerre des partisans. Les célèbres manœuvres d'ensemble de Berlin et de Potsdam établirent d'une manière définitive la nouvelle manière de combattre. L'armée entière fut divisée en 16 commandements. Le Roi provoqua chez les officiers l'amour de l'étude, en éveillant leur ambition; ils devaient être d'origine noble, excepté dans les hussards et l'artillerie. Quant à l'administration, à l'entretien des troupes et à leur habillement, il n'y fit aucun changement notable.

Il apporta au système de recrutement (*ergänzungssystem*) une innovation très-préjudiciable aux intérêts de l'armée. Les capitaines ne reçurent plus que la moitié de la solde des hommes congédiés après 9 ou 10 mois de service; l'autre moitié fut retenue par le Roi

lui-même, qui employait cet argent à l'enrôlement des soldats étrangers. Le nombre n'en étant pas limité, la prime d'engagement devint très-faible ; les 2/3 de l'armée se composèrent d'étrangers, pris parmi la lie des populations.

Cet état de choses n'offrait pas d'inconvénient grave en temps de guerre, alors que la gloire des armes prussiennes, l'appât d'un grand butin ou d'une paie très-régulière, attiraient bon nombre de soldats qui, pour la plupart, étaient très-satisfaits. Mais en temps de paix, il n'y avait plus de gloire à acquérir, plus de butin à espérer ; une discipline de fer, des exercices outrés, développaient chez les soldats une démoralisation qui prit de grandes proportions. Le service militaire tomba en grande déconsidération ; non-seulement les classes aisées, mais encore les bourgeois et les artisans ne fournirent plus de sujets à l'armée. Quant aux enrôlés d'origine étrangère, c'étaient pour la plupart des vauriens cherchant à désertir, après avoir dépensé la prime d'engagement ; ou bien de mauvais ouvriers sans travail ; ou bien encore de pauvres malheureux tombés dans les plus perfides embûches des agents recruteurs. Le système de recrutement mit dans l'obligation de garder les soldats comme des détenus ; on les força à se surveiller réciproquement, moyen ingénieux contrôlé par les officiers et les sous-officiers.

De nombreuses désertions, voies de fait envers des supérieurs en grade, des suicides fréquents, furent les conséquences d'un tel état de choses. C'est en vain que le roi ordonna de traiter les soldats avec plus de douceur et de ménagements ; il n'en résulta aucune amélioration marquée.

Mais le grand roi sut très-bien modifier une organisation si défectueuse, et inspirer à son armée l'honneur militaire et l'amour du devoir : il maintint une discipline rigoureuse, perfectionna l'instruction tactique des troupes par des exercices fréquents, mais parfois trop fatigants ; enfin il éveilla parmi les officiers un esprit de corps remarquable. Son génie militaire, l'enthousiasme que l'armée éprouvait pour sa personne, et l'introduction de la tactique linéaire dans les évolutions, contribuèrent à établir en Europe la supériorité de l'armée prussienne.

L'admiration du monde lui fut acquise après les trois guerres de Silésie, dans lesquelles ses armes brillèrent d'un si vif éclat. A la suite de ses succès, presque toutes les nations européennes s'empressèrent d'imiter l'organisation militaire prussienne, même dans ses moindres détails ; la France adopta son règlement de manœuvres, et l'usage des uniformes.

Frédéric II laissa à son successeur une armée de 200,000 hommes sur une population de 5,000,000 d'habitants. Comme nous l'avons dit, cette armée jouissait à l'étranger d'une réputation incontestable ; mais les éléments dont elle était composée, constituaient un germe de désorganisation pour l'avenir sombre qui se préparait.

Frédéric Guillaume II fonda le collège supérieur de la guerre, et réduisit le nombre des soldats étrangers à la moitié de l'effectif ; ses troupes livrèrent aux Français et aux Polonais des combats glorieux, quoique souvent malheureux. La vieille tactique avait fini son règne ; la nouvelle manière de combattre des Français, devait tôt ou tard la faire disparaître ; l'usage des colonnes, des tirailleurs et le système des réquisitions, constituèrent les principales innovations introduites à cette époque. Frédéric-Guillaume II laissa 235,000 soldats sur 8 1/2 millions d'habitants.

Son successeur, Frédéric-Guillaume III augmenta graduellement son armée ; en 1806, l'effectif était de 250,000 hommes, savoir : 110,000 constamment sous les drapeaux, et 140,000 congédiés dans leurs foyers, mais obligés d'assister à des exercices d'ensemble annuels. On abandonna à cette époque, la régularité outrée, exigée jusque-là dans les manœuvres. L'état d'officier trouvait peu d'adeptes, parce qu'il avait perdu en considération. Les soldats prussiens montraient beaucoup de valeur dans les combats ; les étrangers étaient des défenseurs en qui l'on pouvait avoir toute confiance ; les soldats nationaux se conduisaient plus régulièrement, mais ils étaient peu habitués aux fatigues de la guerre. Dans le nombre, se trouvaient beaucoup de gens mariés, abandonnant à regret leurs foyers, quand la patrie réclamait leurs services. La nouvelle tactique de l'armée française, conduite par Napoléon I^{er}, et ses succès récents, vinrent s'ajouter à ces considérations d'infériorité, pour renverser la vieille armée prussienne, toujours fidèle à la tactique surannée du grand Frédéric.

§ 17. Réorganisation de l'armée de 1808 à 1812.

Il devenait urgent, en présence de la tourmente provoquée par les Français en Europe, de réorganiser une armée puissante avec les débris de celle qui avait été battue. Pour atteindre ce grand but, la Prusse n'avait qu'une population de 5,000,000 d'habitants, et des ressources très-exiguës. Le roi confia le soin de cet ouvrage au général Von Schanhorst, qui organisa, dans la mémorable période de 1808 à 1812, une belle et puissante armée, pouvant remplacer l'ancienne avec avantage. Elle était exclusivement composée de nationaux. De nouvelles pénalités furent introduites dans

le règlement de discipline ; la punition du bâton fut abolie (excepté pour la 2^e classe) : on s'efforça surtout de diriger les hommes, en excitant chez eux le sentiment d'honneur. Pour obtenir un brevet, il fallut passer deux examens, et se soumettre au suffrage du corps d'officiers ; toutefois, ceux qui se distinguaient à la guerre, obtenaient l'épaulette ; les considérations de naissance perdirent de leur importance. Avant cette période, l'administration des compagnies n'était soumise à aucun contrôle sérieux ; nous avons vu que les capitaines employaient les sommes allouées pour les primes d'engagement, comme ils l'entendaient ; toutes les allocations devinrent fixes et égales pour chaque compagnie. Enfin, un nouveau règlement d'exercices, en concordance avec la nouvelle méthode de guerre, fut enseigné aux troupes, et mis en vigueur. Toute l'armée fut divisée en 6 brigades mixtes.

Napoléon avait imposé à la Prusse l'obligation de n'entretenir qu'une armée de 42,000 hommes. Pour éluder cette clause du traité récemment conclu, et pour préparer à la guerre de l'indépendance un grand nombre de citoyens, sans éveiller des soupçons chez les Français, on adopta le système de recrutement proposé par Krumper. Ce système consistait à congédier les recrues, lorsque leur instruction militaire était terminée ; on les remplaçait par de nouvelles, que l'on instruisait à leur tour ; un nouveau contingent succédait au second, sans interruption. De cette manière, on put au commencement de 1813, compléter l'effectif des régiments avec cette masse d'hommes à moitié formés ; on parvint même à organiser 51 nouveaux bataillons.

§ 18. *Origine de la landwehr.*

Mais ces forces, quoiqu'importantes, ne pouvaient plus suffire pour résister aux grandes armées de Napoléon, dont l'ambition devait à tout prix subir un frein pour le salut de la patrie. C'est pourquoi on décréta le 3 février 1813, l'organisation de corps de chasseurs francs ; tous les jeunes gens en état de porter les armes, qui pouvaient s'équiper à leurs frais, durent en faire partie. Le décret du 9 février 1813 incorpora dans l'armée, pour la durée de la guerre, tous les anciens militaires licenciés. Enfin le 17 mars de la même année, parut une loi qui mettait à la disposition du gouvernement, tous les jeunes gens en état de porter les armes ; cette landwehr devait être organisée dans un délai de 5 mois. Elle pouvait, par conséquent, contribuer à la défense du territoire à l'expiration de l'armistice.

En résumé, elle se composa de 209 bataillons et demi, et de 174 escadrons; ces troupes entièrement improvisées, étaient mal habillées, mal équipées; mais elles étaient animées du meilleur esprit; elles brûlaient du désir de purger le sol natal du joug odieux de l'étranger, avec l'aide de Dieu, du roi et de la patrie. Ainsi, elles accomplissaient leurs devoirs militaires d'une manière assez satisfaisante.

La Prusse présenta en ligne, pour le combat de l'indépendance, 316,000 combattants, non compris les officiers, et 35,000 chevaux; il est inutile de rappeler les fastes de cette époque, tout le monde les connaît.

§ 19. *Organisation de l'armée depuis 1815 jusqu'en 1859.*

La Prusse reconquit dans les plaines de Waterloo sa place parmi les grandes puissances. Elle dut, après la campagne, songer à former une armée d'un demi-million d'hommes à peu près, pour se maintenir à hauteur du nouveau rang, que lui assignaient les traités récents. Les quatre grandes nations de l'Europe avaient constamment, et depuis longtemps, presque toutes leurs troupes sous les armes; elles congédiaient cependant, pour des raisons d'économie, le 1/3 ou le 1/4 de l'effectif, après un temps de présence réelle sous les drapeaux. Cette proportion correspondait à celle des hommes de notre réserve.

L'état financier du pays, l'amoindrissement de sa population, ne lui permettaient guère de songer à maintenir sous les drapeaux un nombre d'hommes aussi considérable. C'est pour ce motif qu'il fut décidé en principe, que le contingent annuel serait de 40,000 hommes, et que le temps de service actif serait limité à 3 ans; l'effectif de l'armée permanente fut donc de 120,000 hommes, et pouvait, tout au plus, atteindre au chiffre de 140,000. Les hommes congédiés après 3 ans de service, appartenaient à la réserve active, ce qui portait l'effectif à 190,000 hommes; les 300,000 hommes qui manquaient encore à la Prusse pour être à hauteur des quatre grandes puissances, ne pouvaient exister en temps de paix, sans troubler le commerce et l'industrie.

C'est alors, que l'on se souvint fort heureusement de l'expérience faite avec la landwehr, dans les temps difficiles; on se dit avec raison, que l'armée n'avait pas le monopole du courage et du patriotisme, et que l'on avait autrefois préparé à la cause sainte de la défense de la patrie, tous les citoyens capables de porter des armes.

Tous ces soldats improvisés s'étaient bien comportés, et avaient

pourtant fait le même service que la ligne. On considéra dès lors l'armée comme l'école de guerre et de manœuvres de la nation ; elle formait une partie très-restreinte de la puissance militaire prussienne (y compris même les hommes congédiés temporairement, dont la proportion était environ des 2/5) : on reconstitua la landwehr. On admit en principe que tous les citoyens faisant partie de cette institution, quitteraient leurs foyers avec le même enthousiasme qu'en 1813, chaque fois que la patrie serait en danger ; et l'on pensa que leur patriotisme compenserait largement l'oubli momentané des manœuvres, et du métier des armes. C'est sur ces trois bases (armée active, réserve, landwehr,) que fut établie la puissance militaire de la Prusse. La loi du 3 septembre 1814, et les décrets sur la landwehr du 21 novembre 1815 consacrèrent la nouvelle organisation.

Par cette loi, il fut établi que tout prussien en état de porter des armes, devait contribuer à la défense de la patrie. Sauf certaines exceptions prévues, chacun devait servir : de 20 à 23 ans dans l'armée active, de 23 à 25 dans la réserve, de 25 à 32 dans le 1^{er} ban de la landwehr, de 32 à 39 dans le second ban. La landsturm devait se composer de tous les citoyens, aptes au métier militaire, âgés de 17 à 49 ans, qui n'appartenaient ni à l'armée, ni à la landwehr.

L'infanterie et la cavalerie de la landwehr formèrent des bataillons et des escadrons spéciaux, qui furent réunis en régiments spéciaux (36 d'infanterie, 34 de cavalerie, 8 bataillons et 8 escadrons indépendants) ; chacun de ces régiments était toujours enbrigadé, l'infanterie avec un régiment de ligne, la cavalerie avec 2 ou 3 régiments de cavalerie de la ligne.

En conséquence, la puissance militaire prussienne se composa comme suit :

1^o L'armée permanente, forte de 130 à 140,000 hommes en temps de paix, et de 190,000 par l'adjonction des hommes de la réserve active ; les chasseurs, artilleurs et pionniers de la landwehr en faisaient partie en temps de guerre, de sorte que l'effectif complet de l'armée se montait à 200,000 hommes.

2^o Le 1^{er} ban de la landwehr, qui ne comprenait que de l'infanterie et de la cavalerie. Une partie des cadres seulement restait permanente (3,000 hommes environ), la mobilisation du 1^{er} ban fournissait 150,000 défenseurs. L'armée active ou de campagne se composait de l'armée permanente et du 1^{er} ban de la landwehr ; elle comprenait 340,000 hommes, après qu'elle eut détaché 30,000 hommes pour la défense des places fortes.

Outre cela, le gouvernement pouvait se procurer 50,000 recrues comme réserve active; ces recrues étaient mises en observation à chaque incorporation annuelle.

3^o Le 2^{me} ban de la landwehr, dont rien ne subsistait en temps de paix; sa mobilisation fournissait 110,000 hommes d'infanterie et de cavalerie. Sa mission était la défense des places fortes, conjointement avec les 30,000 hommes détachés de l'armée permanente et du 1^{er} ban de la landwehr. En cas de nécessité, le gouvernement pouvait encore mobiliser la landsturm.

En résumé, l'effectif de la puissance militaire prussienne comprenait :

- 1^o L'armée de campagne; { composées identiquement des trou-
pes de l'armée et du 1^{er} ban de la
- 2^o Les troupes de réserve; } landwehr, par parties égales.
- 3^o Les troupes de garnison, formées du 2^{me} ban de landwehr et éventuellement de la landsturm.

En temps de guerre, la Prusse pouvait mettre sur pied 530,000 hommes au maximum; 1/4 seulement de cet effectif était constamment sous les drapeaux.

L'armée permanente comprenait: 45 régiments d'infanterie, 10 bataillons de chasseurs et tireurs, 38 régiments de cavalerie, 9 régiments d'artillerie, et 10 divisions de pionniers.

Le système de recrutement que nous venons d'examiner, offrait l'avantage d'exiger, en temps de paix, peu de sacrifices en hommes et en argent, et de présenter une armée puissante au moment du danger; il fut maintenu sans changement important sous les règnes de Frédéric-Guillaume III et IV. Le dernier de ces monarques fit armer son infanterie de ligne du fusil à aiguille; la distribution des nouvelles armes commença en 1848.

Avant Frédéric-Guillaume IV, le gouvernement était tributaire des pays voisins pour la remonte; on achetait une grande partie des chevaux de troupes en Ukraine et dans le Holstein. Mais ce monarque établit un haras, et depuis 1828 la remonte se fait exclusivement dans le pays.

§ 20. La réorganisation de 1859 à 1860.

Les campagnes de 1848 et de 1849, les mobilisations de 1850 et 1859, dévoilèrent les inconvénients sérieux de ce système de landwehr. On avait compté sur l'enthousiasme unanime des citoyens, lorsqu'on les appellerait aux armes; on avait pensé qu'ils accompliraient avec joie le lourd sacrifice réclamé d'eux pour le salut de la

patrie. Mais la nature humaine est telle, que l'unanimité et la spontanéité d'enthousiasme ne peuvent éclater chez une nation que dans certaines circonstances exceptionnelles. Dans certains cas, l'explosion d'un patriotisme ardent faisait marcher toute la landwehr au feu comme un seul homme; mais il fallait, pour la produire, un long asservissement de la nation, comme celui de la période de 1807 à 1812. Les guerres ordinaires provoquées par la politique, trouvaient le peuple indifférent et la mobilisation de la landwehr s'opérait difficilement. Quand on mit en 48, 49, 50 et 59, la puissance militaire prussienne sur pied de guerre, nos soldats citoyens répondirent à l'appel avec peu d'empressement; la répugnance qu'ils montraient à rejoindre les drapeaux, provenait du trouble amené dans leurs affaires privées par les circonstances politiques. De fréquents délits contre l'autorité des chefs prouvèrent qu'ils avaient oublié les lois de la discipline; quelques-uns se conduisirent avec mollesse en présence de l'ennemi, parce qu'ils songeaient sans doute au foyer abandonné, à la famille délaissée. De plus, l'armée permanente était paralysée dès le début des hostilités, parce qu'elle n'était pas soutenue immédiatement par sa réserve naturelle, tirée du 1^{er} ban de la landwehr, dont les cadres étaient peu expérimentés dans les évolutions et autres applications de guerre. Un inconvénient plus grave survint; ce fut la disproportion qui s'établit peu à peu entre les effectifs de l'armée et de la landwehr. Dans le principe, le contingent annuel était de 40,000 hommes, et l'armée se montait à 140,000 hommes; mais depuis lors, la population du royaume s'était élevée du chiffre de 10,000,000 à celui de 18,000,000 d'habitants. Il était juste d'augmenter le contingent annuel dans la même proportion, et d'incorporer chaque année 63,000 recrues au lieu de 40,000, ce qui eut procuré une armée de 189,000 hommes. En adoptant cette mesure, la disproportion signalée plus haut disparaissait complètement; l'augmentation de l'armée eut été d'autant plus facile à décréter, que les revenus de l'Etat s'étaient élevés, dans cette même période, de la somme de 50,000,000 thalers à celle de 93,000,000.

Pour ces diverses raisons, le roi Guillaume 1^{er} décida en 1859 et 1860, la réorganisation des trois principes constitutifs de la puissance militaire. D'abord, le 1^{er} ban de la landwehr ne dut plus faire partie de l'armée de campagne; et pour compenser l'infériorité qui en résultait pour celle-ci, il fallut augmenter son effectif et celui de la réserve. La mission des réserves ne consiste pas uniquement à compléter l'armée de campagne; elles doivent encore réparer ses pertes, et coopérer à la défense des places fortes. La durée du ser-

vice dans la réserve fut en conséquence portée à 4 ans; la rapidité des guerres modernes ajoutait plus de poids à ces considérations.

La landwehr se composa encore de deux bans: le 1^{er} comprit les citoyens âgés de 26 ans à 36 ans, ne faisant pas partie de l'armée de campagne; son objet fut la défense des places fortes; on lui adjoignit une partie de la réserve; en cas de nécessité, le 2^{me} ban de la landwehr devait être convoqué pour remplir le même service.

Il résulte de là que l'effectif de l'armée de campagne ne changea pas; que celui des réserves fut presque doublé; et qu'enfin celui des troupes de garnison fut augmenté, et put, comme autrefois, être doublé par la mobilisation du 2^{me} ban de la landwehr.

L'armée permanente fut en conséquence augmentée de :

1^o 36 Régiments d'infanterie, dont 4 de la garde et 32 de la ligne (n^{os} 41-72); 2^o 9 bataillons de fusiliers, dont chacun fut assigné à chacun des régiments de cette arme; 3^o 10 régiments de cavalerie, dont 2 de la garde, 3 de dragons (n^{os} 5-8) et 4 de uhlans (n^{os} 9-12.) Les huit autres régiments, dont la création avait été décidée en principe, ne furent pas formés sous prétexte d'économie; 4^o 9 divisions d'artillerie, qui furent respectivement assignées à chacun des régiments de l'arme; 5^o 18 compagnies de pionniers, dont deux furent assignées à chacune des 9 divisions de cette arme; 6^o 9 bataillons du train.

Pour créer les nouveaux régiments d'infanterie, on eut recours au procédé suivant: chaque ancien régiment fournit un grand nombre d'officiers, de sous-officiers et de soldats, auquel vinrent se joindre les cadres du régiment de landwehr de même numéro (ces cadres furent remplis par des officiers et des sergents-majors congédiés). De cette manière le 1^{er} régiment d'infanterie et le 1^{er} de landwehr formèrent le noyau du 41^e d'infanterie, avec lequel ils furent embrigadés; et ainsi de suite.

Pour la création des nouveaux corps de cavalerie, chacun des anciens régiments de cette arme dut fournir son 5^e escadron, qu'il possédait lors de la mobilisation.

En résumé, la puissance militaire prussienne comprit : 1^o l'armée de campagne, composée de : a) 342,000 hommes de l'armée active, dont 217,000 constamment sous les drapeaux; b) 130,000 hommes de la réserve, dont un certain nombre de recrues à la disposition du gouvernement;

2^o Les troupes de garnison, fortes de 195,000 hommes, appartenant en grande partie au premier ban de la landwehr; la mobilisation devait fournir dans le 2^e ban 108,000 défenseurs de plus.

Il faut ajouter à ces chiffres 6,000 hommes appartenant aux corps spéciaux, destinés à rester dans le pays.

Les forces totales du royaume se montèrent donc à 781,000 hommes, sans compter la landsturm, dont les 2/7 étaient sous les armes d'une manière permanente.

L'armée permanente ne fut plus l'école de guerre de la nation ; la réserve constitua la force complémentaire de l'armée de campagne, et le noyau des troupes de garnison.

C'est à cette admirable organisation, si injustement décriée par les anti-militaristes, que nous devons les succès brillants, remportés par nos armes, pendant les campagnes de 1866 et de 1870.

§ 21 *Augmentation de l'armée en 1866.*

La campagne entreprise contre l'Autriche et ses alliés, a augmenté la superficie de la Prusse, (5,100 milles carrés) de 1300 milles carrés environ ; sa population, qui comptait 19,300,000 âmes en compte aujourd'hui 23,800,000.

La conséquence de cet agrandissement, fut l'augmentation de l'armée, décrétée en novembre 1866.

On créa : 1^o 16 nouveaux régiments d'infanterie (n^{os} 73-88) ; 2^o 3 nouveaux bataillons de chasseurs (n^{os} 9-11) ; 3^o 16 régiments de cavalerie (dragons n^{os} 9-16, hussards 13-16, uhlans n^{os} 13-16). Il est à remarquer toutefois que la création de 8 de ces régiments doit être imputée à la réorganisation de 1860 ; 4^o 3 régiments d'artillerie de campagne (n^{os} 9-11) ; 5^o deux divisions d'artillerie de place, qui furent respectivement assignées au 3^e régiment d'artillerie de siège, et au 9^e de campagne ; 6^o 4 compagnies spéciales d'artillerie, qui furent assignées aux 7^e et 8^e régiments de siège ; 7^o 3 bataillons de pionniers (n^{os} 9-11) ; 8^o 3 bataillons du train (n^{os} 9-11).

Voici comment l'on procéda pour organiser les nouveaux régiments d'infanterie : lors de la démobilisation de 1866, chaque bataillon de réserve, qui comptait 4 compagnies, fut réduit à trois compagnies ; chaque bataillon actif fut divisé en 5 compagnies. En novembre 1866, les 5^{es} compagnies, appartenant à chaque division, furent détachées, pour former le noyau d'un des nouveaux régiments ; la 1^{re} division procura ainsi le 73^e régiment, la 2^e, le 74^e, et ainsi de suite, jusqu'à la 16^e qui fournit le 88^e régiment. Les cadres de l'infanterie de la Hesse Electorale furent répartis dans les régiments n^{os} 80-83 ; ceux de l'infanterie nassovienne, dans ceux 87-88 ; et en janvier 1867, les cadres hanoviens furent versés dans les corps 73-79.

Pour former les nouveaux corps de cavalerie, on emprunta à chacun des anciens son 5^e escadron; l'on se procura ainsi 48 escadrons, qui furent réunis aux huit escadrons, formant le noyau des régiments restant encore à créer, d'après les vœux de la loi de 1860. Ils furent répartis de manière à former 14 nouveaux régiments; deux régiments de hussards hessois furent en outre maintenus.

Toutes ces nouvelles troupes occupèrent partiellement les provinces nouvellement acquises, où elles devaient se recruter; en partie les anciennes provinces voisines. Un certain nombre d'anciens régiments furent en outre disloqués dans les nouveaux territoires.

Trois nouveaux corps d'armée furent aussi organisés (IX^e, X^e, XI^e). Leurs effectifs furent plus faibles que ceux des autres, parce que les troupes des États confédérés du Nord devaient y être enchassées, et les porter à un pied normal. Ces états devaient fournir en totalité 2 brigades, 6 régiments et 4 bataillons indépendants d'infanterie, 3 régiments de cavalerie et 7 batteries. La Saxe n'est pas représentée dans l'énumération de ces forces, parcequ'elle devait présenter un corps d'armée particulier.

Deux régiments nouveaux furent assignés aux III^e et VII^e corps d'armée, au lieu d'appartenir à ceux récemment créés.

Il résulte de ce qui précède, que la Confédération allemande du Nord peut disposer en campagne de 13 corps d'armée complets.

L'augmentation récente d'un 5^e escadron par régiment de cavalerie n'aura aucune influence sur les effectifs de l'armée de campagne; car ces escadrons, dits de réserve, sont destinés à rester dans le pays, comme troupes de garnison.

Si maintenant, nous jetons un regard rétrospectif vers le passé, nous pouvons constater avec un légitime orgueil, que la petite armée, organisée il y a plusieurs siècles, est devenue aussi puissante que les plus grandes du continent. Son armement, son organisation, ses institutions ne laissent à désirer sous aucun rapport, puisque la plupart des états européens les ont adoptés après nous. C'est là une preuve qu'il est nécessaire de ne pas rester stationnaires, dans les questions militaires. Fasse le ciel, si la guerre nous était déclarée de nouveau, que notre glorieux monarque et commandant en chef, nous conduise encore à la victoire, pour le bien et l'avenir de la patrie allemande !

PREMIERE PARTIE

Organisation de la puissance de guerre prussienne

§ 22. *Principes constitutifs de la puissance de guerre.*

Ce sont les suivants : 1^o Les troupes, composées de l'armée permanente et de la landwehr ; 2^o La marine qui se divise en marine permanente et seewehr ; 3^o La landsturm ; 4^o Les places fortes ; 5^o Le matériel de guerre.

§ 23. *Commandant en chef des forces du royaume*

Sa Majesté le Roi commande en chef les forces du royaume. Il nomme les officiers, après qu'ils lui ont juré fidélité, sans être pour cela liés vis-à-vis de la constitution ; il déclare la guerre et décide la paix.

La maison militaire du roi comprend des généraux-adjudants, des généraux à la suite, et des aides-de-camp. Les princes royaux ont chacun un ou deux aides-de-camp spéciaux.

CHAPITRE II

Organisation et effectif des troupes en temps de paix

§ 24. *Généralité.*

Le matériel de guerre employé, la nature des armes en usage, décident la subdivision de l'armée en plusieurs espèces de troupes ; sous le rapport de l'effectif, ces dernières comprennent encore des réunions déterminées de soldats d'une seule arme (régiments, etc.), et des troupes d'un effectif plus considérable, composées de plusieurs armes, et placées sous le commandement d'un officier général.

De tout temps, la diversité des armes en usage, a exigé la subdivision des troupes en plusieurs catégories ; l'arme la plus ancienne est l'infanterie ; la cavalerie vint bientôt après, et acquit même assez d'importance pour être considérée chez certaines nations comme l'arme principale ; l'invention de la poudre à canon donna naissance à l'artillerie. Le génie et les pionniers sont des armes auxiliaires. La marine est nécessaire pour la guerre navale.

L'objet de la tactique est l'étude des propriétés des diverses armes.

L'expression *corps de troupes* comprend, dans son acception la plus générale, toutes les réunions d'hommes armés, depuis la compagnie jusqu'au corps d'armée ; mais on l'emploie ordinairement dans un sens plus restreint (comme nous l'avons fait maintes fois dans ce livre), pour désigner toutes les subdivisions en dessous du régiment inclusivement, composées d'hommes exécutant les mêmes détails de service, et portant le même uniforme ; toutes les divisions, ayant un effectif plus considérable, commandées par des généraux, et composées ordinairement des trois armes, sont appelées *plus grands corps militaires*.

Les considérations sur la nature, le but et l'effectif des corps de troupes et des plus grands corps militaires, appartiennent à l'étude de l'organisation militaire elle-même ; elles seront traitées dans le paragraphe suivant.

§ 25. *Subdivisions de troupes, jusqu'à y compris le régiment*

Les plus petites subdivisions subsistant par elles-mêmes sont la

compagnie, l'escadron et la batterie; ce sont les unités administratives; elles sont nécessaires pour l'instruction des hommes, et l'exécution des détails du service journalier. L'escadron et la batterie sont en même temps des unités tactiques, tandis que, dans l'infanterie, cette unité est le bataillon; il y a pourtant des cas dans la tactique moderne, où les colonnes de compagnie sont abandonnées à elles-mêmes et opèrent comme unités tactiques.

Les compagnies se divisent en général en grandes et petites; leur effectif de guerre est de 260 hommes en Russie; de 250 en Prusse; de 220 en Autriche; de 150 en France et de 100 en Angleterre.

Les petites compagnies sont plus maniables; mais les grandes peuvent plus facilement être détachées et subsister par elles-mêmes.

Il y a moins de différence dans les effectifs des bataillons des diverses puissances. Ainsi, les bataillons autrichiens sont de 883 hommes sur pied de guerre, répartis dans 4 compagnies; les Prussiens de 1000 hommes, en 4 compagnies; les Russes de 1000 hommes, en 5 compagnies; les Français de 1010 hommes en 7 compagnies, et les Anglais de 1000 hommes en 10 compagnies. Une réunion de 1000 hommes est la plus grande qu'un chef puisse manier et commander à la voix. C'est donc l'effectif maximum d'un bataillon.

L'effectif de guerre d'un escadron est: en France de 182, 188 à 198 chevaux; en Russie, 144; en Autriche, 180; en Prusse, 150; en Angleterre, 120. En Russie et en Autriche, l'escadron n'est pas l'unité tactique; celle-ci est formée d'une division de deux escadrons.

La réunion des bataillons en régiments, a principalement pour but d'introduire l'uniformité dans les manœuvres, dans la discipline et dans l'administration; elle a en outre l'avantage de créer l'esprit de corps: le régiment est rarement considéré comme force tactique. Dans la plupart des armées, il se compose de 3 ou 4 bataillons.

Les régiments de cavalerie chargent quelquefois isolément à la guerre; ils peuvent être cernés; ce sont donc dans certains cas, des corps de troupes tactiques. Leur effectif ne doit pas être trop grand; sans cela la mobilité, qui est la première qualité de la cavalerie, en souffrirait; il ne doit non plus être trop faible, car les nombreuses pertes inévitables en campagne (maladies des hommes et des chevaux, détachements divers), ne leur permettraient plus d'opérer comme corps tactiques. Ces considérations ont surtout de

l'importance pour la cavalerie légère, qui éprouve le plus de pertes en campagne ; aussi compte-t-elle en Autriche 5 escadrons, tandis que la grosse cavalerie en compte 4. En France, tous les régiments ont 4 escadrons, mais l'effectif d'un escadron de cavalerie légère est plus élevé de 6 à 16 chevaux, que celui de grosse cavalerie.

Les régiments de cavalerie comptent tous 4 escadrons de forces égales en Prusse, en Russie et en Angleterre.

Le nombre de bouches-à-feu d'une batterie est déterminé d'après la mobilité qu'on veut lui donner, et l'efficacité du feu qui doit lui être assuré. En Russie, les batteries ont 8 pièces ; en Prusse 6, en Autriche 8, en France et en Angleterre 6. La batterie est une unité essentiellement tactique.

Les progrès récents de l'artillerie ont donné naissance à un corps tactique de cette arme plus nombreux ; on l'emploie dans un moment donné, lorsqu'on veut concentrer une grande quantité de feux sur un point déterminé ; ce corps s'appelle en Prusse division, et il est composé de 4 batteries. En Russie, il s'appelle brigade et il comporte 3 batteries ; chez les autres puissances, il y a des corps analogues. Dix batteries forment un régiment en Autriche, 8 à 10 batteries, en France. L'artillerie anglaise possède des brigades de 10 batteries. Chez nous les régiments comptent 4 divisions de campagne, en Russie les divisions ont 4 brigades.

Le but de ces grandes réunions d'artillerie est principalement d'amener de l'uniformité dans le perfectionnement tactique et administratif de cette arme. En Prusse, chaque corps d'armée a son régiment.

§ 26. *Les grands corps de troupes.*

L'infanterie et la cavalerie agissent en grandes masses à la guerre ; on a donc dû réunir ces armes en corps de troupes plus considérables, que ceux étudiés jusqu'à présent.

En Prusse, en Russie et en France deux régiments d'infanterie ou de cavalerie forment une brigade ; (ainsi 6 bataillons ou 8, 8 ou 10 escadrons.) Une brigade de cavalerie prussienne détache un 3^e régiment, à une division d'infanterie désignée d'avance.

En Autriche, la composition des brigades est mixte et comprend de l'artillerie ; ainsi une brigade d'infanterie est formée de 2 régiments de ligne, d'un bataillon léger, d'un escadron et d'une batterie à pied ; et une brigade de cavalerie, de 2 ou 3 régiments de cavalerie et d'une batterie à cheval.

Dans la plupart des armées modernes (prussienne, autrichienne,

etc.), la combinaison des brigades donne naissance à la plus petite réunion des troupes composées des 3 armes, que l'on appelle division d'infanterie, ou simplement division. Seulement il est impossible d'unir des brigades entières de cavalerie à des brigades d'infanterie; car sans cela, la réserve de cavalerie deviendrait trop faible; aussi, il est admis en principe, que dans une division d'infanterie, celle-ci est l'arme principale, tandis que la cavalerie et l'artillerie, qui lui sont adjointes, ne servent que de soutiens. Dans la plupart des armées, une division comprend deux brigades d'infanterie, deux ou quatre escadrons, et deux ou quatre batteries. En Russie et en France, les divisions d'infanterie n'ont pas de cavalerie; elles ont 4 batteries d'artillerie en Russie, et deux en France; la cavalerie y est réunie en grande masses (de même que la réserve de cavalerie en Autriche et en Prusse), qui s'appellent divisions, et comprennent deux brigades et un certain nombre de bouches-à-feu de campagne; leur but est analogue à celui des réserves de cavalerie.

L'unité stratégique est le corps d'armée; elle est formée toujours des 3 armes, comprend des troupes de toutes les branches du service, et doit toujours pouvoir se suffire à elle-même, sous tous les rapports et sans restriction. Sa composition en Russie est de trois divisions d'infanterie, une de cavalerie et une d'artillerie; en Prusse, de deux divisions d'infanterie, d'une de cavalerie et d'une réserve d'artillerie.

L'armée française comprenait, pendant la récente campagne d'Italie, des corps d'armée comptant deux ou trois divisions d'infanterie, une division ou une brigade de cavalerie, et 9 à 12 batteries (réserve comprise.) Pendant la campagne de 1866, chaque corps d'armée comptait en moyenne 4 brigades d'infanterie, et une réserve de canons de 7 batteries; en outre, l'armée avait 5 divisions de cavalerie de réserve, chacune de 2-3 brigades.

En Russie, on a adopté l'usage de grands corps de cavalerie composés de 2 ou 3 divisions de cette arme, et d'un certain nombre de batteries à cheval. Napoléon avait maintes fois organisé de semblables corps de cavalerie, notamment en 1812. Pendant la campagne de 1866, la 1^{re} armée prussienne avait formé un corps de cavalerie de 10 régiments (4 brigades); la 2^e une division de 6 régiments (3 brigades) avec de l'artillerie. L'inconvénient d'un tel système est d'appauvrir en cavalerie l'effectif des corps d'armée et de la réserve.

Enfin, au moment des hostilités, les corps d'armée sont réunis en armée; les considérations à observer pour déterminer leurs différents emplacements sont: le plan des opérations, le théâtre de la

guerre, l'état des forces dont on dispose, ainsi que celui des forces ennemies.

§. 27. *Différences existant dans certaines armées entre la répartition de guerre et celle de paix.*

En France et en Angleterre, on s'écarte pendant la paix, de la répartition méthodique des troupes telle que nous venons de l'indiquer; ainsi les subdivisions (brigades, divisions, corps d'armée) n'existent pas tactiquement d'une manière permanente, excepté pour la garde et les armées de Paris et de Lyon.

Les régiments français, tenant garnison dans le même département, forment une subdivision (il y en a 105); 3 ou 6 de ces subdivisions forment une division territoriale (25); et enfin, deux à six de ces divisions forment un corps d'armée. Les régiments sont sous la direction du ministère de la guerre, pour ce qui regarde l'instruction militaire et l'administration, et leurs relations avec les autorités territoriales sont semblables à celles qu'ont les garnisons des places fortes avec les commandants de place. En Angleterre, la répartition des troupes est analogue.

La répartition normale des brigades, des divisions et des corps d'armée, ne se fait en France qu'au moment de la guerre (1). Cette manière de procéder offre l'avantage de pouvoir composer immédiatement ces corps de troupes; en égard à certaines considérations, telles que celles résultant du théâtre de la guerre, de l'individualité du commandant, de la nature des troupes, etc., etc.

Mais dans la plupart des autres armées, l'usage de maintenir la formation de paix semblable à celle de guerre, offre un avantage inappréciable: c'est que les troupes connaissent leurs chefs, sont

(1) Quelques puissances, notamment la Prusse et la Russie ont adopté l'usage de tenir leurs troupes formées en corps d'armée, divisions et brigades en temps de paix comme en temps de guerre. Cet usage, pour quelques inconvénients qu'il présente peut-être, réunit de grands avantages; il hâte, pour tous, soldats et officiers, les progrès de l'instruction; il entretient l'esprit militaire, développe l'émulation, et permet de mobiliser subitement une armée. Dans ces pays, les troupes demeurent constamment sous les ordres des généraux qui doivent les conduire en campagne, et elles sont pourvues d'ailleurs de tout ce qui est nécessaire à la guerre; elles peuvent donc opérer ou repousser une invasion plus promptement que les autres puissances. Qu'on nous permette d'exprimer ici nos regrets, de ce qu'un usage aussi favorable au maintien de l'indépendance et de la gloire d'une nation, n'ait point encore été adopté parmi nous.

habituées au commandement de leurs généraux, et la direction des opérations ne peut qu'y gagner.

Du reste, dans les armées russe, prussienne et autrichienne, la formation de paix n'est pas non plus tout-à-fait identique à celle de guerre; ainsi, pour perfectionner les armes de la cavalerie et de l'artillerie, dans les évolutions, et pour les préparer au rôle d'armes de réserve, elles forment des brigades et des divisions séparées. Les armes spéciales (artillerie, pionniers et chasseurs) ne sont pas détachées par petites troupes, comme cela se pratiquerait en temps de guerre; elles sont sous l'autorité d'un inspecteur particulier, et ne sont pas disséminées dans les différents corps d'armée.

Enfin, certains éléments de la puissance militaire n'existent qu'en temps de guerre, tels que les parcs du train, certaines autorités administratives, etc., etc.

D'un autre côté, pour ménager les ressources financières, les gouvernements sont obligés de congédier en temps de paix, une partie des soldats, et de ne conserver sous les drapeaux qu'un effectif plus ou moins restreint. Cette réduction ne peut pas dépasser certaines limites; car il en résulterait que l'instruction des cadres en souffrirait, et que les exercices de guerre n'auraient aucune analogie avec ceux que l'on pourrait faire en temps de paix. Ainsi, le minimum d'effectif d'une compagnie en temps de paix, est bien certainement 50 hommes; celui d'un bataillon, 200 hommes; les effectifs de 130 hommes par compagnie et de 520 hommes par bataillon sont déjà trop petits pour le temps de paix. Dans certaines petites armées, les réductions en hommes sont trop fortes; il en résulte que, pour compenser l'infériorité des cadres, on est obligé d'y faire de grandes manœuvres d'ensemble annuelles, pendant un temps plus ou moins long, en renforçant l'effectif, soit par l'adjonction des recrues, soit par le rappel de classes de milice.

I. FORMATION DES CORPS DE TROUPES JUSQUES Y COMPRIS LE RÉGIMENT

A. DANS L'ARMÉE.

1) DANS L'ARMÉE ACTIVE.

28. Infanterie.

L'infanterie de l'armée active comprend :

- 4 régiments de la garde à pied ;
- 4 régiments de grenadiers de la garde ;
- 1 régiment de fusiliers de la garde ;
- 12 régiments de grenadiers de la ligne (n^{os} 1 à 12) ;
- 68 régiments d'infanterie de ligne (de 13 à 32, 41 à 88) ;
- 8 régiments de fusiliers (n^{os} 33-40) ;

Tous ces 97 régiments ont 3 bataillons ;

- 1 bataillon de chasseurs de la garde ;
- 1 bataillon de tireurs de la garde ;
- 11 bataillons de chasseurs de la ligne.

Total. 304 bataillons, tous à 4 compagnies.

Dans les 4 régiments de la garde à pied, les 4 régiments de grenadiers de la garde, et les 12 régiments de grenadiers de la ligne, les 1^{ers} et les 2^{es} bataillons sont des bataillons de grenadiers ; dans les 68 régiments de ligne, ce sont des bataillons de mousquetaires ; les 3^{es} bataillons de tous ces régiments, et tous les bataillons des régiments de fusiliers s'appellent bataillons de fusiliers ; les 13 bataillons de chasseurs et de tireurs, les 9 régiments de fusiliers et enfin les 88 bataillons de fusiliers de la ligne forment l'infanterie légère ; leur instruction militaire diffère du reste peu de celle de l'infanterie de ligne. Le nom de grenadiers, octroyé aux régiments numérotés de 1 à 12, ne constitue qu'une distinction honorifique accordée à leur ancienneté ; leur organisation est identique à celle des autres régiments de la ligne.

La composition d'un bataillon dans la ligne, ou dans les 4 nouveaux régiments de la garde à pied est de 18 officiers, 534 hommes et 4 employés.

La composition d'un bataillon dans les 5 anciens régiments d'infanterie de la garde n'a pas changé, lors de la réorganisation de l'armée ; elle est de 22 officiers, 686 hommes et 4 employés. Les 5

anciens régiments d'infanterie de la garde sont : les 1^{er} et 2^e régiments de la garde à pied; le régiment de la garde Empereur Alexandre n° 1; le régiment de grenadiers de la garde Empereur François n° 2; et le régiment des fusiliers de la garde.

L'état-major de tous les régiments d'infanterie comprend : 1 officier supérieur commandant, un major ou 5^e officier supérieur, un lieutenant-adjutant-major de régiment, un sous-officier secrétaire, et 48 musiciens dans les 5 anciens régiments d'infanterie de la garde et dans celui des grenadiers de la reine n° 4, 10 musiciens et 32 soldats musiciens dans les anciens régiments de ligne, 10 musiciens et 12 soldats musiciens dans les nouveaux régiments, excepté dans le régiment des grenadiers de la reine, n° 4.

La composition d'un ancien régiment de la garde est donc de 69 officiers, et 2,107 troupes; et celle d'un autre régiment d'infanterie de 57 officiers et 1,613 troupes, non compris les 12 employés; le régiment des grenadiers de la reine n° 4 a 38 musiciens de plus. Quant aux bataillons de chasseurs et de tireurs, ils sont semblables à ceux de la ligne, excepté qu'ils ont 4 seconds-lieutenants et 4 soldats de plus et 4 musiciens de moins.

L'infanterie comprend de plus en temps de paix :

1^o Un bataillon d'instruction, qui a pour but de répandre l'uniformité de l'instruction militaire dans l'infanterie. Le 15 avril de chaque année, les régiments de ligne et le bataillon de marine envoient chacun un certain nombre d'officiers, de sous-officiers et de soldats à cet établissement; ils sont formés alors en un bataillon de 4 compagnies comprenant 22 officiers, 60 sous-officiers, 17 tambours et fifres, 576 soldats et un officier-payeur; l'instruction y dure jusqu'au 1^{er} octobre : sa résidence est à Potsdam; en hiver, il n'y reste qu'une compagnie pour noyau; (6 officiers, 136 troupes).

2^o Une école spéciale de tir, dont le personnel se compose de 8 officiers et 5 sous-officiers; et d'un détachement d'instruction de 5 officiers, 80 sous-officiers, 2 tambours et 240 soldats tiré de tous les régiments d'infanterie, et qui est divisé en 2 compagnies. Le but de cette école est de perfectionner dans la pratique du tir du fusil à aiguille, les hommes qui y sont détachés; l'instruction y est donnée pendant les 6 mois d'été; pendant l'hiver, un détachement d'environ cent hommes reste attaché à l'établissement, pour y expérimenter les nouvelles inventions relatives aux armes de guerre;

3^o Un établissement central de gymnastique. On y perfectionne séparément les officiers et les sous-officiers, dans les exercices gymnastiques et dans l'escrime à la baïonnette; pour les premiers les cours durent les 6 mois d'hiver; pour les seconds, trois mois d'été.

Sa résidence est à Berlin ; depuis quelque temps, on y envoie aussi quelques instructeurs de cavalerie.

§ 29 *Cavalerie.*

La cavalerie comprend :

- 10 régiments de cuirassiers, dont un des gardes du corps et un des cuirassiers de la garde ;
- 18 régiments de dragons, dont deux de la garde ;
- 17 " de hussards, dont un de la garde ;
- 19 " de uhlands, dont trois de la garde.

64 régiments en total.

Depuis 1866-67, tous les régiments ont reçu un 5^e escadron. En temps de mobilisation celui-ci reste dans le pays, comme troupe de réserve, servant à combler les vides en hommes et en chevaux qui se produisent dans les 4 escadrons de guerre ; cette manière de procéder offre des avantages incalculables, au point de vue pratique de la guerre.

Les dragons et les hussards constituent la cavalerie légère ; et les cuirassiers, les uhlands, la grosse cavalerie. On a conservé dans le régiment des gardes du corps, l'ancienne division de l'escadron en deux compagnies ; cette division était jadis réglementaire pour tous les régiments de cuirassiers.

L'effectif d'un régiment à 5 escadrons comprend : 28 officiers, 712 hommes et 687 chevaux, non compris les chevaux de main d'officiers. Les régiments de cavalerie ont de plus en moyenne 4 employés militaires.

Une école d'équitation militaire est instituée dans le Hanovre pour le temps de paix seulement ; elle a pour but de former des écuyers parmi les officiers et les sous-officiers de la cavalerie et de l'artillerie à cheval. Les cours y durent un ou deux ans.

§ 30. *Artillerie.*

Elle comprend :

- 12 régiments d'artillerie de campagne ;
 - 9 régiments d'artillerie de place ;
 - 1 division d'artificiers.
- } dont un de chaque es-
pèce appartient à la
garde.

Chaque régiment d'artillerie de campagne se compose de 3 divisions montées et d'une à cheval.

Chaque division d'artillerie montée comprend :

2 batteries de 6^u rayées;

2 batteries de 4^u rayées.

Les 1^{re} et 2^e divisions montées sont assignées, en temps de guerre, aux deux divisions d'infanterie du corps d'armée, dont le régiment d'artillerie fait partie.

La 3^e division montée fait partie de la réserve d'artillerie du corps d'armée (en temps de guerre, bien entendu).

La division à cheval compte 3 batteries de 4^u; en temps de guerre, elle se composera vraisemblablement de 4 batteries, savoir : la 1^{re}, qui sera attachée à la division de cavalerie, et les 3 autres, qui feront partie de la réserve d'artillerie du corps d'armée.

Chaque batterie a, en temps de paix, 4 bouches à feu attelées, en temps de guerre 6.

D'après cela, un régiment d'artillerie de campagne possède, en temps de paix : 6 batteries montées de 6^u, 6 idem de 4^u, et 3 batteries à cheval. Total : 15 batteries à 4 bouches à feu, 60 bouches à feu ; en temps de guerre, 12 batteries montées, et probablement 4 batteries à cheval, chacune de 6 bouches à feu. Total : 16 batteries avec 96 bouches à feu.

Les régiments d'artillerie de campagne nos 9 et 10 ont respectivement 7 et 10 batteries montées seulement; celles qui manquent au nombre réglementaire doivent être fournies par l'artillerie des contingents fédéraux.

Le nombre total des batteries, en temps de paix, est donc de 137 montées et 36 à cheval.

Une batterie montée compte : 4 officiers, 110 hommes, 37 chevaux (29 dans les batteries de 4^u).

Les chevaux se subdivisent comme suit : 24 ou 16 de trait, 4 de réserve, 3 d'officiers, 4 de sous-officiers et 2 de trompettes.

Une batterie à cheval compte : 4 officiers, 91 hommes, 1 employé, 72 chevaux (24 de trait, 4 de réserve, 44 de selle).

L'état-major d'une division montée se compose de : 1 officier supérieur commandant, 1 lieutenant-adjutant, 1 sous-officier secrétaire, 1 vétérinaire et 2 capitaines de 3^e classe.

L'état-major d'une division à cheval comprend : un officier supérieur commandant, un lieutenant-adjutant, un sous-officier secrétaire.

D'après cela, une division montée compte : 20 officiers, 441 hommes, 1 employé, 132 chevaux ; une à cheval : 14 officiers, 274 hommes, 3 employés, 216 chevaux.

L'état-major d'un régiment se compose de : 1 officier supérieur

commandant, 1 un lieutenant-adjutant, 1 capitaine ou 1 lieutenant en disponibilité d'emploi pour surveiller les ouvriers, 1 officier-payeur, 3 médecins supérieurs et 5 adjoints (2 par division), 1 trompette-major, 2 sous-officiers secrétaires, 50 ouvriers, 1 vétérinaire major, 1 vétérinaire. De plus, sont comptés à l'état-major du régiment : 8 seconds-lieutenants hors cadre, qui n'ont pas encore passé l'examen de sortie de l'école polytechnique de l'artillerie et du génie.

D'après cela, un régiment d'artillerie de campagne (excepté les 9^e et 10^e) comprend : 84 officiers, 1,650 hommes, 17 employés, 612 chevaux, 60 bouches à feu.

Un régiment d'artillerie de place comprend 2 divisions, chacune à 4 compagnies, comptant : 4 officiers, 100 hommes. L'état-major d'une division de place compte : 1 officier supérieur commandant, 1 lieutenant-adjutant, 1 sous-officier secrétaire, 1 médecin adjoint, 1 capitaine de 3^e classe. — La division a donc une force totale de : 19 officiers, 401 hommes, 1 employé.

L'état-major d'un régiment se compose de : 1 officier supérieur commandant, un lieutenant-adjutant, 1 sous-officier secrétaire, 1 officier payeur, 3 seconds-lieutenants d'artificiers, 13 sous-officiers artificiers, 27 artificiers, 30 ouvriers. Il y a de plus par régiment : 4 seconds-lieutenants hors cadre détachés à l'école polytechnique. Les officiers d'artillerie de place (directeurs), ainsi que les dépôts d'artillerie sont sous la direction du commandant du régiment d'artillerie de place, appartenant au corps d'armée.

L'artillerie de place possède, dans les garnisons de Mayence et de Sarrelouis, respectivement 8 et 2 bouches à feu attelées pour les sorties.

Le régiment d'artillerie de place n° 3 a 2 divisions; les 11^e 7 e 8 ont des divisions de 5 compagnies.

Enfin, le régiment d'artillerie de campagne n° 9 possède une division de place pour l'armement de Sonderbourg-Duppel.

L'artillerie de place compte donc :

6 régiments à	8 compagnies	—	48	compagnies.
2 " à	10 " "	—	20	"
1 " à	12 " "	—	12	"
1 division d'artillerie de place.		—	4	"

Total. . . 84 compagnies.

D'après cela, un régiment d'artillerie de place (exceptés les 3^e, 7^e, et 8^e) compte : 45 officiers, 873 troupes, 3 employés.

La division d'artificiers comprend dans ses 1^{re} et 2^e compies: 8 officiers, 154 hommes. Leur service consiste à préparer tous les artifices de guerre, qui exigent des connaissances spéciales, tels que, balles à incendier et à éclairer, shrapnels, amorces fulminantes, etc.

De plus l'artillerie possède :

Un comité général (Berlin), composé des généraux et d'autres officiers supérieurs de l'arme; il s'occupe de tous les perfectionnements relatifs à l'artillerie.

§ 31. *Corps du génie.*

Le corps du génie comprend 400 officiers; les uns appartiennent à l'état-major de l'arme ou aux trois inspections du génie du royaume; les autres font le service dans les bataillons de pionniers, ou dans les différentes places fortes.

Les troupes du génie comprennent :

12 bataillons de pionniers (dont un de la garde), chacun à 4 compagnies, total 48 compagnies. .

L'effectif d'un bataillon de pionniers compte : 18 officiers, 503 troupes et 4 employés.

La 1^{re} compagnie de chaque bataillon se compose de pontonniers; les 2^e et 3^e de sapeurs; la 4^e de mineurs.

Il comprend en outre une commission d'ingénieurs, qui fonctionne à Berlin; sa mission consiste à discuter les changements à introduire dans le système des forteresses, et à décider leur démantèlement, s'il y a lieu. Elle est composée de généraux et autres officiers, appartenant à l'état-major de l'arme.

§ 32. *Observations.*

L'effectif en officiers donné plus haut n'est pas conforme à la réorganisation de l'armée; plusieurs places de second-lieutenant restent vacantes. Elles sont destinées aux porte-épée-enseignes faisant actuellement le service dans les bataillons de pionniers. D'autre part, le génie doit détacher beaucoup d'officiers dans les établissements spéciaux, de sorte qu'il y a dans cette arme plus de compagnies, où il n'y a qu'un lieutenant ou sous lieutenant, que de compagnies d'infanterie n'ayant que deux officiers de ces grades.

§ 33. *Train.*

L'armée compte 12 bataillons du train, composés chacun de deux

compagnies et d'un dépôt; ce nombre comprend un bataillon du train de la garde. Leur effectif compte : 12 officiers (2 au dépôt), 227 hommes, 3 employés militaires, 127 chevaux de service, 24 voitures. Des 138 simples soldats, il y en a 50 comptant 3 ans de service, et 88 ne comptant que 6 mois.

§ 34. *Invalides.*

Il y a deux hôtels d'invalides (Berlin et Stolp); celui de Berlin compte 400 hommes, celui de Stolp, 10; nous avons, en outre, 7 compagnies d'invalides (dont une de la garde) de 120 à 140 hommes chacune. Total des invalides : 55 officiers, 1,320 hommes.

§ 35 *Corps militaires spéciaux.*

1^o Corps des chasseurs à cheval de campagne (Berlin.) Ce corps comprend les jeunes gens qui se destinent à l'administration forestière; ils font le service de courriers en temps de paix et en temps de guerre. Effectif : 4 officiers, 77 troupes.

2^o Gendarmerie du corps (Berlin). Cette troupe est à cheval; elle fait le service d'ordonnances auprès de S. M. le Roi. Effectif : 2 officiers, 24 sous-officiers.

3^o La compagnie de la garde des châteaux (Berlin, Potsdam, Charlottenbourg). Elle se compose de sous-officiers demi-invalides préposés à la garde des châteaux. Effectif; 4 officiers, 70 sous-officiers.

4^o La gendarmerie territoriale.

5^o La gendarmerie maritime. Ces deux corps, composés de sous-officiers, font le service de la police dans le royaume, et sont sous l'autorité du ministère de l'intérieur. Le premier compte 41 officiers et 2,257 gendarmes (dont la grande moitié est à cheval); le quartier général du second est à Swinemünde, il compte 2 officiers et 60 gendarmes;

6^o Les ordonnances d'état-major, se recrutent parmi les sous-officiers, brigadiers et soldats de la cavalerie, portent un uniforme particulier, et sont attachées comme escortes à toutes les autorités militaires au-dessus du grade de colonel. Lors de la mobilisation de l'armée, ce corps forme le noyau des quartiers généraux.

7^o Les inspections d'étapes (Hildesheim, Hirschfeld et autres lieux), doivent assurer la subsistance et la sécurité des troupes se rendant des provinces orientales du royaume aux provinces occidentales, et vice-versa.

8° Les officiers de l'armée, (22) remplissant des fonctions spéciales, soit dans les manufactures d'armes, soit dans les commissions militaires de la confédération, etc.

9° Les officiers à la suite de l'armée (actuellement au nombre de 34,) sont pour la plupart membres des familles princières de l'Allemagne. Le Roi leur confère des grades honorifiques, mais ils ne font aucun service.

10° Les divisions de boulangers militaires, qui n'existent que dans les grandes garnisons. Les soldats d'infanterie, ayant au moins un an de service, y sont seuls admis.

11° Les 3 divisions de travailleurs (Posen, Torgau et Minden). Nous en parlerons à l'article : Recrutement.

12° Les 20 divisions de discipline, qui sont réparties dans 20 places fortes du royaume ; on y envoie les soldats condamnés par les conseils de guerre, à la punition de forteresse ; chaque division est commandée par un officier demi-invalides.

§ 36 *Etablissements d'éducation et d'instruction militaires*

1° La haute commission des études militaires (Berlin) forme le comité consultatif du perfectionnement des sciences militaires dans l'armée (excepté toutefois dans l'état-major). Elle a la haute inspection des établissements d'enseignement militaire dans ses attributions, et se compose du reste de membres appartenant aux commissions spéciales, dont il sera parlé aux alinéas 3, 4, 5 et 6.

2° La haute commission des examens militaires (Berlin), devant laquelle se présentent les candidats porte-épée enseignes et les candidats seconds-lieutenants.

3° L'académie de guerre (Berlin). Son but est de perfectionner dans les plus hautes sciences militaires, les officiers qui se rendent dignes d'y être envoyés. Elle comprend 3 classes, composées chacune de 50 lieutenants, qui doivent compter au moins 3 ans de grade d'officier avant d'y être détaché, et avoir satisfait à un examen spécial. Les cours de chaque année commencent le 1^{er} octobre pour finir le 30 juin. Après la 2^e année, les officiers élèves sont tenus de passer un examen pratique sur les diverses sciences militaires ; après la 3^e, ils font un voyage, dit d'état-major, dont la durée est de plusieurs semaines, et pendant lequel, ils font des reconnaissances, des levés topographiques, enfin tout ce qui est du ressort des connaissances pratiques de l'état-major. Pendant les 3 mois d'intervalle séparant deux années d'études consécutives, les élèves sont renvoyés dans leurs régiments pour y faire le service ;

cependant, les officiers de cavalerie des corps éloignés de la capitale, peuvent être détachés dans la garde, ou dans les régiments de cavalerie stationnés dans les environs de Berlin. Après la 3^e année d'études, les officiers, qui se sont distingués par leur application, sont attachés à l'état major général, ou remplissent les fonctions d'aide-de-camp ; après une période de 10 mois, ils sont détachés dans une autre arme, à leur choix, pour y faire le service. Nous donnerons de plus amples détails à l'article relatif à l'état-major ; (§ 52).

4^e Les 6 écoles de guerre établies respectivement à Potsdam, Erfurth, Neiss, Engers, Hanovre et Cassel ; les porte-épée-enseignes de toutes armes, y sont envoyés pour se perfectionner dans les études militaires. Les cours y durent 10 mois, dont un mois et demi d'exercices pratiques.

5^e L'école polytechnique d'artillerie et du génie. Les porte-épée-enseignes de ces armes spéciales y sont envoyés ; après la première année d'études, ils deviennent officiers, et ils étudient encore pendant deux ans les sciences et applications particulières à leur arme. Les cours de chaque année durent 9 mois ; ils sont suivis de 3 mois d'exercices pratiques, pour les deux premières années seulement.

6^e Le corps des cadets, qui comprend l'institut principal de Berlin, et les 4 écoles de Culm, Postdam, Wahlstatt et Bensberg. 720 jeunes gens peuvent y être préparés aux fonctions d'officiers ; mais en moyenne, il n'y en a que 530 âgés de 11 à 18 ans. Cette institution fournit chaque année 50 officiers, 20 ou 30 porte-épée-enseignes effectifs et 110 honoraires.

42 0/0 des places d'officiers sont ainsi réservées aux cadets ; cette proportion n'a jamais été aussi forte que maintenant. Ce qui prouve l'excellence de cette institution, c'est que : tandis que sur la liste générale de tous les officiers de l'armée, il y en a 26 0/0 qui sont anciens cadets ; cette proportion augmente considérablement si l'on fait des listes par grades : ainsi, pour les lieutenants, il y en a 24 0/0 ; les capitaines, 28 0/0 ; les majors et les lieutenants-colonels 33 0/0 ; les colonels, 44 0/0 ; les généraux, 46 0/0 ; les officiers d'état-major, 60 0/0 ; les aides-de camp, 52 0/0 ; les professeurs dans les divers établissements militaires d'instruction, 63 0/0.

§ 37. Continuation.

1^o La commission d'examen des premiers lieutenants d'artillerie, devant laquelle doivent comparaître ceux d'entre eux qui, étant dans les conditions, désirent passer capitaines.

2^o La commission spéciale d'examen du génie à Berlin, devant laquelle doivent se présenter les capitaines de 2^{me} classe et les plus anciens premiers lieutenants du génie, qui briguent l'avancement au grade de capitaine de 1^{re} classe.

3^o Trois écoles de sous-officiers (Potsdam, Juliers et Biberich). Les élèves sont des volontaires âgés de 16 à 19 ans; on les prépare en trois ans aux fonctions de sous-officier; puis ils sont renvoyés dans les régiments, la plupart, comme simples soldats, les meilleurs seulement comme sous-officiers. L'effectif de chacune de ces écoles divisé en compagnies, compte 18 officiers, 374 troupes et 16 non-combattants.

4^o Une école de pyrotechnie dont les cours durent un an et demi.

5^o L'institut médical-chirurgical de Frédéric-Guillaume (Berlin) qui compte 72 élèves; et auquel est annexée une académie de médecine, comprenant 80 autres élèves; les études y durent 4 ans, et sont les mêmes que celles suivies dans les autres facultés de médecine.

6^o L'école vétérinaire militaire de Berlin, contient 100 élèves qui se destinent aux grades de vétérinaire de 1^{re} et de 2^{me} classe.

7^o Le grand orphelinat militaire de Potsdam et du château de Pretsch. On y admet les enfants de soldats ayant perdu leur père ou leur mère; ils comptent actuellement 450 garçons et 250 filles, âgés de 5 à 13 ans;

8^o L'institut militaire d'Annabourg qui est réservé aux fils des soldats, pratiquant la religion protestante. Il contient 500 jeunes gens âgés de 10 à 17 ans;

9^o Les 12 écoles de garnison, qui donnent l'enseignement aux enfants des sous-officiers et soldats, et même à des enfants d'officiers.

§ 38. *Notice sur l'origine et l'histoire des régiments de l'armée.*

Il est essentiel que tous les membres de la grande famille militaire connaissent l'origine et l'histoire, ainsi que les glorieux faits d'armes du corps de troupes auquel ils appartiennent; cette connaissance excite chez eux l'amour du drapeau, l'orgueil légitime qui s'appelle esprit de corps, l'esprit de camaraderie, la confiance réciproque.

Elle apprend aussi la pratique de la guerre, et provoque chez les militaires le désir de suivre les nobles exemples de leurs prédécesseurs dans le régiment. Ces considérations acquièrent encore plus d'importance, lorsque comme chez nous, les corps de troupes se

recrutent toujours dans les mêmes arrondissements, ce qui est une des causes principales des beaux succès de notre landwehr.

Telles sont les raisons qui nous ont suggéré l'idée de consigner les notices historiques suivantes :

Sous le prince électeur Georges-Guillaume :

1619. Organisation du 1^{er} régiment de grenadiers, n^o 1 de la Prusse orientale ; il formait la garde du corps.

Sous le grand prince électeur :

1674. Idem des cuirassiers de Silésie N^o 1, (prince Frédéric de Prusse).

1677. Idem des grenadiers du roi Frédéric-Guillaume IV, 1^{er} de Poméranie, N^o 2.

1685. Idem des grenadiers de la Prusse orientale, N^o 2, de cette province, N^o 3.

1688. Idem, idem, N^o 3, de la province, N^o 4.
Sous Frédéric III :

1690. Idem des grenadiers 4^e de la Prusse orientale, N^o 5.

Tous ces régiments ont pris part aux guerres suivantes : entre la Suède et la Pologne 1655 à 1660 ; à celle de l'Empire contre les Français et les Suédois réunis ; 1670 à 1679 et 1688 à 1697 ; contre la Turquie, 1664 ; 1683 à 1686 ; 1691 à 1699 ; celle de la succession d'Espagne, 1710 à 1713 ; celle du Nord 1713 à 1720.

Sous le roi Frédéric-Guillaume I^{er} :

1716. Institution du corps des ingénieurs.

1717. Idem du corps des cadets. — Idem des cuirassiers de la Reine (Poméranie, N^o 2 ; Idem des cuirassiers, N^o 3, (Prusse orientale). Ces 2 régiments formèrent en 1744 et en 1807, les régiments de cuirassiers N^{os} 4 et 5, (Prusse occidentale et Westphalie) ; et en 1727, celui des dragons Prince Albrecht de Prusse (Lithuanie) N^o 1.

1730. Idem des hussards de Ziethen (Brandebourg) N^o 3.
Sous Frédéric-le-Grand :

1740. Idem des gardes du corps.

1741. Idem des hussards du corps, N^o 4, (fournit en 1808, le noyau des hussards du corps N^o 2.)

1745. Idem des uhlans. Prusse occidentale N^o 1 (qui forma le noyau des uhlans de Silésie N^o 2, organisé en 1808).

1758. Idem des hussards de Blücher (Poméranie) N^o 5.

Ces 5 régiments d'infanterie et 13 régiments de cavalerie prirent part à la campagne de Silésie.

1748. Idem de l'hôtel des invalides de Berlin.

1765. Idem de l'académie de guerre.
1772. Idem de la brigade d'artillerie, (Prusse orientale).
1773. Idem des grenadiers, n° 1 de la Prusse occidentale, n° 6.
Sous Frédéric-Guillaume II :
1797. Idem des grenadiers du Roi, n° 2 de la Prusse occidentale,
n° 7.

Ces 7 régiments d'infanterie, 13 de cavalerie et cette brigade d'artillerie faisaient partie de l'armée de 1806, qui comptait : 68 régiments d'infanterie, y compris les brigades de fusiliers ; 37 1/2 régiments de cavalerie et 5 régiments d'artillerie. Tous les corps organisés sous Frédéric-Guillaume III furent tirés de ces anciens régiments.

1806. Organisation du 1^{er} régiment de la garde à pied.
1807. Idem des cuirassiers du Brandebourg, (Empereur Nicolas 1^{er} de Russie), n° 6.
Idem des dragons du Brandebourg et de Neumark, n° 2 et 3.
Idem des hussards de Silésie, n° 4.
1808. Idem de la brigade d'artillerie de la garde, et de celles de Poméranie et de Silésie, n° 2 et 6.
Idem des grenadiers du corps (n° 1 du Brandebourg), n° 8.
Idem des grenadiers de Colberg (n° 2 de Poméranie) n° 9.
Idem des grenadiers (n° 1 de Silésie) n° 10.
Idem du bataillon de chasseurs de la garde (qui forma les noyaux de ceux de la Prusse orientale et de la Poméranie, n° 1 et 2, en 1809 et 1821).
1809. Idem des grenadiers (n° 2 de Silésie) n° 11.
Idem du bataillon de chasseurs (n° 1 de Silésie), n° 5 (forma le noyau du bataillon de chasseurs (n° 2 de Silésie) n° 6 organisé en 1821).
Idem des hussards (n° 2 de Silésie) n° 6.
Idem des uhlands Empereur de Russie (n° 1 du Brandebourg) n° 3.

Après la guerre :

1815. Organisation du régiment d'infanterie n° 2 de la Thuringe), n° 32. Ce régiment fut tiré des troupes saxonnes.

Idem des bataillons des chasseurs de Brandebourg et de Westphalie, n° 3 et 7 (formèrent les noyaux des chasseurs de Magdebourg et du Rhin n° 4 et 8 organisés en 1821).

1816. Idem des fusiliers (Prusse orientale) n° 33 (tiré des troupes suédoises ; forma en 1820 le noyau des fusiliers de Poméranie,

n° 34, concurremment avec le régiment suédois de la garde de la Reine.

Idem des fusiliers de Brandebourg, n° 35 tiré des troupes nassoviennes, forma le noyau des fusiliers de Magdebourg, n° 36.

1817. Idem des 1^{er} et 2^e régiments des uhlans de la garde.

1818. Idem des fusiliers de Westphalie, n° 37 (forma en 1820, le noyau de fusiliers de Silésie, n° 38.)

Idem des fusiliers du Bas-Rhin n° 39 (forma en 1820 le noyau des fusiliers de Hohenzollern, n° 40).

1826. Idem des fusiliers de la garde.

1816. Idem des brigades d'artillerie de Brandebourg, Magdebourg, Basse Silésie, Westphalie et du Rhin, nos 3, 4, 5, 7 et 8 (tirées de celles qui existaient précédemment) et du 9^e bataillon de pionniers, dont les compagnies furent recrutées respectivement dans les mêmes localités que les batteries d'artillerie de mêmes numéros.

Ces 10 régiments d'infanterie, 4 bataillons de chasseurs, 2 régiments de cavalerie, 5 brigades d'artillerie et 9 bataillons de pionniers ont pris part à la campagne de 1866.

Sous Frédéric-Guillaume IV, le prince régent organisa en 1860 : 36 nouveaux régiments d'infanterie, 10 de cavalerie et 9 bataillons de train ; la landwehr fournit le noyau des premiers ; quant à la cavalerie, on la tira du 5^e escadron (escadron de réserve) de 3 ou 4 anciens régiments.

Les autres régiments de l'armée furent formés à la suite de la campagne de 1866.

2) LANDWEHR.

§ 39 Classification des troupes de la landwehr.

La landwehr comprend : 2 régiments de la garde, 2 de grenadiers de la garde, 32 régiments provinciaux (tous à 3 bataillons) ; 8 bataillons indépendants, (nos 33-40) qui formaient autrefois les 3^e bataillons de réserve ; lors de la mobilisation ces régiments de réserve sont devenus régiments de fusiliers ; ils comptaient 2 bataillons) ; et 22 nouveaux bataillons de landwehr organisés dans les provinces récemment acquises.

Ainsi, la landwehr compte 42 bataillons de la garde, et 126 provinciaux.

Tout le territoire est divisé en 126 cercles de bataillon de landwehr, dont chacun, comptant en moyenne 190,000 habitants, est partagé en 4 cercles de compagnie.

Les bataillons de landwehr de la garde n'ont pas de circonscription spéciale ; leurs troupes se composent des congédiés du corps d'armée de la garde.

Chaque bataillon de landwehr porte le nom de son chef-lieu de cercle. Il se composait, avant 1866, de 1,002 hommes du 1^{er} ban et de 802 du second. Depuis la constitution de la confédération allemande du Nord, les miliciens ne font le service dans la landwehr, que jusqu'à la 32^e année d'âge accomplie ; le second ban n'existera donc plus à l'avenir.

Il y a de plus actuellement 37 escadrons, de landwehr destinés à la garnison des forteresses en temps de guerre.

Dans le cas où la cavalerie de l'armée ne suffirait pas en temps de guerre, le gouvernement peut encore disposer de 2 régiments de la garde, 8 de grosse cavalerie, 4 de dragons, 12 de hussards, 8 de uhlands, et 16 escadrons spéciaux, appartenant tous à la landwehr.

En outre les miliciens ayant appartenu à la cavalerie, peuvent former dans chaque cercle un escadron de 120 chevaux, en cas d'absolue nécessité.

Il n'y a pas de troupes spécialement organisées pour l'artillerie et le génie de la landwehr ; les classes congédiées servent en temps de guerre à renforcer et à compléter les compagnies d'artillerie de place et de pionniers de garnison.

§ 40 *Effectifs de paix*

L'effectif de paix de chaque bataillon comprend : 1 commandant, 1 adjudant-major (ces 2 officiers sont pris parmi ceux de l'armée en disponibilité), 4 sergents-majors d'arrondissement, 5 sous-officiers (2 capitaines d'armes, 1 secrétaire du major, 2 sergents, et 6 soldats (nécessaires pour mettre les magasins en ordre et servir d'ordonnances). Total : 2 officiers et 15 troupes. Les états-majors de régiments ne sont pas formés.

Les officiers portent les insignes de leur grade ; ils reçoivent en outre de leur pension un supplément déterminé, et l'indemnité appelée service. Le commandant du cercle ne prend pas part à la guerre ; il doit surveiller les affaires du recrutement et du contrôle.

§ 41 *Congédiés.*

Tout le reste de l'effectif est en congé ; mais chaque homme de la landwehr est tenu d'avertir son sergent-major du lieu où il réside ; deux fois par an celui-ci établit son contrôle général de domi-

cile. Les 4 plus jeunes classes de la landwehr sont rappelées chaque année pour exercer pendant 8 jours.

II. FORMATION DES GRANDS CORPS DE TROUPES A PARTIR DE LA BRIGADE

§ 42. *Principes suivis pour numérotter les régiments, les brigades, les divisions, les corps d'armée, et les inspections spéciales.*

Les régiments d'infanterie et de cavalerie sont numérotés d'après la date de leur création ; le plus ancien corps d'infanterie, formé en 1619, porte le numéro 1 ; le second, formé en 1677, porte le numéro 2 ; et ainsi de suite. Dans la cavalerie, les dragons, les hussards et les uhlans ont une série spéciale. Les bataillons de chasseurs, les régiments d'artillerie, les bataillons du génie et du train, organisés en corps spéciaux seulement dans le siècle actuel, portent le numéro du corps d'armée, dont ils font partie, numéro déterminé par la situation géographique de la province, dans laquelle il se recrute.

Le 1^{er} corps d'armée se recrute dans la prov^{ce} de Prusse ;

Le II ^e	id.	id.	Poméranie ;
Le III ^e	id.	id.	Brandebourg ;
Le IV ^e	id.	id.	Saxe ;
Le V ^e	id.	id.	Posen ;
Le VI ^e	id.	id.	Silésie ;
Le VII ^e	id.	id.	Westphalie ;
Le VIII ^e	id.	id.	Rhin ;
Le IX ^e	id.	id.	Schleswig-Holstein ;
Le X ^e	id.	id.	Hanovre ;
Le XI ^e	id.	id.	Hesse-Cassel, Nassau, etc.

Les troupes spéciales des chasseurs, de l'artillerie et des pionniers suivent une série semblable, de 1 à 11.

Il est à remarquer toutefois, eu égard à la différence existant entre les populations des diverses provinces, que certaines dérogations aux principes ci-dessus ont dû être adoptées. C'est ainsi que le II^e corps d'armée ne se complète pas exclusivement dans la Poméranie, mais encore dans la Prusse occidentale et dans la province de Posen ; que la basse Silésie ne fournit pas son contingent au VI^e corps, mais bien au V^e ; que le bas Rhin ne fournit pas le sien au VIII^e, mais bien au VII^e, etc.

En outre le gouvernement a assigné des régiments de Posen ou des provinces nouvellement conquises à des corps d'armée étran-

gers à celles-ci ; il a d'ailleurs suivi le même procédé pour les anciens corps, chaque fois que la raison militaire l'exigeait.

Les divisions et les brigades sont numérotées, d'après le corps d'armée auquel elles appartiennent. Ainsi les 1^{re} et 2^e divisions font partie du 1^{er} corps, ainsi que les 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e brigades d'infanterie, les 1^{re} et 2^e brigades de cavalerie, et le 1^{er} régiment d'artillerie de campagne ; le XI^e corps d'armée se compose des 21^e et 22^e division, 41^e, 42^e, 43^e et 44^e brigades d'infanterie, des 21^e et 22^e brigades de cavalerie, et du 11^e régiment d'artillerie de campagne.

Les inspections territoriales de l'artillerie, du génie, des pionniers et des places fortes sont numérotées d'après leur situation géographique de l'Est à l'ouest du royaume. Les 1^{re} sont au nombre de 4, les secondes au nombre de 3, les 3^{es} et les 4^{es} à celui de 7.

§ 43. *Brigades d'infanterie.*

Les 9 corps d'armée institués après la guerre de 1813 (celui de la garde et ceux numérotés de I à VIII), ont été constitués, sauf quelques changements, selon les principes suivants, jusqu'en 1859. L'armée comptait 4 régiments d'infanterie de la garde et 32 de ligne, tous à 3 bataillons ; la landwehr comprenait 4 régiments de la garde et 32 provinciaux, tous également à 3 bataillons. Chaque régiment de l'armée formait brigade avec celui de la landwehr de même numéro ; ainsi la 25^e brigade d'infanterie était composée des 13^e de ligne et 13^e de landwehr ; la 26^e, des 15^e de ligne et 15^e de landwehr, et ainsi de suite. Les huit régiments d'infanterie de réserve (n^{os} 33-40) n'étaient pas embrigadés ; ils étaient organisés chacun en deux bataillons, qui devaient être complétés par un 3^e bataillon spécial de landwehr ; ces régiments spéciaux tenaient pour la plupart garnison dans les places fortes fédérales (à l'exception du régiment de réserve de la garde).

En 1859, le gouvernement dut créer 36 nouveaux corps d'infanterie (n^{os} 41-72 et 4 de la garde), en les tirant des corps existants et des cadres de la landwehr. Le 13^e de ligne et le 13^e de landwehr fournirent le noyau du 53^e de ligne, (portant un numéro plus élevé de 40 que ceux-là, par conséquent) ; le 15^e de ligne et le 15^e de landwehr formèrent le 55^e de ligne ; et ainsi de suite. Chacun des nouveaux corps fit partie de la brigade à laquelle appartenaient ceux qui lui avaient servi de noyau. C'est ainsi que la 25^e brigade d'infanterie comprenait les 13^e et 53^e de ligne, ainsi que le 13^e de landwehr.

Plusieurs exceptions à ces règles furent introduites depuis dans l'organisation des brigades ; certains régiments permutèrent avec

d'autres, certains autres firent partie de brigades étrangères. Actuellement encore, 14 des 36 brigades d'infanterie, faisant partie des 9 anciens corps d'armée, ne sont pas encore composées d'après les règles énoncées.

Lors de la réorganisation de 1866, les 3 premiers nouveaux corps furent constitués sans y avoir égard.

Actuellement chaque corps d'armée compte 9 régiments d'infanterie, dont un de fusiliers, embrigadé comme les autres; trois régiments de fusiliers font partie de corps d'armée, auxquels ils sont étrangers.

La composition actuelle d'une brigade d'infanterie, non compris les chasseurs et les tireurs, est la suivante :

L'armée prussienne possède 97 régiments d'infanterie, y compris la garde.

Les autres états de la Confédération du Nord, excepté la Saxe, ont en outre deux brigades entières, 6 régiments, et 4 bataillons indépendants. — Total : 108 régiments d'infanterie, la garde comprise.

La Prusse possède en outre 36 régiments de landwehr de 138 bataillons indépendants de cette arme, dont 8 anciens et 22 nouvellement institués dans les provinces conquises.

Ces troupes fournissent 4 brigades à chaque corps d'armée. — Total : 48 brigades d'infanterie.

En règle générale, la brigade compte deux régiments de l'armée et un régiment de la landwehr ou 3 bataillons de cette arme. Les 12 régiments comptant au-dessus des 9^e régulièrement embrigadés, sont répartis comme suit :

1^o 4 d'entr'eux forment une brigade spéciale pour la garnison de Mayence ;

2^o Les deux brigades de la garde, celles de la ligne, n^{os} 11, 12, 26, 31, 35 et 42 sont composées de trois régiments de la ligne, au lieu de deux. La 40^e brigade possède, en sus de ses deux régiments, 4 bataillons des contingents fédéraux.

Ces règles ont d'ailleurs subi les modifications suivantes :

1^o Le corps d'armée de la garde, qui possède un bataillon de tireurs de plus que les autres corps, dispose encore d'un bataillon de chasseurs et d'un de tireurs, assignés respectivement à sa 1^{re} et à sa 3^e brigades ; tandis que dans les autres corps d'armée, le bataillon de chasseurs est directement sous les ordres du général commandeur ;

2^o La 1^{re} brigade d'infanterie de la garde comprend le bataillon d'instruction et l'école des sous-officiers ;

3^e Les 8 bataillons indépendants de landwehr font partie de différentes brigades.

4^e Les 35^e, 41^e, 43^e, et 44^e brigades d'infanterie n'ont que deux bataillons de landwehr, au lieu de trois; les 40^e et 41^e n'en ont qu'un;

5^e Les 34^e et 36^e brigades comprennent exclusivement des troupes des contingents fédéraux; elles n'ont qu'un bataillon de landwehr.

Le XII^e corps d'armée (Saxe) se compose de 9 régiments, répartis en 4 brigades.

L'état-major d'une brigade se compose d'un général-major ou colonel-commandant; et d'un lieutenant, aide-de-camp.

§ 44. *Brigades de cavalerie.*

Jusqu'en 1859, les brigades de cavalerie étaient organisées d'après les considérations suivantes: Chaque corps d'armée devait posséder 4 régiments permanents de cette arme et 4 de landwehr. Le corps de la garde faisait exception à cette règle; il possédait 6 régiments permanents et 2 de landwehr. La cavalerie prussienne comptait donc 38 régiments de l'armée et 34 de la landwehr. Total: 72 régiments. Les corps étaient réunis en 18 brigades, comprenant chacune un régiment de grosse cavalerie permanent, un de légère, et les deux régiments correspondants de la landwehr, portant le même uniforme. La garde faisait exception à ces règles comme nous l'avons déjà mentionné.

Les dix corps de cavalerie, institués en 1860 furent assignés exceptionnellement à différentes brigades.

La cavalerie de la garde fut organisée en 1866 en trois brigades, au lieu de deux.

L'armée prussienne possède actuellement 64 régiments de cavalerie, y compris ceux de la garde; les Etats confédérés secondaires, la Saxe exceptée, disposent encore de 3 régiments. D'après les prescriptions ministérielles, chaque corps d'armée doit avoir 6 régiments de cavalerie; ce qui faisait pour les XII corps d'armée, un total de 72 régiments; il manque donc encore 5 régiments de cette arme, pour satisfaire aux exigences militaires; il est plus que probable qu'ils seront institués.

La puissance militaire de la Prusse dispose en outre de 144 escadrons de landwehr, organisés en 34 régiments et 8 escadrons spéciaux (nos 33-40).

Ces troupes fournissent deux brigades à chaque corps d'armée, trois à celui de la garde. (Total: 25 brigades).

Chaque brigade en règle générale se compose de 3 régiments permanents, dont un est détaché à la division d'infanterie, et de deux de landwehr, qui ne suivent pas les autres en campagne. Nous avons déjà dit qu'il manquait à l'armée allemande du Nord 8 régiments pour satisfaire à ces conditions; d'un autre côté, la 7^e brigade de cavalerie comprend 4 régiments au lieu de 3; il résulte de là que 9 brigades de cette arme ne comprennent que deux régiments permanents; ce sont: les 1^{re} de la garde, 8^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 21^e et 22^e de la ligne.

Quant aux corps de cavalerie de landwehr, ils sont distribués d'après les prescriptions énoncées, sauf toutefois les exceptions suivantes :

1^o Les 6 brigades appartenant aux 3 corps d'armée récemment institués (depuis la 17^e jusqu'à la 22^e) n'ont pas de régiment de landwehr provisoirement;

2^o Les 2 régiments de cavalerie de la garde, appartenant à la landwehr, font respectivement partie des 1^{re} et 2^e brigades de la garde; la 3^e n'en possède pas.

3^o Les huit escadrons indépendants de landwehr (nos 33 à 40) sont assignés à 4 brigades différentes.

Le XII corps (Saxon) possède 6 régiments de cavalerie répartis en 2 brigades.

L'état-major d'une brigade de cavalerie est le même que celui d'une infanterie.

§ 45. Divisions.

Une division se compose toujours de deux brigades d'infanterie et d'une de cavalerie; exceptions:

1^o Les trois brigades de cavalerie de la garde forment une division spéciale;

2^o La cavalerie en garnison dans la forteresse de Mayence ne fait partie d'aucune division.

Les 6 compagnies d'invalides appartiennent respectivement aux divisions numérotées 1, 4, 6, 7, 9, 15.

L'armée du Nord compte 25 divisions; l'état-major de chacune d'elles comprend: un lieutenant-général ou général-major commandant, un officier supérieur ou capitaine d'état-major, un capitaine ou un lieutenant aide-de-camp, deux auditeurs divisionnaires, et deux aumôniers divisionnaires (un prêtre catholique dans 11 divisions). Chaque division possède en outre un intendant. La divi-

sion de cavalerie de la garde n'a pas d'aumônier; il n'y a qu'un auditeur pour les deux divisions d'infanterie de la garde.

§ 46. *Corps d'armée.*

Le corps d'armée se compose ordinairement de deux divisions (3 pour celui de la garde); et de certains corps de troupes spéciaux placés en temps de paix sous la direction d'un inspecteur général.

Il y a dans chaque corps d'armée: un bataillon de chasseurs, (sauf dans la garde, voyez § 43, une brigade d'artillerie, un bataillon de pionniers et un du train.

La gendarmerie du corps fait partie de la garde ainsi que la compagnie des gardes des châteaux, et l'hôtel des invalides de Berlin.

Les invalides de Stolp font partie du 2^e corps d'armée.

L'inspection de la garnison de Mayence fait partie du 8^e corps.

L'état-major d'un corps d'armée se compose de: un général d'infanterie ou de cavalerie, ou bien un lieutenant-général. commandant, un officier supérieur chef d'état-major, un officier supérieur et un capitaine d'état-major, deux capitaines ou lieutenants aides-de-camp, un intendant aidé de 5 conseillers et de 2 assesseurs, un auditeur de corps d'armée, un médecin général, un médecin-adjoint, et un aumônier principal, qui porte un costume semblable à celui des aumôniers divisionnaires. Auprès des quartiers généraux des 1^{er}, 5^e et 6^e et 7^e corps d'armée, se trouve en outre un major ou capitaine du génie, directeur de la construction des bâtiments militaires.

Les attributions de l'intendance des corps d'armée sont: les approvisionnements en vivres et fourrages, la surveillance des dépôts du train, de ceux de remonte, des caisses régimentaires, l'administration des places, des hôpitaux militaires, l'habillement des hommes de la réserve, et la révision de ceux d'entre eux en observation depuis deux ans.

§ 46 bis. *Au-dessus des corps d'armée.*

Bien longtemps avant l'organisation de l'armée permanente, nos princes avaient à leur solde une garde du corps, chargée spécialement du service d'honneur et de la garde du souverain; dans la plupart des grands royaumes, cette troupe existe encore.

La garde de Napoléon 1^{er} comprenait un corps d'armée, composé de toutes armes, et servant de réserve générale; on n'admettait dans ses rangs que des soldats aguerris et éprouvés. On l'employait toujours dans les moments décisifs, pour donner le coup de collier.

La garde du roi de Prusse prit naissance à l'époque de la guerre de l'indépendance ; son organisation était différente de celle de Napoléon I^{er}, mais elle fut employée dans les mêmes circonstances.

L'empereur de Russie possède un corps d'armée de la garde, organisé depuis plus de cent ans.

La garde française fut abolie pendant une assez longue période ; mais elle fut rétablie par Napoléon III.

Ces trois puissances sont les seules qui aient un corps particulier pour la défense du souverain ; chez nous, la différence entre ce corps et les autres est insignifiante, et il n'est pas admis qu'il doive servir spécialement de réserve.

§ 47. *Formation de paix de l'armée de la Confédération allemande du Nord.*

Remarque. — Les fractions de troupes détachées provisoirement à une autre brigade, division ou corps, sont en caractères itali-ques.

CORPS D'ARMÉE DE LA GARDE (BERLIN).

Infanterie. — Régiments et bataillons.

1 ^{re} Div ^{on} . (Berlin) 1 ^{re} Brig ^e .	1 ^{er} régiment de la garde à pied.
„ „	3 ^e „ „ „
„ „	Bataillon de chasseurs de la garde.
„ „	1 ^{er} régiment de landwehr de la garde, (chasseurs).
„ „	Bataillon d'instruction.
„ „	Ecole des sous-officiers (Potsdam).
„ „	Ecole des sous-officiers (Juliers).
1 ^{re} Div ^{on} . (Berlin) 2 ^e Brig ^e .	Garde à pied, n ^o 2.
„ „	„ „ n ^o 4.
„ „	Fusiliers de la garde.
„ „	Fusiliers de la landwehr de la garde, n ^o 2.
„ „	Compagnie des invalides de la garde.
2 ^e Div ^{on} . (Berlin) 3 ^e Brig ^e .	Grenadiers, Empereur Alexandre n ^o 1.
„ „	„ „ Reine Elisabeth, n ^o 3.
„ „	Grenadiers de la landwehr, n ^o 1.
„ „	Bataillon des tireurs de la garde.
„ 4 ^e Brigade.	Grenadiers, Empereur François, n ^o 2.
„ „	„ „ Reine Auguste, n ^o 4.
„ „	Grenad ^{rs} de la landwehr de la garde, n ^o 2.

DIVISION DE CAVALERIE DE LA GARDE (BERLIN).

Régiments.

- 1^{re} Brigade. Gardes du corps. Cuirassiers de la garde.
1^{er} régiment de landwehr de la garde.
- 2^e Brigade. Hussards de la garde.
" Uhlands n^o 1.
" " " n^o 3.
2^e régiment de cavalerie de landwehr de la garde.
- 3^e Brigade. Dragons de la garde n^o 1.
" Uhlands " n^o 2.
" Dragons " n^o 2.

Artillerie. — Régiments.

Brigade d'artillerie de la garde.

Régiment d'artillerie de campagne de la garde.

Régiment d'artillerie de place de la garde.

Pionniers.

Bataillon des pionniers de la garde.

Train.

Bataillon du train de la garde.

Gendarmerie du corps.

Compagnie des gardes

des châteaux royaux.

Remarque. — Le corps de la garde a un bataillon de tireurs de plus que les autres corps d'armée, et 2 régiments de cavalerie; mais par contre, il possède 2 régiments de cavalerie de landwehr en moins.

CORPS D'ARMÉE. — N^o 1. (KÖNIGSBERG).

Infanterie. — Régiments et bataillons.

1^{re} DIVISION. (KÖNIGSBERG).

- | | | | | | |
|------------------------|-------------------------------|-------------------|-----------------------|-------------------------------|-------------------|
| 1 ^{re} Brigr. | Grenadiers, | n ^o 1. | 2 ^e Brigr. | Grenadiers, | n ^o 3. |
| " | Ligne, | 41. | " | Ligne, | 43. |
| " | Landwehr, | 1. | " | Landwehr, | 3. |
| " | Landw ^r bataillon, | 33. | " | Landw ^r bataillon, | 34. |

2^e DIVISION. (DANZIG).

3 ^e Brig ^e . Grenadiers,	n ^o 4.	4 ^e Brig ^e . Grenadiers,	n ^o 5.
" Ligne,	44.	" Ligne,	45.
" Landwehr,	4.	" Landwehr,	5.

Fusiliers n^o 33, détaché au 8^e corps; bataillon de chasseurs n^o 1.

Cavalerie. — Régiments.

1 ^{re} Brig ^e . Cuirassiers,	n ^o 3.	2 ^e Brig ^e Hussards,	n ^o 1.
" Dragons,	1.	" Dragons,	10.
" Uhlans,	12.	" Uhlans,	8.
" Landwehr (Grosse cavalerie),	3.	" Hussards de la landwehr,	1.
" Drag ^e de la landw ^r ,	1.	" Uhlans de la landwehr,	8.
" Escad ^e de la landwehr,	33, 44.		

Artillerie. — Régiments.

1^{re} Brig^e. 1^{er} régiment d'artillerie de campagne; régiment d'artillerie de place, n^o 1.

Pionniers.

Bataillon n^o 1.

Train.

Bataillon, n^o 1.

Invalides.

Compagnie d'invalides pour la Prusse orientale et celle occidentale.

CORPS D'ARMÉE. — N^o II (STETTIN, POMÉRANIE)

Infanterie. — Régiments et bataillons.

3^e DIVISION (STETTIN).

5 ^e Brig ^e . Grenadiers,	n ^o 2.	6 ^e Brig ^e . Ligne,	n ^o 14.
" Ligne,	42.	"	54.
" Landwehr,	2.	Landwehr,	9.

4^e DIVISION. (BROMBERG)

7 ^e Brig ^e . Grenadiers,	n ^o 9.	8 ^e Brig ^e . Ligne,	n ^o 21.
" Ligne,	49.	" "	61.
" Landwehr,	14.	" Landwehr,	21.

Bataillon de chasseurs n^o 2.

Cavalerie — Régiments.

3 ^e Brig ^e . Cuirassiers,	n ^o 2.	4 ^e Brig ^e . Dragons,	11.
" Dragons,	3.	" Hussards,	5.
" Uhlans,	9.	" Uhlans,	4.
" Gros ^e cav. de landw.	2.	" Hussards de landw.	5.
" Dragons	3.	" Uhlans.	4.

Artillerie. — Régiments.

2 ^e Brig ^e . Régiment d'artillerie	Régiment d'artillerie de
de campagne, n ^o 2.	place, n ^o 2.

Pionniers.

Bataillon n^o 2.

Train.

Bataillon n^o 2.

Invalides.

Hôtel des invalides de Stolp.

Compagnie des invalides de la Poméranie et Posen.

CORPS D'ARMÉE. — N^o III. (BERLIN, BRANDEBOURG.)

Infanterie. — Régiments et bataillons.

5^e DIVISION (FRANCFORT SUR L'ODER).

9 ^e Brig ^e . Grenadiers,	n ^o 8.	10 ^e Brig ^e . Grenadiers,	n ^o 12.
" Ligne,	48.	" Ligne,	52.
" Landwehr.	8.	" Landwehr,	12.

6^e DIVISION (BRANDEBOURG)

11 ^e Brig ^e . Ligne,	n ^o 20.	12 ^e Brig ^e . Ligne,	n ^o 24.
" "	60.	" "	64.
" Landwehr,	20.	" Fusiliers,	35.
" Bats de landwehr,	35.	" Landwehr,	24.

Bataillon de chasseurs n^o 3.

Cavalerie. — Régiments.

5 ^e Brigr. Dragons,	n ^o 2.	6 ^e Brigr. Cuirassiers,	n ^o 6.
" Dragons,	12.	" Hussards,	3.
" Uhlands,	3.	" Uhlands,	15.
"		" Grosse cavalerie de	
" Drags, de landw.,	2.	" landwehr.	
" Uhlands	3.	" Hussards de landw.	3
		" Escadr ^e de landw.	35.

Artillerie. — Régiments.

3 ^e Brigr. Rég ^t . d'artillerie de	Idem d'artillerie de place, n ^o 3.
campagne,	n ^o 3.

Pionniers.

Bataillon n^o 3.

Train.

Bataillon n^o 3.

Invalides.

Compagnie d'invalides pour le Brandebourg.

CORPS D'ARMÉE. — N^o IV. (MAGDEBOURG, THURINGE).

Infanterie. — Régiments et bataillons.

7^e DIVISION. (MAGDEBOURG).

13 ^e Brigr. Ligne,	n ^o 26.	14 ^e Brigr. Ligne,	n ^o 27.
" "	66.	" "	67.
" Landwehr.	26.	" Landwehr,	27.

8^e DIVISION. (ERFURT).

15 ^e Brigr. Ligne,	n ^o 31.	16 ^e Brigr. Ligne,	n ^o 72.
" "	71.	" Ligne.	86.
" Landwehr,	31.	" Landwehr,	32.
Régiment Anhalt; Bataillon de chasseurs n ^o 4.			

Cavalerie. — Régiments.

7 ^e Brig ^e . Cuirassiers,	n ^o 7.	8 ^e Brig ^e . Dragons,	n ^o 13.
" Dragons,	7.	" Hussards,	12.
" Hussards,	10.	" Hussards de la land-	
" Uhlans,	16.	wehr,	12.
" Grosse cav ^e de land-		" Uhlans de la landwr.	6.
wehr.	7.		
" Hussards de la land-			
wehr,	10.		

[Artillerie. — Régiments.

4 ^e Brig ^e Régiment d'artillerie	Idem d'artillerie de place, n ^o 4.
de campagne,	n ^o 4.

Pionniers.

Bataillon n^o 4.

Trois.

Bataillon n^o 4.

Invalides.

Compagnie d'invalides pour la Saxe.

CORPS D'ARMÉE. — N^o V. (POSEN, BASSE SILÉSIE).

Infanterie. — Régiments et bataillons.

9^e DIVISION. (GLOGAU).

17 ^e Brig ^e . Ligne,	n ^o 58.	18 Brig ^e . Grenadiers,	n ^o 7.
" Ligne,	59.	" Ligne,	47.
" Landwehr,	6.	" Landwehr,	7.

10^e DIVISION. (POSEN).

19 ^e Brig ^e . Grenadiers,	n ^o 6.	20 ^e Brig ^e . Fusiliers,	n ^o 37.
" Ligne,	46.	" Ligne,	50.
" Landwehr,	18.	" Landwehr,	19.

Bataillon de chasseurs n^o 5.

Cavalerie. — Régiments.

9 ^e Brig ^e . Cuirassiers,	n ^o 5.	10 ^e Brig ^e . Dragons,	n ^o 14.
" Dragons,	4.	" Hussards,	2.
" Uhlans,	10.	" Uhlans,	1.
" Grosse cavalerie de landwehr,	5.	" Hussards de la landwehr.	2.
" Dragons de landwehr	4.	" Uhlans de la land- wehr.	1.

Artillerie. — Régiments.

5 ^e Brig ^e . Régt d'artillerie de campagne,	n ^o 5.	Idem d'artillerie de place.	n ^o 5.
--	-------------------	--------------------------------	-------------------

Pionniers.

Bataillon n^o 5.

Train.

Bataillon n^o 5.

Invalides.

Compagnie d'invalides pour la Silésie.

CORPS D'ARMÉE. — N^o VI. (BRESLAU, HAUTE SILÉSIE).

Infanterie. — Régiments et bataillons.

11^e DIVISION. (BRESLAU).

21 ^e Brig ^e . Grenadiers,	n ^o 10.	22 ^e Brig ^e . Fusiliers,	n ^o 38.
" Ligne,	18.	" Ligne,	51.
" Landwehr,	10.	" Landwehr,	11.
" Bat ^e de landwehr,	38.		

12^e DIVISION. (NEISSE).

23 ^e Brig ^e . Ligne,	n ^o 22.	24 ^e Brig ^e . Ligne,	n ^o 23.
"	62.	"	63.
" Landwehr,	22.	" Landwehr,	23.
Bataillon de chasseurs n ^o 8.			

Cavalerie. — Régiments.

11 ^e Brig ^e . Cuirassiers,	n ^o 1.	12 ^e Brig ^e . Dragons,	n ^o 15.
• Dragon ^s ,	8.	• Hussards,	6.
• Hussards,	4.	• Uhlans,	2.
• Grosse cavalerie de landwehr,	1.	• Hussards de land- wehr,	6.
• Hussards de la land- wehr,	4.	• Uhlans de landwehr	2.
• Esc. de landwehr,	38.		

Artillerie. — Régiments.

6 ^e Brig ^e . Régiment d'artillerie de campagne,	Idem d'artillerie de place, n ^o 6. n ^o 6.
--	--

Pionniers.

Bataillon n^o 6.

Trains.

• Bataillon n^o 6.

CORPS D'ARMÉE. — N^o VII. (MUNSTER, WESTPHALIE).

Infanterie. — Régiments et bataillons.

13^e DIVISION. (MUNSTER).

25 ^e Brig ^e . Ligne,	n ^o 13.	26 ^e Brig ^e . Ligne,	n ^o 15.
• Ligne,	73.	• " "	77.
• Landwehr,	13.	• 1 rég ^t du conting ^t .	
		• Landwehr,	15.

14^e DIVISION. (DUSSELDORF).

27 ^e Brig ^e . Fusiliers,	n ^o 39.	28 ^e Brig ^e . Ligne,	n ^o 53.
• Ligne,	74.	• Ligne,	77.
• Landwehr,	16.	• Landwehr,	17.
• Bat ^{ts} de landwehr,	37.	• Bat ^{ts} . indépendants de la landwr., n ^o 36, 39 et 40.	

Bataillon de chasseurs n^o 7.

Cavalerie. — Régiments.

13 ^e Brig ^e .	Hussards,	n ^o 8.	14 ^e Brig ^e .	Hussards,	n ^o 15.
"	Uhlans,	14.	"	Uhlans,	5.
"	Grosse cavalerie de		"	Hussards de la land-	
	landwehr,	1.		wehr,	11.
"	Hussards de la land-		"	Uhlans de la land-	
	wehr,	8.		wehr,	5.
				Escadr ^s . indépendants	
				de la landwehr, n ^{os}	
				36, 37, 39 et 40.	

Artillerie. — Régiments.

7 ^e Brig ^e	Régiment d'artillerie	Idem d'artillerie de place, n ^o 7.
	de campagne, n ^o 7.	

Pionniers.

Bataillon n^o 7.

Traie.

Bataillon n^o 7.

Le régiment fédéral faisant partie de la 26^e brigade se compose des contingents de Schaumburg-Lippe, de Lippe-Detmold et de Waldeck.

CORPS D'ARMÉE. — N^o VIII. (RHIN, COBLENCE).

Infanterie. — Régiments et bataillons.

15^e DIVISION (COLOGNE).

29 ^e Brig ^e .	Ligne,	n ^o 28.	30 ^e Brig ^e .	Fusiliers,	n ^o 33.
"	Ligne	68.	"	Ligne,	65.
"	Landwehr,	25.	"	Landwehr,	28.

16^e DIVISION. (TRÈVES).

31 ^e Brig ^e .	Ligne,	n ^o 29.	32 ^e Brig ^e .	Fusiliers,	n ^o 40.
"	"	69.	"	Ligne,	70.
"	"	88.	"	Landwehr,	30.
"	Landwehr,	29.	"	"	

Bataillon de chasseurs n° 8.

Inspection de la garnison de Mayence : ligne nos 19, 32, 81, 87.

Cavalerie — Régiments.

15 ^e Brigr. Cuirassiers, n° 8.	16 ^e Brigr.	
" Hussards, 7.	" Hussards,	9.
" Grosse cavalerie	" Uhlans,	7.
de landwehr, 8.	" Hussards de la landwr.	9.
" Hussards de land-	" Uhlans de la landwr.	7.
wehr, 7.		

Artillerie. — Régiments.

8 ^e Brigr. Régiment d'artillerie	Idem d'artillerie de place, n° 8.
de campagne, n° 8	

Pionniers.

Bataillon n° 8.

Train.

Bataillon n° 8.

Invalides.

Compagnie d'invalides pour la province Rhénane et la Westphalie.

CORPS D'ARMÉE. — N° IX. (SCHLESWIG).

Infanterie. — Régiments et bataillons.

17^e DIVISION (KIEL).

33 ^e Brigr. Grenadiers, n° 11.	34 ^e Brigr. Régiments des contin-
" Fusils, (du 4 ^e corps), 36.	gents fédéraux.
" 3 bataill ^{es} de landw.	
(Altona, Kiel, Rends-	
bourg).	

18^e DIVISION. (KIEL).

35 ^e Brigr. <i>Ligne</i> ,	n ^o 25.	36 ^e Brigr. Régiments des contin-
" <i>Ligne</i> ,	84.	gents fédéraux.
" <i>Ligne</i> ,	85.	
" Landwehr 2 bataillons,		
" (Schleswig, Apenrade).		

Bataillon de chasseurs n^o 9.

Cavalerie. — Régiments.

17 ^e Brigr. Hussards,	n ^o 16.	18 ^e Brigr. Dragons,	n ^o 6.
" <i>Uhlaus</i> ,	11.	"	1 régiment des con-
" 1 régiment des contin-			tingents fédéraux.
gents fédéraux.			

Artillerie. — Régiments.

Régiment d'artillerie de campagne n^o 9, (y compris une division d'artillerie de place, et 5 batteries des contingents fédéraux.)

Pionniers.

Bataillon n^o 9.

Les contingents fédéraux ressortissant du IX^e corps sont ceux de Mecklémbourg-Schwerin, de Mecklémbourg-Strelitz, d'Oldenburg, de Hambourg, de Brême et de Lubeck.

CORPS D'ARMÉE. — N^o X. (HANOVRE.)

Infanterie. — Régiments et bataillons.

19^e DIVISION. (HANOVRE.)

37 ^e Brigr. <i>Ligne</i> ,	n ^o 16.	38 ^e Brigr. <i>Ligne</i> ,	n ^o 17.
" "	78.	" "	75.
" 3 bataillons de landwehr.		" 3 bat ^{ons} de landwehr.	
(Aurich, Lingen, Nienbourg.)		(Lunebourg, Stade, Gesternünde.)	

20^e DIVISION. (HANOVRE.)

39 ^e Brig ^e . <i>Ligne</i> ,	n ^o 56.	40 ^e Brig ^e . <i>Ligne</i> ,	n ^o 57.
" "	79.	" "	76.
3 bataill ^e de landwehr.		4 bataillons fédéraux.	
(Hanovre, Hildesheim, Göttingen)		Bataillon de landwehr Celle.	

Bataillon de chasseurs n^o 10.

Cavalerie. — Régiments.

19 ^e Brig ^e . <i>Cuirassiers</i> ,	n ^o 4.	20 ^e Brig ^e . <i>Dragons</i> ,	n ^o 16.
" <i>Dragons</i> ,	9.	" <i>Uhlans</i> ,	13.
" <i>Hussards</i> ,	11.	" 1 régiment fédéral.	

Artillerie. — Régiments.

Régiment d'artillerie de campagne, n^o 10, y compris deux
batteries fédérales.

Pionniers.

Bataillon n^o 10.

Train.

Bataillon n^o 10.

Les contingents fédéraux appartenant à ce corps sont ceux du
Brunswick.

CORPS D'ARMÉE. — N^o XI. (HESSE-CASSEL).

Infanterie. — Régiments et bataillons.

21^e DIVISION. (FRANCFORT-SUR-LE-MEIN.)

41 ^e Brig ^e . <i>Fusils</i> . (II ^e corps)	n ^o 34.	42 ^e Brig ^e . <i>Ligne</i> ,	n ^o 82.
" <i>Ligne</i> ,	80.	" 2 régiments fédéraux.	
" Bata. de landwehr.		bataillon de landwehr.	
(Weilbourg, Wiesbaden).		(Frankfort-sur-Mein).	

22^e DIVISION. (CASSEL.)

43 ^e Brig ^e . <i>Ligne</i> ,	n ^o 30.	44 ^e Brig ^e . <i>Ligne</i> ,	n ^o 83.
• 1 régiment fédéral.		• 1 régiment fédéral.	
• 2 bat ^{ons} de landwehr.		• 2 ba ^{tail} ons de landwehr.	
(Marbourg, Fulda).		(Rottenbourg, Cassel).	

Bataillon de chasseurs n^o 11.

Cavalerie. — Régiments.

21 ^e Brig ^e . <i>Dragons</i> ,	n ^o 5.	22 ^e Brig ^e . <i>Hussard</i> ,	n ^o 13.
• Hussards,	14.	• <i>Uhlans</i> ,	6.

Artillerie. — Régiments.

Régiment d'artillerie de campagne, n^o 11.

Pionniers.

Bataillon n^o 11.

Train.

Bataillon n^o 11.

Le XI^e corps comprend les contingents de Saxe-Weimar-Eisenach, de Saxe-Cobourg-Gotha, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Meiningen-Hildburghausen, de Reuss, de Schwarzbourg-Sondershausen et de Schwarzbourg-Rudolstadt.

CORPS D'ARMÉE. — N^o XII (SAXE ROYALE, DRESDE).

Infanterie. — Régiments et bataillons.

23^e DIVISION. (DRESDE.)

45 ^e Brig ^e . <i>Grenadiers</i>	n ^o 100.	46 ^e Brig ^e . <i>Ligne</i>	n ^o 102.
• Grenadiers,	101.	• Ligne,	103.
• 1 régiment de landwehr,		• 1 régiment de landwehr,	

Régiment de fusiliers n^o 103.

24^e DIVISION. (DRESDE.)

47 ^e Brig ^e . <i>Ligne</i> ,	n ^o 104.	48 ^e Brig ^e . <i>Ligne</i> ,	n ^o 106.
• Idem,	105.	• Idem,	107.
• 1 régiment de landwehr.		• 1 régiment de landwehr.	

Bataillons de chasseurs n^{os} 12 et 13.

DIVISION DE CAVALERIE. (DRESDE.)

23 ^e Brig ^e . Régiment de la	24 ^e Brig ^e . Chasseurs à	
garde.	cheval,	n ^o 2
Chasseurs à	Idem,	3.
cheval, n ^o 1.	Uhlan,	18.
Uhlan,	17.	

Cavalerie de la landwehr.

Artillerie.

Régiment de l'artillerie de campagne n^o 12 comprenant: 2 divisions montées à 4 batteries; 2 idem à 3 batteries, et 1 à cheval de 2 batteries. — Total 16 batteries.

Régiment d'artillerie de place n^o 9, comprenant: 1 division de place à 4 compagnies; 1 bataillon de pionniers à 3 compagnies, 1 bataillon de train à 2 compagnies et 1 arsenal.

Suivant une convention militaire spéciale, le grand duché de Hesse fournit, depuis le 1^{er} octobre 1867, une division à l'armée de la Confédération allemande du Nord. Ces troupes sont, en paix comme en guerre, à la disposition de l'Empereur d'Allemagne; elles font partie du XI^e corps prussien.

Cette division comprend: 4 régiments d'infanterie à 2 bataillons, — 2 bataillons de chasseurs — 2 régiments de cavalerie à 5 escadrons — une division d'artillerie de 6 batteries (1 à cheval, 2 de 6^{es} et 3 de 4^{es}), une compagnie de pionniers — et une division du train.

Les effectifs de paix et de guerre de ces troupes sont identiques à ceux adoptés pour l'armée prussienne. Ceux de paix comprennent environ: 300 officiers, 8,000 troupes, 1,800 chevaux et 24 canons.

Sur pied de guerre, les régiments de cavalerie ne comptent que 4 escadrons, — les batteries d'artillerie sont à 6 pièces. On organise immédiatement: 3 colonnes de munitions — un équipage léger de ponts de campagne — 1 train de vivres — une colonne idem — 1 boulangerie de campagne — 2 ambulances — une poste de campagne et un dépôt de chevaux.

Les effectifs de guerre de la division hessoise se montent donc à peu près à 330 officiers, 13,800 troupes, 3,900 chevaux, 36 canons et 290 voitures.

La Hesse ne dispose pas de troupes de garnison; ses troupes de réserve comprennent: 4 bataillons d'infanterie, organisés en un régiment de dépôt — 2 compagnies de chasseurs — 2 escadrons de cavalerie — 2 batteries d'artillerie — 1 division de pionniers — et 1 division du train. (110 officiers, 6,300 troupes, 600 chevaux et 12 canons.)

§ 48. *Tableau comparatif des effectifs de paix des 13 corps d'armée de la Confédération Allemande du Nord.*

Corps d'armée.	Bataillons d'infanterie	Escadrons.	Batteries.	Compagnies d'artillerie de place.	Compagnies de pionniers.	Compagnies du train.	Bataillons de landwehr.	Escadrons de landwehr.	CONTINGENTS FÉDÉRAUX				
									Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.	Pionniers.	Train.
Garde	20 (1)	40	15	8	4	12	12	8					
I	25	30	15	8	4	12	14	18					
II	25	30	15	8	4	12	12	16					
III	28	30	15	8	4	12	13	17					
IV	25	30	15	12	4	12	12	16	1 rég ^t				
V	25	30	15	8	4	12	12	16					
VI	25	30	15	8	4	12	13	17					
VII	25	20	15	10	4	12	16	20	1 rég ^t				
VIII	40	20	15	10	4	12	12	16					
IX	16	15	10	4	4	10	5		2 br ^s	2 rég ^s	5 bat ^s		
X	25	25	13		4	10	10		4 bat ^s	1 rég ^t	2 bat ^s		
XI	16	20	15		4	12	7		4 rég ^s				
XII									20 bat ^s	30 esc ^s	16 bat ^s et 4 esc ^s de pl.	3	2
TOTAUX.	304 en 97 rég ^{ts} d'inf ^{te} et 43 bataillons de chasseurs.	320 en 64 régiments.	173 en 12 régiments.	84 en 9 régiments.	48 en 12 bataillons.	24 en 12 bataillons.	138	144	20 régiments d'infanterie (61 bataillons), 2 bataillons de chasseurs, 9 régiments de cavalerie (45 escadrons), 23 batteries de campagne, 4 compagnies d'artillerie de place, 3 compagnies de pionniers, 2 id. du train.				

(1) Non compris le bataillon d'instruction.

L'on doit encore ajouter à cette énumération la division du grand duché de Hesse, qui comprend : 4 régiments ou 8 bataillons d'infanterie, 2 bataillons de chasseurs, 2 régiments ou 10 escadrons de cavalerie, 1 division d'artillerie de campagne composée de 6 batteries, 1 compagnie de pionniers et 1 division du train.

Ainsi la Confédération de l'Allemagne du Nord, la Hesse comprise, dispose des forces suivantes : 121 régiments ou 360 bataillons d'infanterie, 17 bataillons de chasseurs, 75 régiments ou 375 escadrons de cavalerie, 13 1/3 régiments d'artillerie de campagne comptant 202 batteries, 9 1/2 d'artillerie de place comprenant 88 compagnies, 13 1/4 bataillons de pionniers, 13 1/2 idem du train et la landwehr.

Remarque concernant les contingents fédéraux.

Les 4 bataillons faisant partie du X^e corps d'armée ont été comptés dans le § 47 comme étant organisés en un régiment ; les brigades, appartenant au IX^e corps, sont à 2 régiments chacune ; tous les régiments d'infanterie, sauf celui assigné au X^e corps, sont à 3 bataillons, tous ceux de la cavalerie, à 5 escadrons.

INSPECTIONS GÉNÉRALES, INSPECTIONS ET BRIGADES D'ARTILLERIE.

§ 49. *Inspection générale de l'artillerie.*

Elle comprend : un général inspecteur, un officier supérieur chef d'état-major, 3 officiers supérieurs ou capitaine-aides-de-camp, un major ou capitaine des artificiers.

Elle a sous surveillance directe les quatre inspections d'artillerie, dont les états-majors comprennent chacun : un lieutenant-général ou général-major inspecteur, et 2 capitaines ou lieutenants aides-de-camp.

Le comité général de l'artillerie, la commission d'examen de cette arme, la commission d'examen pour les premiers lieutenants, et l'école supérieure des artificiers, sont encore sous la direction de l'inspection générale de l'artillerie.

A chaque inspection d'artillerie appartiennent plusieurs régiments, tant de l'artillerie de campagne que de celle de place.

Nous avons dit dans le § 30, que l'artillerie prussienne possède 12 régiments d'artillerie de campagne et 9 d'artillerie de place, en y comprenant la garde et les contingents fédéraux, excepté celui de la Saxe.

Dans les 9 anciens corps de l'armée, chaque brigade comprend

deux régiments d'artillerie, dont un de campagne et un de place; ce qui donne 9 brigades.

Les territoires occupés par les IX^e, X^e et XI^e corps ne renferment que peu de places fortes; ces corps ne possèdent pas d'artillerie de place, ni d'état-major de brigade d'artillerie. Le IX^e corps a cependant une division de place.

Les officiers d'une brigade d'artillerie sont en relations bien plus suivies, que ceux d'une brigade d'infanterie ou de cavalerie. Le gouvernement a décidé en principe de faire permuter les officiers de l'artillerie de place dans celle de campagne, et réciproquement; afin que chacun puisse être également apte à toutes les branches du service. Ces mutations sont décidées, soit par l'inspecteur, soit par le commandant de brigade. En règle générale, les plus jeunes officiers de chaque grade sont placés dans l'artillerie de place, et l'avancement est unique dans toute la brigade.

Pour le reste, chaque régiment forme un corps indépendant, qui possède son tribunal de basse juridiction et son assemblée d'honneur.

L'état-major d'une brigade d'artillerie se compose d'un général-major ou colonel-commandant, et d'un lieutenant ou capitaine de 3^e classe aide-de-camp.

Le tableau ci-après donne la composition des différentes inspections.

Inspection générale de l'Artillerie (Berlin).

1 ^{re} Inspection d'artillerie. (Stettin.)	1 ^{re} brigade d'artillerie.	Régiment d'artillerie de campagne N ^o 1. Id. id. place N ^o 1.
	2 ^{me} brigade.	Régiment d'artillerie de campagne N ^o 2. Id. id. place N ^o 2.
	Régiment d'artillerie de campagne N ^o 9.	
2 ^{me} Inspection d'artillerie. (Berlin).	Brigade de la garde.	Régiment d'artillerie de campagne de la garde. Id. id. place id.
	3 ^{me} Brigade.	Régiment d'artillerie de campagne N ^o 3. Id. id. place N ^o 3.
	4 ^{me} Brigade.	Régiment d'artillerie de campagne N ^o 4. Id. id. place N ^o 4.
	Régiment d'artillerie de campagne N ^o 10.	
3 ^{me} Inspection d'ar- tillerie. (Breslau).	5 ^{me} Brigade.	Régiment d'artillerie de campagne N ^o 5. Id. id. place N ^o 5.
	6 ^{me} Brigade.	Régiment d'artillerie de campagne N ^o 6. Id. id. place N ^o 6.
4 ^{me} Inspection d'ar- tillerie (Coblence).	7 ^{me} Brigade.	Régiment d'artillerie de campagne N ^o 7. Id. id. place N ^o 7.
	8 ^{me} Brigade.	Régiment d'artillerie de campagne N ^o 8. Id. id. place N ^o 8.
	Régiment d'artillerie de campagne N ^o 11.	
	Remarque. Le gouvernement n'a pas encore décidé quelle est l'inspec- tion, dont dépendent l'artillerie et les pionniers du XII ^e corps d'armée (Saxe Royale).	

§ 50. *Inspection de l'institut technique de l'artillerie*

Son état-major comprend : un général-inspecteur, 1 officier supérieur, 2 capitaines ou lieutenants aides-de-camp, et un officier d'arsenal.

Elle a la haute direction des établissements d'artillerie, du laboratoire des artificiers, des fonderies de canons et des poudrières.

§ 51. *Inspection générale du génie et des forteresses.*

Un général est chef du corps des ingénieurs, et inspecteur des places fortes; 3 aides-de-camp sont attachés à sa personne.

Il a la haute direction des 3 inspections du génie. comprenant chacune des inspections de places fortes et de pionniers; ces trois inspections principales sont celles de l'Est, du milieu et de l'Ouest de la monarchie.

L'inspecteur général du génie a de plus dans ses attributions la présidence du comité du génie et celle du jury d'examen, pour les grades de capitaine et de premier lieutenant.

Le tableau suivant renferme la composition des diverses inspections.

Inspection générale du génie et des places fortes.

1 ^{re} inspection du génie (Berlin).	1 ^{re} Inspection des places fortes.	Konigsberg, Pillau, Feste Boyen, Grandenez, Thorn, Mémel, Mariembourg.
	2 ^{re} Inspection des places fortes.	Dantzick, Colberg, Stettin, Swinemünde, Stralsund.
	7 ^{re} Inspection des places fortes.	Spandau, Custrin, Posen, Friedrichsort, Sonderburg, Düppel.
	1 ^{re} Inspection des pionniers.	Bataillon des pionniers de la garde; Bataillon des pionniers n° 1; idem idem n° 2; idem idem n° 9.
2 ^{re} inspection du génie (Berlin).	3 ^{re} Inspection des places fortes.	Neiss, Glogau, Glatz et Cosel.
	4 ^{re} Inspection des places fortes.	Magdebourg, Wittemberg, Torgau, Erfurth
	2 ^{re} Inspection des pionniers	Bataillon des pionniers n° 3; idem idem n° 5; idem idem n° 6;
3 ^{re} inspection du génie (Coblence).	5 ^{re} Inspection des places fortes.	Coblence, Sarrelouis, Mayence.
	6 ^{re} Inspection des places fortes.	Cologne, Wesel, Minden, Jahde.
	3 ^{re} Inspection des pionniers.	Bataillon des pionniers n° 4; idem idem n° 7; idem idem n° 8; idem idem n° 10 idem idem n° 11

§ 52. *Etat-Major.*

Il se subdivise en officiers de cette arme détachés près des corps de troupes, et en grand état-major général. Son effectif compte : un général chef de l'état-major et son aide-de-camp, 3 chefs d'état-major des corps d'armée (un détaché à l'inspection générale de l'artillerie), 6 chefs de division détachés auprès du grand état-major général, et 80 officiers supérieurs et capitaines (24 auprès de 12 corps d'armée, 25 auprès de 25 divisions, et 31 au grand état-major général) total : 100 officiers.

On doit détacher des officiers d'état-major, auprès des commandements exigeant des connaissances spéciales en tactique, en stratégie ou en organisation ; ils doivent alors donner le concours de leurs lumières aux généraux auprès desquels ils sont détachés. D'autres officiers de ce corps dirigent des bureaux spéciaux.

Le grand état-major général se compose de 37 officiers ; il est subdivisé en trois parties ; chacune d'elles est sous une direction spéciale, et a pour mission d'étudier l'organisation des armées étrangères, leurs effectifs, leurs qualités, la topographie des contrées européennes, les ressources qu'elles offrent, leur statistique, etc., etc. De cette manière, au moment d'une déclaration de guerre quelconque, le gouvernement possède immédiatement les données pouvant servir de base à un plan de campagne. La 1^{re} division s'occupe des pays situés à l'Est de l'Oder ; la 2^e, des puissances allemandes et de l'Italie ; la 3^e, des contrées situées à l'Ouest du Rhin. La 2^e comprend en outre la section des chemins de fer.

Le grand état-major général comprend de plus 3 divisions spéciales placées chacune sous un directeur particulier ; ce sont :

1^o La division d'histoire, à laquelle sont annexées les archives de la guerre ; elle s'occupe de l'étude des batailles livrées, et cherche à utiliser pour le présent et l'avenir, les leçons de l'expérience.

2^o La division géographique et statistique de l'assemblage des cartes.

3^o La division topographique chargée de l'arpentage du territoire.

Enfin le grand état-major général comprend encore une chancellerie et la chambre des plans.

3 officiers de troupes sont détachés à la 2^{me} de ces divisions ; 30 à la 3^{me}. Leur mission consiste d'abord à confectionner les cartes géodésiques ou topographiques ; ensuite à acquérir les connaissances nécessaires pour être admis au corps d'état-major. On n'y reçoit du reste que les officiers de troupe offrant toutes les garanties d'ins-

Digitized by Google

truction militaire possibles, soit sous le rapport pratique, soit sous le rapport théorique. Les travaux de mesurage seront dorénavant établis par des ingénieurs géographes spéciaux.

§ 53. *Inspection générale des établissements d'instruction et d'éducation militaires.*

Elle a, dans ses attributions, la direction de la haute commission des études militaires, de l'académie de guerre, des écoles de guerre, de l'école polytechnique de l'artillerie et du génie, et des corps de cadets. (Voir § 36.)

Son état-major comprend un général-inspecteur et un officier supérieur aide-de-camp.

§ 54: *Inspection des chasseurs et des tireurs.*

Elle se compose d'un officier supérieur inspecteur, et de 2 capitaines ou lieutenants adjoints. Sa surveillance s'étend sur les 10 bataillons de chasseurs et de tireurs.

§ 55. *Inspection du train.*

Elle a la direction des bataillons du train. Elle se compose d'un officier supérieur ou général-major inspecteur, et d'un lieutenant aide-de-camp.

§ 56. *Inspection des manufactures d'armes.*

Elle a la surveillance des 3 fabriques d'armes de l'état, situées à Spandau, Erfurt et Danzig et de 4 deux établissements privés de Sommerda et de Suhl. Son état-major comprend un officier supérieur ou général-major inspecteur, un lieutenant aide-de-camp et un officier d'arsenal.

§ 57. *Haut commandement de la Marche.*

On institua, pendant les troubles de 1848, un commandement spécial dans la Marche; le titulaire n'a plus de fonctions à exercer, et ne sera pas dorénavant remplacé.

§ 58 *Gouvernement militaire des provinces du Rhin et de Westphalie.*

Cette position a été octroyée à S. A. R. le général de l'infanterie prince de Hohenzollern-Sigmaringen.

§ 59 *L'inspecteur de la cavalerie.*

S. A. R. le général de cavalerie, le prince Frédéric-Charles est chargé de cet emploi depuis 1866.

§ 60. *Divisions d'armée.*

Les corps d'armée sont accouplés, excepté celui de la garde, pour former des divisions d'armée, qui n'ont pas d'état-major permanent mais sont de temps en temps inspectés par des princes ou de hautes autorités militaires.

§ 61. *Observations.*

Tous les corps précités, qui ne sont immédiatement placés sous l'autorité d'un général, ressortissent au département de la guerre. Il est toutefois à remarquer que tous les militaires, institutions et forteresses, sont placés dans un certain rapport sous la surveillance du général commandeur du corps d'armée.

III. LANDSTURM.

§ 62.

La landsturm n'est mobilisée que dans le cas d'invasion du territoire, et sur l'ordre exprès de S. M. le Roi. Elle se divise alors en compagnies bourgeoises et en compagnies rurales; les premières sont réparties dans les grandes villes, les autres dans les bourgs et les villages d'un même arrondissement. La landsturm n'a pas de cadre permanent. Lors de la guerre de l'indépendance, cette institution a rendu de grands services, soit en manœuvrant, soit en transportant les prisonniers de guerre.

IV. PLACES FORTES.

§ 63. *Listes des places fortes.*

Les 27 places fortes du royaume sont divisées, d'après leur développement et leur importance, en 7 de 1^{re}, 13 de 2^{me} et 7 de 3^{me} classe. Ce sont les suivantes.

Sur la frontière de France; Sarrelouis (2^e classe.)

Sur le Rhin: Coblenz et Ehrenbreitstein (1^{re} classe), Cologne et Deutz, (1^{re} classe), Wésel (2^{me} classe);

Sur le Wésér: Minden (2^{me} classe), Erfuhr et Pétersberg (2^{me} classe et Thuringe;

Sur l'Elbe: Torgau (2^{me} classe), Witttemberg (3^{me} classe), Magdebourg (1^{re} classe);

Sur l'Havel et la Sprée: Spandau (2^{me} classe);

Sur l'Oder: Cosel (3^{me} classe), Glogau (2^{me} classe), Kustrin (2^{me} classe); Stettin (1^{re} classe);

En Silésie: Glatz (2^{me} classe), Neiss (2^{me} classe);

Dans le Nord: Sonderburg. Duppel (2^e classe), Friedrichsort près du port de Kiel.

Sur la Vistule : Thorn (2^{me} classe), Graudenz (3^{me} classe) ;

Sur la mer baltique : Stralsund (2^{me} classe), Colberg (2^{me} classe) Dantzig, Weichselmunde et Neufahrwasser, (1^{re} classe), Pillau (3^{me} classe) ; Swinemunde (3^e classe) ;

Sur la frontière orientale : Posen (1^{re} classe), Königsberg (1^{re} classe) ;

En construction : Feste Boyen.

L'armée prussienne occupe encore certaines places fortes et villes de la confédération : ainsi la garnison de Mayence et Königstein exclusivement composée de soldats prussiens. Memel, Mariembourg et Jahde ne sont pas assez importantes pour être considérées comme places fortes.

§ 64 *Etat-major des places.*

L'état-major des places se compose : des gouverneurs militaires, des commandants de place, des sous-commandants de place, des directeurs d'artillerie, des directeurs du génie, des auditeurs de garnison, des médecins de garnison et des aumôniers.

Il y a un gouverneur militaire à Berlin, et 8 commandants de place dans les villes ouvertes de Berlin, Potsdam, Breslau, Altona, Hanovre, Cassel, Francfort et Remsbourg.

V. LA MARINE

§ 65. *Généralités.*

La marine de guerre a pour mission la défense des côtes et des ports, la protection du commerce national, au-delà des mers, la défense des intérêts de la nation et des citoyens prussiens en pays étrangers.

De nos jours, les grandes puissances doivent posséder des forces maritimes respectables ; nous devons par conséquent les développer continuellement, et pour cela il faut que le gouvernement puisse disposer de capitaux considérables.

La réalisation du projet relatif à l'augmentation de notre marine est hérissé de difficultés, car la construction des navires subit en ce moment des révolutions importantes, qui ne sont guère terminées. Autrefois les vaisseaux en usage étaient ceux à voiles, portant une nombreuse artillerie ; plus tard on préféra les navires à vapeur, très-mobiles, et armés de canons perfectionnés ; aujourd'hui les lourds navires cuirassés, portant les bouches-à-feu rayées du plus fort calibre, prévalent.

Les gouvernements seront d'ailleurs encore obligés de garder des vaisseaux à vapeur en bois, pour la traversée des mers tropicales, car le fer subit une dilatation considérable.

Nos ports de guerre les plus importants sont ceux de Jähde-Busen et Kiel.

Le projet d'augmentation de notre marine militaire, présenté en avril 1865 par le gouvernement, tend à nous assurer une puissance maritime de second ordre.

Il considère comme nécessaire la création des navires suivants :

- 10 frégates cuirassées ;
- 10 batteries cuirassées à coupole, pour la défense des côtes et des ports ;
- 8 corvettes à hélice, à deux ponts { pour la protection
à 28 canons ; du commerce
- 6 corvettes à 17 canons ; } outre-mer ;
- 6 avisos à vapeur, pour la surveillance de l'ennemi et le service des dépêches.

Les dépenses estimées nécessaires pour la réalisation de ce projet s'élèvent à la somme de 34,593,500 thalers. Le budget de la marine est d'environ 5,000,000 thalers.

§ 66. *Personnel actuel de la marine royale.*

1^o Officiers de marine et cadets : 1 amiral, 1 contre-amiral, — 6 capitaines de vaisseau, — 10 capitaines de corvette, — 33 capitaines-lieutenants, — 49 lieutenants, — 49 sous-lieutenants. Total : 149 officiers et en outre 80 cadets de marine ;

2^o La division de cadre de la flotte qui se compose de 65 officiers de tillac, — 303 sous-officiers, — 1958 matelots, — 300 mousses, — répartis dans 4 compagnies de matelots et 2 de mousses ;

3^o La division d'ouvriers comprenant une compagnie de travailleurs, à laquelle appartiennent les infirmiers ; et une compagnie de machinistes. Le personnel de cette division compte 58 officiers de tillac, — 74 machinistes, — 220 chauffeurs, — 256 ouvriers charpentiers, et 32 infirmiers.

4^o Un bataillon de marine, de 4 compagnies, d'un effectif de 22 officiers et 673 troupes. Il fournit des détachements pour le service de garde à bord des grands bâtiments et pour alléger celui des bouches-à-feu ;

5^o La division d'artillerie de marine, forte de 3 compagnies, qui compte 14 officiers, 448 troupes ; elle prépare les munitions, opère les travaux relatifs à l'artillerie dans les établissements, et sert les batteries de côte ;

6^o La *seewehr*, analogue à la *landwehr*, qui a un cadre permanent d'un commandant, d'un adjudant, de 2 sous-officiers et de 3 caporaux ;

7° La garde d'état-major de la marine, qui compte 37 sous-officiers, et dont la mission est de maintenir l'ordre et la police parmi les équipages;

8° L'institut des cadets de marine (Kiel). Il possède 60 élèves effectifs; les cours y durent trois années, dont chacune se compose de 9 mois d'études et de 3 mois de voyage;

9° Le génie maritime;

10° L'intendance maritime, le personnel des armuriers, des auditeurs et des médecins.

La marine entière est placée sous un commandant spécial, qui réside à Berlin. Un chef de la station maintenu dans la mer Baltique réside à Kiel.

§ 67. Inventaire actuel des navires de guerre.

La flotte prussienne de guerre se compose actuellement des navires ci-après dénommés :

I. VAISSEAUX A VAPEUR

3 frégates cuirassées : Guillaume I^{er}, 23 canons, (force de) 1,150 chevaux; (tonnage de) 5,938 tonneaux; Prince royal, 16 canons, 800 chevaux, 3,404 tonneaux; Frédéric-Charles, 16 canons, 950 chevaux, 3,800 tonneaux.

2 navires cuirassés : Arminius, 4 canons, 300 chevaux, 1,230 tonneaux; Prince Adalbert, 3 canons, 200 chevaux, 779 tonneaux.

La flotte cuirassée compte donc en tout : 5 vaisseaux, 62 canons, une force de 2,600 chevaux, et un tonnage de 15,151 tonneaux.

5 Corvettes à deux ponts : Elisabeth, 28 canons, 400 chevaux, 2,026 tonneaux; Hertha, 28 canons, 400 chevaux, 1,746 tonneaux; Vineta, 28 canons, 400 chevaux, 1,746 tonneaux; Arcona, 28 canons, 456 chevaux, 1,621 tonneaux; Victoria, 14 canons, 400 chevaux, 1,621 tonneaux.

4 corvettes à un pont : Méduse, 17 canons, 200 chevaux, 925 tonneaux; Nymphe 17 canons, 200 chevaux, 925 tonneaux; Augusta 14 canons, 400 chevaux, 1,462 tonneaux; Victoria, 14 canons, 400 chevaux, 1,462 tonneaux.

2 avisos : L'aigle prussienne, 4 canons, 300 chevaux, 8 tonneaux Loreley, 2 canons, 120 chevaux, 332 tonneaux.

1 yacht royal : La grille, sans canon, 160 chevaux, 494 tonneaux. Pendant la dernière campagne du Schleswig-Holstein, La Grille, armée de 2 canons de 12, s'est distinguée dans plusieurs petites rencontres.

3 bateaux pour le service des ports: La Jahde (remorqueur). Le Greif (idem) 50 chevaux; Neptune (bateau de transport.)

8 canonnières de 1^{re} classe: Basilic, P'Éclair, Caméléon, Comète, Cyclope, Dauphin, Dragon, Météore, chacune de 3 canons, 80 chevaux, 326 tonneaux.

14 canonnières de 2^e classe: Renard, Requin, Autour, Hyène, Chasseur, Couleuvre, Flèche, Salamandre, Hirondelle, Scorpion, Épervier, Tigre, Guêpe, Loup; chacune de 2 canons, 60 chevaux, 233 tonneaux.

La flotte à vapeur en bois est donc forte de 37 navires avec 263 canons, une force de 5,292 chevaux et un tonnage de 20,989 tonneaux.

II. NAVIRES A VOILES

3 frégates: Géflon, 48 canons, 1,406 tonneaux; Thétis, 33 canons, 1,557 tonneaux; Niobé, 24 canons, 1,052 tonneaux.

3 bricks: Musquito, 16 canons, 549 tonneaux; Rover, 16 canons, 352 tonneaux; Héla, 6 canons, 253 tonneaux.

4 bateaux pour le service de ports: Barberousse, 9 canons, 1,130 tonneaux; Ilitis, sans canon, 178 tonneaux Léopard, Wangerrooge. Ces deux derniers bateaux, dont le tonnage n'est pas indiqué, font le service de pilotage et des bonées dans la baie de Jahde.

Les dix navires à voiles ont donc ensemble 159 canons, et un tonnage de 6,685 tonneaux.

III. EMBAREATIONS A RAMES

32 chaloupes canonnières de 2 canons chacune et deux yoles canonnières, chacune de 1 canon.

La marine prussienne compte donc en tout 88 vaisseaux ou embarcations, avec 454 canons, une force de 7,892 chevaux, et un tonnage de 42,825 tonneaux.

La marine de guerre fédérale est placée sous le commandement unique du roi de Prusse. C'est lui qui en décerne l'organisation, qui nomme les officiers et les autorités de la marine. Les ports de Kiel et Jade sont déclarés de guerre fédéraux,

VI. — EFFECTIFS DE LA

§ 68. Données spéciales relatives aux effectifs.

CORPS DE TROUPES.	officiers supérieurs.	Capitaines.	1 ^{ers} Lieutenants.	2 ^{es} Lieutenants.	Sergents- majors.	Enseignes.	Sergents.	Sous-officiers.	Caporaux tamboours.	Tamboours et trompettes.	Hauts- brigadiers.	Exempt.
Bataillon d'un ancien régiment de la garde.	1	4	4	13	4	4	16	43	1	16		60
Autre bataillon de l'infanterie.	1	4	4	9	4	4	16	29	1	16		48
Bataillon de chasseurs ou de tireurs.	1	4	4	13	4	4	16	29	1	12		48
Bataillon de landwehr.	1	1			4		2	3				4
Régiment de cavalerie.	2	5	5	16	5	5	20	51	1	13		100
Division d'artillerie montée.	1	6	4	9	4	4	16	49		8	16	32
Division d'artillerie à cheval.	1	3	3	7	3		12	28		6	12	24
Division d'artillerie de place.	1	5	4	9	4	4	16	29			40	44
Bataillon de pionniers.	1	4	4	9	4	4	16	44	1	12		36
Bataillon du train.	1	2	2	5	2		16	28		2		30

PUISSANCE MILITAIRE.

liste de paix des différents corps de troupes.

Simples soldats.	Infanteriers.	Ouvriers.	Médecins de régiment.	Médecins de bataillon.	Médecins adjoints.	Vétérinaires principaux.	Vétérinaires.	Payeurs.	Armuriers.	Selliers.	Chevaux.	Canons.	Voitures.
516	4	20	}		1			1	1				
306	4	10	}		1			1	1				
400	4	16		1	1			1	1				
2													
485	5	25	1		1-3	1	5	1	1	1	687		
308	4						1				132	16	Plus 2 médecins
186	3						3				216	12	Plus 2 médecins
900	4				1								
366	4	16		1	1			1	1				
135	12	11			1		1	1			127		24

Plus 2 officiers et un sous-officier vagonneste, dans les dépôts du train.

§ 70. Effectifs totaux de la puissance militaire de la Confédération Allemande du Nord, et du Grand Duché de Hesse.
A) SUR PIED DE PAIX.

	DESIGNATION DES CORPS DE TROUPES.	Officiers.	Troupes.	Chevaux.	Cannons.	Voitures.	
Infanterie	377 bataillons	6.914	205.106				On a supposé dans ce tableau, que tous les contingents étrangers ont des effectifs de paix semblables à ceux de l'armée prussienne.
Cavalerie	373 escadrons.	1.875	54.376	54.375	.....	.....	
Artillerie	202 batteries.	1.100	30.318	8.187	808	.....	
Pionniers	88 compagnies		6.718	.....	.....	.....	
Train	13 1/4 bataillons.	162	3.165	1.711	.....	324	
Banais, états-majors, officiers non-courgés, administration	environ.	2.409	8.000	1.800	.....	.....	
Cadres de la landwehr	enl. 168 bataillons.	env. 336	env. 2.580	.....	.....	.....	
	Totaux.	12.083	307.142	63.076	808	324	83 vaisseaux.
	Effectifs de la marine.	200	1.000	.....	470	.....	

§ 69. *Tableau comparatif des effectifs de paix et de guerre dans les divers corps de troupes.*

A EN PAIX.

ET EN GUERRE.

DÉSIGNATION des CORPS DE TROUPES.	Officiers.	Troupes.	Employés.	Chevaux.	Canons.	Voitures.	Officiers.	Troupes.	Non combattants.	Chevaux.	Canons.	Voitures.
Bataillon d'un ancien ré- giment de la garde.	22	608	4	...	...	...	22	1002	20	37	...	400
Autre bataillon d'infanterie	18	554	4	...	...	...	...	...	30	...	...	7
Bataillon de chasseurs ou de tirailleurs	22	554	4	...	...	...	22	1002	32	41	...	10
Bataillon de landwehr (pe- tits effectifs).	2	45	...	...	...	...	14	402	8	3	...	...
Idem (grands effectifs).	...	...	...	...	...	...	22	802	8	3	...	...
Régiment de cavalerie.	28	712	12	687	...	...	23	602	37	713	...	7
Divisions d'artillerie montées	20	444	1	132	16	...	18	573	30	510	24	41
Idem idem à cheval.	14	274	3	216	12	...	18	573	43	844	24	41
Bataillon de pionniers.	18	503	4	...	...	...	18	602	78	103	...	20
Bataillon du train.	12	927	3	127	...	24	23	1739	1277	...	...	230

Y compris 4 médecins.

Idem.

Y compris les colonnes d'in-
struments, mais non compris les
équipages de ponts.

Remarque, un régiment de cavalerie possède 3 escadrons sur pied de paix
et 4 escadrons sur pied de guerre.

La constitution de la confédération allemande du Nord donne les prescriptions suivantes :

„ Les effectifs de paix de l'armée fédérale seront calculés, jusqu'au 31 décembre 1871, à raison d'un 0/0, de la population de 1867 ; les états confédérés y contribueront au prorata de leur population. Après cette époque, une loi fixera le nouveau chiffre des effectifs de paix. „

D'après les déclarations faites au Reichstag, par M. le ministre de la guerre, la population actuelle de l'Allemagne du Nord se monte à trente millions d'habitants. La force normale de l'armée devra donc être de 300,000, y compris 39,000 sous-officiers ; il faut ajouter à ces chiffres, celui de 13,000 officiers environ.



CHAPITRE DEUXIÈME.

Milice et Recrutement

Règlement concernant ces matières : 1^{er} décret sur la milice du 3 septembre 1814 modifié par la constitution de la Confédération allemande du Nord ; 2^e instruction sur le recrutement et sur le service de santé du 9 décembre 1838.

I. MILICE.

§ 71. *Dispositions générales.*

Le décret du 9 février 1813 institua provisoirement le système de milice ; l'arrêté royal du 3 septembre 1814 l'adopta définitivement ; en 1866, il fut appliqué à tous les états faisant partie de la Confédération. L'impôt de la milice n'est nulle part aussi complet et aussi équitable que chez nous ; dans plusieurs pays, des considérations de naissance, de professions ou de fortune, exemptent les jeunes gens du service militaire. Le système de remplacement existe presque partout, notamment en France et en Autriche. Il offre l'avantage de procurer au gouvernement d'anciens soldats ; mais il incorpore aussi, sous le nom de remplaçants, les rebuts de la population, que la législation prussienne considère comme indignes de figurer dans l'armée. L'impôt de la milice est obligatoire pour tout prussien en état de porter les armes ; il commence à l'âge de 17 ans révolus, et finit à 49 ans. Il dure par conséquent 32 ans.

Le service militaire, c'est-à-dire l'obligation de servir dans l'armée permanente, commence au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle on atteint l'âge de 20 ans ; sa durée est de 5 ans. Les miliciens de l'infanterie, de la cavalerie, de l'artillerie, des pionniers et de la marine, restent 3 ans sous les drapeaux ; ceux du train, six mois seulement. Après cette période, les soldats sont congédiés dans l'armée de réserve, où ils restent actuellement 2 ans (ceux du train 4 1/2 ans). Les hommes passent alors dans la landwehr, qui se compose de 2 bans ; actuellement le temps de service y dure 7 ans pour chaque ban. Aussi, il commence à l'âge de 25 ans et finit à 39 ans. La landsturm se compose de tous les citoyens, en état de porter les armes, âgés de 17 à 20 ans ; de ceux qui sortent de la landwehr jusqu'à l'âge de 49 ans. Elle comprend, en outre, tous les hommes

valides, n'appartenant ni à l'armée active, ni à la landwehr, âgés de 20 à 49 ans; la seewehr est assimilée à la landwehr.

En Westphalie, et dans les provinces nouvellement acquises, le service militaire commence à l'âge de 21 ans révolus.

L'assemblée fédérale a introduit certaines modifications dans ces dispositions; ce sont les suivantes :

Tout allemand du nord est obligé au service militaire, et ne peut se faire remplacer dans l'accomplissement de ce devoir.

Sont exemptés a) les membres des familles régnantes; b) les membres des familles médiatisées en vertu des traités ou de titres spéciaux; c) les membres des familles de quakers, en vertu des lois et privilèges qui, en les obligeant à d'autres prestations équivalentes, les exonèrent du service militaire.

Ceux qui, étant obligés au service, ne sont pas capables de le remplir, peuvent être requis à fournir d'autres services militaires, en rapport avec leurs occupations civiles.

2. La force armée se compose de l'armée, de la marine et de la landsturm.

3. L'armée est divisée en armée permanente et en landwehr. La marine est divisée en flotte et en défense maritime. La landsturm se compose de tous ceux qui, étant obligés au service, depuis la 17^e année jusqu'à la 42^e accomplie, ne font partie ni de l'armée permanente, ni de la marine.

4. L'armée permanente et la flotte sont toujours prêtes au service militaire. L'une et l'autre sont les écoles, qui forment et préparent toute la nation à la guerre.

5. La landwehr et la défense maritime sont destinées à appuyer l'armée permanente et la flotte. L'infanterie de la landwehr, par des corps de troupes spécialement formés, est employée pour la défense de la patrie, en genre de réserve pour l'armée permanente. Les hommes de la plus jeune année de la landwehr peuvent aussi, en cas de mobilisation, être rangés parmi les corps de service régulier.

Les hommes de la cavalerie de la landwehr sont formés, en cas de guerre, en corps de troupes spéciaux, suivant les besoins du service. Les hommes de la landwehr des autres armes sont appelés, à l'armée permanente; les hommes de la défense maritime à la flotte.

6. L'obligation de service dans l'armée permanente, ou dans la flotte, commence le 1^{er} janvier, régulièrement dans l'année où le soldat a accompli sa 20^e année. Elle dure 7 ans. Pendant ces 7 ans, les hommes des 3 premières années sont obligés, sans interruption, au service actif. Le service actif est compté d'après l'entrée au service effectif, en ce sens que les hommes appelés depuis le 2^e no-

vembre jusqu'au 31 mars, sont considérés comme s'ils étaient entrés le 1^{er} novembre. Le renvoi des matelots ne peut avoir lieu qu'après le retour dans les ports fédéraux, lorsqu'un autre mode de renvoi n'a pas été possible.

Pendant le reste du service de 7 ans, les hommes de la réserve sont renvoyés en congé, en tant que des exercices annuels, des renforts nécessaires, des mobilisations de l'armée, des armements de la flotte, ne rendent pas nécessaire le rappel sous les drapeaux.

Chaque homme de la réserve, pendant la durée de la réserve, est obligé à deux exercices. Ces exercices ne dépasseront pas la durée de 8 semaines chacun. Chaque appel au service de l'armée, ou à l'armement de la flotte, compte pour un exercice.

7. L'obligation du service dans la landwehr et la défense maritime, est d'une durée de 5 années. L'entrée dans la landwehr et la défense maritime a lieu après le service accompli dans l'armée permanente ou dans la flotte. Les hommes de la landwehr, et de la défense maritime, en tant qu'ils ne sont pas appelés au service, se trouvent en congé. Les hommes de l'infanterie de la landwehr, pendant la durée du service dans la landwehr, peuvent être appelés deux fois pour 8 à 15 jours à des exercices, dans des compagnies ou des bataillons détachés. Les hommes de la landwehr des chasseurs, de l'artillerie, des pionniers et du train, sont exercés dans la même étendue que les troupes de l'infanterie, mais par adjonction aux troupes correspondantes de la ligne. La cavalerie de la landwehr n'est point appelée à des exercices en temps de paix.

8. L'appel de la réserve, de la landwehr, et de la défense maritime aux drapeaux et respectivement à la flotte, se fait d'après les ordres du généralissime fédéral (le roi de Prusse). L'appel par les généraux commandeur a lieu seulement : a) pour les exercices annuels; b) lorsque les parties du territoire fédéral sont déclarées en état de siège.

9. Le généralissime fédéral (roi de Prusse) détermine pour chaque année, conformément à la loi, le nombre de recrues qui doivent entrer dans l'armée permanente, et la marine. La somme totale des recrues est répartie sur les états fédéraux particuliers, en proportion de la population, par la commission fédérale pour l'armée de terre et les forteresses, respectivement avec la coopération de la commission fédérale pour la marine. En déterminant la population des états fédéraux particuliers, on déduit les étrangers qui séjournent dans leur territoire, mais non les nationaux d'autres états fédéraux.

10. Afin de troubler, en général, le moins possible les études

scientifiques et industrielles par le service de l'armée, tout jeune homme, après la dix-septième année accomplie, s'il possède les qualités morales et physiques requises, peut entrer comme volontaire dans le service militaire.

11. Les jeunes gens instruits qui, pendant la durée du service, s'équipent et se nourrissent eux-mêmes, et qui ont prouvé leurs connaissances dans l'étendue prescrite, sont renvoyés en congé pour la réserve, après une année de service dans l'armée permanente, à compter du jour de l'entrée au service. Suivant leurs capacités et leur service, ils peuvent être proposés pour les charges d'officier dans la réserve et la landwehr.

12. Les officiers de la réserve peuvent, aussi longtemps qu'ils s'y trouvent, être appelés trois fois pour des exercices de trois à huit semaines. Les officiers de la landwehr sont appelés seulement à des exercices dans des corps de troupes de ligne, pour prouver leurs titres à l'avancement; sans cela, seulement aux exercices annuels de la landwehr. En cas de guerre, les officiers de la landwehr peuvent, au besoin, être employés dans les corps de troupes de l'armée permanente.

Le § 13 s'occupe de la marine, et applique à cette arme les règles correspondantes du service de volontaires, en ce sens que le service dans la marine active, pour les marins proprement dits et le personnel des machinistes, peut, suivant leur instruction, être réduit à une année de service actif. Le système des volontaires est également appliqué à la marine.

14. Les dispositions de cette loi relatives à la durée du service pour l'armée permanente, la flotte, la landwehr et la défense maritime, ne sont en vigueur qu'en temps de paix. Dans la guerre, le besoin de service seul en décide. Toutes les divisions de l'armée de terre et de la marine, en tant qu'elles sont appelées, sont alors complétées par ceux qui ont atteint l'âge requis, et ceux qui n'avaient pas été appelés, suivant les pertes éprouvées par les différents corps de troupes.

15. Les hommes en congé, tant de l'armée permanente que de la marine (réserve, landwehr, défense maritime), pendant la durée du congé, sont soumis pour les besoins du contrôle militaire, aux prescriptions nécessaires à cet effet. Pour le reste ils sont soumis aux lois générales du pays; ils ne seront pas sujets à des entraves, par le choix de leur lieu de domicile dans le pays ou à l'étranger, dans l'exercice de leur industrie, leur mariage ou leurs autres relations civiles. L'autorisation d'émigrer ne doit pas être refusée aux

hommes de la réserve, de la landwehr et de la défense maritime, à une époque où ils ne sont point appelés au service actif.

16. La landsturm ne se réunit que sur les ordres du généralissime en chef fédéral, lorsqu'une invasion hostile menacée ou atteint des parties du territoire fédéral.

17. Tout allemand du Nord est appelé pour satisfaire à ses devoirs militaires, dans l'état fédéral où il a son domicile, au moment où il atteint l'âge requis pour le service militaire ; ou dans celui où il transfère son domicile, avant la décision finale sur son obligation au service actif. Les volontaires peuvent, dans les limites du territoire fédéral, choisir le corps de troupes où ils veulent satisfaire à leurs obligations du service actif. Les hommes de la landwehr ou de la réserve, en transférant leur domicile d'un état fédéral à un autre, sont adjoints à la réserve, respectivement à la landwehr du dernier.

18. Les dispositions sur la diminution successive des obligations du service dans les états fédéraux, ou une durée totale du service plus longue que celle prévue par la présente loi était légalement en vigueur, seront ordonnées par le généralissime fédéral (le roi de Prusse).

En Russie, les soldats restent 12 ans sous les drapeaux, 3 ans en congé. En Autriche, les miliciens restent 8 ans dans l'armée active, deux dans la réserve ; mais ils sont congédiés dans leurs foyers après 2 3/4 ans, dans l'infanterie, 5 1/2 ans pour la cavalerie et 4 ans pour les armes spéciales. En France le temps de service est de 6 ans dans l'armée active, et d'un an dans la réserve ; mais on renvoie pour des raisons d'économie, les miliciens dans leurs foyers, après 4 ou 5 ans de présence au corps. Nos soldats restent donc comparativement moins longtemps sous les drapeaux, que chez les autres puissances ; on parle de diminuer leur temps de service, sous prétexte des faire des économies.

Le perfectionnement dans le tir et les exercices, le développement intellectuel et corporel de chaque soldat, n'ont jamais atteint le degré qu'ils ont aujourd'hui ; la réduction du temps de service serait une cause de désorganisation, qu'il faudrait atténuer par l'établissement de camps permanents, et l'amélioration du cadre de sous-officiers ; et les économies que l'on aura faites en adoptant la première mesure, disparaîtraient en grande partie.

§ 72. *Motifs d'exemption.*

Sont exemptés de l'obligation de la milice :

1° Les deux maisons princières de Hohenzollern ; celles des deux Mecklembourg et de Dessau, et des familles médiatisées.

2° Les candidats en théologie, à moins qu'ils n'aient pas encore passé leur 1^{er} examen à l'âge de 25 ans.

Les prêtres et moines sont exemptés sous condition.

On peut réclamer l'exemption définitive, ou la révision pour certains cas ; et ce, pendant le terme de 3 ans après l'époque de l'incorporation ; par exemple, quand le milicien est le soutien d'une famille dépourvue de moyens d'existence, etc.

Certaines condamnations entraînent l'exemption définitive. En Russie, on admet les criminels dans les rangs de l'armée.

Les citoyens ayant perdu leurs droits civils, ne sont admis dans l'armée qu'après les avoir récupérés ; mais ils sont incorporés dans des compagnies de discipline, à l'âge de 23 ans, terme auquel on ne peut plus rentrer en possession de ses droits civils.

Enfin, les miliciens qui se mutilent volontairement pour se rendre impropres au service, sont passibles d'une peine, et sont incorporés pour trois ans dans une compagnie de discipline.

Le temps de présence au corps est diminué :

1° Pour les volontaires d'un an. Ce sont les jeunes gens qui s'engagent pour un an, afin d'éviter les exigences de la milice ; ils ne sont admis à ce bénéfice, qu'après avoir passé un examen scientifique, prouvant qu'ils font des études ; et ils peuvent, du reste, ne pas attendre l'époque de l'incorporation annuelle. Ils sont équipés et nourris à leurs frais ; dans la cavalerie et l'artillerie montée, ils doivent payer, la somme de 32 à 34 thalers pour l'usage de leur cheval, outre sa ration journalière. L'avantage de l'acceptation des engagements d'un an consiste à procurer à l'Etat de bons défenseurs, sans pour cela entraver les études et la carrière des jeunes gens. D'ailleurs les hommes instruits apprennent le métier militaire dans un temps plus court que les ignorants, et cela justifie complètement l'avantage accordé aux premiers ;

2° Pour les candidats de l'enseignement primaire, et les instituteurs. Ils ne sont astreints au service militaire que pendant une période de 6 semaines ; et cela, à partir du jour où ils finissent leurs études ;

3° Pour les infirmiers militaires. Leur temps de service est d'un an.

Les élèves des établissements suivants : École de guerre, école de l'artillerie et du génie, académie de guerre, institut médical-chirurgical de Frédéric-Guillaume, école vétérinaire, école des sous-officiers, institut de navigation, doivent s'engager pour un temps plus long (9 années au plus) ; pour chaque année d'étude, l'engagement dure deux ans de plus.

Les jeunes gens âgés de 17 à 20 ans peuvent choisir un régiment, à condition qu'ils s'engagent pour 3 ans, et soient agréés par le colonel.

Les chasseurs dont l'instruction est terminée, passent dans les bataillons de chasseurs, où ils restent trois ans; ils sont ensuite congédiés dans la réserve pour un terme de neuf ans.

§ 73 *Engagements volontaires.*

Le plus grand nombre des sous-officiers est pris parmi les engagés volontaires; c'est-à-dire parmi ceux qui signent un engagement d'un an, après l'expiration de leur temps de service, si d'ailleurs ils ont l'assentiment de leur chefs de corps; assentiment qui n'est accordé qu'aux sujets capables de devenir excellents sous-officiers (les ordonnances et les travailleurs ne peuvent jouir de cette faveur.)

L'engagement doit être renouvelé ou délié chaque année, du consentement mutuel des deux parties; après 12 années de service, les sous-officiers ne peuvent être renvoyés contre leur consentement.

Un engagé volontaire peut être congédié par anticipation, du consentement mutuel des deux parties, avec l'approbation du général-commandeur; il peut être congédié contre son gré, s'il est placé dans la 2^e classe de l'état de soldat; ou bien s'il subit une condamnation de plus de six semaines d'arrêts moyens ou deux d'une plus courte durée, pendant le terme de l'engagement.

II. RECRUTEMENT DES TROUPES.

§ 74. *Classification des membres de la puissance militaire.*

(Ordre du cabinet du 17 Juillet 62).

Tous les fonctionnaires militaires se divisent en :

1^o Militaires de troupes, comprenant : (a) Les officiers qui se subdivisent en 2 catégories : (A) les officiers en activité de service dans l'armée, la marine, la landwehr et la seewehr, (B) tous ceux au traitement de non-activité, les demissionnaires, les pensionnés et ceux mis en disponibilité; (b) les sous-officiers; (c) les simples soldats.

2^o Fonctionnaires militaires. Il y en a de deux espèces : celle des fonctionnaires supérieurs assimilés au rang d'officier, et celle des inférieurs.

Il y a en outre certains employés qui sont exclusivement civils.

Les médecins militaires ont un rang spécial ; le médecin de l'Etat-major général de l'armée est assimilé aux colonels ; les médecins principaux aux majors ; les médecins de régiment aux capitaines ; les médecins de bataillon aux lieutenants ; les médecins adjoints aux seconds lieutenants ; les élèves-médecins sont classés entre les porte-épée enseignes et les sous-officiers. Les 22 plus anciens médecins de régiment et les 25 plus anciens de bataillon peuvent être revêtus d'un grade supérieur à celui désigné. Dans la marine, le sous-payeur a le grade de sous lieutenant ; le payeur peut avoir celui de capitaine-lieutenant.

Nous étudierons dans ce livre le recrutement des militaires de troupes ; d'abord celui des soldats, ensuite celui des officiers et des sous-officiers, (parmi lesquels ne sont pas comptés les anciens cadets, qui doivent, au préalable, être classés dans les simples soldats).

§ 75 *Classification des simples soldats*

La classe des simples soldats, par ordre hiérarchique, comprend : les volontaires de l'artillerie, les volontaires, les boulangers militaires, les simples soldats, les élèves de l'école des sous-officiers, les soldats ou élèves-musiciens, les élèves de l'école vétérinaire militaire, les infirmiers et les travailleurs militaires payés comme soldats.

Dans la marine les simples soldats sont : les matelots, les chauffeurs, les charpentiers et les infirmiers. Ces quatre classes se divisent elles-mêmes en quatre catégories ; la 1^{re} a seule le rang de caporal ; les mousses et les cadets volontaires constituent le dernier échelon de la hiérarchie de la marine. Les grades du bataillon d'infanterie de marine sont analogues à ceux de l'armée.

Avant-propos sur le recrutement.

Les affaires du recrutement sont du rapport des ministères de l'intérieur et de la guerre ; c'est pourquoi toutes les opérations sont faites par des commissions mixtes, composées de personnes civiles et de militaires.

A. DANS L'ARMÉE ACTIVE.

§ 76 *Circonscriptions de recrutement.*

La loi sur le recrutement est basée sur le rapport intime et con-

tinuel, qui doit exister entre les corps de l'armée et leur landwehr. Il y a, 26 bataillons provinciaux de landwehr (32 régiments), et 30 bataillons indépendants ; ils se recrutent séparément dans une circonscription de 3 cercles, qui ne varie jamais. Il y a donc en Prusse 468 cercles de recrutement, et 156 circonscriptions ou arrondissements. Chacun des régiments de l'armée prend ses recrues dans les circonscriptions déterminées, qui sont tous les ans les mêmes, et cela, d'après les considérations suivantes :

Chaque régiment ancien de la ligne, et le régiment nouveau qui lui correspond, prennent leurs recrues dans les 3 circonscriptions du régiment de landwehr correspondant au premier, ou formant brigade avec lui.

Les régiments des fusiliers de la ligne se recrutent dans la circonscription du corps d'armée à laquelle ils appartiennent.

Ceux de cavalerie de la ligne dans les circonscriptions des bataillons de landwehr, correspondant à ceux de leur division (6 arrondissements en général).

L'artillerie de la ligne, les pionniers et le train, choisissent leurs soldats dans les circonscriptions des corps d'armée auxquelles ils appartiennent (13 arrondissements ordinairement).

Enfin la garde, les chasseurs et les marins se recrutent dans le royaume entier.

En France, les régiments n'ont pas de circonscription de recrutement déterminée d'une manière permanente ; ils cherchent leurs soldats, tantôt dans une province, et tantôt dans une autre. Les deux systèmes ont leurs avantages et leurs inconvénients.

§ 77 *Travaux préparatoires*

Les travaux préparatoires ont deux buts : le premier est de fixer le nombre de miliciens nécessaires aux besoins de l'armée ; le second, de choisir parmi tous les miliciens de l'année courante, ceux à incorporer.

La liste générale des miliciens se fait de la manière suivante : tous les ans, au 15 janvier, les prêtres envoient aux autorités locales la liste des citoyens nés dans leur paroisse, qui ont atteint l'âge exigé des miliciens. Ces autorités en dressent immédiatement un rôle général, par rang d'âge ; puis elles y ajoutent les noms des autres miliciens qui, sans être nés dans la circonscription, y ont leur domicile légal ou y stationnent pour un certain temps (domestiques, compagnons de travail etc). Tous les citoyens se trouvant dans ce dernier cas, sont tenus de se faire inscrire entre le 15 jan-

vier et le 1^{er} février, chez le bourgmestre de leur lieu de résidence. Les rôles susmentionnés sont transmis le 1^{er} mars au conseiller provincial de chaque arrondissement, qui dresse une liste alphabétique générale (par canton et par rang d'âge) pour l'arrondissement entier; cette liste doit servir de base aux opérations de recrutement.

Le chiffre du contingent est basé sur la liste générale des besoins en hommes que les corps éprouvent; cette liste générale est transmise tous les ans par le ministre de la guerre à son collègue de l'intérieur.

§ 78. *Recrutement par arrondissement.*

La commission d'arrondissement fait alors la classification provisoire des miliciens; elle se compose, du chef de bataillon de landwehr, du conseiller provincial, d'un officier d'infanterie, de deux propriétaires campagnards, de deux citadins, et d'un médecin de bataillon. Elle doit, dans ses opérations, être guidée par l'impartialité et les intérêts de l'État, et désigne surtout des sujets jouissant d'une bonne santé. Elle décide provisoirement:

- 1^o Si le milicien est apte au métier militaire;
- 2^o S'il doit être exempté temporairement par la commission de recrutement départementale;
- 3^o S'il doit être exempté provisoirement pour défaut de taille, ou faiblesse de constitution;
- 4^o S'il doit être ajourné à un an. (La commission d'arrondissement peut ajourner dans les deux derniers cas, pendant trois années consécutives; mais au-delà de ce terme, c'est la commission départementale qui doit décider un nouvel ajournement);
- 5^o S'il est indigne de figurer dans l'armée pour condamnation judiciaire;
- 6^o S'il doit être rayé définitivement pour incapacité manifeste (boiteux, manchot, etc).

La commission désigne ensuite les armes dans lesquelles doivent servir les miliciens de la 1^{re} catégorie; elle consulte pour cela la constitution, la taille et la profession antérieure de chaque individu. L'infanterie exige des soldats jouissant d'une robuste constitution, ayant une bonne poitrine et les pieds sains; la cavalerie, des bras robustes, la grosse cavalerie, de bonnes poitrines. L'artilleur doit être très-fort.

La taille minimum exigée est:

Pour l'infanterie, 5 pieds (1 m. 56);

Pour la garde, 5 pieds 4 pouces (1 m. 66);

Pour la grosse cavalerie, 5 pieds 4 pouces (8 pouces au max.);

Pour la cavalerie légère, 5 pieds 2 pouces (1 m. 60), (6 pouces au max.);

Pour l'artillerie, 5 pieds 3 pouces (1 m. 63).

On recherche pour la cavalerie et le train, les individus ayant soigné des chevaux dans leur profession antérieure. Les 9 bataillons de chasseurs se composent de chasseurs instruits et de ceux non instruits; le bataillon de chasseurs de la garde choisit des recrues dans la 1^{re} catégorie; celui des tirailleurs de la garde, dans tous les miliciens désignés pour la garde; les pionniers sont pris parmi les charpentiers, les constructeurs de navires et les mineurs. Indépendamment de ces considérations, on choisit pour les divers corps de troupes, des cordonniers, des tailleurs, des selliers, etc., d'après les besoins. Si, dans un arrondissement, le nombre de miliciens est plus élevé que le nombre de recrues nécessaire à l'effectif des corps, on procède à un tirage au sort pour décider quels sont ceux à incorporer. Avec l'ancienne organisation de l'armée, 1/3 environ était libéré; mais dorénavant, bien peu de citoyens, échapperont à l'obligation militaire.

La commission de recrutement d'arrondissement doit avoir terminé sa mission le 15 juin; elle envoie alors à la commission départementale les noms des hommes à incorporer, qui sont inscrits dans 6 listes séparées, d'après la catégorie dans laquelle ils ont été placés.

Commission départementale de recrutement.

Il y a dans le royaume 52 commissions départementales de recrutement; elles se composent chacune: d'un commandant de brigade d'infanterie de ligne, d'un conseiller du gouvernement, d'un officier supérieur de la garde, et d'un médecin de régiment. La mission de l'officier supérieur de la garde est toute spéciale, nous la définirons plus tard; il n'a pas voix délibérative dans le conseil, excepté pour ce qui regarde sa mission. Cette commission est assistée, dans sa tournée, par les commandants des bataillons de landwehr, les conseillers provinciaux et les diverses autorités locales, dans l'étendue de leur circonscription; elle décide l'incorporation ou l'ajournement des miliciens.

Pendant sa tournée, tous les miliciens lui sont présentés, et de nouveau visités par le médecin; l'opinion du commandant de bri-

gade n'est cependant pas subordonnée à l'avis de ce dernier. Ils sont divisés en 4 catégories :

1^o Ceux reconnus provisoirement impropres au service, sont exemptés temporairement ;

2^o Ceux reconnus impropres au service, après 3 années consécutives par la commission d'arrondissement, sont mis en observation, et désignés pour la réserve de milice ; on ne les appelle aux armes qu'en temps de guerre. Ceux d'entre eux qui sont capables de servir dans le train, y sont incorporés lors de la mobilisation de l'armée ;

3^o Ceux exemptés temporairement par la commission d'arrondissement, font aussi partie de la réserve de milice, pendant 3 années consécutives ;

4^o Enfin tous ceux reconnus propres au service sont envoyés devant l'officier supérieur de la garde, membre de la commission départementale ; sa mission spéciale consiste à désigner les hommes qui doivent entrer dans la garde. Il peut choisir dans toute la liste, en ne consultant que les intérêts de l'Etat, sans avoir égard à la place occupée dans cette liste par chaque individu.

En outre, la commission départementale décide de la valeur des réclamations présentées, de la gravité des condamnations subies, ou de la validité des motifs d'incapacité de service ; elle licencie tous ceux reconnus impropres.

Si un arrondissement ne peut fournir le contingent exigé, les autres du département doivent y suppléer.

On désigne ensuite un certain nombre de recrues pour compenser les pertes subies par les régiments.

La mission de la commission départementale doit être terminée dans le courant de septembre.

Position des recrues jusqu'à leur incorporation définitive.

A partir de cette époque, les miliciens désignés pour le service s'appellent recrues ; on leur lit le code pénal militaire et les diverses instructions ; ils sont ensuite renvoyés dans leurs foyers, munis d'un sauf conduit, ordinairement jusqu'au 1^{er} octobre. Ils sont sous la juridiction des tribunaux militaires pour les délits militaires ; ceux d'entre eux dépourvus de moyens d'existence, peuvent être incorporés sur-le-champ.

§ 79. *Travaux définitifs.*

Au 1^{er} novembre chaque conseil provincial envoie aux autres

conseils provinciaux, la liste des miliciens qui résident dans le département, sans y être nés, en renseignant spécialement ceux désignés pour le service militaire. Il y en a de deux catégories : ceux qui y ont leur domicile légal (domestiques, compagnons) ; et ceux qui y étaient temporairement à l'époque de l'inscription (voyageurs, malades, etc.). De cette manière, tous les miliciens peuvent figurer sur les listes alphabétiques de la province dans laquelle ils sont nés, et personne ne peut se soustraire à l'obligation militaire.

Au 1^{er} décembre, la commission départementale doit avoir terminé la liste alphabétique des recrues, ainsi que leur état généalogique. Les réfractaires qui ne se sont pas annoncés lors de l'inscription, ou ceux ajournés qui ne se sont plus représentés à la commission de recrutement, pour obtenir un nouvel ajournement sont ajoutés à la liste. Dès lors leur punition commence ; ils sont incorporés et punis sur-le-champ ; et, dans tous les cas, leur temps de service ne prend date qu'à l'époque de l'incorporation subséquente.

Récapitulation.

15. Janvier. Les prêtres envoient aux bourgmestres les listes des citoyens atteignant l'âge de la conscription ;

Du 15 janvier au 15 février. Les miliciens domiciliés dans un autre endroit que leur lieu de naissance, doivent s'annoncer au bourgmestre de leur résidence ;

1^{er} mars. Etablissement des listes des miliciens, et de leurs états généalogiques, par les autorités locales ;

Idem, des listes alphabétiques pour chaque arrondissement par les conseillers provinciaux ;

Jusqu'au 15 juin. Opérations des commissions d'arrondissement de recrutemens ;

Jusqu'au 15 septembre. Opérations des commissions départementales de recrutement ;

1^{er} octobre. (Ordinairement) incorporation des recrues ;

1^{er} Novembre. Chaque conseil provincial communique aux autres conseils provinciaux du royaume, les noms des miliciens domiciliés dans le département, et qui n'y sont pas nés ; il renseigne spécialement ceux désignés pour l'incorporation ;

1^{er} décembre. Etablissement définitif des listes généalogiques et alphabétiques, signalement des réfractaires et leur mise en arrestation.

§ 80. *Caractères de ce système de recrutement.*

En général, les recrues apportent au service des dispositions heureuses; elles sont esclaves de l'honneur, fidèles à leurs devoirs, obéissantes, assez intelligentes, et courageuses dans la bonne comme dans la mauvaise fortune. Quoique leur corps n'ait pas encore acquis tout le développement nécessaire, elles savent endurer les privations et les fatigues. Il n'est pas possible de recruter à un âge plus avancé; car dans ce cas, la carrière civile de la plupart des miliciens serait entravée. Les dispositions naturelles sont différentes dans les diverses provinces, mais pas d'une manière essentielle.

§ 81. *Aperçu statistique.*

En 1854, la population de la Prusse était de 16,737,000 habitants, non compris les prêtres et les pasteurs.

Le nombre d'individus atteignant l'âge de la milice	
était	177,000
Celui des ajournés de 4 années précédentes	264,000

Le choix des miliciens tombait sur le total.	441,000
De ce nombre, il y avait à déduire:	
Volontaires d'un an, ou annoncés comme tels	12,000
Improperes pour cause de mutilations volontaires	5
Indignes pour condamnations judiciaires.	240
Improperes pour défauts corporels ou manque d'intelligence.	22,000
Ajournés pour faiblesse de constitution ou défaut de taille	246,000
Réclamants.	14,000
Absents pour motifs valables (maladies, voyages, etc).	50,000
Réfractaires ou absents sans motif valables	34,000

Total des pertes.	378,245
Le nombre de miliciens susceptibles d'incorporation	
était	62,755

Total général	441,000
-------------------------	---------

B. DANS LA LANDWEHR.

§ 82. *Recrutement des soldats de la landwehr.*

Les soldats de la landwehr sont pris:

1° Parmi les soldats licenciés, volontaires pour 3 ans ou mili-

ciens, qui ont servi dans l'armée permanente et la réserve, pendant un terme de 7 ans, et qui ne se sont pas réengagés ;

2^o Parmi les volontaires d'un an, ayant servi un an dans l'armée active, et 4 ans dans la réserve, qui ne se mettent pas sur les rangs pour devenir officiers de la landwehr.

III. RECRUTEMENT DES SOUS-OFFICIERS.

§ 83. *Leur classification.*

Ils sont divisés en 2 catégories : les porte-épée et les simples sous-officiers.

Les porte-épée sont : les chefs artificiers, les sergents-majors, les maréchaux-des-logis-chefs, les sous-officiers, tenant lieu de sergents-majors dans les corps de cadets, les vice-sergents-majors, les vice-maréchaux-des-logis-chefs, les porte-épée enseignes, les inspecteurs des remparts, les sergents-majors de l'administration, les obermeister (adjudants), les chasseurs à cheval de campagne (guides), les vétérinaires, les chefs de musique, les tambours-majors, les sergents-cornets, et les gendarmes qui portaient l'épée avant leur entrée à ce corps.

Les sous-officiers ne portant pas l'épée sont : les artificiers, les sergents, les simples sous-officiers, les sergents de chasseurs (oberjäger), les gendarmes, les tambours-maitres, les trompettes-gagistes, les caporaux-cornets, les musiciens-gagistes de l'infanterie, les sergents d'administration, les sous-vétérinaires, les sergents des boulangeries, ceux des hôpitaux, enfin les élèves de l'école vétérinaire, entrés dans cet établissement avec le grade de sous-officier.

Dans la marine, il y a 5 classes de sous-officiers, savoir : les pilotes, les artificiers, les contre-maitres, les maitres et les machinistes. Chacune de ces catégories se divise en 4 classes : la 1^{re} classe de chaque catégorie comprend les officiers de tillac de 1^{re} classe ; la 2^{me} ceux de deuxième classe.

Les cadets de marine sont assimilés au grade de porte-épée-enseigne ; tous les officiers de tillac également.

La 3^e classe de chaque catégorie comprend les maitres de 1^{re} classe, qui ont le rang de sergent ; les sous-officiers d'hôpitaux en font partie également ; la 4^e classe de chaque catégorie comprend les maitres de 1^{re} classe, qui ont rang de sergent ; les sous-officiers d'hôpitaux en font aussi partie ; la 5^e classe de chaque catégorie comprend les maitres de 2^e classe assimilés au rang de simple sous-officier. Aucun maitre ne porte l'épée.

Enfin, les grades dans le bataillon d'infanterie de marine sont identiques à ceux de l'infanterie.

A. DANS L'ARMÉE PERMANENTE.

§ 84. *Avancement au grade de sous-officier.*

Les exempts (caporaux) et soldats, peuvent être proposés par leur commandant de compagnie pour le grade de sous-officier (premier chasseur), s'ils réunissent les conditions suivantes :

1^o Avoir une bonne conduite et de bons antécédents ;

2^o Savoir lire, écrire et calculer (l'examen est assez facile).

De semblables propositions ne sont faites que s'il existe des places vacantes ; les candidats sont ensuite nommés par le chef de corps.

Les élèves sortant des deux écoles de sous-officiers, doivent entrer comme simples soldats, dans le régiment pour lequel on les a désignés, pour quelque temps seulement ; les premiers élèves seuls sont exceptés de cette mesure.

Autrefois, il fallait signer un engagement volontaire pour prétendre au grade de sous-officier ; mais actuellement, à cause de la pénurie de sujets capables, on a été obligé de supprimer cette condition. Après trois ans de service, et même après deux ans, tous les exempts (caporaux) et soldats, peuvent être proposés pour ce grade.

§ 85. *Avancement au grade de sous-officier-porte-épée.*

Les 3 ou 4 plus anciens sous-officiers de chaque compagnie, sont appelés sergents. Le plus ancien sergent peut être nommé vice-sergent-major (vice-maréchal-des-logis-chef), quand il a un certain nombre d'années de service, 15^{ans} au minimum ; il doit dans tous les cas, être capable de remplacer le sergent-major pour le service intérieur. Il peut même plus tard prétendre au grade de porte-épée-enseigne.

Les sergents-majors, ou maréchaux-des-logis-chefs, ne sont pas nommés d'après l'ancienneté, mais au choix.

Dans l'artillerie, les candidats premiers caporaux, les sergents et les sous-officiers, doivent passer un examen spécial.

Enfin, pour être nommé chef-artificier ou artificier, on doit fréquenter les cours de l'école de pyrotechnie pendant un an et demi, et satisfaire à l'examen de sortie, qui est assez difficile.

§ 86. *Droits des sous-officiers aux carrières civiles.*

La solde et la position de sous-officier ne sont pas assez belles, pour attirer dans l'armée un nombre de volontaires suffisant pour l'entretien des cadres ; surtout dans les temps actuels, qui offrent tant de débouchés aux bons sujets désireux de remplir une carrière (chemins de fer, télégraphes, établissements industriels, etc.). C'est pourquoi le gouvernement a été obligé d'assurer une position civile, aux anciens sous-officiers ayant douze années de service, dont 9 de grade.

Tous les fonctionnaires inférieurs des communes et du gouvernement sont pris parmi les sous-officiers, réunissant les conditions sus-mentionnées ; ce sont les employés aux chancelleries, les douaniers, les gendarmes, les agents de police, les expéditeurs de la poste, les conducteurs, les télégraphistes, les surveillants de prison, les gardes forestiers (pour les sous-officiers des chasseurs exclusivement), etc. Les anciens soldats, qui ne sont plus propres au métier des armes, obtiennent aussi des positions civiles, et peuvent choisir celle qui leur convient.

De cette manière, l'Etat conserve continuellement un noyau d'anciens sous-officiers et soldats, rendant d'excellents services dans l'armée, mais cet usage offre un inconvénient : C'est que les jeunes gens ne s'engagent volontairement, que dans le but d'obtenir plus tard un emploi civil, et nullement par vocation militaire.

Il serait à désirer que la solde et les pensions fussent augmentées ; c'est le seul moyen de retenir sous les drapeaux de bons et anciens cadres.

B. DANS LA LANDWEHR.

§ 87. *Recrutement des Sous-Officiers de la Landwehr*

La landwehr tire ses sous-officiers :

1^o Des sous-officiers congédiés de l'armée, n'ayant pas dépassé l'âge de 32 ans ; s'ils ne sont pas admis dans les corps d'invalides ;

2^o Des soldats licenciés, qui ont été préparés dans leur dernière année de présence sous les drapeaux, pour remplir les fonctions de sous-officier ; chaque compagnie en prépare annuellement trois, choisis parmi les meilleurs sujets ; ils doivent, dans tous les cas, servir un certain temps dans la landwehr comme simples soldats ;

3^o Des soldats de la landwehr, aptes à être nommés sous-officiers ;

4^o Des volontaires d'un an (voir les § 82 et 83).

IV. RECRUTEMENT DES OFFICIERS..

§ 88 *Leur classification.*

DANS L'ARMÉE ET LE BATAILLON

DANS LA MARINE.

D'INFANTERIE. DE MARINE :

1. GÉNÉRAUX :

- a) Feld-maréchaux ou Feldzeugmeisters,
- b) Généraux d'infanterie ou de cavalerie,
- c) Lieutenant-généraux,
- d) Généraux-Majors,

II. OFFICIERS SUPÉRIEURS :

- a) Colonels,
- b) Lieutenants-Colonels,

(c Majors.

III. CAPITAINES.

Il y a 2 classes de capitaines; la 1^{re} et la 2^e classe ne diffèrent que sous le rapport de la solde; on nomme cependant des capitaines de 3^e classe dans l'artillerie. Ils ne commandent ni compagnie, ni batterie; ils font le service de lieutenant, et sont utilisés, en temps de guerre, pour prendre le commandement des parcs (colonnes) et des batteries de réserve.

IV. OFFICIERS SUBALTERNES :

- a) Lieutenants,
- b) Seconds-Lieutenants (Ingénieurs - géographes, sous-officiers dans les chasseurs à cheval de campagne(guides).

I. OFFICIERS DE PAVILLON OU AMIRAUX :

- a) Amiraux,
- b) Vice-Amiraux,
- c) Contre-Amiraux,

II. OFFICIERS-SUPÉRIEURS :

- a) Capitaines de vaisseau,
- b) Capitaines de corvette de 1^{re} classe,
- c) Capitaines de corvette de 2^e classe.

III. LIEUTENANTS DE VAISSEAU DE 1^{re} CLASSE.

IV. OFFICIERS SUBALTERNES :

- a) Lieutenants de vaisseau de 2^e classe.
- b) Enseignes de marine, officiers auxiliaires.

Les officiers d'arsenaux sont recrutés, après examen, parmi les sergents-majors des arsenaux; ils comptent à l'effectif des dépôts d'artillerie.

A. DANS L'ARMÉE PERMANENTE.

§ 89. *Observations générales.*

La Prusse est la seule grande puissance qui recrute exclusive-

ment ses officiers parmi les classes aisées et instruites. Cet usage est nécessité par deux considérations : la première, c'est que le recrutement prussien fournit des soldats sortant de toutes les classes de la population ; pour commander à de tels hommes, les officiers doivent être choisis parmi les sujets sachant se conduire, se respecter, et donnant toutes garanties à l'égard de leur instruction et de leur position. La seconde, c'est que notre pays, par sa situation géographique, est enclavé entre des puissances de 1^{er} ordre, et par conséquent très-difficile à défendre ; il est donc nécessaire, si la nation veut maintenir son rang de première puissance, et si elle ne veut pas mentir à son histoire, que l'organisation militaire ait chez nous une importance relativement plus grande que chez nos voisins ; la position d'officier doit y être considérée sous tous les rapports, et tous les militaires qui y aspirent, doivent s'en rendre dignes par leur instruction et leur éducation.

Dans la plupart des autres armées, les officiers se divisent en 2 catégories : ceux qui sont instruits et ceux qui ne le sont pas ; les derniers n'atteignent ordinairement qu'au grade de capitaine.

Les officiers prussiens ne sont pas tous de même naissance ; mais leur instruction et leurs sentiments d'honneur sont identiques. Cette similitude assure une grande camaraderie entre tous les échelons de la hiérarchie militaire, et nous procure un corps d'officiers instruits, animé à un haut degré des sentiments de l'honneur et du devoir.

Les candidats officiers doivent réunir trois conditions :

1^o Posséder une instruction générale et des connaissances militaires ;

2^o Être au courant de la pratique des règlements ;

3^o Avoir une conduite irréprochable, et le sentiment de l'honneur et du devoir.

La circulaire ministérielle du 31 octobre 1861, donne en détail la nature de ces conditions. Les examens à passer sont de deux degrés : celui du 1^{er} degré est imposé aux candidats, pour le grade de porte-épée enseigne ; celui du 2^e, aux candidats seconds-lieutenants. En temps de guerre, les militaires qui se distinguent, de manière à montrer beaucoup d'aptitude à l'emploi d'officier, soit par leur valeur, soit par leur circonspection, soit encore par leur manière de conduire la troupe, peuvent être dispensés de l'examen du 1^{er} degré, et arriver ainsi à l'épaulette d'enseigne ; si, dans cette position, les prévisions des chefs se réalisent, et que la guerre continue, ils peuvent être nommés seconds-lieutenants, sans passer l'examen du 2^o degré.

Il y a dans l'armée prussienne assez d'exemples de soldats parvenus au plus haut degré de la hiérarchie militaire, parce qu'ils ont fait preuve de brillantes qualités devant l'ennemi, et qu'ils ont su acquérir l'instruction, qui leur manquait au début de leur carrière.

§ 90. *Instructions spéciales.*

a. *Connaissances exigées pour l'obtention du grade de porte-épée-enseigne.*

Tous les sous-officiers et les soldats peuvent se présenter aux examens de porte-épée-enseigne, après 6 mois de service, pourvu qu'ils soient âgés de 17 1/2 ans au moins et 23 ans au plus; le roi peut cependant décider l'admission de jeunes gens âgés de moins de 17 1/2 ans. Celui qui entreprend la carrière militaire, et qui est décidé à travailler pour devenir officier à un âge peu avancé, doit faire en sorte d'obtenir, dès qu'il atteint l'âge de 17 ans, l'autorisation de se présenter devant la commission.

Les conditions pour être admis aux examens du 1^{er} degré ont été réglementées par circulaire ministérielle du 1^{er} octobre 1865; ce sont les suivantes :

1^o Fournir le certificat constatant que l'on a fait de bonnes études, et que l'on est admis dans la classe supérieure d'un gymnase ou d'un établissement professionnel du premier degré;

2^o Connaître les langues allemande, latine et française, les mathématiques, l'histoire, la géographie et le dessin.

Les jeunes gens, qui possèdent le diplôme d'admission à un établissement supérieur d'enseignement public, sont dispensés des examens du premier degré.

Le candidat, qui ne réussit pas une première fois, peut se représenter une seconde.

Après 5 mois de service réel et pratique (on déduit les congés, les maladies, etc.), les candidats officiers se font délivrer des certificats de leur commandant et de leurs officiers de compagnie, de leur chef de bataillon et de leur chef de corps; ces certificats renseignant la conduite, l'aptitude au service, et les qualités militaires du candidat, tant dans la position de simple soldat que dans celle de sous-officier. Le chef de corps envoie ces certificats à la grande commission des examens militaires; il y joint, s'il y a lieu, le diplôme d'admission à un établissement d'instruction supérieur (abiturenten zeugniss). La commission envoie chaque mois à Sa Majesté, la liste des jeunes gens ayant satisfait à l'examen du premier degré; elle transmet les diplômes aux chefs de corps;

ceux-ci font des états de proposition pour le grade effectif ou honoraire (s'il n'y a pas de vacance), de porte-épée-enseigne, y joignent un rapport sur les moyens d'existence des intéressés, et soumettent le tout à l'approbation du roi, qui signe les brevets.

De plus, les corps de cadets congédient annuellement, en avril ou en mai, environ 110 élèves de 1^{re} classe; ceux d'entre eux, qui ont subi l'examen de sortie, sont nommés de suite porte-épée-enseignes effectifs; ceux qui n'y ont pas satisfait sont soumis aux conditions énumérées plus haut.

§ 91 *Connaissances spéciales,*

a) Pour l'avancement au grade de second-lieutenant.

Les porte-épée-enseignes doivent fréquenter une école de guerre; les cours y commencent en octobre et durent 10 mois; ceux reconnus assez instruits pour être officiers, sont dispensés de cette fréquentation. Ceux dont l'instruction n'est pas assez avancée, ou ceux qui n'ont pas l'âge ou le temps de service prescrit, ne sont pas admis dans ces écoles; ils peuvent néanmoins se préparer eux-mêmes aux examens d'officier. Dans ce cas, ils ne peuvent être proposés pour officiers, avant les élèves fréquentant les écoles de guerre dans l'année courante. Les jeunes gens ayant fréquenté les cours d'une université pendant un an, peuvent sans passer par les écoles de guerre, subir l'examen du 2^e degré et être proposés pour le grade de second-lieutenant; après toutefois leur nomination d'enseigne, par la voie ordinaire.

Les porte-épée-enseignes, ayant au moins six mois de grade et moins de 25 années d'âge, peuvent seuls se présenter devant la commission. Les examens d'officier ne comprennent que les connaissances militaires, telles que la tactique, l'armement, la fortification, les réglemens, la topographie et le levé des places fortes.

Les jeunes gens ayant réussi dans les diverses épreuves, sont ensuite ballottés par le corps d'officiers de leur régiment, qui déclare, par procès-verbal, s'ils sont dignes ou non d'obtenir l'épaulette. Si la majorité se prononce contre le premier de la liste, on passe au ballottage du second; mais le chef de corps est tenu d'informer Sa Majesté du résultat des délibérations. Si, au contraire, les opposants sont en minorité, ils doivent motiver leur vote et le général commandeur décide de la validité des motifs. Les candidats ont, en outre, à constater par certificat, qu'ils ont les connaissances pratiques du service; après avoir rempli ces diverses formalités, ils sont proposés par le chef de corps pour le grade de second-lieute-

nant, si toutefois il y a des vacances dans ce grade. Des rapports sur les ressources financières des intéressés sont joints aux états de proposition.

Les aspirants officiers de l'artillerie et du génie, sont obligés de fréquenter pendant deux ans les cours de l'école polytechnique de l'artillerie et du génie ; ils subissent un examen spécial sur le service de ces armes, et sont alors classés dans leur régiment, par rang de mérite, pour la nomination de second-lieutenant.

Les officiers de la landwehr peuvent passer avec leur grade dans l'armée permanente ; mais ils doivent obtenir l'autorisation royale, et subir les examens prescrits ; la fréquentation des écoles de guerre ne leur est pas imposée.

Les écoles de cadets procurent à l'armée, vers le mois d'avril ou de mai de chaque année, après l'époque des examens, 20 au 30 premiers élèves, qui entrent, dans les régiments comme porte-épée-enseignes effectifs, et qui peuvent être proposés pour officiers après 6 mois de service pratique ; et 50 autres admis d'emblée comme sous-lieutenants.

Ainsi les formalités prescrites sont respectivement :

- | | |
|--|---|
| a) pour la nomination de porte-épée-enseigne : | b) pour la nomination de second-lieutenant : |
| 1 ^o Passer l'examen prescrit ; | 1 ^o Passer l'examen prescrit ; |
| 2 ^o Servir pendant un terme de 5 mois ; | 2 ^o Servir pendant 6 mois, comme porte-épée-enseigne effectif, et fournir le certificat de service ; |
| 3 ^o Fournir le certificat de service, constatant l'aptitude et la bonne conduite. | 3 ^o Être agréé par le corps d'officiers. |

Les officiers de marine ont été pris jusqu'à présent parmi les élèves sortant de l'institut des cadets de marine ; cependant, ce mode de recrutement va subir de notables modifications, et les travaux préparatoires de la commission chargée de sa révision, sont déjà arrêtés. (1)

§ 92. Recrutement des officiers supérieurs.

C'est le roi qui décide l'avancement des officiers, qui peut se faire à l'ancienneté, ou bien au choix. Le dernier mode a l'avantage de procurer à l'armée de jeunes officiers supérieurs et de jeunes géné-

1 La loi du 16 juin 1854 règle l'avancement dans le corps des officiers de la flotte.

raux ; mais il a le grave inconvénient de provoquer l'intrigue et l'injustice, et de froisser la dignité d'un grand nombre de bons officiers. En France, ces deux systèmes d'avancement sont usités et se balancent ; chez nous, l'usage a consacré celui par ancienneté, et cela est justifié par la considération que tous nos officiers, provenant de la même source, ayant une instruction identique, possèdent en général les mêmes qualités militaires, puisqu'ils ont dû subir des épreuves semblables. Aussi est-il admis en principe, qu'un officier dépassé par un moins ancien que lui, doit se retirer ou demander sa pension ; certains emplois sont alors mis à sa disposition, tels que ceux d'officiers dans les demi-invalides, dans la gendarmerie, etc.

Il y a deux espèces d'avancement, celui dans le grade et celui dans la fonction :

Le 1^{er} se fait de la manière suivante : on passe premier-lieutenant ou capitaine, dès qu'une vacance se présente dans le régiment auquel on appartient ; si, par exemple, un lieutenant meurt, le plus ancien second-lieutenant du régiment est nommé à sa place.

Les majors d'infanterie sont pris, d'après l'ancienneté, parmi les capitaines d'infanterie de la brigade ; ceux de cavalerie, parmi les capitaines de cavalerie du corps d'armée, fréquemment aussi, parmi ceux du régiment ; ceux d'artillerie enfin, dans la brigade ou même dans l'arme entière. Chaque fois qu'un officier est proposé pour l'avancement, il est transmis au ministre de la guerre un rapport sur son ancienneté et ses qualités militaires.

Pour tous les grades supérieurs à celui de major, l'avancement roule sur l'armée entière.

Le second avancement, celui dans la fonction, a lieu d'après les règles suivantes. Les premiers lieutenants d'infanterie ou de cavalerie, qui passent capitaines, obtiennent en même temps le commandement d'une compagnie ou d'un escadron ; les lieutenants d'artillerie sont préalablement promus capitaines de 3^{me} classe, et n'exercent le commandement d'une compagnie ou d'une batterie, que lorsqu'il se présente une vacance dans la brigade. Les majors nouvellement nommés sont appelés *cinquièmes*, et commandent, un bataillon quand un des autres chefs de bataillon quitte le régiment. Dans l'artillerie, les nouveaux majors ont de suite l'emploi de chef de division. Pour le commandement d'un régiment ou d'une brigade, l'avancement se fait dans l'arme entière.

Enfin, les généraux de division, ou les généraux commandeurs, sont pris dans l'armée entière, sans avoir égard à l'arme à laquelle appartiennent les candidats. Cependant, en général, l'artillerie et

le génie fournissent peu de généraux commandant une division ou un corps d'armée ; car il existe dans ces armes spéciales, de hautes fonctions assimilées aux emplois élevés que nous venons de citer : ainsi, un général de brigade d'artillerie peut devenir successivement inspecteur et inspecteur-général. Les généraux des deux armes spéciales précitées ne commandent qu'exceptionnellement une brigade ou une division d'infanterie ou de cavalerie.

Les officiers de l'artillerie et du génie ne sont définitivement classés dans leur arme, qu'après avoir fréquenté pendant deux ans les cours de l'école spéciale, et avoir subi un nouvel examen.

Des examens spéciaux sont encore imposés : 1^o aux officiers d'artillerie qui veulent passer capitaines ; 2^o aux officiers du génie qui désirent passer capitaines de 1^{re} classe ; 3^o enfin, aux enseignes de marine, qui postulent le grade de lieutenant de vaisseau.

En général, à chaque emploi ou fonction, correspond un grade, ou même plusieurs ; ainsi la fonction de commandant de place de 3^e classe est exercée par des officiers assimilés aux chefs de bataillon ; or, comme en Prusse les lieutenants-colonels et les majors commandent des bataillons, les commandants de place de 3^e classe peuvent être investis indifféremment d'un de ces deux grades. Il existe dans l'armée certaines positions spéciales, telles que celles des commandants de place, des majors de place, des officiers de gendarmerie, dans lesquelles les titulaires, par leur ancienneté, acquièrent des droits à l'avancement. Ordinairement alors, le gouvernement se contente de les investir du grade honoraire immédiatement supérieur, sans les astreindre à un déplacement ; dans ce cas, les appointements et les droits à la pension ne subissent aucune modification. Les insignes seuls peuvent être changés ; la nouvelle position est purement honorifique.

L'avancement au choix hors ligne, n'est usité que pour les positions d'officiers supérieurs, à partir du grade de major ; il faut alors faire preuve de qualités militaires réelles pour s'en rendre digne, ou occuper certaines positions spéciales, telles que :

1^o Officiers d'état-major ; 2^o aides-de-camp des hauts fonctionnaires de l'armée ; 3^o officiers de cadets.

Les officiers spécialement recommandés par leur chef de corps, peuvent, dans certains cas, briguer l'avancement au choix, ainsi que ceux qui se distinguent à la guerre.

B. DANS LA LANDWEHR.

§ 93 *Recrutement des seconds-lieutenants.*

Les seconds-lieutenants de la landwehr sont pris, pour la plupart,

parmi les volontaires d'un an, licenciés de l'armée; pendant leur année de service dans une compagnie, un officier est spécialement chargé de préparer théoriquement et pratiquement aux devoirs de sous-officier et d'officier de compagnie, ceux d'entre eux, montrant de bonnes dispositions, et dont la conduite ne laisse rien à désirer. Une commission composée d'un capitaine et de deux lieutenants examine les candidats; elle s'assure qu'ils possèdent les connaissances théoriques et surtout pratiques nécessaires; l'examen n'est pas très-difficile, mais les qualités militaires et morales des proposés ne doivent rien laisser à désirer.

Quand ils ont subi les diverses épreuves, on leur délivre un diplôme d'aptitude. Les uns sont congédiés comme simples soldats, les autres, les meilleurs, avec le titre de sous-officier; ceux-ci sont au-dessus du complet de l'effectif. Les uns et les autres doivent alors faire un stage, soit dans la landwehr, soit dans la ligne; dans ce dernier cas, ils ne restent que 4 ou 6 semaines sous les drapeaux. Ils se présentent ensuite devant la commission chargée de vérifier si les diplômes sont en règle; dans l'affirmative, ils entrent dans la landwehr comme vice-sergents-majors, ou vice-maréchaux-des-logis-chefs; ils sont ensuite ballottés par le corps d'officiers du bataillon de landwehr de leur arrondissement, et éventuellement, proposés pour le grade de second-lieutenant. Dorénavant pourtant, ce système subira de légères modifications; comme le temps de service à la réserve est augmenté, les candidats seront préalablement promus officiers dans la réserve. Indépendamment de cela, les officiers de la ligne, quittant l'armée d'une manière honorable, passent dans la landwehr avec leur grade; pourvu qu'ils n'aient pas dépassé l'âge de 37 ans, ou qu'ils n'aient pas obtenu un commandement dans les invalides.

§ 94 *Avancement aux grades supérieurs.*

Les seconds-lieutenants de la landwehr parviennent aux grades de premier lieutenant et de capitaine, par la voie usitée dans l'armée, à condition qu'ils aient accompli un terme de service, et qu'ils aient fait preuve d'aptitude au commandement; ils ne peuvent pas devenir officiers supérieurs en temps de paix.

V. CONGÉDIEMENT DES OFFICIERS.

A. DANS L'ARMÉE PERMANENTE.

§ 95 *Congédiement simple.*

Des officiers sont autorisés à solliciter, quand ils sont invalides ou

Âgés de 40 ans, soit leur démission complète, soit leur mise en disponibilité; dans ce dernier cas, ils sont exempts de payer les impôts communaux, et peuvent être employés éventuellement comme officiers de la landwehr ou de la réserve. Dans tous les cas, leur licenciement est conditionnel; en temps de guerre, ils doivent revenir dans les rangs de l'armée ou de la landwehr, et il arrive très-souvent qu'ils sont immédiatement incorporés dans les cadres de celle-ci. Les officiers de l'armée peuvent aussi être démissionnés ou mis en disponibilité, d'une manière honorable, sans qu'ils en fassent la demande. Enfin les tribunaux militaires prononcent la perte du grade, la déchéance, et l'exclusion simple.

§ 96. *Droits à la pension*

Les officiers acquièrent des droits à la pension, lorsqu'ils se trouvent dans l'un des cas suivants, excepté toutefois lorsqu'ils sont condamnés par les tribunaux militaires à une des peines énoncées dans le dernier paragraphe:

1^o Quand ils ont contracté des infirmités dans le service et par le fait du service, sans égard au nombre d'années de présence dans l'armée;

2^o Quand ils sont devenus invalides par les fatigues du métier militaire après 15 ans de service au moins.

On pensionne provisoirement pour cinq ans les officiers qui, se trouvant dans le second cas, n'ont pas rempli le terme de 15 ans. Enfin, ceux d'entre eux qui ont servi de 12 à 15 ans, ont le droit de demander un emploi civil, comme les sous-officiers ayant 12 ans de service.

Les années de campagne comptent double pour les pensions.

Les fonds de la caisse de retraite sont entretenus en partie par le budget, en partie par les retenues faites sur les appointements des officiers. Elle a payé jusqu'à présent 2,686,000 thalers ou 10,072,500 francs, à 4,000 officiers et employés militaires retraités.

Le montant de la pension se fixe d'après le grade ou la fonction de l'intéressé, et d'après le nombre d'années de service; il est de :

120 thal.	ou 450 fr.	pour un 2 ^d	lieuten ^t	après 15 ou 20 ans de service.
150 "	562	"	1 ^r lieuten ^t	" 15 ou 20 ans "
250 "	973	"	capit ^e de 2 ^e classe	" " "
375 "	1406	"	"	20 ou 30 ans "
560 "	2100	"	capit ^e de 1 ^{re} classe	" " "
750 "	2812	"	maj. ou lieu.-col.	" " "

1000 thal. ou 3750 fr. pour un 2^e lieutenant après 30 ou 40 ans de service.

1400	"	5250	"	col. ou commt. de régiment.	"	"
1750	"	6560	"	" " 40 ou 50 ans	"	"
2250	"	8437	"	gén. maj. ou commt de brigade.	"	"
2675	"	10781	"	lieutenant-général ou commandant de div.	"	"
3251	"	12191	"	gén. commandeur	"	"
4000	"	15000	"	" 50 ans.	"	"

La loi du 16 octobre 1866 accorde en outre aux officiers subalternes devenus invalides à la guerre une augmentation de pension de 200 thalers; et aux officiers supérieurs, une de cent thalers.

Ceux qui perdent un membre, en temps de paix comme en temps de guerre, reçoivent encore 200 thalers de supplément; s'ils en perdent deux ou s'ils deviennent aveugles, cette somme s'élève à 400 thalers.

Les officiers qui postulent leur mise à la pension peuvent joindre à la requête une demande d'emploi dans la gendarmerie, dans l'état-major des places, dans les invalides ou dans les divers services publics; leur demande est prise en considération, quand ils ont des titres réels.

Après la mise à la pension, on n'accorde l'autorisation de porter l'uniforme du régiment, ou les insignes des grades élevés, que par faveur spéciale, et quand l'intéressé a au moins 12 à 15 ans de service.

B. DANS LA LANDWEHR

§ 98.

Les officiers de la landwehr peuvent solliciter leur démission, dès qu'ils ont atteint l'âge de 39 ans, terme auquel les hommes de la landwehr passent dans la landsturm (1); ils sont maintenus dans leur grade, s'ils le désirent, jusqu'à l'âge de 55 ans.

En temps de guerre, ils acquièrent des droits à la pension, au même titre que les officiers de l'armée; si cependant, en temps de paix, ils deviennent invalides ou blessés par le fait du service, il leur est alloué annuellement :

96	thalers, ou 360 frs.,	pour un 2 ^e lieutenant;
120	"	450 " 1 ^{er} lieutenant;
200	"	750 " capitaine.

(1) Tant que le 2^e ban de la landwehr sera maintenu.

(NOTE DU TRADUCTEUR).

VI. LICENCIEMENT DES SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS.

A. DANS L'ARMÉE PERMANENTE.

§ 99. *Licenciement simple.*

Après le temps de service légal, accompli dans l'armée et dans la réserve, les sous-officiers et soldats passent dans les rangs de la landwehr.

Les volontaires entrent, soit dans la réserve, soit dans la landwehr, d'après leur âge, à l'expiration de leur engagement ; les soldats demi-invalides ne sont admis que dans le 2^{me} ban. Quant aux hommes complètement invalides, ils sont dispensés de toute obligation de servir.

L'effectif de guerre de notre cavalerie est peu différent de celui de paix, car cette arme est beaucoup moins nombreuse que l'infanterie, et le nombre de ses réservistes rappelés, au moment de la mobilisation, est bien inférieur à celui des réservistes fantassins.

Tant que la réserve ne comprendra que les hommes de deux classes consécutives, notre effectif de guerre en chevaux sera trop faible ; c'est pour remédier à cet état de choses, que le ministre de la guerre a décidé par sa circulaire du 12 juillet 1862 :

1^o Que l'on ne congédierait annuellement dans la réserve, que des cavaliers parfaitement instruits ; un tiers au maximum, et 50 têtes par régiment de cavalerie ou par bataillon du train au minimum ;

2^o Que les généraux commandeurs pourraient, au moment de la mise sur pied de rassemblement, incorporer dans la cavalerie de la ligne et dans l'artillerie, les hommes de la réserve appartenant aux 4 premières classes du 1^{er} ban de la landwehr.

De cette manière les intérêts des miliciens cavaliers sont aussi bien sauvegardés que ceux de l'État.

§ 100. *Mise à la pension et établissements civils.*

(Lois du 6 juillet 1865 et du 9 février 1867).

Les sous-officiers et les soldats qui contractent au service des infirmités les rendant impropres au métier des armes, ou ceux qui deviennent trop vieux, peuvent obtenir des pensions qui sont de 4 catégories.

Le montant est de :

1	à 6 thalers,	pour les simples soldats	} par mois.
2	à 7 "	pour les sous-officiers	
2 1/2	à 8 "	pour les sergents	
3	à 10 "	pour les sergents-maj.	

Ceux qui deviennent invalides, par suite de blessures reçues en campagne, ont en outre un supplément mensuel de 2 thalers.

Les pensionnés reçoivent de plus, s'ils sont estropiés ou aveugles, un supplément de 5 à 10 thalers. Les invalides complets obtiennent un emploi civil.

Les sous-officiers et soldats classés dans les demi-invalides n'obtiennent que la pension de 4^{me} classe ; seulement, ils peuvent opter entre cette pension et un établissement civil, s'ils ont 12 ans de bons services.

Les invalides complets ont le droit de revendiquer un établissement civil ; toutes les places inférieures des administrations communales et publiques leur sont exclusivement réservées ; telles que : portiers, huissiers de salle dans les tribunaux, messagers, gardes-de-nuit, fossoyeurs, sacristains, gardes-barrières, aiguilleurs des chemins-de-fer du gouvernement. Trois catégories de ces places sont exclusivement destinées aux anciens sous-officiers.

Les invalides complets pensionnés de 1^{re} classe, estropiés ou aveugles, peuvent seuls être admis dans l'institut des invalides.

Il y a actuellement en Prusse 21,000 sous-officiers et soldats pensionnés qui coûtent annuellement au trésor 592,000 thalers (2,220,000 francs).

Indépendamment des allocations accordées par le gouvernement à ses anciens serviteurs, il existe encore des subsides et des secours institués par la bienfaisance publique. Pour organiser et centraliser leur distribution, le général Von Maliszewsky fonda en 1851 « l'institut général des pensions de retraite » qui réunit immédiatement beaucoup d'adhésions. Les recettes consistent en dons privés, legs, mise à intérêts des capitaux, etc. La société aide beaucoup d'anciens soldats et de vétérans, qui sont dans le besoin ; pourvu qu'ils n'aient pas la pension de sergent-major, qu'ils aient coopéré à une campagne, et qu'ils ne soient pas admis à l'institut des invalides.

En 1857, 24,000 anciens militaires reçurent de la société 78,000 thalers (292,500 fr.), et cependant elle avait encore un fonds de réserve de 155,000 thalers (581,250 francs.)

D'autres institutions du même genre ont été fondées après la campagne de 1866.

B. DANS LA LANDWEHR.

§ 101.

En sortant de la landwehr, les officiers, sous-officiers ou soldats entrent dans la landsturm, et y restent jusqu'à l'âge de 49 ans.

VII. REMONTE.

§ 102. *Remonte en temps de paix.*

Nos éleveurs ont la triste habitude de dresser leurs jeunes chevaux pour l'attelage, dès l'âge de 2 à 3 ans; il en résulte qu'ils sont usés d'une manière précoce, ou n'acquièrent pas le développement nécessaire aux chevaux de troupes; ceux d'entre eux, qui sont entièrement propres au service, sont très-rares, et le prix en est très-élevé; c'est pour cette raison que le gouvernement a été obligé d'établir des dépôts de remonte; il y en a maintenant 9. Il existe dans le royaume trois commissions de remonte: une pour les provinces orientales, une pour les provinces du milieu, et une pour les provinces occidentales; elles achètent des chevaux de 8 ans au prix approximatif de 146 thalers (547-50), et les envoient dans les dépôts de remonte, où ils restent un ou deux ans; puis, en automne, ceux âgés de 4 1/2 à 5 1/2 sont envoyés dans les corps de troupes, s'ils ont acquis le développement nécessaire.

L'armée possédait en 1861, en temps de paix, 37,000 chevaux de troupes, non compris ceux nécessités par la création de 8 nouveaux régiments de cavalerie; la remonte annuelle était de 9,000 chevaux, environ 1/9 de l'effectif; le gouvernement en vend annuellement un même nombre mis à la réforme, ou hors de service.

§ 103. *Remonte en temps de guerre.*

La mobilisation de l'armée exige de suite un supplément très-grand d'effectif en chevaux (environ 110,000); dans ce cas, s'il n'est pas possible d'en acheter de la main à la main, ou de s'en procurer par voie d'adjudication, on a recours au système de réquisition. (Voir § 124).

Mais comme cette mesure n'atteint que les éleveurs et les propriétaires, ceux-ci sont dédommagés en partie par l'Etat, en partie par la Province. (Voir § 124.)

§ 104. *Chevaux d'officiers.*

Les lieutenants de cavalerie et d'artillerie montée, et ceux des

autres armes, qui sont aides-de-camp auprès des généraux, ont droit à un cheval de selle tous les 5 ans, à choisir dans la dernière remonte; après ce laps de temps, ce cheval devient leur propriété, et ils peuvent le vendre au gouvernement, dans certains cas, pour la somme de 160 thalers ou 600 francs (170 thalers ou 637 francs pour les chevaux de cuirassiers).

Les lieutenants de l'artillerie à pied sont autorisés à faire usage d'un cheval de la batterie, pour faire leur service; ils n'acquièrent aucun titre à la propriété de cet animal.

Les officiers susmentionnés et les autres, qui sont montés, doivent s'acheter, à leurs frais, les autres chevaux qui leur sont nécessaires, et pour lesquels l'Etat alloue des rations de fourrage.

Les commandants de compagnie d'infanterie, les adjudants-majors de bataillon d'infanterie et ceux des divisions d'artillerie, doivent avoir 1 cheval.

Les commandants de bataillon d'infanterie, les adjudants-majors des régiments de la même arme, les aides-de-camp de brigadier d'artillerie, les lieutenants de cavalerie et d'artillerie montée 2 chevaux.

Les commandants de régiments d'infanterie, les chefs d'escadron et les adjudants-majors de régiment dans la cavalerie, les commandants de division d'artillerie, et les commandants des batteries à cheval. . . 3 "

Les colonels de cavalerie et les commandants de brigade d'artillerie 4 "

Les commandants de brigade 5 "

Les commandants de division 6 "

Les généraux-commandeurs 7 "

Les rations de fourrages sont fortes ou légères; les officiers peuvent les recevoir, en nature ou en argent, selon leur choix.

VIII. ENTRETIEN ET CONSTRUCTION DES FORTERESSES.

§ 105.

Les autorités militaires qui ont l'entretien et la construction des forteresses dans leurs attributions, sont : les ingénieurs des places, les inspecteurs des forteresses et du génie, et l'inspecteur général de cette arme. Ces autorités doivent baser les nouvelles constructions sur les progrès incessants de l'art de la guerre; quand elles trouvent l'érection d'une nouvelle place forte nécessaire, elles font une motion à la commission des ingénieurs, qui adresse un rapport au gouvernement sur ce sujet.

Les places de Königsberg, de Posen et de Swinemunde ont été édifiées depuis 1815; la 1^{re} a coûté en tout 8 1/2 millions de thalers ou 31,875,000 francs : celles de Juliers, de Lutzen, de Silberberg et de Schweidnitz, construites sous la direction d'officiers du génie, viennent d'être terminées.

On travaille à l'érection de Feste-Boyen; les ouvriers sont pris parmi la population civile et parmi les prisonniers des forteresses et les disciplinaires.

IX. ENTRETIEN DU MATÉRIEL DE GUERRE.

§ 106. Généralités.

Le matériel de guerre comprend : l'habillement, l'équipement et l'armement. Les officiers doivent s'équiper à leurs frais. Les commandants de brigade et des inspecteurs d'artillerie, assistés d'un intendant militaire, passent tous les deux ans une revue des approvisionnements en matériel de guerre.

A. HABILLEMENT ET ÉQUIPEMENT.

(RÈGLEMENT SUR L'HABILLEMENT DES TROUPES EN TEMPS DE PAIX 18 JANVIER

1855. ORDRES DE CABINET DES 16 MARS et 25 AVRIL 1867.)

§ 107. Observations générales.

L'habillement et l'équipement doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1^o Garantir complètement le corps contre les intempéries de l'air et notamment contre le froid, le vent, la pluie et la neige. Depuis environ 20 ans, nous avons remplacé dans notre armée l'habit par la tunique; cette innovation a été copiée par presque toutes les troupes de l'Europe ;

2^o Faciliter la liberté des mouvements ; avoir beaucoup d'ampleur et une bonne coupe ; ne pas être trop lourd et ne contenir aucune chose superflue. La chaussure est un point capital pour l'infanterie ;

3^o Prohiber les couleurs tranchantes et les garnitures étincelantes, qui ont l'inconvénient de déceler à l'ennemi l'espèce de troupes qu'il a devant lui ;

4^o Enfin l'uniforme doit être élégant et plein de goût, pour que le soldat le porte avec plaisir et fierté, et pour attirer les volontaires dans les rangs de l'armée.

§ 108. *Inventaire des objets d'habillement de l'armée prussienne.*

1° Les objets de grand habillement sont :

a) Pour les troupes à pied : les bonnets de police de campagne, les tuniques, les vestes de travail, les cols, les pantalons de drap, les pantalons blancs en toile (ceux en toile grise sont tolérés, mais ne sont pas d'ordonnance), les manteaux, les essuie-mains, les gants de peau de sous-officiers, les couvre-oreilles (1), et les capotes de guérite, dont on fait seulement usage en garnison ;

b) Pour la cavalerie, l'artillerie et le train : le charivari et le pantalon d'écurie, la tunique ou l'atilla avec ceinture (2), le collet (3) ;

2° Les objets de petit habillement sont les mêmes pour toutes les troupes ; ce sont : les chemises, les bottes et les pantoufles : les premières deviennent la propriété du soldat, dès qu'on les lui délivre.

§ 109. *Inventaire des objets d'équipement.*

1° Les objets d'équipement sont :

a) Pour les troupes à pied : les casques (shakos pour les chasseurs, les fusiliers et une partie de la landwehr, les bonnets de police avec coiffe, mentonnières, et garniture pour l'autre partie), les havre-sacs, les ceinturons, les 2 courroies de suspension, les ustensiles de cuisine, les sacoches à pain (4), les dragonnes de sabre, les objets de campement portatifs (par bataillon d'infanterie 170 haches, 20 bèches, 8 pioches et 8 cognées), les deux cartouchières et les nécessaires d'armes ;

b) Pour la cavalerie : les casques (ou les schapskas des uhlans, ou les talpacks des hussards), les deux besaces (5) (porte-manteau pour les cuirassiers), les bandriers, les éperons, les ustensiles de cuisine, les sacoches à pain, les dragonnes de sabre, les haches de campement, les gibernes, les nécessaires d'armes ; pour les cuirassiers, les cuirasses ; pour les hussards, les sabretaches et les écharpes ; pour les uhlans, les épauettes, les flammes et les courroies de lance ; pour toute la cavalerie, le harnachement hongrois, excepté pour les cuirassiers, qui ont le harnachement allemand ;

(1) Pièces de toile pour garantir les oreilles.

(2) Espèce de tunique à jupe courte ; l'écharpe est en laine de couleur et fait plusieurs fois le tour du corps.

(3) Collet en peau pour garantir la nuque.

(4) Chaque homme en porte une en bandoulière.

(5) Ces besaces pendent à droite et à gauche de la selle.

c) Pour l'artillerie : les objets d'équipement sont semblables à ceux de la cavalerie ; cette arme emploie le harnachement hongrois ;

d) Pour le train : les soldats des bataillons du train portent le schako ; les soldats du train détachés dans les troupes (1), voituriers, domestiques d'officiers montés (2) ont un bonnet de police avec coiffe, mentonnière et garniture ; le reste de l'équipement de ces derniers est identique à celui du régiment, près duquel ils sont.

2° Les instruments de signaux et de musique. — Pour l'infanterie, les premiers sont : les tambours, les clairons, les fifres ; pour les chasseurs, les fusiliers et les pionniers, les clairons seulement ; pour la cavalerie, l'artillerie et le train, les trompettes.

Quant aux instruments de musique, ils sont très-différents.

3° Les équipages de campagne. — Ce sont les attirails et les voitures nécessaires au transport des munitions de réserve, des objets d'équipement, des bagages d'officiers, des médicaments, des forges de campagne, des munitions d'artillerie, du matériel de réserve, des pouts, des vivres, des ambulances, etc.

La désignation et la répartition des voitures se font au moment de la mobilisation, en observant ce qui suit :

Il y a par bataillon d'infanterie, une voiture à bagages d'officiers ; les dimensions des coffres ne doivent pas être scrupuleusement observées, mais on n'admet dans les voitures qu'un poids déterminé par officier, savoir : 51 livres ou 24 kilog. pour un capitaine, et 42 livres ou 20 kilog. pour un lieutenant.

Il y a de plus par compagnie d'infanterie un cheval de bât, qui porte dans deux corbeilles les objets suivants : les ustensiles du ménage des officiers, leurs manteaux, 10 couvertures de laine pour les malades, le porte-feuille du sergent-major, et les fonds de la compagnie ; le tout pesant environ 152 livres ou 85 1/2 kilog.

Dans l'infanterie légère, les compagnies sont souvent détachées, en temps de guerre, pour des services spéciaux, dont la durée est quelquefois longue ; la nécessité a fait adopter l'usage d'une voiture particulière pour chaque compagnie de ces troupes ; cette voiture porte : 1° Les bagages des officiers ; 2° les objets désignés ci-dessus pour le chargement du cheval de bât ; l'état-major du bataillon

1. Il y a par bataillon d'infanterie un certain nombre de soldats du train fourgonniers.

2. Qu'il ne faut pas confondre avec les ordonnances d'officiers.

n'a droit à aucune voiture. Les dimensions réglementaires des coffres sont :

- 1° Pour les lieuts, 24 pouces long, 15 pouces large, 12 pouces haut.,
ou 1=25 " 0=78 " 0=62 "
- 2° Pour les capitaines, la largeur maximum est de 16 pouces ou 0=83; les autres dimensions sont les mêmes que pour les lieutenants.

§ 110. *Durée et prix des objets d'habillement et d'équipement.*

Nous ne mentionnerons que la durée et le prix des objets d'habillement et d'équipement les plus importants, savoir : durée des chemises et des cols : 6 mois; prix de la chemise, 20 gros ou fr. 2-50. — Durée des bottes, 7 mois et 6 jours; prix de la paire, 1 thaler et 12 1/2 gros ou fr. 5-30. — En outre, chaque homme reçoit tous les 7 mois et 6 jours, une paire de souliers. — Prix du pantalon de drap, de sous-officier 2 thalers, 20 gros et 9 pfennings ou fr. 10-09. — Durée des charivaris et des pantalons d'écurie, un an. — Durée des pantalons de toile, 6 mois. — Prix de la tunique des soldats d'infanterie de ligne 4 thalers, 16 gros et 8 pfennings ou 17 francs. — Durée de la veste et du bonnet de campagne, 2 ans; du manteau, 8 ans; du casque ou du schako, 10 ans; du havre-sac, 12 ans; du harnachement 10 à 12 ans.

Pendant la guerre, les temps de durée sont plus courts, et arrêtés par des circulaires; cependant le renouvellement des objets se fait d'après la consommation et les ressources dont l'État dispose.

§ 111. *Commission d'habillement.*

Dans chaque régiment d'infanterie, ou bataillon indépendant il y a une commission d'habillement composée : du 5^e officier supérieur, d'un capitaine, d'un ou deux lieutenants, et d'un officier-payeur. Chaque bataillon a une commission particulière composée d'un capitaine, d'un lieutenant et d'un officier-payeur. Les attributions de ces commissions comportent : l'administration des fonds destinés à l'habillement; l'examen des matières premières et des objets confectionnés; leur entretien et leur conservation dans les magasins de bataillon et de régiment, jusqu'à ce qu'ils soient distribués à la troupe; enfin, le règlement des comptes avec les bataillons ou les compagnies auxquels ils sont délivrés.

§ 112. *Confection des objets d'habillement et d'équipement.*

Le drap nécessaire à l'armée est acheté par l'intendance aux

fournisseurs civils, emmagasiné dans les 4 grands dépôts d'équipements, qui l'expédient aux différents corps de troupes, d'après les besoins.

Les commissions d'habillement chargent les ouvriers des corps de troupes (soldats dont la profession antérieure était celle de tailleur ou de cordonnier), de la confection des objets d'habillement; la livraison des objets d'équipement se fait par adjudication publique.

§ 113. *Nombre et emploi des tenues.*

Chaque soldat prussien doit économiser ses effets, de manière à avoir plusieurs équipements; ainsi, par exemple, les fantassins ont quatre numéros de pantalon de drap et de tunique, savoir:

Le numéro 1, entièrement neuf, n'est employé qu'à la parade, à l'inspection et à la guerre.

Le numéro 2 sert de tenue pour les dimanches. Ces deux numéros sont ordinairement renfermés dans les petits magasins des compagnies.

Le numéro 3 sert de tenue de garde; et le numéro 4 de tenue journalière.

Lors de la mise sur pied de guerre, chaque homme ne conserve que son meilleur équipement; les autres numéros sont expédiés dans les magasins de la réserve (qui ne renferment qu'un habillement par homme), ou dans ceux de la landwehr, (dont les approvisionnements ne comportent pas d'équipement pour la moitié du 2^e ban).

§ 114.

Les ouvriers de compagnie (un tailleur et un cordonnier par compagnie; deux selliers par escadron dans les troupes à cheval), sont chargés des réparations aux objets d'habillement et d'équipement; il y a d'autres ouvriers dans le bataillon, chargés de réparer les ustensiles de fer-blanc ou de métal, et les selles; certaines réparations ne peuvent être exécutées que par des ouvriers civils.

Les effets hors d'usage servent à rapiéceter les autres, ou sont utilisés comme il va être expliqué dans le § suivant :

§ 115. *Habillement des hommes congédiés.*

Les hommes partant en congé, emportent avec eux une partie de l'équipement, savoir: un bonnet de campagne, une tunique, un col, un pantalon de drap, et la sacoche à pain, s'ils ont plus de 10 jours de marche avant d'arriver dans leurs foyers. Il peuvent conserver ces effets.

B. ARMEMENT.

§ 116. *Inventaire des armes en usage.*

1^o L'infanterie de ligne (excepté les régiments de fusiliers) fait usage de l'excellent fusil à aiguille, qui n'est employé dans les autres grandes armées de l'Europe que depuis 1866; l'infanterie de la landwehr est armée du fusil Minié; dans ces deux troupes, chaque homme porte le sabre d'infanterie, dit sabre-briquet. Les bataillons de chasseurs et celui des fusiliers de la garde, ont la carabine à aiguille, munie d'une baïonnette-sabre.

Les régiments de fusiliers emploient un modèle particulier de fusil à aiguille, et une baïonnette-sabre, que l'on adapte au canon dans le combat corps à corps. Les sabres-briquets ont peu d'utilité pratique; ils n'ont été maintenus que pour servir d'insigne militaire et de défense aux soldats isolés, hors de service.

Les ouvriers d'administration de toutes armes ont le briquet d'infanterie avec garde; ceux de la cavalerie et du train peuvent cependant porter le sabre de cavalerie.

2^o L'armement de la cavalerie se compose :

- a) pour les cuirassiers, du sabre droit et du pistolet;
- b) pour les uhlans, de la lance, du sabre courbe et du pistolet;
- c) pour les dragons et les hussards, de la carabine à aiguille, et du sabre courbe; les sous-officiers et les trompettes ont le sabre de cavalerie légère et un pistolet, au lieu de la carabine.

3^o Les bouches à feu de campagne employées sont les canons rayés de 4^u et de 6^u.

Pour les artilleries de siège et de place, le matériel existant reste maintenu jusqu'à nouvel ordre; en outre, l'armement des fortresses comprend des fusils de rempart, et divers engins employés pour repousser l'assaut. Les artilleurs à pied ont le sabre-briquet d'un modèle particulier; les conducteurs des batteries montées, le sabre de cavalerie légère, ancien modèle, et un pistolet. Dans l'artillerie à cheval, tout le monde est armé de ce sabre et d'un pistolet.

4^o Les pionniers ont une carabine à aiguille, modèle 1854 et un sabre-briquet particulier.

5^o Les hommes à pied du train ont le briquet d'infanterie; ceux à cheval, le sabre de cavalerie légère ancien modèle, et le pistolet.

6^o Dans la marine, les bouches à feu employées sur les vaisseaux sont : Les canons à bombes de 68^u; les canons longs de 36^u et de 30^u; ceux courts de 24^u; ceux rayés de 24^u et de 12^u; on emploie à bord des chaloupes canonnières, les canons de bronze de 12^u; on

introduit en ce moment dans l'armement de la marine des canons rayés de 48^m.

Le bataillon de marine fait usage de l'arme à aiguille des fusiliers de la ligne, et de la baïonnette-sabre ; l'artillerie de marine, du fusil à aiguille ordinaire et du briquet d'infanterie. Les matelots sont armés à bord du sabre d'abordage et de la carabine à aiguille.

§ 117. *Fabrication des objets d'armement.*

Les armes à feu portatives sont fabriquées dans les 5 manufactures d'armes de l'État, qui en livrent annuellement 30,000 ; les armes blanches sont presque toutes confectionnées à Solingen ; les affûts, etc., dans les 4 grands ateliers de construction de l'artillerie, à Berlin, Neiss, Deutz et Dantzig. La fonte brute des canons en acier (bouches à feu rayées de campagne de 4^m et de 6^m), se fait dans des établissements industriels privés, surtout dans celui de M. Krupp, à Essen ; le tournage, l'alésage et le forage de ces canons se font à Spandau. Toutes les bouches à feu en bronze et en fonte (à la dernière catégorie appartiennent les bouches à feu rayées de place, tant que celles en bronze ne sont pas soumises à la refonte), sont coulées à Spandau ; les canons lisses en bronze y sont aussi rayés.

Le ministère de la guerre commande à ces établissements les diverses livraisons des armes nécessaires aux corps de troupes ; ceux-ci ont chacun des commissions d'officiers chargés spécialement d'assurer l'entretien des armes, et de décider les réparations à y faire ; chaque bataillon en a une, qui se compose du commandant et de 2 lieutenants ; c'est l'armurier du bataillon, qui exécute les réparations.

§ 118. *Munitions.*

Il y a deux poudreries du gouvernement ; ce sont celles de Spandau et de Neiss. Les projectiles en fonte de l'artillerie sont coulés en partie à Spandau, en partie dans des établissements industriels privés. L'infanterie et l'artillerie confectionnent chacune leurs propres munitions. L'approvisionnement d'un fantassin comprend : 80 cartouches dans les gibernes, 25 dans les caissons de bataillon, et 90 dans les voitures du parc de réserve.

La consommation des munitions se fait très-rapidement avec le fusil à aiguille ; c'est pourquoi l'approvisionnement de campagne doit être considérable. Un cavalier porte en campagne 20 cartouches sur lui, à l'exception des cuirassiers, qui n'en portent que dix ; il en a 50 de réserve dans les caissons d'infanterie et dans les parcs d'artillerie. L'approvisionnement de guerre de chaque bouche à feu est d'environ 140 coups.

CHAPITRE III

Mobilisation, mise sur pied de guerre, effectifs au complet.

(Dispositions ministérielles concernant ce service : Loi sur la mobilisation de 1833, modifiée en 1860 et 1861. Cette instruction offre des lacunes, que nous tâcherons de combler dans ce chapitre).

1. MOBILISATION.

§ 119. *Préparatifs.*

Dès qu'une guerre devient imminente, S. M. le Roi décrète et publie l'ordre de mobilisation de la puissance militaire totale, ou d'une partie seulement.

La mobilisation s'effectue dans les formes que nous allons indiquer, et qui font l'objet de l'instruction figurant en tête de ce chapitre.

§ 120. *Généralités.*

En temps de paix, chaque cercle de bataillon de landwehr possède un rôle des hommes à rappeler, au moment de la mobilisation; chaque chef-lieu d'arrondissement possède un état semblable des chevaux à mettre en réquisition. Dès que le décret de mobilisation est promulgué, chaque catégorie de militaires doit sans délai se présenter au cercle de landwehr; et ce, sans attendre d'instruction supplémentaire.

Les commandants des corps d'armée président à la mobilisation de leur corps d'armée; le haut président du cercle doit l'aider, soit de ses lumières, soit de son autorité. Les généraux commandeurs s'occupent exclusivement de l'organisation des troupes; leurs intendants assurent le service de l'administration et des approvisionnements; les commandants de forteresses mettent en état de siège les places qu'ils doivent défendre.

La mobilisation doit s'effectuer avec la plus grande rapidité possible, en employant le télégraphe et les estafettes.

§ 121. *Programme des opérations d'une mobilisation.*

La mise sur pied de guerre comprend 5 opérations :

- a) Mise sur pied de guerre de l'armée de campagne ;
- b) Formation des troupes de réserve ;
- c) Organisation des troupes de garnison et armement des fortresses ;
- d) Mobilisation de l'administration de campagne ;
- e) Établissement des autorités militaires suppléantes dans les arrondissements de recrutement.

A. MISE SUR PIED DE GUERRE DE L'ARMÉE DE CAMPAGNE.

§ 122. *Mise sur pied de guerre des troupes.*

Elle consiste dans le rappel des réservistes, dont le nombre se monte à la moitié de l'effectif de guerre pour l'infanterie et l'artillerie, et au 1/12 pour la cavalerie. Si une mobilisation de l'armée est décrétée et si le nombre des réservistes ne suffit pas, le gouvernement est obligé de prendre dans les plus jeunes classes de la landwehr le complément de l'armée de campagne.

Les rangs de la cavalerie se complètent au moyen des réservistes et des hommes de la landwehr appartenant au train ou à l'artillerie.

L'appel des réserves se fait de la manière suivante : Chaque chef de bataillon provincial de landwehr informe le conseiller provincial de son cercle, que le gouvernement a décidé le rappel ; celui-ci en fait part aux autorités locales . . qui ordonnent immédiatement aux intéressés de se présenter à date fixée au quartier-général du bataillon de landwehr. 2 officiers et 6 sous-officiers des régiments correspondants, formant brigade avec le bataillon de landwehr susdit, y procèdent à la répartition des réservistes qui se présentent ; et ce, d'après le régiment auquel ils appartiennent. On les organise en détachements de marche, et on les dirige, sous la conduite d'un sous-officier, dans le plus bref délai, par chemin-de-fer, s'il est possible, vers leur régiment. Ce procédé est modifié en ce qui concerne les réservistes de la garde.

§ 123. *Complément des cadres des officiers.*

Beaucoup d'officiers manquent à l'effectif, surtout dans l'infanterie, au moment d'une mobilisation ; c'est pourquoi les porte-épées-enseignes, et même au besoin d'autres sous-officiers, en remplissent les fonctions. En vertu de la réorganisation de 1859, qui porte le temps de service à la réserve de 2 à 4 ans, le gouvernement s'est vu obligé d'appeler dans les rangs de l'armée, au moment d'une conflagration, certains officiers de la landwehr ; il les prend parmi ceux des plus anciennes classes ; on les appelle officiers de la réserve.

§ 124. *Complètement des chevaux et du matériel de guerre.*

La mobilisation de l'armée exige subitement un supplément de 100,000 chevaux; nous avons vu que dans chaque cercle, le gouvernement possède un rôle des chevaux à mettre en réquisition. Au moment de la mobilisation, tous les chevaux d'un même cercle figurent dans cette liste, sont réunis dans un lieu désigné, et examinés par un officier de cavalerie ou d'artillerie, aidé d'un vétérinaire.

Les chevaux réunissant les conditions nécessaires sont incorporés, et taxés par un des trois membres composant la commission civile d'expertise; le prix de taxe est intégralement payé.

Les régiments envoient un certain nombre d'officiers, de sous-officiers, et de brigadiers dans ces lieux de rassemblement; en même temps, le chef du bataillon de landwehr y envoie les réservistes du train et de l'artillerie, qui se rendent à l'appel; et de cette manière, on organise les transports de chevaux vers les corps de troupes.

Les meilleurs effets d'équipement, d'habillement et de campement sont aussitôt mis en usage, comme nous l'avons vu précédemment. Chaque brigade d'artillerie organise son parc de réserve, de même que chaque bataillon de pionniers; on organise aussi, suivant les circonstances, un matériel de ponts de haquets, ou bien un équipage léger de ponts de campagne (chevalets ou voiturés; ou enfin l'un et l'autre.

Les approvisionnements en armes et en munitions, sont délivrés simultanément dans les dépôts d'artillerie.

§ 125. *Indemnité d'entrée en campagne pour les officiers et les employés.*

Il est alloué aux officiers et aux employés une indemnité d'entrée en campagne, destinée à l'achat de l'équipement de guerre; cette somme cependant est très insuffisante; en voici le montant, d'après les grades:

Le second-lieutenant d'infanterie reçoit 30 thalers, celui de cavalerie ou d'artillerie 33 thalers;

Le premier-lieutenant d'infanterie, 35 thalers, celui de cavalerie ou d'artillerie 40 thalers;

Les commandants de compagnie, d'escadron ou de batterie 70 thalers;

" " de bataillon 90 thalers;

" " de régiment 135 thalers;

" " de brigade 170 thalers;

•

Les commandants de division 260 thalers;
 " " de corps d'armée 460 thalers;

§ 126 *Chevaux des officiers et des employés.*

Le nombre des chevaux d'officiers et des employés, sur pied de guerre, sera donné ultérieurement. Nous donnons ici celui des hautes autorités militaires :

Un commandant de brigade doit avoir 7 chevaux de selle, et deux de trait; un divisionnaire, 12 de selle et 4 de trait; un général-commandeur, 14 de selle et 6 de trait. Tous les officiers montés en temps de guerre doivent déjà posséder un certain nombre de chevaux en temps de paix. L'état complète l'effectif des chevaux de certaines catégories d'officiers, telles que les lieutenants d'artillerie montée et les pionniers, les officiers montés de la landwehr, etc. ; quant aux autres officiers, ils doivent se procurer à leurs frais, les chevaux nécessaires; ils reçoivent de ce chef une indemnité de 100 thalers (375 fr.) Quand un officier perd un cheval en campagne, soit par suite de service, soit par suite de maladie contagieuse, le gouvernement lui en fournit un autre, ou lui alloue une somme de 110 thalers.

§ 127. *Ordonnances des officiers et des employés.*

Les officiers de troupes peuvent prendre à leur service de 1 à 3 soldats du train, et les hautes autorités de 1 à 7. Ces hommes sont à pied, puisqu'il est admis qu'ils peuvent conduire les chevaux de main de leur maître. Il est très-avantageux de pouvoir ainsi se procurer des ordonnances, ayant acquis dans le train les connaissances nécessaires pour soigner les chevaux, sans pour cela réduire l'effectif des régiments.

Les lieutenants d'infanterie seuls n'ont droit à aucun soldat du train; ils peuvent se choisir un homme de confiance dans la compagnie, lequel entre dans les rangs pour manœuvrer et combattre, et n'est exempté que des gardes et des corvées.

§ 128. *Effectifs de guerre de l'infanterie.*

Un bataillon compte :

En combattants :

1 officier supérieur avec	4 chevaux, 2 soldats du train,
4 capitaines " "	8 " 4 " "
4 premiers-lieutenants,	
12 seconds-lieutenants,	
1 second-lieutenant-adjutant	2 " 1 " "

4 sergents-majors,
 4 porte-épée-enseignes,
 16 sergents,
 57 sous-officiers, y compris le secrétaire du major, T
 1 caporal-tambour.
 96 caporaux,
 16 tambours et clairons,
 808 soldats.

Total 22 officiers, 1002 troupes.

En non-combattants:

1 médecin de bataillon (ou de régiment faisant le service au 1 ^{er} bataillon),	1 cheval 1 soldat du train,
1 médecin-adjoint,	1 " 1 "
1 quartier-maître,	1 " 1 "
1 armurier,	
4 infirmiers.	

Total 8

Les combattants et les non-combattants ont ensemble 10 chevaux
 et 10 soldats du train.

En bagages:

Dans un bataillon de ligne :

1 caisson de munitions,	6 chevaux 8 soldats du train,
1 voiture d'équipements,	4 " 2 "
1 ambulance,	2 " 1 "
{ 1 voiture à bagages d'offic.	4 " 2 "
{ 4 chevaux de bât,	4 " 4 "

Total 4 voitures, 20 chevaux 12 soldats du train.

Dans un bataillon de fusiliers, les 2
 derniers équipages sont rempla-
 cés par 4 voitures.

8 " 4 "

Total 7 voitures. 20 chevaux 10 soldats du train.

Dans un bataillon de chasseurs ou de tireurs :

4 caissons de munitions.	8 chevaux,	4 soldats du train,
4 voitures à bagages . .	8 " 4 "	
1 ambulance.	2 " 1 "	

1 voiture d'état-major.	2 chevaux,	1 soldat du train,
4 chevaux de bât . . .	4 . . .	4 . . .

Total 10. voitures. 24 . . . 14 . . .

Par conséquent, 1 bataillon de grenadiers ou de mousquetaires compte . . . 22 officiers 1032 troupes 37 chevaux 4 voitures.

1 de fusiliers 22 . . . 1030 . . . 37 . . . 7 . . .

1 de chasseurs 22 . . . 1034 . . . 41 . . . 10 . . .

L'état-major d'un régiment compte :

1 offic. supérieur command. avec 6 chev. . . 3 soldats du train.

1 cinquième officier supérieur. . . 4 . . . 2 . . .

1 second-lieut. adjudant de régim. 2 . . . 1 . . .

Il faut compter en sus pour le

médecin de régiment. 1

1 sous-officier secrétaire
du colonel.

10 musiciens.

1 voiture d'état-major. . . 2 . . . 1 . . .

Total 8 officiers, 18 troupes, 15 chevaux, 1 voiture.

Le nombre de musiciens dans les 6 régiments de la garde n'est pas tout-à-fait celui rapporté dans les tableaux ci-dessus; mais nous ne nous occuperons pas dans les paragraphes suivants de ces petits écarts, s'il s'en présente.

Ainsi l'effectif total des régiments d'infanterie est le suivant :

Tous (à l'exception des régiments de fusiliers) comptent :

69 officiers, 3112 troupes, 126 chevaux, 16 voitures.

Un régiment de fusiliers :

69 officiers, 3108 troupes, 126 chevaux, 23 voitures.

§ 129. Effectifs de guerre dans la cavalerie.

Un régiment de cavalerie compte :

En combattants :

1 officier sup. comm. . . 6 chevaux, 3 soldats du train,

1 officier supérieur, . . 5 . . . 2 . . .

4 capitaines . . . 16 . . . 8 . . .

4 premiers-lieuten. . . 12 . . . 4 . . .

13 seconds-lieutenants,

y compris l'adjud . . 39 . . . 13 . . .

4 maréchaux-des-logis-chefs, avec un cheval,

4 porte-épée-enseignes,	avec un cheval,
16 sergents,	"
37 sous-officiers, y compris 1 secrét.	"
1 trompette-major,	"
12 trompettes,	"
80 exempts (brigadiers),	"
448 cavaliers,	"

Total 23 officiers avec 78 chevaux, 602 hommes avec 602 chevaux.

En non-combattants:

1 médecin de régiment	2 chevaux,	1 soldat du train,
2 médecins-adjoints	2 " 2 "	"
1 officier-payeur	2 " 1 "	"
1 armurier	} tous avec un cheval.	
1 sellier		
4 maréchaux-ferrants		
4 infirmiers		

Total 14 troupes et 16 chevaux.

Les combattants et les non-combattants ont ensemble 34 soldats du train.

En bagages:

1 ambulance,	2 chevaux,	1 soldat du train,
1 forge de campagne,	2 " 1 "	"
4 voitures à bagages,	8 " 4 "	"
1 voiture à bagages d'offic.	4 " 2 "	"

Total 7 voitures 16 " 8 " "

Ainsi, l'effectif complet d'un régiment de cavalerie, est de: 23 officiers, 659 troupes, 713 chevaux, 7 voitures.

§ 130. Effectifs de guerre dans l'artillerie.

Nous avons dit plus haut que les divisions d'artillerie à cheval seront probablement composées dorénavant de 4 batteries; c'est dans cette prévision que les effectifs donnés ci-après ont été établis.

Une batterie de 6^e compte: 4 officiers, 14 sous-officiers, 2 trompettes, 129 hommes (dont 53 conducteurs), 1 vétérinaire, 1 sellier, 4 soldats du train, 1 infirmier, 92 chevaux de trait, 12 de réserve, 25 de selle, 6 bouches à feu, 8 caissons de munitions, 2 caissons de rechange, 1 forge de campagne, 1 voiture à bagages. Total: 4 offi-

ciers, 145 troupes, 7 non-combattants, 127 chevaux, 6 bouches à feu et 10 voitures.

L'effectif d'une batterie de 4^u a 4 hommes et 2 chevaux de moins.

Une batterie à cheval compte : 4 officiers, 12 sous-officiers, 2 trompettes, 129 hommes (48 canonniers, 49 conducteurs, 32 de réserve), 1 vétérinaire, 2 selliers, 4 soldats du train, 1 infirmier, 92 chevaux de trait, 6 de réserve, 101 de selle, 9 chevaux d'officier, 6 bouches à feu, 6 caissons de munitions, 2 caissons de rechange, 1 forge de campagne, 1 voiture à bagages. Total : 4 officiers, 143 troupes, 8 non-combattants, 208 chevaux, 6 bouches à feu et 10 voitures.

Les 9 colonnes de munitions de chaque régiment forment une division ; elles contiennent des munitions pour toutes les armes ; elles consistent en 3 à 2 officiers, 175 troupes, 174 chevaux, 25 voitures ; et 4 à 2 officiers, 173 troupes, 170 chevaux, 24 voitures.

Dès que tout le matériel nouveau de l'artillerie sera confectionné, il n'y aura plus que 4 parcs de réserve d'artillerie et 5 de munitions d'infanterie et de cavalerie.

L'état-major d'une division d'artillerie compte sur pied de guerre : 1 officier supérieur (capitaine dans une division du parc), 1 lieutenant-adjutant, 4 médecins, 1 sous-officier secrétaire, 7 soldats du train, 12 chevaux et une voiture.

Ainsi les effectifs de guerre sont les suivants dans une division montée : 18 officiers, 612 troupes, 516 chevaux, 24 bouches à feu et 41 voitures ;

Dans une division à cheval : 18 officiers, 616 troupes, 844 chevaux, 24 bouches à feu, 41 voitures ;

Dans une division du parc de réserve : 20 officiers, 1579 troupes, 1562 chevaux, 222 voitures (chaque régiment d'artillerie de campagne en possède une).

Le commandant de chaque régiment d'artillerie de campagne commande en même temps l'artillerie de réserve ; il a sous ses ordres en sus des autres effectifs donnés : 1 lieutenant-adjutant, 1 trompette-major, 2 sous-officiers secrétaires, 1 canonnier, 4 soldats du train, 11 chevaux et 1 voiture ; le médecin de régiment compte aussi à son état-major, avec 2 chevaux et 1 soldat du train.

Ainsi la partie mobile d'un régiment d'artillerie de campagne, compte sur pied de guerre : 94 officiers, 4041 troupes, 3967 chevaux, 96 bouches à feu et 387 voitures.

§ 131. *Effectifs de guerre dans les pionniers.*

Un bataillon de pionniers compte :		
En combattants :	non combattants,	parcs d'instruments :
	train et chevaux :	6 sous-officiers,
18 officiers,	2 médecins,	12 soldats du train,
65 sous-officiers,	1 officier-payeur,	30 chevaux,
13 tambours et clairons	1 armurier.	6 voitures pour la
524 soldats.	4 infirmiers.	réserve d'outils.
Total 18 officiers,	44 soldats du train,	Total 18 hommes.
602 troupes.	8 voitures à ustensiles,	30 chevaux.
	6 autres voitures,	6 voitures.
	73 chevaux.	

Total 52 hommes,
73 chevaux,
14 voitures,

Effectif total 18 officiers, 672 troupes, 103 chevaux, 20 voitures.

En cas de nécessité, certains bataillons peuvent encore s'adjoindre :

1^o Un équipage de ponts, 2 officiers, 151 troupes, 267 chevaux, 41 voitures dont 34 haquets;

2^o Ou un équipage de ponts-volants de campagne, 2 officiers, 51 troupes, 91 chevaux, 13 voitures dont 6 de chevalets et 4 de pontons;

3^o Ou les deux ensemble.

Il y a en outre à Dantzig, Magdebourg et Coblenz trois grands trains de pontons de réserve pour le passage des grands fleuves.

§ 132. *Effectifs de guerre des états-majors généraux.*

Chaque état-major de brigade compte :

1 général-major ou colonel commandant;

1 lieutenant-aide-de-camp.

Chaque état-major divisionnaire compte :

1 lieutenant-général ou un général-major commandant;

1 officier supérieur ou capitaine d'état-major;

1 capitaine, et

1 lieutenant, aides-de-camp.

1 intendant divisionnaire avec des employés;

1 commissaire des vivres;

2 auditeurs (1 seulement dans les divisions de cavalerie);

2 pasteurs (1 seulement dans les divisions de cavalerie, désigné aussi pour l'artillerie de réserve);

1 perceuteur de postes de campagne avec divers employés;

L'état-major de l'artillerie de réserve, compte en dehors du personnel sus-indiqué au § 131:

1 intendant divisionnaire avec plusieurs employés;

1 munitionnaire ou commissaire des vivres;

1 auditeur;

1 Perceuteur des postes avec divers employés;

L'état-major d'un corps d'armée comprend:

1 général de l'infanterie ou de la cavalerie, ou bien un général-lieutenant, commandant;

1 officier supérieur, chef d'état-major;

1 officier supérieur et

1 capitaine d'état-major;

4 capitaines ou lieutenants, aides-de-camp;

1 officier supérieur

1 lieutenant, adjudant; } du corps du génie.

1 capitaine.

Il faut y ajouter l'état-major de la brigade d'artillerie, puis:

L'intendance du corps d'armée, avec sa caisse de guerre et plusieurs employés;

L'inspecteur aux vivres, avec plusieurs employés;

Le directeur des boulangeries de campagne avec plusieurs employés;

1 médecin général.

1 auditeur de corps d'armée;

1 inspecteur des postes de campagne;

1 directeur des lazareths.

Une garde d'état-major est désignée pour servir d'ordonnances et de garde, auprès des divers quartiers-généraux; elle se compose de:

Pour le quartier-général d'un corps d'armée, 1 officier, 28 fantassins, 18 cavaliers, 4 non-combattants. Pour celui d'une division, 8 fantassins, 4 cavaliers. Pour celui d'une brigade 2 cavaliers. L'effectif de l'état-major d'un corps d'armée compte:

États-majors généraux	35 offic.,	130 troupes,	231 chev.,	12 voit.,
Autorités administratives	1 " 294	" 291	" 33	voit.,
Gardes des quart.-génér.,	1 " 98	" 47	" —	voit.,

Total .37 " 522 " 569 " 45 "

§ 133 *Commandement en chef de l'armée et grand quartier-général de Sa Majesté.*

En général, une armée se compose de 2 corps d'armée ou davantage; le grand quartier-général est l'endroit où est établi le grand état-major de l'armée; c'est là qu'aboutissent tous les rapports; c'est de là que partent tous les ordres. Lorsque Sa Majesté le Roi prend part à la campagne, il est le commandant en chef, et sa résidence constitue le grand quartier-général.

Auprès de chaque armée, quand il y en a au moins deux qui opèrent, il y a une division de télégraphie de campagne, servie par des pionniers, et conduite par des troupes et des chevaux du train; sa composition est la suivante:

3 officiers, 138 troupes, 75 chevaux et 10 voitures.

Le but de ces divisions de télégraphie est d'établir la communication instantanée entre les grands quartiers et les positions, campements etc., des troupes d'une part; et les chemins de fer, réseaux télégraphiques, et villes importantes, d'autre part. On déroule un mille de fils télégraphiques (1606 mètres) en 4 ou 5 heures de temps.

Il y a en outre plusieurs inspections des télégraphes de campagne, placées sous la direction unique d'un inspecteur, et qui ont pour objet de surveiller et d'utiliser les réseaux permanents situés en arrière de l'armée.

Les divisions de chemins de fer, composées de 80 pionniers sont instituées pour détruire et rétablir les voies ferrées.

Pendant la campagne de 1866, la garde du grand quartier-général était composée de 200 cavaliers et de 243 fantassins, pris dans tous les escadrons et les bataillons de l'armée.

§ 134. *Parc des munitions de réserve.*

Il y a encore dans une grande armée, un parc de munitions de réserve, destiné à approvisionner les corps d'armée de ce qui leur manque en munitions, au fur et à mesure des consommations; il est dirigé sur le théâtre de la guerre, soit par chemin de fer, soit par eau, soit par chevaux de relai.

Un parc de munitions de réserve comprend deux divisions, composées chacune de:

9 officiers, 195 troupes, 264 voitures, 32 chevaux;
le tout réparti sur huit colonnes de munitions à 33 voitures.

§ 135. *Train de siège.*

Quand on veut mobiliser un train de siège, on doit l'ordonner

spécialement; les forteresses de Magdebourg, Wésel et Coblenz en possèdent un permanent, organisé pour une place forte de 1^{er} ordre; dès que le siège d'une place est décidé, on en tire un train de siège spécial; on le complète, on l'approvisionne, on le mobilise et on le dirige vers la forteresse menacée.

B. FORMATION DES TROUPES DE RÉSERVE.

§ 136. *Leur organisation préliminaire.*

En temps de guerre, l'armée fait, dès les premières marches de nombreuses pertes, occasionnées par les maladies, les blessures, les fatigues et les privations. La proportion de ces pertes n'est pas la même pour toutes les armes; ainsi la statistique prouve, qu'en une année de campagne, l'infanterie perd 40 % de son effectif, tandis que la cavalerie, l'artillerie et les pionniers n'en perdent que 20 % et le train 12 %; de là, nécessité de se procurer des réserves.

Les troupes de réserve doivent être spéciales; leur organisation doit remplir une condition principale: c'est d'être immédiatement prêtes à entrer en campagne, lors de la mobilisation; c'est pourquoi la moitié de leur effectif, pour l'infanterie, et l'effectif complet, pour la cavalerie, doivent se composer de soldats exercés (réservistes, congédiés de l'armée).

En adoptant ce principe, on a immédiatement un noyau de réserves disponible; ou complète alors l'effectif en appelant sous les drapeaux les miliciens âgés de 20 à 28 ans qui ont été dispensés de servir (au-dessus du contingent); de plus, les corps de troupes envoient dans les réserves toutes leurs recrues.

Les officiers nécessaires aux troupes de réserve sont tirés en grande partie des officiers de l'armée active; et aussi des officiers en disponibilité, congédiés, ou atteints de légères blessures ou infirmités.

Les commandants de régiment président à la mobilisation des bataillons de réserve qui sont, autant que possible, stationnés dans les places fortes, mais éloignés de celles d'entre elles qui seraient menacées d'un siège; car on ne doit pas oublier que le but principal des troupes de réserve, est de combler les vides qui se produisent dans les effectifs de l'armée active.

§ 137. *Effectifs de la réserve.*

Avec la réorganisation de 1859, la réserve a vu doubler son effectif; avant cette époque, on n'en comptait qu'un bataillon pour deux régiments d'infanterie et un escadron pour deux régiments de cavalerie.

L'organisation actuelle est la suivante :

	offic.	troup.	non- combat.	chev.	ouvriers.	
					offic. troupes.	
1 ^o Chaque régiment d'infanterie possède un bataillon de réserve comptant.	18	1002	8	3	1	160
2 ^o Chaque bataillon de chasseurs ou de tireurs, une compagnie de réserve de	4	201	2	"	"	51
3 ^o Chaque régiment de cavalerie un escadron de réserve de	5	200	3	212	"	41
4 ^o Chaque régiment d'artillerie de campagne, une division de réserve, composée de 3 batteries, savoir : 1 à cheval, une montée de 4 ^e , une idem de 6 ^e . Total 16 bouches à feu	11	554	6	218	1	129
5 ^o Chaque bataillon de pionniers une compagnie de réserve de	4	202	2	"	"	40
6 ^o Chaque bataillon du train, une division de réserve à 2 comp ^s	12	502	3	213	"	51

§ 138. *Renforts envoyés par les troupes de réserve à l'armée de campagne.*

Manière de combler les vides de la réserve.

En règle générale, 4 semaines après le départ de l'armée, on fait un premier envoi de renforts, ayant un effectif égal au 1/8 environ des pertes subies par l'armée en une année de campagne ; au premier jour de chacun des mois suivants, on envoie des détachements d'une force égale au 12^e de ce même nombre. Le général en chef peut, dans des cas graves, exiger la mobilisation d'un plus grand contingent ; par exemple, après une affaire sanglante ; mais alors il doit lancer un ordre spécial et formel.

Les troupes de réserve envoyées sur le théâtre de la guerre doivent être armées, équipées et montées comme dans l'armée active ; toutes celles appartenant à un même corps d'armée sont rassemblées dans un lieu désigné d'avance, et organisées pour s'y rendre en compagnies de marche de 200 hommes environ, et en escadrons de 100 chevaux (3 ou 4 compagnies de marche forment un bataillon

de marche; ces détachements, auxquels s'adjoignent les réserves en voitures et en chevaux, sont dirigés vers le théâtre de la guerre, sous la conduite d'officiers et de sous-officiers; ceux-ci, s'ils n'ont pas été spécialement désignés pour rester à l'armée, doivent rejoindre les bataillons de réserve.

Pendant ce temps, on comble les vides qui se produisent dans la réserve, par de nouveaux appels de congédiés et de recrues.

C. ORGANISATION DES TROUPES DE GARNISON.

§ 139. Généralités.

Les places fortes suivantes doivent être occupées et défendues, en cas d'invasion du territoire: d'abord, les 27 forteresses prussiennes; ensuite, les forteresses de Feste-Boyen, Mayence, Königsstein, Mémel, Marienburg, Jade-Busen et Dresde.

C'est la landwehr qui fournit la majeure partie des troupes de garnison; tant que les états secondaires confédérés n'auront pas complété l'organisation de cette arme, la Prusse devra conserver son deuxième ban.

Il y a deux manières d'occuper une place forte; la 1^{re} s'appelle occupation de sûreté; elle est mise en vigueur au moment de la mobilisation, et consiste à envoyer dans toutes les forteresses du royaume, des garnisons composées de troupes de réserve, de troupes de garnison comprenant les malingres et les éclopés, et d'y adjoindre quelques détachements de la ligne pour servir de soutien.

La seconde s'appelle occupation de défense; on ne l'ordonne que dans les places menacées d'un siège; les garnisons de ces places sont alors mises sur pied de guerre, et fournies par les troupes de garnison et certains régiments de l'armée; il est aisé de concevoir qu'il est impossible pour ainsi dire, de décider l'occupation de défense de toutes les forteresses.

§ 140 Occupation de sûreté.

Les 12 bataillons de la landwehr de la garde et les 156 bataillons de landwehr provinciale sont désignés pour assurer l'occupation de sûreté des places fortes du royaume. L'effectif de chacun d'entre eux doit comprendre immédiatement:

14 officiers, 402 troupes, 8 non-combattants, 3 chevaux.

La cavalerie de garnison n'est pas encore organisée (pour l'occupation de sûreté).

L'effectif des 88 compagnies d'artillerie de place est porté à 170

hommes; on assure cette augmentation par l'appel des réservistes et des hommes de la landwehr.

On forme ensuite des détachements de pionniers d'un effectif de 150 à 200 hommes, (selon l'importance de la place). Les pionniers de forteresses sont ainsi au nombre de 2600 pour l'occupation de sûreté.

Enfin, un régiment d'infanterie de ligne par corps d'armée, est mis sur pied de guerre sans être mobilisé, pour renforcer et améliorer la défense des places fortes; il fournit un bataillon de garnison, au-dessus de ses 3 bataillons actifs.

L'occupation de sûreté comprend ainsi 39 bataillons de ligne et 13 de réserve, 168 bataillons de landwehr à 402 hommes, 88 compagnies d'artillerie de place, 31 détachements de pionniers. Total : 4,066 officiers—143,146 troupes—2331 chevaux—plus les troupes de réserve.

§ 141. *Occupation de défense.*

L'occupation de défense est ordonnée à la fois pour toutes les places fortes de la province occupée par un corps d'armée; elle ne se fait qu'en cas d'invasion du territoire, et à la suite d'un arrêté royal spécial; tous les bataillons de landwehr appartenant à cette province, sont renforcés de manière à atteindre l'effectif de :

22 officiers, 802 troupes, 8 non-combattants, 3 chevaux.

On organise, en même temps, le nombre nécessaire d'escadrons de landwehr, savoir : 40 escadrons de 100 à 200 chevaux. — Total : 6000 chevaux.

On complète les compagnies d'artillerie de place, de manière à leur donner un effectif de 100 à 200 hommes, et l'on en crée d'autres; l'occupation complète de défense exige 168 compagnies d'artillerie de place. Total, 30,000 hommes, 150 bouches à feu pour les sorties et 1,151 chevaux.

Enfin, on renforce les détachements de pionniers dans la province menacée, et on obtient ainsi un effectif de 4000 pionniers pour l'occupation de défense de toutes les places fortes.

Les garnisons de sûreté comprennent donc les troupes suivantes :

1^{re} Éventuellement 39 bataillons de ligne,

13 " " " " " de réserve;

2° Réellement et dans tous les cas :

168 bataillons de landwehr à 802 hommes,

163 compagnies d'artillerie de place, = 20,000 hommes.

33 détachements de pionniers, = 4000 hommes environ.

Total : 4926 offic. — 177,080 troupes. — 6804 chev. et 150 canons. Auxquels chiffres il faut ajouter les troupes de réserve actives.

On ne met que dans des cas très-rares toutes les forteresses du royaume simultanément en état de défense.

La mise en état de défense de tout le royaume exige un supplément de troupes d'infanterie ; quant à l'effectif des autres armes donné plus haut, il suffit amplement pour parer à toutes les éventualités, telles que l'invasion du territoire et une révolution.

Selon toute probabilité, nous ne verrons jamais l'ennemi menacer toutes nos forteresses à la fois ; leur mise en état de défense ne sera pas nécessaire pour toutes ; ce qui permettra au gouvernement, de renforcer dès le principe l'armée active par une grande partie des troupes de garnison, et par les 34 régiments de cavalerie et les 8 escadrons indépendants de landwehr, mentionnés au § 39.

D'ailleurs il est déjà permis d'avoir recours aux troupes de garnison, dès que commence la mobilisation de l'armée de campagne.

Pendant la guerre de 1866, le 1^{er} corps de réserve était exclusivement composé de landwehr.

Les forces mentionnées comme nécessaires à la mise en état de défense des places fortes de la confédération ne sont appelées que successivement, d'après le but en vue, et la situation spéciale dans laquelle le pays se trouve.

§ 142. *Le Landsturm.*

Le gouvernement ne fera dorénavant plus d'appel de la landsturm, que dans des cas excessivement graves.

Il n'y a rien de décidé concernant son organisation

§ 143. *Armement de défense des places fortes.*

La mise en état de défense des places fortes se fait sous la haute direction du général commandeur, après un ordre spécial du ministre de la guerre ; les traités de fortification indiquent quelles sont les mesures à prendre en pareil cas.

Les places fortes désignées pour être mises en état de défense reçoivent leur garnison de défense complète, qui est organisée en régiments; on y attache un certain nombre de compagnies d'artillerie de place (une ou deux divisions au plus). Quand la garnison comprend 2 escadrons, la cavalerie reçoit un commandant spécial, aidé d'un adjutant.

D. MOBILISATION DE L'ADMINISTRATION DE CAMPAGNE.

§ 144. Généralités.

L'intendance est chargée de cette partie du service. Le matériel en voitures et attirails existe d'une manière permanente dans les dépôts du train; lors de la mobilisation de l'armée, l'intendance est chargée de faire les approvisionnements de toutes sortes, et d'en assurer le transport; elle doit, en outre, pourvoir à l'achat des chevaux nécessaires aux parcs, etc.

Nous avons déjà étudié l'organisation de l'intendance prussienne; il ne nous reste plus qu'à dire quelques mots sur l'organisation de son train (un bataillon de cette arme comprend 16 trains).

§ 145. Trains spéciaux.

Les trains de l'intendance se composent de :

5 colonnes de vivres,					
chacune de . . .	2 offic.	98 troupes	160 chev.	32 voit.	
1 colonne de boulan-					
gerie de campagne .	1 " 112 "	15 "	2 "		
(Si cette colonne transporte avec elle les fours en fer, elle comprend 6 troupes, 12 chevaux et 3 voitures en plus).					
1 dépôt de chevaux .	1 " 48 "	85 "	1 "		
Total .	12 "	650 "	900 "	166 "	

Le train du corps médical comprend :

- 3 lazareths de corps d'armée, chacun à 1 officier, — 14 médecins, — 114 troupes, — 67 chevaux, — 11 voitures;
- 3 lazareths divisionnaires, chacun à 13 médecins, — 74 troupes, — 53 chevaux, — 10 voitures;
- 3 compagnies de porteurs de blessés, chacune à 2 officiers, — 1 médecin, — 152 troupes, — 3 chevaux.

Total: 9 officiers, — 84 médecins, — 1020 troupes, 369 chevaux et 63 voitures.

Les jours de combat, les porteurs de blessés sont répartis sur le champ de bataille; ils conduisent les hommes tombés vers le lieu de pansement, où les premiers soins leur sont donnés; ils sont ensuite évacués, par voiture, vers les lazareths divisionnaires, d'où on les dirige vers le lazareth principal, situé à plusieurs milles en arrière du champ de bataille.

Une convention internationale assure les bénéfices de la neutralité à tous les établissements hospitaliers, ainsi qu'à tout leur personnel.

Les lazareths sont établis dans des endroits salubres, loin du champ de bataille; ils contiennent le matériel nécessaire en couvertures, linge, instruments, et médicaments.

D'après ce qui précède, la force totale d'un bataillon du train comprend :

Train de l'inten-					
dance . . .	12 offic.	650 troupes	900 chev.	166 voit.	
Train du corps mé-					
dicale . . .	9 "	1104 "	369 "	63 "	
État-major . . .	2 "	5 "	8 "	1 "	
Total. . .	23 "	1759 "	1277 "	230 "	

F. ÉTABLISSEMENT DES AUTORITÉS MILITAIRES SUPPLÉANTES DANS LES ARRONDISSEMENTS DE RECRUTEMENT.

§ 146.

Il est nécessaire de laisser, pendant la guerre, dans chaque circonscription de corps d'armée de hautes autorités militaires, commandant les troupes de réserve et de garnison, dirigeant l'instruction des recrues, et surveillant l'envoi des renforts et des approvisionnements réclamés par l'armée de campagne.

Il y a donc dans chaque circonscription de corps d'armée :

1 commandant général suppléant,			
secondé par un personnel d'inten-			
dance.	3 offic	29 troup	6 chev.
4 commandants suppléants de bri-			
gade, chacun de.	2 "	2 "	3 "
1 inspection des escadrons de ré-			
serve.	2 "	1 "	3 "
1 commandant de l'artillerie en			
résidence	2 "	1 "	3 "

13 commandants suppléants de bataillon de landwehr, chacun . . 6 . . 16 . . 3 . .
(Dans la circonscription du corps de la garde, il n'y en a que 12, et leur effectif est moindre).

Total. 93 offic. 247 troup. 63 chev.

Il existe en outre 4 inspections intermédiaires de forteresses comprenant chacune 2 officiers — 1 homme — 3 chevaux.

§ 147 *Durée de la mobilisation*

La mobilisation doit être complètement terminée en 6 semaines; l'infanterie de ligne doit être prête à entrer en campagne en une semaine ou deux. Le général commandeur indique le jour précis, où chaque corps de troupes, ressortissant de son commandement, doit avoir son effectif de guerre, en y comprenant les chevaux, les voitures, le train, etc.

Cette date peut être retardée de 4 jours pour l'infanterie, et de 6 jours pour les autres armes, afin de pouvoir compléter l'équipement de guerre.

II. FORMATION DE GUERRE D'UN CORPS D'ARMÉE.

§ 148.

Les 4 parties principales d'un corps d'armée mobilisé sont:

1^o deux divisions d'infanterie;

2^o une division de cavalerie;

3^o une réserve d'artillerie;

Plus le train.

Une division d'infanterie comprend 2 brigades de 2 régiments chacune, un régiment de cavalerie et une division d'artillerie montée. Total: 12 bataillons, 4 escadrons et 4 batteries. — Force approximative: 14,000 hommes et 17,00 chevaux.

Une division de cavalerie comprend: 2 brigades à 2 régiments chacune, plus une batterie dans le cas ordinaire. — Total: 16 escadrons, et 1 batterie. — Force approximative: 2,800 hommes et 3,100 chevaux.

L'artillerie de réserve comprend une division montée et une à cheval (dont on détache une batterie); on lui adjoint une division de parc. — Total: 7 batteries et 9 parcs. — Force approximative: 2,700 hommes et 2,700 chevaux.

Les bataillons de chasseurs et de pionniers, ainsi que les équi-

pages de ponts, sont répartis sur tout le corps d'armée, par le général commandeur, d'après les circonstances; cependant, ordinairement, on les attache aux divisions d'infanterie, surtout au début de la campagne.

Le bataillon du train comprend 16 colonnes. -- Sa force approximative est de 1,800 hommes et 1,300 chevaux.

Effectifs totaux: 23 bataillons — 24 escadrons — 16 batteries — 4 compagnies de pionniers — 9 parcs — 16 trains ou 37,000 hommes et 41,600 chevaux.

III. Effectifs de guerre de l'armée de la Confédération du Nord.

A. TROUPES DE CAMPAGNE.

§ 149.

DÉSIGNATION DES CORPS DE TROUPES.	Officiers	Troupes.	Chevaux.	Bouches à feu.	Voiture.
Chaque corps d'armée compte :					
Etat-major général.	36	516	560		44
7 régiments d'infanterie	483	21,784	882		112
1 régiment de fusiliers	69	3,108	126		22
1 bataillon de chasseurs	22	1,034	41		10
6 régiments de cavalerie	138	3,948	4,272		42
1 régiment d'artillerie de campagne	94	4,044	3,967	96	387
1 bataillon de pionniers	18	672	403		20
Eventuellement, un équipage de ponts.	4	202	338		34
1 bataillon du train.	23	1,759	1,277		230
Effectif total d'un corps d'armée.	887	37,064	11,586	96	921
Ce qui donne pour les 13 corps d'armée	11,531	481,832	150,618	1248	11,973
De plus, 3 bataillons non classés, savoir : un de tireurs dans la garde, un d'infanterie au 9 ^e corps, et un de chasseurs au 12 ^e corps.	66	3,098	119		27
Total.	11,597	484,930	150,737	1248	12,000

A déduire pour les 5 régiments de cavalerie qui ne sont pas encore organisés.	113	3,293	3,365		35
Il reste. . .	11,482	481,635	147,172	1248	11,963
Effectif de la division de la Hesse du XI ^e corps.	330	13,800	3,900	36	290
Total. . .	11,812	495,435	151,072	1284	12,253
Quartiers généraux du roi et du commandant en chef	100	800	1000		50
Parcs de munitions de réserve. . . .	18	360	64		328
4 divisions de télégraphie de campagne. . . .	12	548	292		40
4 divisions de chemin de fer	8	400			
Effectifs totaux des troupes de campagne.	11,030	497,573	152,428	1284	12,873
De plus, éventuellement, un ou plusieurs parcs de siège.					

B. ETATS-MAJORS INTÉRIMAIRES ET TROUPES DE RÉSERVE.

§ 150. *Etats-majors intérimaires.*

D É S I G N A T I O N	Officiers	Troupes	Chevaux
Etats-majors intérimaires d'un corps d'armée. . .	93	247	63
Ce qui fait pour les 13 corps d'armée et la division hessoise.	1,290	3,330	830
4 inspections intérimaires de places fortes . . .	8	4	12
Total.	1,351	3,581	925

§ 151. Troupes de réserve.

DÉSIGNATION DES CORPS DE TROUPES	Officiers	Troupes	Chevaux	Bouches à feu.
Il ya par corps d'armée :				
9 bataillons d'infanterie de réserve .	171	10,530	27	
4 compagnie de chasseurs	4	254		
6 escadrons	30	1,464	1,372	
1 division d'artillerie	12	689	218	16
1 compagnie de pionniers	4	244		
1 division du train	12	556	213	
Total pour la réserve d'un corps d'armée	233	13,737	1,730	16
Ce qui donne pour les 13 corps d'armée	3,029	178,581	22,490	208
Réserve des 3 bataillons existant au- dessus du complément	12	762		
Total. . .	3,041	179,343	22,490	208
A déduire pour les 3 régim. de caval. non encore organisés	25	1,220	1,000	
Il reste. . .	3,016	178,123	21,430	208
Réserve de la divis. de la Hesse du XI ^e corps.	110	6,300	600	12
Troupes de réserve. Total. . .	3,126	184,423	22,030	220
États-majors intérimaires. . .	1,351	3,581	925	
TOTAL GÉNÉRAL. . .	4,477	188,004	22,955	220

C. TROUPES DE GARNISON.

§ 152.

CORPS DE TROUPES.	Occupation de sûreté des forteresses.			Occupation de défense des forteresses.			
	Officiers	Troupes	Chevaux.	Officiers	Troupes	Chevaux	Cannons
13 régiments d'infanterie de ligne.	897	40,458	1,638				
13 bataillons de réserve des mêmes.	247	15,210	39				
168 bataillons de landwehr.	2,352	68,880	304	3,696	136,080	304	
88 ou 163 compagnies d'ar- tillerie de place.	400	15,000		800	30,000		1150
31 détachements de pion- niers de forteresses.	50	2,600		80	4,000		
Environ 40 escadrons de landwehr pour les pla- ces fortes.				200	6,000	10,000	
Commandements territo- riaux et de place.	120	1,000	150	150	1,000	300	
Totaux.	4,066	143,148	1,831	4,926	177,080	6,804	1150
En sus, on peut encore rappeler 144 escadrons de landwehr.				828	25,728	25,000	
Totaux.				5,754	202,808	31,804	1150

D. LES CORPS MILITAIRES RESTANT DANS LE PAYS EN CAS DE GUERRE

§ 153.

DÉSIGNATION DES CORPS DE TROUPES	Officiers	Troupes	Chevaux
Ministère de la guerre.	50		
Etats-majors généraux suppléants	3		
Division d'artilleurs	8	200	
Invalides.	34	1,300	
Corps militaires spéciaux (gendarmerie, guides, disciplinaires)	100	3,200	1,200
Etablissements d'éducation et d'instruction militai- res	150	40	
Etablissements militaires, fabriques, dépôts.	100	1,000	
Total.	472	5,760	1,200

E. EFFECTIFS TOTAUX DE L'ARMÉE SUR PIED DE GUERRE

§ 154

D É S I G N A T I O N	Officiers.	Troupes	Chevaux	Canons	Voitures
Troupes de campagne, non compris les parcs de siège et les équipages de ponts de réserve.	11,950	407,573	152,428	1,384	12,873
Etats-majors suppléants et troupes de réserve	4,477	168,004	22,965	220	
Troupes de garnison pour l'occupation de sûreté	4 066	143,146	2,331		
Corps militaires restant dans le pays.	472	5,780	1,200		
La mobilisation donne donc imméd.	20,965	834,483	178,914	1,504	12,873
Complément de troupes pour l'occupation de défense des places fortes.	1,088	57,658	30,141	150	
Total général.	22,653	892,141	209,055	1,654	12,873

Ce serait une erreur de croire que les chiffres ci-dessus représentent toutes les ressources militaires de la confédération du Nord. Les effectifs de paix se montant à 270,000 hommes, non compris les officiers et les 30,000 sous-officiers, et comprenant trois contingents, on peut évaluer chacun de ceux-ci à 90,000 hommes environ. La réserve, composée de 4 classes, peut donc être estimée à 360,000 hommes, dont il faut défalquer au plus 30 % au 72,000 hommes, malades, blessés, émigrés, etc. ; il lui reste encore 288,000 hommes. Les 5 contingents de la landwehr fournissent 450,000 défenseurs, dont il faut déduire 30 % au 135,000, pour non valeurs ; il lui reste encore 315,000 hommes disponibles.

Les forces totales comprennent donc :

Armée active	300,000 hommes.
Réserve	288,000 id.
Landwehr	315,000 id.

Total. . . 903,000 hommes.

Mais d'après les tableaux des effectifs de guerre, la mobilisation de la puissance militaire n'utilisera que 892,000 hommes, pour les troupes actives, celles de réserve et celles de garnison. Dans les chiffres donnés ci-dessus, sont comptées 70,000 recrues des troupes

de réserve; le total des hommes instruits descend à 822,000; d'où il résulte que nous disposons de 81,000 anciens soldats de plus, que l'exige la mobilisation de notre puissance militaire.

Les événements de 1866 ont prouvé que ces calculs sont exacts, non-seulement théoriquement, mais encore pratiquement. Dès que l'armée de campagne fut organisée, on mobilisa 24 bataillons de landwehr à 802 hommes, ce qui procura 19,248 hommes d'infanterie; et 12 régiments de cavalerie de landwehr, à 4 escadrons ou 602 hommes = 7,224 cavaliers. Ces troupes formèrent, avec l'adjonction de 12 batteries nouvellement organisées, et après en avoir détaché 6 régiments de cavalerie, le 1^{er} corps d'armée de réserve.

En cas de besoin, le gouvernement pouvait encore faire appel aux 22 autres régiments de cavalerie et 8 escadrons indépendants de la landwehr.

Dans le cours de la campagne, les 48 bataillons de réserve furent portés à 1002 hommes, par l'incorporation des hommes de la landwehr ayant servi; les 200 recrues assignées à chacun d'eux, et qui ne sont pas comprises dans le chiffre ci-dessus et 200 autres anciens soldats, furent laissés en arrière, pour former un bataillon de garnison. Ces 48 bataillons de réserve furent considérés comme faisant partie de l'armée mobile; ils furent assignés à différents corps, d'après les besoins. Et cependant le gouvernement n'était pas encore à bout de ressources, car notre infanterie comptait 81 régiments à cette époque, qui eussent pu organiser 81 bataillons semblables de réserve.

La cavalerie tenant garnison dans les places fortes non menacées fut en outre mobilisée pendant la campagne, elle forma 5 1/2 régiments de landwehr, comptant 20 escadrons ou 2,843 chevaux.

On organisa 8 nouvelles batteries de la même manière.

Grâce à ces mesures, l'effectif de notre armée était plus considérable à la fin de la campagne qu'à son commencement, malgré les nombreuses pertes qu'elle avait essuyées. Il se composait de :

Armée de campagne	442,466 hommes.
Troupes de réserve	129,025 "
Troupes de garnison	97,588 "

Total 669,079 hommes

Dans ce nombre, ne sont pas compris les 4 derniers contingents du 2^e ban de la landwehr, qui n'ont pas été rappelés sous les drapeaux.

Bien que la part prise par les hommes de la landwehr et ceux des 4^e bataillons, à la rapide et glorieuse campagne de 1866, ait

été modeste et indirecte, il n'en est pas moins vrai qu'ils ont rendu de grands services à l'armée active, en occupant les places fortes ennemies enlevées, en couvrant les voies d'étapes, etc., etc.

§ 155. *Puissances de guerre des états allemands du Sud.* (1)

La Prusse a contracté des alliances offensives et défensives, avec le Wurtemberg, le 13 août 1866 ; avec le duché de Bade, le 17 août ; et avec la Bavière le 22 août de la même année. Les articles les plus importants de ces traités, qui sont d'ailleurs identiques, sont les suivants :

« Article 1^{er} Entre Sa Majesté le roi de Prusse et S. M. le roi de Bavière (S. A. R. le grand duc de Bade ou S. M. le roi de Wurtemberg) il est contracté une alliance offensive et défensive, par laquelle les hautes parties contractantes se garantissent mutuellement l'intégrité de leurs territoires, et s'engagent, en cas de guerre, à employer, dans ce but, toute leur puissance militaire.

« Article 2. S. M. le Roi de Bavière (S. M. le Roi de Wurtemberg S. A. R. le Grand Duc de Bade,) transmet, dans ce cas, le commandement suprême de ses troupes à S. M. le Roi de Prusse. »

Il résulte de là, que nous devons jeter un coup d'œil sur l'organisation militaire de nos nouveaux alliés de Sud.

Les puissances allemandes, se sont accordées sur les points suivants, dans une conférence tenue à Stuttgart, le 5 février 1867 :

Elles veulent introduire dans l'Allemagne du Sud un système de défense analogue à celui adopté en Prusse, qui est basé sur l'obligation générale de servir, sans admettre le remplacement, et sur l'institution de la landwehr. Le temps de présence réelle sous les drapeaux sera de trois ans. L'armée doit avoir un effectif de paix, se montant à 1 0/0 au plus et 3/4 0/0 au moins de la population ; son effectif de guerre sera, la landwehr non comprise, de 2 0/0 au plus et de 1 1/2 0/0 de la population. Les bataillons sur pied de guerre compteront 1000 hommes, répartis dans 4 compagnies ; les régiments de cavalerie auront 5 escadrons, les batteries d'artillerie, 6 bouches à feu.

Il résulte de ces chiffres, que les effectifs de paix des armées du Sud atteindront :

En Bavière	de	35800	à	47700	hommes ;
En Wurtemberg	de	13100	à	17500	hommes ;
Dans le Duché de Bade	de	10700	à	14300	hommes ;

Total de 59600 à 79500 hommes.

(1) Voir la note I à la fin de l'ouvrage.

Leurs effectifs de guerre comprendraient approximativement :

En Bavière	de 71,600 à 95,400 hommes;
En Wurtemberg	de 26,200 à 35,000 hommes;
Dans le Duché de Bade	de 21,400 à 28,600 hommes;

Total : de 119,200 à 159,000 hommes,
dont la moyenne est 139,100 hommes.

(La *landwehr* n'est pas comprise dans cette énumération).

Si le système d'organisation militaire en vue est analogue à celui prussien, comme tout le fait supposer d'ailleurs, ce chiffre se répartira comme suit : 102,000 hommes pour l'armée de campagne et 37,100 pour celle de réserve. La *landwehr* pourrait en outre fournir 70,000 hommes de troupes de garnison.

Ainsi, l'Allemagne pourrait disposer, en cas de guerre, des forces suivantes :

	Confédéra- tion alle- mande du Nord, la Hesse comprise	Etats du Sud	Allemagne entière
Troupes de campa- gne	497,573 h. —	102,000 h. —	599,573 h.
Troupes de réserve .	188,004 h. —	37,100 h. —	225,104 h.
Troupes de garnison .	206,564 h. —	70,000 h. —	276,564 h.
Totaux. .	892,141 h. —	209,100 h. —	1,101,241 h.
	non compris 28,000 officiers (1).		

(1) Voir la note 1 à la fin de l'ouvrage.

CHAPITRE IV

Administration de la puissance militaire.

I. LES MINISTÈRES DE LA GUERRE ET DE LA MARINE

§ 156.

Le ministre de la guerre, qui est en même temps ministre d'État, est l'organe du Roi auprès des chambres, pour l'administration de la force publique ; le ministre de la marine, celui des affaires maritimes. Le département de la guerre a réuni jusqu'aujourd'hui les deux attributions.

Le ministère de la guerre se décompose en deux départements de 3 ou 4 divisions, et en 4 divisions spéciales, savoir :

1^o La division centrale ;

2^o Le département de la guerre, qui s'occupe de l'organisation, de l'instruction, et de l'emploi des troupes, et qui comprend : *a*) la 1^{re} division qui traite les intérêts généraux de l'armée ; *b*) la 2^e division qui assure les services de l'artillerie, des armes, et des munitions de guerre ; *c*) la division du génie ;

3^o Le département des dépenses militaires, chargé de l'administration supérieure, comme son nom l'indique, et qui se subdivise en 4 bureaux : celui des dépenses en espèces, celui des dépenses en nature, celui de l'habillement, et celui du logement des troupes ;

4^o La division du personnel (avancement, mutations et congés des officiers). C'est celle qui comprend la chancellerie générale dite de la guerre, qui rédige l'annuaire, expédie les brevets, etc. ;

5^o La division des invalides ;

6^o La division des remonte, qui a dans ses attributions l'administration des 9 dépôts de Jurgaitsch, Sperling, NeuhoF-Ragnit, Kattenau, Brakupönen, NeuhoF-Treptow, Ferdinandshof, Bärenklau, et Wirsits.

Le ministère de la guerre comprend encore d'autres bureaux de moindre importance ; ce sont : 1^o la direction du grand orphelinat

militaire de Potsdam ; 2^o la commission supérieure d'examen, pour les fonctionnaires de l'intendance ; 3^o la caisse militaire générale ; et 4^o la direction de la marine.

11. LES AUTRES AUTORITÉS ADMINISTRATIVES MILITAIRES.

§ 157. *L'intendance.*

Il y a des intendances auprès de chaque corps d'armée et de chaque division ; elles sont placées sous la haute direction de la division centrale du département de la guerre. Elles ont à s'occuper des approvisionnements en vivres et en fourrages, de la solde des troupes, de la surveillance des hôpitaux et des autres établissements administratifs de garnison, de celle des dépôts du train et des magasins d'équipements, etc., etc.

Les institutions suivantes sont en outre placées sous l'autorité de l'intendance :

1) Les employés aux vivres et les magasins de subsistances, qui sont administrés par un employé supérieur spécial, appelé maître général des approvisionnements ;

2) Les administrations de casernement, qui s'occupent de tous les bâtiments militaires, tels que les casernes, les écuries, les corps de garde, les lieux de détention, les manèges, les fosses des hommes décédés, etc. ;

3) 3 Commissions pour la construction des grands bâtiments militaires ; elles ont respectivement leur siège à Berlin, à Potsdam et à Cologne ;

4) Les dépôts du train (chaque bataillon de cette arme en possède un) ;

5) Les 4 dépôts d'équipements, qui sont placés à Graudenz, à Berlin, à Breslau, et à Dusseldorf.

§ 158 *L'administration médicale.*

Le service de santé est placé sous la direction d'un inspecteur général-spécial, auquel sont aussi subordonnés : l'institut médico-chirurgical de Frédéric-Guillaume, les médecins de corps d'armée, de régiment, de bataillon, les médecins-adjoints, les élèves et le personnel médical de certains établissements.

Les hôpitaux sont administrés par des commissions composées d'un ou de deux officiers, d'un médecin, et d'un inspecteur pour les grandes garnisons ; ils sont surveillés, sous le rapport médical, par le personnel de santé.

§ 159. *Justice militaire.*

La justice militaire est administrée par un auditeur général, aidé de 4 conseillers supérieurs. Les auditeurs des corps d'armée, des divisions, de garnison, les officiers commissaires d'enquête, les tribunaux des corps d'armée, des divisions, des garnisons, et les assemblées d'honneur sont placées sous sa haute direction.

§ 160. *Personnel du culte.*

Le personnel du culte se compose d'aumôniers catholiques et de pasteurs protestants, qui sont placés sous la haute direction d'une prévôté. Pour chaque culte. Il y a des aumôniers auprès des corps d'armée et des divisions; il en existe aussi dans les garnisons et dans certains établissements spéciaux.

III. ÉTABLISSEMENTS ET MANUFACTURES MILITAIRES.

§ 161.

Ce sont les suivants :

5 fabriques d'armes, situées à Spandau, Erfurt, Dantzig, Sommerda et Suhl;

4 arsenaux, situés à Berlin, Deutz, Neiss et Dantzig. Le matériel y est actuellement confectionné par des ouvriers civils, et non comme autrefois par les hommes composant les 9 compagnies spécialement organisées à cet effet;

2 poudreries, situées respectivement à Spandau et à Neiss;

Et une fonderie de canons à Spandau.

§ 162. *Budget de la guerre de la Confédération allemande du Nord.*

Nous avons déjà dit dans le § 70, que l'article 60 de la Constitution fixe au chiffre de 1 %, de la population de 1867, le montant des effectifs de paix de l'armée, jusqu'au 31 décembre 1871. Il en résulte que ces effectifs se montent à 300,000 hommes, non compris les officiers, en comptant dans le chiffre de la population, celui de la Haute-Hesse.

L'article 62 de la même Constitution fixe à la somme de 225 thalers, la dépense annuelle exigée pour l'entretien d'un soldat. Le budget de la guerre se monte donc en moyenne à 67 1/2 millions de thalers.

D'après la déclaration officielle, faite le 17 mars 1867 par M. le Ministre de la Guerre, ces chiffres ne représentent que les dépenses

ordinaires; quant à celles extraordinaires, qui pourraient être nécessaires, elles feraient l'objet d'un projet de loi, qui serait soumis à l'assemblée fédérale. Le budget de la marine n'est pas non plus compris dans les chiffres donnés.

Des conventions spéciales ont été stipulées entre le gouvernement prussien et certains États confédérés, par exemple la Thuringe; par lesquelles conventions les charges militaires ont été diminuées dans ces États, pour un nombre d'années déterminé. Les 5 régiments de cavalerie, dont l'organisation est admise en principe, seront créés quand ces conventions n'existeront plus.

§ 163. *Ce que coûte une guerre.*

Comme exemple des dépenses considérables auxquelles entraîne une guerre, nous donnerons l'aperçu suivant, de celles nécessitées par la courte campagne de 1866, entreprise contre l'Autriche et ses alliés :

Mobilisation	25,500,000 thalers.
Dépenses extraordinaires jusqu'au mois d'août inclusivement	33,800,000 id.
Dépenses extraordinaires du mois de septembre	6,000,000 id.
Démobilisation.	1,800,000 id.
Réparations à l'habillement, à l'armement et aux munitions	27,000,000 id.
Total.	94,100,000 thalers.

Il faut déduire de ces chiffres, les sommes suivantes, reçues par le gouvernement :

Contributions de guerre et prises	4,000,000 thalers.
Vente de chevaux à la démobilisation	2,557,000 id.
Indemnités de guerre	15,143,000 id.
Total.	51,700,000 thalers.

§ 164. *Considérations finales.*

Jamais, les armées des grandes puissances n'ont acquis autant de développement, d'instruction, et de solidité dans l'organisation qu'aujourd'hui.

En présence de l'état social et politique de l'Europe, ébranlé jusque dans ses fondements, le temps n'est plus, où les déclamateurs avides d'une facile popularité, se posaient en antagonistes des armées

A présent plus qu'autrefois, dans l'avenir plus qu'aujourd'hui, les armées permanentes constitueront la colonne vertébrale et la clef de voûte de toute nationalité ; aussi bien pour les ennemis du dehors, que pour ceux de la société.

En comparant l'organisation de l'armée prussienne avec celle des autres grandes armées européennes, on constate : que ses effectifs de guerre, non compris ceux des Etats Confédérés allemands, sont parmi les plus considérables ;

Que ses effectifs de paix sont les plus petits ;

Que la Prusse a le moins de dettes de toute l'Europe ;

Que son armée coûte moins, tandis que ses autres services publics coûtent d'avantage qu'ailleurs ; et qu'enfin le prix de l'entretien d'un soldat, y est moins élevé que chez les autres puissances, à l'exception de la Russie.

DEUXIÈME PARTIE.

Service intérieur.

CHAPITRE I^{er}.

Considérations générales.

I. DE L'ESPRIT MILITAIRE ET DE LA DISCIPLINE EN GÉNÉRALE.

§ 165. *Esprit militaire.*

L'organisation militaire décrite dans la 1^{re} partie, n'est qu'une forme donnée à la puissance militaire; cette forme serait inefficace et exposée à la dissolution, si elle n'était animée d'un esprit particulier, que nous décrirons tantôt.

Toutes les carrières exigent des aptitudes particulières, des qualités types spéciales, la carrière militaire surtout.

L'esprit militaire se compose de 3 qualités principales, et également indispensables, qui sont : la fidélité, la valeur et la discipline; comme qualités secondaires, l'esprit militaire exige : l'habileté dans la guerre, une conduite irréprochable en service et hors de service; enfin, de la camaraderie envers ses compagnons d'armes (article de guerre, 2).

§ 166. *Discipline.*

L'esprit militaire ne pourrait satisfaire aux conditions susmen-

tionnées, s'il était abandonné à l'appréciation particulière de chacun ; il faut absolument qu'il soit résumé en préceptes écrits ; c'est ainsi que nous avons des règlements concernant l'organisation des armées, le service intérieur, les manœuvres, etc.

La discipline est donc l'essence de tous nos règlements militaires ; (ce mot dérive d'un mot latin, disciplina, la règle). Par extension, on entend encore par discipline, l'exécution de divers ordres relatifs à ces règlements.

§ 167. *Moyens de produire l'esprit militaire et la discipline dans l'armée.*

1^o En montrant l'exemple à ses subordonnés dans l'accomplissement de tous ses devoirs ;

2^o En encourageant chez eux le sentiment d'honneur et du devoir ;

3^o En employant les moyens disciplinaires indiqués par le règlement, soit les réprimandes, soit les punitions ;

4^o Enfin, en traduisant devant le conseil de guerre les mauvais soldats, pour qui tous ces moyens échouent.

Ainsi, la machine militaire a deux puissants leviers à sa disposition : le sentiment d'honneur et les punitions. Tous les deux doivent constamment marcher de pair.

L'armée prussienne est celle de l'Europe, où les punitions sont le plus rares ; nos soldats sont très-accessibles au sentiment d'honneur ; on peut être indulgent à leur égard, mais en cela, comme en toute chose, on ne doit pas dépasser une certaine limite.

§ 168. *De l'esprit du service en général.*

La mission du soldat est grave et importante ; les destinées de la patrie et de la nation dépendent d'elle ; les forces intellectuelles et matérielles du pays, la vie de tous les citoyens seraient exposées, si l'armée ne remplissait pas les devoirs qui lui incombent.

La discipline doit être sévère, mais juste ; le mécanisme de la puissance militaire ne peut être parfait, qu'à la condition d'assurer la soumission complète, l'obéissance passive de tout inférieur vis-à-vis de son supérieur en grade ; les lois militaires doivent donc admettre des moyens de répression rigoureux, pour toute transgression aux lois de la discipline.

Dans une machine telle qu'une horloge, la régularité du mouvement n'est assurée que si toutes les parties, même les plus petites, sont en ordre et dans de bonnes conditions. Cette considération a encore plus d'importance dans la grande machine militaire ; car celle-ci, au lieu de se composer de parties inertes de fer, se compose d'hommes, nés indépendants, pensant et agissant.

Pour que le but élevé de l'armée soit atteint, il est nécessaire que toutes les forces actives, qui en font partie, contribuent directement ou indirectement à son effet utile, soit par l'instruction militaire, soit par une obéissance aveugle aux ordres des supérieurs.

Il résulte de là, que l'on doit apprécier également les services rendus par tous les membres de la hiérarchie militaire, même les moins élevés en grade. Les chefs doivent toujours montrer de la sollicitude, de la sévérité et de la gravité dans toutes leurs relations avec leurs subordonnés; le commandement, en un mot, doit avoir un certain prestige.

Il ne doit y avoir dans le service militaire, aucune considération de personnes; c'est pourquoi, il est d'usage d'interpeller chaque militaire par la désignation de son grade (excepté pour les simples soldats). En dehors du service, dans les relations intimes, cet usage peut être abandonné, si toutefois la discipline ne peut en souffrir.

§ 169. *Considérations sur les principaux devoirs militaires.*

La fidélité.

La fidélité consiste à servir S. M. le Roi et la patrie dans toutes les circonstances, en paix comme en guerre; à leur consacrer toutes ses forces; et à faire dans ce but le sacrifice de sa vie. On manque aux devoirs de la fidélité : par la trahison, par le passage à l'ennemi; par la désertion; par la soustraction au service militaire, en se mutilant volontairement; enfin, par la négligence apportée dans l'accomplissement du service.

§ 170 *La bravoure.*

La bravoure consiste à attaquer l'ennemi avec vigueur et plaisir, sans avoir égard ni à la vie ni à la santé; le courage est une qualité qui lui est analogue; mais il y a une différence: la bravoure, qui est une vertu spécialement militaire, s'applique à un ennemi ou à un danger matériel; tandis que le courage, qui doit être commun à tous les états, nous fait supporter avec résignation les épreuves de la vie.

§ 171.

La fidélité et la bravoure sont des qualités innées, qui doivent être originelles chez les peuples et les individus; diverses circonstances peuvent les fortifier: ainsi la connaissance de l'histoire du

pays provoque l'amour de son souverain et de la patrie ; les exercices corporels, tels que l'escrime à la baïonnette, la gymnastique, l'équitation, la natation, etc., développent la constitution physique, la confiance dans ses propres forces, et finalement provoquent la bravoure.

§ 172. *La subordination*

Cette vertu n'est pas innée chez les individus ; c'est un produit de l'éducation et du jugement ; ce principe, qui est le plus difficile à inculquer aux soldats, a plus d'importance que les autres ; il assure le respect dû aux supérieurs ; et provoque la confiance réciproque entre les différents degrés de la hiérarchie, et la sollicitude pour les subordonnés. La subordination a ses limites, comme l'obéissance. Il ne faut pas confondre la subordination avec la discipline, dont elle ne forme qu'une partie. La subordination est la base de toute puissance militaire. Sans elle, les vertus guerrières ne sauraient exister ; les institutions militaires n'auraient aucune force ; tout l'organisme de l'armée tomberait en dissolution. Nous parlerons plus loin encore de cet objet.

§ 173 *L'application à la guerre.*

Cette qualité a moins d'importance pour les non-grades que pour les chefs. On l'obtient par des exercices tactiques fréquents, qui enseignent ce qui est praticable à la guerre ; et par l'étude sur la manière de conduire les hommes avec sollicitude et jugement. (Voyez le 3^{me} chapitre)

§ 174 *Le sentiment d'honneur.*

C'est là un des plus puissants leviers de la machine militaire. Il est constitué par les efforts individuels de tous les membres de la hiérarchie dans un même but : l'accomplissement des devoirs prescrits par les règlements ; le maintien de l'honneur dans la corporation. Le sentiment d'honneur peut être considéré sous deux différents points de vue ; le respect de soi-même, le respect dû par les autres. Tous les deux doivent également être intacts chez les individus ; et dans les corps d'officiers, les conseils d'honneur doivent surveiller avec vigilance, toutes les causes qui pourraient ternir la considération due à l'épaulette. (Voyez plus loin.)

§ 175. *La camaraderie.*

Le but commun à tous les membres de l'armée, la réunion com-

plète de leurs efforts pour produire le maximum d'effet utile ; la similitude dans leurs destinées, dans leurs mœurs ; les rapports sociaux continuels avec les mêmes individus, font que les régiments peuvent être considérés comme de grandes familles. On y enseigne la nécessité de se sacrifier volontiers soi-même pour le salut et l'intérêt de ses compagnons d'armes ; ce sont ces rapports qui constituent la camaraderie.

Cette vertu doit réunir tous les membres de la famille ; mais elle doit être plus vivace entre tous les individus d'un même grade. Pour qu'elle ait son maximum d'intensité, il faut surtout qu'il y ait de l'esprit de corps parmi les officiers d'un régiment (bataillon de chasseurs ou brigade d'artillerie). La camaraderie ne consiste pas dans l'affection que l'on pourrait éprouver pour tel compagnon d'armes en particulier ; elle ne se traduit pas au moyen de phrases creuses, elle a des limites plus larges. Son mobile est l'honneur du drapeau, l'intérêt réel et général du régiment ; elle se traduit par de bons procédés réciproques, l'accomplissement entier de ses devoirs, les conseils donnés aux plus jeunes par les plus anciens, l'urbanité, la discrétion dans les rapports sociaux, les réunions fréquentes, etc. ; et l'on saisit au premier abord les avantages que cette vertu procure.

On voit aussi quelquefois s'établir entre deux corps de troupes une union intime, une estime réciproque ; par exemple, entre le bataillon de fusiliers du régiment des grenadiers du corps et les hussards de Brandebourg, dans la campagne de 1813 à 1815.

II. CONSIDÉRATIONS DÉTAILLÉES SUR LA SUBORDINATION.

§ 176.

La subordination comprend :

- 1^o L'obéissance de tout inférieur aux ordres de son supérieur en grade ;
- 2^o La déférence due aux chefs ;
- 3^o Les relations entre les supérieurs et leurs subordonnés.

§ 177.

Nous parlerons d'abord de l'obéissance passive et complète due par tout inférieur aux ordres de son supérieur. On doit la maintenir entre tous les degrés de la hiérarchie, en commençant par les moyens persuasifs ; puis en infligeant des punitions, même les plus sévères, si cela devient nécessaire. On n'arrive au but posé pour

chaque institution, qu'en ayant à sa disposition les moyens de l'atteindre ; l'armée possède des réglemens traitant des mesures à prendre, pour assurer le maintien de l'obéissance. Cette vertu doit devenir pour le soldat une habitude, une seconde nature ; l'instruction militaire qu'on lui donne lui en démontre la nécessité absolue ; aussi généralement obéit-il spontanément et avec plaisir. On doit aussi lui inculquer le principe du sentiment d'honneur, qui consiste surtout à accomplir des devoirs militaires, parfois rigoureux, avec conscience et abnégation.

§ 178.

La subordination ne doit pas étouffer tout vestige de volonté ou d'intelligence chez les subordonnés. Ceux-ci peuvent penser ou vouloir ; mais ils doivent obéir aux ordres de leurs supérieurs et adopter leur manière de voir. L'autorité des chefs ne pouvant embrasser tous les détails du service, il est bon de laisser à chacun certain degré d'initiative, qui assure à la marche de la machine le concours de toutes les intelligences et de toutes les volontés. Le supérieur est seul juge de l'opportunité des ordres, qu'il donne ; l'inférieur est responsable de leur exécution.

L'obéissance est due dans toutes les circonstances, en service comme hors de service ; l'illégalité d'un ordre ne peut en empêcher l'exécution, même si cet ordre ne concernait pas le service militaire. Dans ce dernier cas, si l'inférieur se croit lésé, il peut réclamer après l'exécution de l'ordre donné. Cette règle admet les deux exceptions suivantes :

1^o Quand on est de garde ; on est alors exclusivement sous les ordres du commandant de la garde ;

2^o Quand l'ordre donné par le supérieur en grade, se rapporte publiquement à une trahison tramée contre le Roi, ou le pays, ou à tout autre crime.

§ 179.

La classe des lieutenants forme celle des officiers subalternes, qui ont pour supérieurs, d'abord leurs chefs directs (commandants de compagnie, de bataillon, de division, généraux de brigade, de division, généraux commandeurs, inspecteurs, inspecteurs généraux commandants ou gouverneurs) ; ensuite les officiers d'un grade supérieur au leur dans les autres armes. Les capitaines et commandants d'escadron forment une haute classe séparée ; cependant les lieutenants ne doivent pas leur rendre les mêmes marques

de respect qu'aux officiers supérieurs. Le plus ancien officier dans chaque grade, a autorité sur les autres pour tous les actes concernant le service. Cette mesure est nécessaire, pour éviter les conflits qui pourraient se produire entre officiers d'un même grade. Elle s'étend même entre chefs de même grade, commandant des subdivisions de troupes opérant ensemble; par exemple, à la guerre, chaque chef de bataillon peut, dans certains cas, être juge des moyens tactiques à employer pour exécuter l'ordre du commandant en chef; mais si le désordre se produit dans une partie de la ligne, le plus ancien des chefs de bataillon présent a autorité sur les autres, pour prévenir la crise.

Dans les réunions ou sociétés qui renferment plusieurs officiers, le plus élevé en grade, ou le plus ancien dans le grade le plus élevé a autorité sur les autres. Ceci est nécessaire pour éviter les excès de boisson ou de toute autre passion; le délinquant peut être même envoyé aux arrêts par le plus ancien des officiers présents.

§ 180.

Il arrive parfois qu'un ordre injuste est intimé à un inférieur; dans aucun cas, celui-ci ne doit oublier que la base de toute organisation militaire est l'obéissance, et qu'il ne peut se faire justice lui-même.

Quelques officiers raisonnent sur les chefs et leurs ordres; cette malheureuse habitude est surtout répandue parmi les jeunes officiers, n'ayant aucune expérience; elle dénote peu d'esprit militaire, et porte atteinte à la discipline et à la considération due à l'épaulette; en outre, elle consiste souvent en caquetage sans aucun fondement; car beaucoup de bavards parlent de choses qu'ils ne peuvent juger.

Si un ordre illégal est donné, le préjudice causé par son inexécution serait beaucoup plus grave, que celui causé à la personne qui en est l'objet, si celle-ci obéit; les intérêts particuliers ont bien moins d'importance que ceux de l'armée, qui comprennent, en premier lieu, la subordination et la discipline.

L'obéissance passive devient très-légère à observer, chez ceux qui ont réellement le sentiment militaire. Pour eux, il ne peut y avoir de prévention, que le chef soit estimé ou non; que son ordre soit légal ou illégal. Ils n'obéissent pas à telle ou telle personne en particulier; ils obéissent au grade dont elle est revêtue, et à leur propre sentiment de l'honneur et du devoir.

§ 181.

Quand un inférieur estime que l'exécution d'un ordre peut entraîner des conséquences funestes, surtout dans le domaine de la tactique, il peut exposer à son chef ses scrupules, mais avec la plus grande modestie. Si celui-ci persévère dans sa manière de voir, le subordonné doit cesser toute observation.

Quand un inférieur, ayant reçu un ordre, se trouve dans telles circonstances, qui l'empêchent de l'exécuter littéralement, il doit demander de nouvelles instructions; mais si le temps presse, il est livré à ses propres inspirations, tout en étant tenu d'accomplir le plus possible l'ordre dans le sens donné. Dans ce cas, le chef qui a ordonné doit être immédiatement prévenu de l'inexécution rigoureuse du commandement.

Si un inférieur reçoit de deux chefs, deux ordres qui se contredisent, il doit faire remarquer cette circonstance à celui qui lui donne le dernier; si, malgré cette observation, celui-ci persiste dans sa manière de voir, il en assume toute la responsabilité; l'inférieur doit prévenir alors le premier supérieur de l'inexécution de son commandement.

§ 182.

Les règlements et instructions constituent le moyen le plus certain de maintenir la discipline; car si plusieurs d'entre eux paraissent peu importants, ils ont l'avantage des lois écrites, règlent les rapports de subordination, et confient à la mémoire des principes que le jugement n'admet pas toujours spontanément; les instructions écrites sont encore nécessaires, pour régler les principes de subordination, de manière à ne pas donner lieu à de fausses interprétations.

La première chose à observer est de ne jamais méconnaître l'autorité d'aucun supérieur, et à suivre la voie hiérarchique dans toutes les demandes, plaintes ou rapports. Il est aussi d'usage, qu'à un exercice, si un chef se présente, on doit lui rendre compte de la nature des manœuvres que l'on se propose d'exécuter; dans ce cas, les rangs ne sont rompus, que lorsqu'il en a donné la permission.

Si un inférieur, se trouvant dans le cas de devoir immédiatement exécuter un ordre donné, est arrêté par un second chef, il doit le lui faire observer, et lui demander la permission de pouvoir continuer sa besogne.

§ 183. *Règlement de subordination.*

Tous les principes de subordination sont spécialement traités dans : « Berlin, 1862. Précis des règlements militaires, 2^e édition » par le major de Berneck, membre de la haute commission des examens militaires, et examinateur permanent de tactique et des connaissances du service. « Nous y ajouterons seulement les principes suivants :

§ 184. *Travail des bureaux.*

Il est tenu dans chaque bureau, un journal des lettres de service reçues ; on donne à chacune un numéro et une série. Le commandant, ou le premier adjudant, suivant les circonstances, décachète les dépêches, et marque au-dessus le jour de la réception (exemple, présentée 12, 2, 62) ; ces dépêches, après avoir été paraphées, sont transmises à l'un des adjudants, qui est en même temps chargé d'y répondre. (Dans certaines circonstances le commandant indique verbalement, ou par écrit, la nature de la réponse).

Les dépêches arrivent ainsi au bureau ; le secrétaire les classe immédiatement dans la série à laquelle elles appartiennent ; il leur donne un numéro d'ordre et les inscrit dans le journal. Il recherche en même temps les documents qui s'y rapportent, et les remet à l'adjudant ; pour les choses peu importantes, celui-ci rédige la réponse ; mais pour les missives sérieuses, tous les documents sont soumis à l'examen du commandant, qui indique la réponse à faire. L'adjudant qui en est chargé, la rédige d'après les instructions reçues, et la fait signer par le commandant.

L'un des secrétaires s'occupe spécialement de la mise au net de la réponse, qu'il collationne avec soin, et paraphe, ainsi que la minute, dans l'angle inférieur de droite du papier. La mise au net est ensuite soumise à la signature du commandant, accompagnée de la minute. Puis les deux documents retournent au bureau, où ils sont mis en série, inscrits dans le journal et expédiés. Un employé spécial est chargé de faire les enveloppes et les cachets.

Les dépêches sont transmises au moyen d'ordonnances ; les destinataires doivent signer à la réception dans un livre de quittances. excepté pour les documents transmis par la poste. Les minutes sont déposées dans les archives, et classées, suivant la série, dans un cahier à souche. Le premier adjudant est chargé de garder les documents relatifs aux officiers, et ceux qui doivent rester secrets.

§ 185. *Demandes.*

Quand un officier a une demande à faire, il la soumet d'abord à

son commandant de compagnie, qui pourrait y faire des observations de nature à changer la décision des chefs; les commandants de bataillon et de régiment sont ensuite informés verbalement. Quand l'état-major du régiment ne se trouve pas sur les lieux, la demande est envoyée au colonel, par l'intermédiaire du chef de bataillon, qui doit l'approuver préalablement. Les demandes qui doivent être transmises aux généraux, par exemple les congés, le sont par l'intermédiaire des colonels, qui donnent par écrit leur appréciation sur la demande. Les officiers peuvent adresser directement des requêtes à Sa Majesté, mais pour des affaires toutes privées; ils doivent, dans tous les cas, informer leurs chefs de la nature de ces requêtes.

§ 186 *Réclamations.*

L'état militaire exige, même en temps de paix, l'application constante et complète de toutes les forces intellectuelles et corporelles des membres de l'armée. Les supérieurs doivent toujours être graves et sévères; ils doivent jouir d'une réputation intacte d'homme d'honneur.

On doit aussi pratiquer dans les relations de service, la plus grande courtoisie envers ses compagnons d'arme, même quand ils sont en défaut. Le militaire, qui n'est pas pénétré de ces deux principes, celui qui a une susceptibilité outrée, montrent qu'ils ne sont pas animés du vrai sentiment d'honneur militaire. Les réclamations non fondées ne doivent pas être admises; elles portent préjudice à celui qui les fait.

Quand un subordonné a été sérieusement offensé par son supérieur, ou bien lésé dans ses droits, il peut se plaindre; mais avant de faire une telle démarche, il doit bien en peser toutes les conséquences, et voir à quoi il s'expose, si elle n'aboutit pas. Tous ces principes ont été réglés dans le but de maintenir intacts les rapports de subordination.

Jamais un inférieur ne peut se permettre de demander personnellement des explications à un supérieur, qui aurait des torts à son égard. Si plusieurs militaires ont le même grief à articuler, deux d'entre eux seulement peuvent s'en charger; les réclamations collectives sont interdites.

Quand un conflit se présente entre deux officiers, le moins élevé en grade doit épuiser toutes les voies de conciliation qui lui sont offertes, pour faire valoir ses droits. Un lieutenant a-t-il à se plaindre de son commandant de compagnie, il doit recourir à la média-

tion du plus ancien officier de la compagnie ; est-ce du chef de bataillon, que l'on doit obtenir satisfaction, le plus ancien capitaine du bataillon doit faire la démarche. Si le plaignant est le plus ancien de son grade, il doit charger celui qui vient après lui d'exposer ses griefs.

La médiation susdite ne se fait pas dans les deux cas suivants :

1^o Quand celui qui en est chargé, et plusieurs officiers du bataillon déclarent unanimement la plainte inadmissible, le conflit peu sérieux ;

2^o Quand l'offense signalée est reconnue trop grave, et que la conciliation n'est pas possible.

Si la médiation n'aboutit pas, il est loisible au plaignant d'entamer la voie des réclamations officielles. Quand on est décidé à faire cette démarche, on s'adresse verbalement au chef direct de celui qui fait l'objet de la plainte, après toutefois avoir prévenu ce dernier et les autorités intermédiaires ; si l'on n'obtient pas satisfaction, on peut aller plus loin, en prévenant toujours ceux auprès desquels la démarche n'a pas abouti. Les réclamations non fondées doivent être réprimées comme fautes contre la discipline.

Quand un reproche non fondé, mais de peu d'importance, a été adressé à un officier, par exemple à l'exercice, celui-ci peut encore recourir à la médiation du plus ancien de ses collègues ; mais il doit agir avec la plus grande circonspection, et ne pas se croire lésé pour des vétilles.

§ 187.

Les règles de la subordination n'exigent pas seulement l'obéissance la plus absolue ; mais l'estime complet pour ses supérieurs, dans toutes les circonstances, en service comme hors de service. Cette dernière qualité n'exclut nullement la camaraderie ; car l'estime et l'affection peuvent très-bien aller de pair. Les marques officielles d'estime constituent les honneurs ; on doit exiger rigoureusement ceux auxquels on a droit, et chaque militaire doit scrupuleusement les rendre.

§ 188

En temps de guerre, la principale occupation de l'officier est la conduite des troupes ; mais, en temps de paix, sa tâche la plus importante est de former et d'instruire ses subordonnés, de manière à les rendre soldats accomplis, d'après les instructions et les règlements. Il doit d'abord les habituer à une discipline sévère, qui est

d'autant plus nécessaire dans les temps actuels, que le respect des classes inférieures pour les classes supérieures a beaucoup baissé en général; et que le conscrit n'arrive pas sous les drapeaux avec une idée précise de la déférence. Un chef peut porter atteinte à la discipline, par faiblesse ou bonhomie; ces deux défauts peuvent exister simultanément chez le même individu. La faiblesse est condamnable dans toutes les professions, mais surtout dans l'état militaire. La bonhomie affaiblit les liens de la discipline; pour épargner un désagrément à un inférieur, on ferme les yeux sur les fautes légères qu'il commet; or, l'impunité provoque les rechûtes dans la faute commise, qui se reproduit avec des proportions plus graves; il en résulte que, pour une punition légère que l'on veut éviter, on est obligé plus tard de sévir avec la dernière rigueur. Une trop grande indulgence de la part des chefs énerve la discipline, et peut même avoir pour conséquence la dissolution complète des troupes.

§ 189.

Les soldats ne doivent pas être dressés comme des machines; le caporalisme du siècle dernier a fait son temps. L'officier qui étudie et sait produire toutes les forces vives du soldat, telles que l'intelligence, l'honneur, etc., formera des troupiers accomplis, qui se distingueront à la guerre.

Chaque supérieur doit s'attacher à connaître ses subordonnés, non seulement par leur nom; mais encore par leur aptitude aux diverses branches du service; il doit les étudier à fond pour apprécier leurs sentiments, leurs qualités intellectuelles et morales, leur habileté pratique. De cette manière, il saura quels ressorts il doit faire agir chez ses subordonnés, d'après leur spécialité, pour obtenir d'eux tout ce qu'on peut en attendre.

§ 190.

Pour obtenir de ses soldats une obéissance passive et spontanée, il ne suffit pas de maintenir parmi eux une discipline stricte et sévère; il faut aussi savoir gagner leur estime et leur confiance; on doit s'attacher à leur montrer le bon exemple, par l'application au service, la sollicitude envers les subordonnés, et une discipline sévère, mais toujours juste.

Il n'est pas donné à tous les chefs de gagner l'affection et l'attachement du soldat, en même temps que son estime et sa confiance, qui peuvent toujours s'obtenir; le concours de ces quatre qualités

est pourtant très-désirable, tant pour rendre les relations de service agréables à tout le monde, que pour assurer aux chefs l'ascendant moral, qu'ils doivent exercer sur leur troupe. La popularité et la faiblesse de certains supérieurs leur font perdre l'estime de leurs subordonnés.

§ 191.

Dans les relations de service, on doit s'abstenir soigneusement de toute marque d'orgueil ou d'indifférence à l'égard des subordonnés ; on doit, au contraire, leur montrer de la considération. Les relations hors de service peuvent être affectueuses, sans cependant qu'elles provoquent une inconvenante familiarité. Certains chefs ont le grave défaut de blâmer leurs subordonnés à tout propos et hors de propos ; il en résulte que ceux-ci deviennent complètement indifférents aux reproches ; on doit savoir adresser des louanges en temps opportun, mais il ne faut pas non plus abuser de ce ressort.

Les corvées inutiles, les prises d'armes intempestives, les recommandations continuelles, l'immobilité complète et la raideur dans le rang, provoquent dans la troupe le murmure et l'irritation ; les services sérieux et les moyens énergiques lui sourient au contraire.

On ne doit jamais tirer un exercice en longueur, si les mouvements ont été bien exécutés ; mais on ne doit pas non plus faire rompre les rangs avant l'heure prescrite.

Le ton à employer dans les relations de service ne doit être ni trop bref, comme celui du commandement, ni trop affectueux comme celui de l'intimité. Il doit provoquer la confiance de celui qui est interpellé, afin d'éclairer en toute justice l'objet de la discussion.

Tous les hommes sont sujets à l'erreur. Quand un supérieur est tombé dans ce cas, il doit le reconnaître franchement, sans arrière-pensée, ni fausse honte ; il gagnera par là, dans l'estime de ses subordonnés.

§ 192.

Avant de punir, un supérieur doit toujours interroger l'inculpé, pour s'assurer que la faute a été commise à bon escient. Il faut être sobre de moyens de répression, et observer une sage gradation en les employant ; il y a des chefs qui punissent très-sévèrement les fautes légères ; et quand le cas devient grave, ils ne savent que faire. Notre code de discipline est beaucoup trop concis ; il laisse trop de place à l'arbitraire.

La passion et la vengeance ne doivent jamais dicter les punitions; elles doivent toujours être signifiées avec le plus grand calme. On manque à sa dignité en menaçant vainement un inférieur de peines qu'on ne peut lui appliquer.

Un chef doit toujours être d'humeur égale; il doit se méfier de lui-même, quand il n'est pas dans de bonnes dispositions. La colère est mauvaise conseillère, on a toujours à se repentir des mesures prises dans un moment d'emportement.

C'est pourquoi le règlement de discipline admet deux manières d'infliger les punitions; on peut les signifier immédiatement après la faute, ou bien après 24 heures de réflexion. Le premier mode a l'avantage de faire plus d'impression sur l'inculpé; le second doit être surtout employé dans les cas graves.

§ 193.

Une qualité difficile à acquérir pour un chef, c'est de savoir distinguer l'opportunité des ordres à donner, des défenses à intimer. C'est par la pratique du commandement que l'on arrive à l'obtenir. On ne doit jamais ordonner des choses qui ne peuvent être exécutées ponctuellement.

Une punition infligée doit, autant que possible, ne jamais être changée; un chef qui revient souvent sur les décisions prises est un homme irrésolu et peu énergique.

Souvent les chefs peuvent prévenir de graves excès; par exemple, s'ils craignent des désordres en ville, ils peuvent ordonner à la troupe des appels en armes extraordinaires.

Personne n'a le droit de donner à ses inférieurs des ordres n'ayant aucun rapport avec le service.

§ 194.

En observant les principes de discipline que nous venons d'énumérer, en soignant ainsi les intérêts moraux et matériels du soldat, on rend le service agréable, aussi bien à soi-même qu'à ses inférieurs; on se rend utile, non-seulement à l'armée, mais encore au gouvernement et à la nation; car les principes d'obéissance, d'honneur, de moralité, d'ordre, et l'instruction que l'on donne aux recrues sous les drapeaux, persistent après leur renvoi dans leurs foyers. L'armée fournit ainsi des citoyens accomplis, qui transmettent dans les carrières civiles ces qualités solides; c'est donc à juste titre, qu'on peut l'appeler l'institution d'éducation du peuple entier.

CHAPITRE II.

Branches particulières du service intérieur.

Règlement pour le temps de paix du 7 Avril 1853, pour le temps de guerre du 8 Juin
1854 modifié en janvier 1868.

I. ALLOCATIONS EN ESPÈCES.

§. 195. *Traitement de paix des officiers.*

	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.
Second-lieutenant . . .	300 thal.	336 thal.	360 thal.
ou	1,125 frs.	1,260 frs.	1,350 frs.
Premier-lieutenant . . .	360 thal.	420 thal.	396 thal.
ou	1,350 frs.	1,575 frs.	1,485 frs.
Capitaine de 3 ^e classe . . .			456 thal.
ou			1,710 frs.
Capitaine de 2 ^e classe . . .	600 thal.	720 thal.	720 thal.
ou	2,250 frs.	2,700 frs.	2,700 frs.
Capitaine de 1 ^{re} classe . . .	1,200 thal.	1,300 thal.	1,300 thal.
ou	4,500 frs.	4,875 frs.	4,875 frs.

Dans l'artillerie à cheval, les seconds-lieutenants reçoivent un supplément de 12 thal. (45 frs.); les premiers-lieutenants et les capitaines de 3^e classe en reçoivent un de 24 thal. (90 fr.)

	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.
Commandant de ba- taille ou de divis ⁿ , 5 ^{me} officier supér, officier effectif su- périeur	1,800 th.	1,900 th.	1,900 th.
ou	6,750 fr.	7,125 fr.	7,125 fr.
Commandant de ré- giment	2,600 th.	2,600 th.	2,600 th.
ou	9,750 fr.	9,750 fr.	9,750 fr.
Général-major com- mandant une bri- gade	3,000 th.	d'appointements.	300 th. d'alloc. de service.
ou	11,250 fr.	1,125 fr.	. . .

	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie
Lieutenant-général commandant une division.	4,000 th. d'appointements.		1,500 th. d'alloc. de serv.
ou	15,000 fr.		5,625 fr.
Lieutenant-général ou général d'infanterie ou de cavalerie commandant un corps d'armée.	4,000 th.	"	6,000 th. " "
ou	15,000 fr.		22,500 fr.

§ 196 *Suppléments de traitement.*

Les adjudants reçoivent un supplément de traitement de 72 thalers (270 francs) ; les officiers commissaires des enquêtes, un de 36 thalers (135 francs).

Il y a par bataillon, une allocation dite de table, s'élevant mensuellement à la somme de 30 thalers (112-50 francs) ; elle est partagée entre les lieutenants du bataillon, faisant partie de la table des officiers ; une allocation analogue est distribuée dans la cavalerie et l'artillerie ; l'une et l'autre sont instituées pour favoriser les repas de corps et la camaraderie. Dans les bataillons où il y a moins de dix lieutenants au ménage, chacun d'eux ne reçoit que 3 thalers d'argent de table.

Les officiers du 1^{er} régiment de la garde à pied, et ceux du régiment des gardes du corps, reçoivent un supplément mensuel de traitement de 3 à 8 1/2 thalers (francs 11-25 à 31-87) ; puis, une allocation de table de 12 à 40 thalers (45 à 150 francs).

Les officiers chargés d'emplois spéciaux ont, en outre, des suppléments déterminés par les règlements. (1).

Certains corps d'officiers ont institué des caisses privées, destinées à assurer une gratification à ceux d'entre eux envoyés dans des positions spéciales, ne rapportant pas d'augmentation de traitement (bataillon d'instruction par exemple.)

§ 197 *Caisse de secours pour les officiers.*

(INSTRUCTION DU 8 AVRIL 1845.)

Cette institution a pour but de venir en aide aux officiers peu favorisés de la fortune, ayant un grade inférieur à celui de capitaine

(1) Les officiers en détachement reçoivent en outre une indemnité de détachement ; elle est ordinairement de 8 thalers (30 fr. par mois), pour les lieutenants.

de 2^{me} classe, qui ont été victimes d'un accident (maladie exigeant un traitement dans une ville d'eaux, vol, incendie, perte d'un cheval de service, etc.) ; ou dont les moyens pécuniaires ne permettent pas l'achat du premier équipement. La caisse distribue des secours de 30 à 50 thalers (112-50 à 187-50 francs) ; et des avances de 100 thalers (fr. 375), qui sont remboursables par des retenues mensuelles opérées sur le traitement.

Chaque régiment d'infanterie possède dans ce but un capital fixe de 800 thalers (3,000 francs), dont on peut distraire annuellement 240 thalers (900 francs). Dans la cavalerie, ces sommes se montent respectivement à 400 et 130 thalers (1,500 francs et 487-50) ; dans l'artillerie, à 1600 et 460 thalers (6,000 et 1,800 francs) Les déboursés doivent être annuellement remplacés.

§ 198 *Solde de paix des troupes.*

Les traitements indiqués ici sont ceux mensuels ; ils sont payés aux troupes, par parties égales, les 1^{er}, 11, et 21 de chaque mois.

	Infanterie.	Cavalerie	Artillerie
Chef-artificier			16 1/2 thal.
ou			61,87 fr.
Sergent-major ou maréchal-des-logis-chef .	15 thal.	16 1/2 thal.	15 thal.
		Pour l'artillerie montée.	
			16 1/2 th.
		Pour celle à cheval.	
ou	56,20 fr.	61,87 fr.	56,20 fr.
			61,87 fr.
Porte-épée-enseigne. .	9 thal	9 thal.	9 thal.
ou	33,75 fr.	33,75 fr.	33,75 fr.
Sergent de 1 ^{re} classe. .	10 1/2 thal.	11 1/2 thal.	12 thal.
ou	39,37 fr.	43,12 fr.	45,00 fr.
Sergent de 2 ^e classe . .	8 1/2 thal.	9 1/2 thal.	10 thal.
ou	31,87 fr.	35,62 fr.	37,50 fr.
Artificiers de 3 classes.			12,10 ou 8 thal. .
			45 fr., 37,50 ou 30,00 fr.
Sous-offic. de 1 ^{re} classe	7 1/2 thal.	8 1/2 thal.	9 thal.
ou	28,12 fr.	31,87 fr.	33,75 fr.
	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.
Sous-officier de 2 ^e classe	6 1/2 thal.	7 1/2 thal.	8 thal.
ou	24,37 fr.	28,12 fr.	30,00 fr.

	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.
Sous-officier de 3 ^e classe	5 thal.	6 thal.	6 1/2 thal.
ou	18,75 fr.	22,50 fr.	24,37 fr.
Haut-brigadier (oberge- freiter)			5 thal. 18,75 fr.
Brigadier ou volontaire.	3 1/2 thal.	4 thal.	3 1/2 thal.
		(4 dans l'artillerie à cheval).	
ou	13,12 fr.	15,00 fr.	13,12 fr.
			ou 15,000 fr.
Soldat	3 thal.	3 1/2 thal.	3 thal.
			ou 4 thal.
ou	11,25 fr.	13,12 fr.	11,25 fr.
			ou 13,12 fr.
Ouvrier	3 thal.	3 thal.	3 thal.
ou	11,25 fr.	11,25 fr.	11,25 fr.

Suppléments mensuels à la solde des troupes :

Secrétaires effectifs.	3 thal. ou 11,25 fr.
Capitaines d'armes et fourriers.	1 " " 3,75 "
Quartiers-maitres de la cavalerie	1 1/2 " " 6,62 "
Quartiers-maitres et capitaines-d'armes de l'artillerie	1 1/6 " " 4,38 "
Conducteurs de l'artillerie montée.	1 " " 3,75 "
Conducteurs de l'artillerie à cheval	1/2 " " 1,87 "

La solde des troupes est plus forte de 1/4 thaler à 1 1/2 thaler (0,94 à 5-62 francs) dans les 5 plus anciens régiments d'infanterie de la garde, et dans les 4 plus anciens régiments de cavalerie. Elle augmentera encore sous peu.

Dans les garnisons, où le prix des denrées alimentaires n'est pas en rapport avec la solde des troupes, celles-ci reçoivent en outre, une allocation dite de vivres, qui est variable d'après les prix du marché dans les différentes garnisons; elle est calculée de telle sorte, que le soldat n'ait qu'à y ajouter 1 1/4 gros (0,15) de sa solde, pour s'assurer une nourriture convenable et suffisante; elle varie de 0,03 à 0,11 centimes. Il est donc urgent d'augmenter la solde des troupes, tant pour se procurer des sous-officiers convenables en attirant des volontaires dans l'armée, que pour donner à nos soldats une nourriture en rapport avec le développement de leur corps.

Actuellement, nous sommes obligés de recruter nos sous-officier,

parmi les jeunes gens entrant dans la 3^e année de service, et nous remplissons les cadres avec beaucoup de difficulté. (1)

(Voyez le 3^e chapitre de la 1^{re} partie.)

§ 199. *Allocation de mobilisation et entrée en campagne des officiers.*

Les officiers, ainsi que les employés assimilés au grade d'officier, reçoivent pendant toute la durée de la mobilisation, une allocation particulière, qui se compte par jour ; en voici les montants, calculés par mois :

Lieutenant	20 thalers ou	75,00 frs.
Commandant de compagnie, d'escadron, ou de batterie.	40 "	150,00 "
Commandant de bataillon, etc	60 "	225,00 "
Et ainsi de suite.		

Quand les généraux reçoivent cette indemnité, ils n'ont pas droit simultanément à l'indemnité de service mentionnée au § 205.

§ 200. *Solde des troupes en temps de guerre.*

La solde des troupes ne change pas pour le temps de guerre ; le gouvernement leur alloue seulement des vivres de campagne, ce qui leur permet d'organiser le ménage d'une manière économique (0,12 centimes par homme et par jour).

§ 201. *Secours accordés aux familles des militaires en temps de mobilisation.*

L'état alloue, dans certains cas, des subsides aux familles des officiers et des militaires de troupes, pendant la durée de la mobilisation ; cette faveur n'est accordée qu'à l'armée permanente et à la landwehr ; nous parlerons plus loin de ces subsides.

La loi du 27 février 1850 assure en outre, des gratifications aux familles des miliciens rappelés en temps de guerre. En voici les principales dispositions :

Pour prendre part au bénéfice de la loi, il faut prouver, par un certificat que l'on est soutien de famille ; dans ce cas seulement, on accorde des gratifications de 1 thaler et 1/3 par mois d'été et de 2 thalers par mois d'hiver (4-98 ou 7-50 francs), à l'épouse légitime du milicien ; et d'un demi-thaler (1-87) pour chaque enfant âgé de moins de quatorze ans.

(1) Tous les soldats reçoivent en outre, depuis le 1^{er} janvier 1868, un supplément d'allocation de vivres de 0,03 par tête et par jour.

Ces indemnités sont à charge de l'administration du cercle ; elles peuvent être livrées en nature ou en espèces.

II. ALLOCATIONS EN NATURE.

A. EN TEMPS DE PAIX.

(RÈGLEMENT DU 12 MARS 1858 POUR LE TEMPS DE PAIX,
DU 17 MAI 1859 POUR LE TEMPS DE GUERRE.)

§ 202. *En garnison.*

En garnison, les troupes reçoivent une ration journalière de pain de 1^{re} 12 loths (kilogr. 0,646) ; le pain se délivre tous les 4 jours, il pèse 5^{me} 18 loths (kilogr. 2,600).

Les repas sont ordinairement préparés dans les cuisines de la caserne, par des soldats. Les dépenses se paient au moyen de la retenue de 1 gros 3 pfennings (0,15), opérée sur la solde des troupes, et de l'allocation supplémentaire dont nous avons parlé plus haut.

§ 203. *À bivaac.*

Au bivac, dans les camps, et à certaines grandes manœuvres, il est impossible aux troupes de se procurer les denrées nécessaires aux repas. C'est l'intendance qui assure alors les approvisionnements, moyennant la somme spécifiée dans le § précédent ; dans ce cas, la ration comprend :

15 loths de viande (kilogr. 0,220),

7 loths de riz (kilogr. 0,102) ou 9 d'orge (kilogr. 0,132), ou 18 1/2 de légume. (kilogr. 0,271), ou 2/3 metzen de pommes de terre (litres. 2,690) ; 1 1/2 loth sel (kilogr. 0,022), 4/5 loth café (kilogr. 0,011).

Les officiers peuvent se procurer cette ration de vivres de campagne, y compris 1^{re} 12 loths de pain (kilogr. 0,946), moyennant la somme de 5 gros (0,60 cent.) ; mais la plupart des corps d'officiers organisent un ménage, et emportent avec eux leur matériel de cuisine.

§ 204. *En marche.*

En marche, les troupes sont logées et nourries chez l'habitant, moyennant une indemnité de 5 gros (0,60), répartie comme suit :

1 1/4 gros (0,15) de retenue sur la solde; 2 1/2 gros (0,30) d'allocation de marche; 1 1/4 gros (0,15) d'allocation de pain. Le soldat logé et nourri chez l'habitant, a droit à une quantité suffisante de nourriture de la table même de son hôte; afin d'éviter les différends, et pour sauvegarder les intérêts des troupes, la ration a été fixée comme suit: 1/2 ^u de viande (0k.325), une quantité suffisante de légumes et de sel, 1^u 26 loths (kilogr. 0,832) de pain. Les hommes n'ont droit, ni au déjeuner, ni à la boisson.

En marche les officiers ne sont nourris chez l'habitant que lorsque les circonstances y obligent, par exemple, lorsqu'il n'y a pas de restauration dans le lieu d'étape; ils doivent alors prendre un accord avec leur hôte. En cas de contestation, les officiers hébergés doivent payer une somme de 5 gros (0,60) comme les soldats. (1)

§. 205. *Dans les cantonnements.*

Il y a deux moyens d'assurer la nourriture des troupes dans les cantonnements; ou bien l'Etat alloue à chaque habitant 1 1/4 (0,15) gros de retenue sur la solde, plus l'allocation de vivres mentionnée au § 203; ou bien il prend un accord avec les autorités civiles pour la livraison des moyens de subsistance. Dans tous les cas, la nourriture doit être suffisante, mais en moindre quantité qu'au bivac (§ 203).

§ 206. *Entretien des chevaux..*

Les rations pour chevaux sont fortes, moyennes ou légères.

Ont droit aux rations fortes: les généraux, les états-majors, les adjudants, le ministère de la guerre, la cavalerie et l'artillerie à cheval de la garde, les cuirassiers, ainsi que les chevaux de trait de l'artillerie et du train.

Les uhlands de la ligne ont droit aux rations moyennes.

Ont droit aux rations légères: les chevaux des officiers montés de l'infanterie et des pionniers; les chevaux de selle de l'artillerie montée de la garde et de toute l'artillerie de ligne.

En garnison, les rations comprennent:

Rations fortes: 9^u 1/2 avoine, 5^u foin, 7^u paille.

Id. moyennes: 8 3/4 id., — id. — id.

Id. légères: 8 id., — id. — id.

En marche et au bivac, elles comprennent:

(1) Les troupes embarquées dans les convois de chemin de fer, ou dans des bateaux à vapeur, reçoivent en outre une indemnité de 2 1/2 gros (franc 0,30), quand le voyage doit durer au moins 8 heures.

Rations fortes: 10 1/2^e avoine, 3^e foin, 3^e 1/2 paille.

Id. moyennes: 9 3/4 id. — id. — id.

Id. légères: 9 id. — id. — id.

Dans ces deux derniers cas, les fourrages sont livrés par les magasins de l'Etat ou par des adjudications; quelquefois aussi, l'Etat est obligé d'avoir recours aux autorités locales, qui doivent alors les fournir sur le pied de 3 1/2, 3 1/4 ou 4 metzen, selon la nature de la ration (11,89 litres; 11,04 ou 10 litres),

Le fourrage délivré par les soins des autorités locales, se paie d'après le prix du marché. — En garnison, l'on emploie exclusivement les deux premiers modes de livraison.

B. EN TEMPS DE MOBILISATION.

§ 207.

En temps de mobilisation, la retenue faite sur la solde des troupes, pour assurer leur entretien, descend de 1 gros 3 pfennings (0,15) à 1 gros (0,12); cette retenue se fait aussi bien dans les camps que dans les lieux d'étape.

§ 208.

Tous les officiers, employés, et hommes de troupes appartenant à un corps d'armée mobilisé, ont droit aux vivres de campagne, à raison d'une ration par tête, pendant tout le temps de la mobilisation; cette ration n'est délivrée gratuitement qu'aux officiers et aux employés.

Elle comprend par jour:

1^{re} 26 loths de pain (0 k 852) ou 28 loths de biscuit (0,411);

15 loths (0 k 220) de viande fraîche ou salée ou 10 loths (0,146) de viande fumée de bœuf ou de mouton, ou 7 1/2 loths (0,120) de lard.

6 loths (0,088) de riz; ou 7 1/2 loths (0,120), de froment ou d'orge; ou 15 loths (0,220) de légumes ou de farine, ou 3^e de pommes de terre.

1 1/2 loth (0,021) de sel; 1 loth de café (0,041).

Cette allocation se délivre en nature ou en argent, ou bien de l'une ou de l'autre manière simultanément; elle se solde moyennant 5 gros (0,60) (1 1/4 gros pour le pain, 3,3/4 gros pour les vivres).

Les jours de grandes fatigues, et au bivac, il peut être délivré aux troupes une ration de genièvre (11/2 quart ou 0,055); cette distribution se fait sur l'ordre du général commandant.

§ 209.

En résumé, l'entretien des troupes en marche dans l'intérieur du pays est imposé aux habitants. Dans les cantonnements et au bivac, c'est l'intendance qui est chargée du service des subsistances; les allocations peuvent alors être distribuées en nature ou en espèces.

Quand nos soldats opèrent dans un pays allié, ils sont entretenus d'après des conditions spéciales déterminées.

En pays ennemi, on doit avoir systématiquement recours aux réquisitions; on oblige alors les autorités locales à remplir les magasins de l'armée, et ce n'est qu'en cas d'absolue nécessité que l'on demande des approvisionnements à la mère patrie.

On peut aussi passer des marchés, soit avec les administrations locales, soit avec des adjudicataires particuliers, pour assurer le service des subsistances en pays ennemi.

Dans des cas pressants, l'administration communale peut être chargée de fournir immédiatement des vivres aux troupes; c'est l'intendance de campagne, qui est chargée de la négociation.

§ 210.

On délivre aux troupes des vivres de campagne pour trois jours, dès que le général commandeur le juge nécessaire.

En marche, le soldat doit continuellement porter ses provisions avec lui; elles ne peuvent être consommées, ou renouvelées, que sur l'ordre du général précité.

§ 211. *Entretien des chevaux.*

En temps de mobilisation, il n'y a que deux sortes de rations de fourrages : les fortes et les légères. Les généraux et leurs adjutants, l'état-major général, la cavalerie, l'artillerie, les officiers du génie, et tous les conducteurs indistinctement, ont droit aux rations fortes. Les chevaux de selle de l'infanterie, du train, et des employés militaires, reçoivent des rations légères.

La ration forte comprend 11^u 1/4 d'avoine, la légère 10^u seulement; toutes deux comprennent en outre 3^u de foin, et 3 1/2^u de paille. Quand on reçoit l'avoine par voie de réquisition, les rations fortes sont de 3 3/4 metzen, et les légères de 3 1/3 (12^{ln}75—11^{ln}40).

En marche dans l'intérieur du pays, les fourrages sont livrés par les administrations communales; dans les autres cas, par les magasins de l'Etat ou par voie d'adjudication; en pays ennemi, on a

recours, comme pour les provisions de bouche, au système des réquisitions.

§ 212 *Loi sur les prestations en temps de guerre, et leur remboursement.*

Voici en résumé les dispositions principales de cette loi :

Le pays doit s'imposer toutes les dépenses de guerre, à dater du jour de la mobilisation ; mais l'autorité militaire ne peut avoir recours au système des réquisitions, qu'en cas d'absolue nécessité. Toutes les dépenses se font à charge du trésor public, excepté :

1° Pour les logements militaires ;

2° Pour les messagers, les relais, les attelages, les corvées ou matériaux pour les travaux de fortification, quand les dépenses, qui doivent en résulter, sont de minime importance ;

3° Pour l'érection des bâtiments militaires, tels que magasins, hôpitaux, corps de garde, ainsi que pour l'occupation des terrains cultivés, soit pour les bivacs, soit pour les manœuvres.

L'autorité militaire suprême ordonne, dès qu'elle le juge convenable, la livraison des approvisionnements en grains, en fourrages et, s'il est nécessaire, aussi en viande. Elle en fait la répartition dans les divers magasins du royaume ; les administrations civiles sont chargées de cette opération. La nature des provisions dépend des circonstances de temps et de lieux. Les prix des adjudications des vivres et des fourrages, sont pris d'après le prix moyen des marchés dans la dernière année de paix.

Les troupes en marche ou cantonnées, sont nourries par les communes ou les habitants, s'il n'existe pas de magasin de l'Etat sur les lieux ; dans ce cas, l'Etat alloue une somme de 3 1/4 gros (0,39) pour la nourriture de chaque officier, employé ou soldat logé ; si le pain doit aussi être fourni, cette somme est portée à 5 gros (0,60).

En marche et dans les cantonnements de 5 jours au plus, les troupes sont nourries par l'habitant ; mais si les cantonnements sont de plus longue durée, on tire les vivres des magasins de l'Etat, ou bien l'on a recours au système des réquisitions. Dans tous ces cas, l'autorité militaire délivre aux communes un bon payable à vue avec un intérêt de 4 p. c.

Pour les autres approvisionnements, tels que ceux d'effets d'équipement et d'armement, on dispose des fonds spéciaux du département de la guerre.

III HABILLEMENT.

§ 213.

Tout ce qui regarde l'administration de l'habillement, ainsi que son entretien, a été donné dans les §§ 107-115.

Aucun règlement militaire ne prescrit les circonstances dans lesquelles on doit employer les divers objets d'habillement; l'usage et certaines dispositions ministérielles sont les seuls guides, que les chefs de corps ont à leur disposition en semblable matière.

Les prescriptions que nous allons donner, sont extraites d'une instruction communiquée le 24 juin 1847, par le général commandant le corps d'armée de la garde, à ses troupes, et de certaines circulaires ou arrêtés.

§ 214 *Emploi des tenues pour les officiers.*

Nous nous occuperons d'abord des tenues en général; quant aux objets d'habillement particuliers à certaines armes, nous en mentionnerons plus tard l'emploi.

Nous nous occuperons spécialement de l'habillement des officiers d'infanterie; les autres armes emploient d'ailleurs leurs tenues d'une manière analogue.

L'usage du surtout, du casque, du talpack et de l'écharpe, est prescrit en service pour les cuirassiers et les uhlans, souvent aussi pour les dragons, l'artillerie à cheval et les hussards. Le surtout n'est toléré dans l'infanterie, l'artillerie à pied et les pionniers, que pour le service journalier et dans certains corps de troupes seulement; quelques chefs de corps ne le tolèrent que hors de service. Les généraux ne portent la tunique brodée qu'en grande tenue de parade.

1) *Tenue de parade.* — Casque avec panache, écharpe, pantalon blanc pour les officiers non montés depuis le 1^{er} Mai jusqu'au 1^{er} Octobre.*

2) *Tenue pour la parade de garde le dimanche.* — C'est la même que celle du numéro 3, aussi bien par le beau temps que par le mauvais; dans certaines garnisons, les officiers portent la tenue de service avec écharpe.

3) *Tenue pour la parade de garde journalière.* — Casque, tunique d'armes (1), sans écharpe. (Les officiers de cuirassiers et de uhlans

(1) Les officiers ont deux espèces de tunique; la tunique d'armes, avec une seule rangée de boutons, qui doit être portée en service; et la tunique à deux rangées de boutons, ou surtout qui se met hors de service.

mettent le surtout du 16 Novembre au 15 avril). Quand les hommes de garde ont le manteau par un mauvais temps, ou par une température de 10° sous zéro, les officiers mettent leur paletot ou manteau, aussi bien les jours fériés que les jours ouvrables.

3) *Tenue de service à l'église.* — Les jours ordinaires, en casque sans écharpe, de même que le vendredi-saint et les jours de pénitence; la tenue de parade est de rigueur les jours du nouvel an, de la Pentecôte, de l'Ascension, de Pâques et de Noël. Un ordre de S. M. le Roi prescrit aux officiers de ne se présenter à l'église qu'en casque.

5) *Tenue d'audience chez Sa Majesté et chez les autorités.* — Grande tenue de parade. Pour les visites personnelles, en casque sans panache, avec écharpe.

6) *Tenue ordinaire de service.* — Tunique d'armes et casque. Ordinairement dans les exercices ou prises d'armes, la tenue des officiers est analogue à celle de la troupe; cependant, dans certains régiments, les officiers assistent en bonnet de police à tous les services ordinaires et exercices de détail; dans ces cas du reste, la troupe peut aussi être en bonnet de police.

En règle générale, un officier conduisant un détachement de moindre effectif que celui d'une compagnie, porte le bonnet de police. Les exercices de bataillon se font en casque. Quand la troupe manœuvre avec armes et bagages, les officiers portent le hâvre-sac, et ne ceignent pas l'écharpe; le port de celle-ci et du hâvre-sac simultanément n'est de règle que pour les grandes inspections. — Les officiers ne mettent du reste le hâvre-sac que pour les grandes manœuvres. —

L'écharpe constitue la marque de service pour les officiers commandés de garde, de ronde, de conseil de guerre, etc., et en général pour tout service individuel.

7) Les militaires assistant en curieux à des prises d'armes, doivent s'y présenter dans la même tenue que la troupe; les officiers en écharpe, excepté pour les manœuvres.

8) *Tenue de cour.* — Tunique d'armes, casque avec panache, écharpe et culotte de casimir blanc. — Aux bals de la cour, les officiers ne portent pas d'écharpe; ils se présentent en tenue de parade aux fêtes militaires. La culotte de casimir blanc n'est d'ordonnance que pour les officiers du corps d'armée de la garde (circulaire ministérielle du 31 décembre 1841).

9) En règle générale, les officiers ne peuvent se présenter sans

arme dans les lieux publics; cependant le général commandeur peut les autoriser dans certaines garnisons, et sous certaines circonstances, à paraître en public sans épée et sans épaulettes (ordre du cabinet du 8 mai 1856).

Les officiers peuvent mettre, hors de service, des guêtres en cuir (circulaire ministérielle du 3 mars 1848). (1)

La tenue de soirée se compose de la tunique d'armes, du pantalon de drap, et du casque sans panache.

Il est défendu aux militaires de se promener muni de fouet ou de bâton (circulaire ministérielle du 25 décembre 1837), ou de se revêtir d'habits bourgeois, excepté pour la chasse, les voyages, les séjours dans les villes d'eaux, les bals masqués et les redoutes (ordre du cabinet du 9 juillet 1846, circulaire ministérielle du 19 août 1846, et ordre du cabinet du 18 août 1819).

Voici maintenant les prescriptions relatives aux détails de la tenue :

1) Les jugulaires doivent être mises sous le menton : dans les grandes revues, les inspections, les gardes, les factions, les patrouilles, le tir à la cible, les combats, et tous les services à cheval; en un mot, chaque fois que l'on entre dans les rangs, et que l'on doit empêcher la coiffure de tomber (circulaire ministérielle du 3 octobre 1848).

2) Le diamètre du pourtour supérieur du bonnet de police d'officier doit avoir 2 pouces (0.05) de plus que celui de la bande de garniture; sa hauteur totale est de 3 3/8 pouces (0.087); celle de la bande de 1 3/8 pouce (0.020).

3) La largeur des parements de la tunique d'armes doit être de 2 pouces, 2 lignes (0.056); celle du surtout (tunique à deux rangées de boutons), de 6 pouces (0.151). Les officiers doivent toujours avoir le bouton supérieur des pattes déboutonné (ordre du Roi, 14 juin 1861).

4) Les officiers ne peuvent ôter les sous-pieds que pour les marches et les exercices (ordre de cabinet du 29 mars 1833); ils ne peuvent porter de pantalon d'uniforme en étoffe croisée (ministère de la guerre du 28 mai 1860).

5) *Paletots et manteaux.* — Les grands collets ne sont pas tolérés dans les rangs pour les paletots; mais dans les autres circonstances de service et hors de service, il est permis aux officiers de porter le manteau ou le paletot avec ou sans grand collet (ordre de cabinet du 16 mars 1847). En temps de paix le paletot n'a pas de collet or-

(1) L'usage en est devenu général.

dinairement; il est défendu de se servir de collet en fourrure ou de pelleteries apparentes, si ce n'est en temps de guerre.

Les officiers mettent en service l'écharpe au-dessus du paletot (ministère de la guerre, 3 mars 1848).

Le bord inférieur du paletot doit pendre au plus à 5 pouces (0,130) de la rotule, et au moins à 3 pouces (0,078) (commandement suprême du 14 juin 1861).

6) Les chevaux des officiers d'infanterie ne sont revêtus de la chabraque, que pour les parades et autres grands services; pour le service ordinaire, on leur met la couverture pliée sous la selle (ordre de cabinet du 13 juin 1856).

7) Le sabre à fourreau d'acier est toléré pour les officiers montés de l'infanterie, mais seulement dans les grandes manœuvres et en campagne; il font alors usage d'un ceinturon en cuir vernis (ordre du cabinet du 12 juin et du ministère de la guerre du 3 août 1849).

8) Les décorations et les médailles doivent être portées dans les grandes inspections, ou manœuvres en présence de hauts personnages, aussi bien que dans les soirées. On ne porte que les rubans dans les autres circonstances.

9) La barbe et la moustache ne peuvent être trop longues; on ne doit laisser croître la première ni sur le menton, ni en dessous; il ne peut y avoir de poils sous le col d'uniforme (ministère de la guerre 12 octobre 1850.)

En temps de guerre, il est probable qu'on laissera porter la barbe et la moustache à chacun, selon son goût; au moins, ce fut ordonné ainsi en octobre 1848.

§ 215. *Emploi des objets d'habillement des troupes*

Voici quelques prescriptions relatives à l'habillement des troupes :

1) Depuis le 16 novembre jusqu'au 1^{er} avril, il est loisible aux sous-officiers de porter le manteau pour la parade de garde ou tout autre service journalier; cependant, les dimanches et les jours de fête, ils ne peuvent le revêtir que si la température descend à 10° de froid, cas auquel les hommes de garde se mettent aussi en manteau (ordre de cabinet du 5 novembre 1820 et du 28 mai 1823). Pour les exercices et les marches-manœuvres, la tenue n'est en manteau, que par le temps de pluie ou de gelée.

2) Le pantalon de coutil peut être porté pour le service journalier, excepté les dimanches et les jours de fêtes; les grandes parades et les inspections se font toujours en pantalon de drap; la tenue de

garde n'est jamais en coutil dans les résidences royales ou forteresses de 1^{re} classe (ordre de cabinet du 23 février 1860).

3) Les hommes ne portent pas d'effets de campement dans les exercices ordinaires, mais bien dans les grandes manœuvres et les applications du service de campagne; pour les grandes parades, la troupe porte un nombre limité de ces effets (ordre de cabinet du 7 novembre 1820).

4) Les effets en drap fin sont tolérés pour la troupe hors de service, mais la coupe doit en être strictement d'ordonnance (ordre de cabinet du 25 novembre 1809).

5) Le général commandeur peut autoriser les sous-officiers et les soldats à revêtir des habits bourgeois, dans certaines circonstances, hors de service; ceci regarde spécialement les volontaires d'un an (ordre du cabinet du 8 mars 1827). Les musiciens peuvent aller en bourgeois dans les bals publics et les concerts.

La composition des tenues pour les différents services est déterminée en partie par des instructions, en partie par l'usage :

1) *Tenue de campagne.* — Hâvre-sac, effets de campement, sacoche à pain, manteau en bandouillère, garniture du casque noircie.

2) *Tenue de grande parade.* — Panache, manteau plié sous la couverture du sac; pas d'effets de campement, ni de sacoche à pain.

3) *Tenue de tir.* — Les jugulaires sous le menton; pas de manteau, ni d'effets de campement; les buffleteries au grand complet. Le hâvre-sac doit peser 15^u.

4) *Tenue de garde.* — Casque, pas de hâvre-sac; gants en drap, quand il fait froid. On met le manteau et le couvre-oreilles par une température de 10° sous zéro; on délivre en outre des capotes de guérite dans les postes.

5) *Tenue ordinaire d'exercice.* — Même tenue que celle de garde, mais les jugulaires restent ordinairement sur la coiffure.

6) *Tenue d'ordonnance.* — Casque, arme blanche au côté.

7) *Tenue d'exercice de détail.* — Bonnet de police, fusil, mais pas de sabre-briquet.

8) *Tenue d'appel.* — Bonnet de police, sans arme. Les sous-officiers sont toujours gantés pour chaque service, et armés de leur sabre.

9) *Tenue de travail.* — En gilet.

10) *Tenue hors de service.* — Dans beaucoup de grandes garnisons, les troupes gardent leur arme blanche pour se promener en ville.

Dans la cavalerie et l'artillerie, les prescriptions de tenue sont analogues à celles indiquées ci-dessus.

IV. LOGEMENTS MILITAIRES.

I. EN GARNISON.

§ 216. *Nature des logements.*

Les logements des troupes se font :

1^o Par casernement; 2^o par billets de logement. Dans ce cas, l'état paie l'allocation dite de service aux habitants (natural quartier); 3^o en donnant à chaque homme cette même allocation et lui laissant le choix de son logement; 4^o en louant, dans les garnisons, de grandes maisons ou quartiers pouvant loger une compagnie (mieths quartier). L'allocation dite de service et celle de casernement sont employées dans ce but. Les logements civils sont ceux spécifiés aux § 2 et 4. — Ceux spécifiés aux § 2 et 3 ne sont accordés en garnison qu'aux officiers, sous-officiers et AVANTAGÉS (voir § 280).

Les casernes sont préférables aux logements chez l'habitant; parce que la vie en commun éveille l'esprit de corps, et que la troupe n'y reçoit pas de mauvaise impression d'influence étrangère; parce que le service est allégé, et que les casernes offrent ordinairement toutes les garanties de salubrité désirables, que l'on ne trouve pas toujours dans les logements civils.

L'ordre doit régner rigoureusement dans les logements de la troupe, quelle qu'en soit la nature.

§ 217. *Ordre dans les casernes.*

Il est commandé journellement dans chaque caserne un officier du jour, chargé d'y surveiller l'ordre et la police; il y a de plus dans chaque compagnie un sous-officier du jour, qui a les mêmes attributions, en ce qui concerne sa compagnie (ordre pour la tenue des établissements de garnison, 1843).

Une garde spéciale maintient la police dans le quartier; le plus ancien de chaque chambre y assure l'ordre et la propreté.

L'officier de caserne du jour doit rester chez lui ou au quartier; il est responsable de l'ordre et de la police dans la caserne; il a sous ses ordres les sous-officiers du jour et la garde de la caserne, qui doivent lui faire rapport de tous les événements qui surviennent pendant les 24 heures. Il assiste au manger du midi de la troupe.

Nous parlerons plus loin des attributions du sous-officier du jour.

La garde de la caserne n'a aucune relation avec les gardes de garnison; elle reçoit les consignes du commandant des troupes casernées; elle rend les mêmes honneurs à l'officier du jour, que les gardes de garnison rendent aux officiers de ronde; elle empêche les étrangers de pénétrer dans le quartier.

Le plus ancien de chaque chambre est responsable que l'ordre y règne; il a sous ses ordres un ou deux soldats du jour, qui sont chargés de la propreté de la chambre, et de l'entretien de la lampe et du feu.

En été, le réveil a lieu au plus tard à 9 heures; en hiver, à 7; deux heures après, les chambres doivent être propres. Les hommes peuvent faire la sieste pendant une heure après le repas de midi; ceux qui ont été de service pendant la nuit, ont la faculté de se reposer plusieurs heures pendant le jour.

L'appel du soir a lieu à 9 heures; tous les soldats doivent y assister, excepté ceux qui sont de service ou en congé; la lampe peut brûler dans la chambre jusqu'à 11 1/2 heures en été, jusqu'à 10 1/2 h. en hiver. Il est défendu de déposer de la poudre ou des cartouches dans les chambres. Il existe dans les casernes de cavalerie, de l'artillerie et du train des plaines d'exercices et des manèges couverts; le gouvernement en fait établir le plus possible, dans la mesure de ses moyens. Ce sont des détachements de travailleurs militaires, qui sont chargés de leur construction.

§ 218. *Ordre et police dans les logements chez l'habitant.*

Les prescriptions relatives à l'ordre à maintenir dans les logements chez l'habitant doivent être, autant que possible, les mêmes que celles données à la caserne. C'est l'hôte qui est chargé de la propreté des chambres habitées. Il est interdit au soldat de se disputer avec lui; s'il se croit lésé dans ses droits, il doit réclamer auprès de son capitaine, en suivant la voie hiérarchique (plus ancien du quartier, caporal, sergent-major). L'hôte n'est obligé d'ouvrir sa porte que jusqu'à 10 heures du soir; si le soldat obtient la permission de rester plus tard en ville, il doit s'accorder avec l'hôte pour pouvoir rentrer après cette heure; dans tous les cas, pour affaires de service, les hommes ont entrée et sortie libre, aussi bien la nuit que le jour.

§ 219. *Prescriptions relatives aux quartiers naturels.*

(RÈGLEMENT DE SERVICE DU 17 MARS 1810).

Les officiers ont droit à des billets de logement, pendant les quatorze jours qui suivent l'arrivée dans une nouvelle garnison. Le logement d'un lieutenant doit comprendre une chambre contenant : un lit, une table avec tiroir fermant à clef, et quatre chaises ; en outre, une chambre à coucher pour le domestique.

Les sergents-majors, les porte-épée-enseignes et les élèves-médecins, ont droit à une chambre séparée ; mais les sous-officiers et les soldats peuvent être logés à plusieurs, à condition que leur logement soit clair, salubre et suffisamment grand, et qu'il contienne : une table, un porte-manteau, et par homme, un escabeau. Le lit doit se composer d'un bois de lit garni de paille, d'un matelas ou d'une paillasse, d'un traversin, d'une paire de draps de lit, et d'une couverture suffisamment chaude. En garnison, les hommes doivent dormir dans des lits séparés ; l'échange des draps de lit se fait tous les mois ; celui des essuie-mains, toutes les semaines. Le renouvellement de la paille a lieu tous les deux mois. Dans les casernes, un escalier doit conduire jusqu'à l'étage le plus élevé.

La journée de logement chez l'habitant commence au lever du soleil ; les soldats logés doivent avoir, en hiver, du feu et de la lumière jusqu'à 9 heures du soir ; les hôtes doivent mettre à leur disposition les fourneaux et tout le matériel nécessaire à la préparation des repas et au lavage du linge. Les habitants peuvent s'affranchir de l'obligation de loger des militaires, en louant en ville un local satisfaisant à toutes les conditions énoncées.

§ 220.

L'allocation dite de service est celle payée, soit aux officiers, aux troupes et employés non casernés, sous condition de pourvoir eux-mêmes à leur logement ; soit aux habitants chargés de loger des militaires.

Cette allocation se divise ainsi qu'il suit : la moitié est affectée au couchage et à la chambre ; un quart au chauffage ; et un quart au mobilier (le chauffage compte pendant les 6 mois d'hiver pour les 5/16). Elle comprend encore la lumière pour les troupes.

Les officiers casernés reçoivent pour leur mobilier, une prestation appelée petit service de caserne.

Les officiers logés dans des maisons appartenant au gouvernement (généraux commandeurs et commandants territoriaux), n'ont

droit qu'à la moitié du service de leurs fonctions dans la garnison; ils doivent pourvoir au mobilier et au chauffage, avec cette allocation.

Quand le service est payé directement aux militaires, et qu'ils subissent une mutation par les exigences du service (déplacements, détachements), l'allocation continue à leur être payée pendant tout le mois de leur départ.

Les officiers en congé à long terme reçoivent le service pendant quatre mois, après celui de leur départ. (1)

§ 221. *Indemnité de loyer.*

La prestation de service peut encore être payée, un, deux ou trois mois de plus, à titre d'indemnité de loyer, quand l'officier n'a pas été prévenu à temps, qu'il devait délier les engagements pris avec son logeur; et qu'il peut certifier, lui et ses supérieurs :

1^o Qu'il doit payer le loyer de son quartier quelque temps encore après avoir quitté la garnison, parce qu'il n'a pas reçu à temps avis de son départ;

Ou 2^o qu'il n'a pu évacuer ses meubles avant son départ;

Ou 3^o qu'il a été obligé de laisser sa famille dans son ancienne demeure.

En cas de changement de garnison ou de détachement à long terme, l'officier est tenu de payer le loyer, non-seulement pendant le trimestre courant, mais encore pendant le suivant.

Quand la guerre éclate, les employés militaires, qui doivent suivre les troupes en campagne, ne doivent payer le loyer de leur demeure que pour le courant du trimestre, dans lequel a lieu le départ; l'indemnité de location ne leur est donc payée que pendant cette période.

§ 222.

L'allocation de service est déterminée suivant les grades et les localités; les garnisons sont divisées en 6 classes sous ce dernier rapport; dans celles où l'allocation de service ne suffit plus, le gouvernement donne un supplément déterminé d'après les localités.

Le service de 6^e classe d'un lieutenant est annuellement de 96 à

(1) Les villes de garnison sont partagées en 6 classes sous le rapport de l'allocation de service; qui est en moyenne de 96 à 180 thalers par an. pour un lieutenant; et de 144 à 324 thalers pour un capitaine.

110 thalers; celui de 1^{re} classe, de 166 à 180 thalers. Le service d'un capitaine est compris entre 144 et 324 thalers.

A Berlin, un commandant de bataillon reçoit 274 thalers de service (1027,50 fr.); un chef de corps, 376 thalers (1410 fr.); un général-major, 469 thalers (1758,75 fr.); un lieutenant-général, 550 thalers (2062,50 fr.); un général d'infanterie ou de cavalerie, 672 thalers (2520 fr.).

§ 223. *Règlement du 13 août 1855, concernant les gratifications accordées aux familles des militaires pendant la durée de la guerre.*

A partir du jour de la mobilisation, dès que l'indemnité de service ou celle de loyer cesse, les familles des troupes et celles des officiers (jusqu'aux capitaines de 2^e classe), reçoivent une indemnité de service pour toute la durée de l'absence du chef de la famille; cette indemnité est payée mensuellement; en voici les montants :

Dans les villes de première classe, la dame d'un capitaine de 2^e classe reçoit 4 thalers (15 fr.); celle d'un lieutenant, 2 thalers 15 gros (9,37); celle d'un sous-officier ou d'un soldat, depuis 15 gros jusqu'à 4 thaler 15 gros (fr. 1,87 à 5,62).

Dans les villes de deuxième classe, la dame d'un capitaine reçoit 3 thalers (11,25 fr.); celle d'un lieutenant, 1 thaler 26 gros (6,87 fr.); celle d'un sous-officier ou d'un soldat, depuis 11 gros et 3 pfennigs jusqu'à 1 thaler, 9 gros, 3 pfennigs (1,35 à 4,86 fr.).

L'état délivre en outre aux femmes des sous-officiers et des simples soldats du pain de munition et du bois; chacun de leurs enfants âgé de moins de 14 ans, reçoit une indemnité de service, et une ration de pain.

Les femmes des militaires congédiés, qui reçoivent le subside de l'administration territoriale mentionné au § 211, n'ont pas droit à l'allocation de service.

II. HORS DE LA GARNISON.

§ 224. *Nature des logements.*

Hors de la garnison, c'est-à-dire en marche, en guerre et en manœuvre, les troupes emploient 5 natures de logements, qui sont : 1) bivouac ou camp volant; 2 et 3) cantonnements et lieux de séjour; 4 et 5) camps (baraqués ou tentés).

§ 225. *Emploi de ces 5 natures de logements.*

1) *Bivouacs.* — S'emploient très-fréquemment à la guerre, surtout

dans le voisinage de l'ennemi, parce qu'alors les troupes doivent être tellement concentrées, que les localités habitées n'offrent généralement plus assez d'abris pour elles. Ils sont nuisibles à la santé des troupes, à l'entretien du matériel, au maintien de la discipline; ces graves inconvénients les font rejeter chaque fois qu'il est possible. Le plus mauvais quartier est toujours préférable au meilleur bivac.

2) *Lieux de séjour.* — Ils sont employés entre deux marches consécutives, quand on arrive au gîte, soit pour y faire étape (1/2 jour de repos), soit pour y faire séjour (1 1/2 de repos.)

3) *Cantonnements.* — Ne diffèrent des précédents que par la durée du séjour, qui est ici de plusieurs jours, semaines ou mois.

4) *Camps baraqués.* — Ne sont employés que lorsque l'armée doit être concentrée dans un étroit espace, et pour un temps assez long, par exemple dans les sièges.

5) *Camps tentés.* — Jusqu'au commencement de ce siècle, on ne campait que sous la tente, ce qui augmentait les impédiments à leur mobilité. Comme de nos jours, les armées sont fort nombreuses, et qu'elles doivent être mobiles avant tout, on a tout-à-fait abandonné ce mode de campement; on lui préfère le bivac. Aussi en Prusse, n'a-t-on plus employé de tente depuis 1842.

Il existe dans certains pays, par exemple en France (Châlons) et en Russie, des camps permanents, tentés ou baraqués, pour de grandes agglomérations de troupes; ces institutions sont très-favorables au développement des qualités militaires; elles préparent les troupes à la vie de campagne, en les habituant aux vicissitudes et aux privations, qui en sont la conséquence; elles donnent aux gradés de toutes catégories, l'occasion d'exercer réellement leur commandement de guerre; elles forment le coup-d'œil des généraux, en leur permettant de pratiquer de grandes manœuvres d'ensemble, et des applications de la tactique; elles mettent en action les divers rouages de l'administration de campagne, et donnent à l'intendance le moyen d'exercer ses connaissances théoriques; enfin, elles sont très-favorables au développement de l'esprit militaire. Il est réellement regrettable, que ces considérations n'aient pas déterminé le gouvernement prussien à établir un camp permanent.

§ 226 *Établissement d'un bivac d'infanterie.*

1) *Choix de l'emplacement.* — L'emplacement d'un bivac doit être

choisi avant l'arrivée des troupes; nous n'examinerons pas ici les conditions tactiques auxquelles il doit satisfaire, pour la sécurité des flancs et des derrières; on doit y trouver de l'eau potable en quantité suffisante pour boire, cuire les aliments et abreuver les chevaux; du bois, pour faire la cuisine et se chauffer; et autant que possible, de la paille de couchage; enfin, les troupes doivent y être à l'abri du vent et de l'humidité. C'est ordinairement à proximité des lieux habités, des forêts, et dans les vallées, que l'on trouve ces conditions réunies.

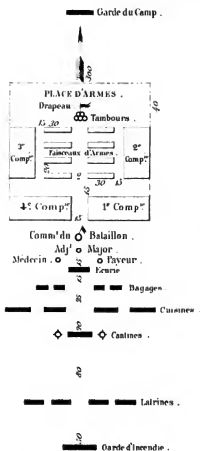
2) *Etablissement du bivac.* — L'infanterie bivaque ordinairement en colonne d'attaque; supposons un bataillon rangé dans cet ordre, et arrivé sur l'emplacement choisi. Après avoir détaché la garde du camp, celle d'incendie et celles des flancs, il prend $\frac{2}{3}$ de distance de division entre chacune de ses subdivisions. La troupe forme ensuite les faisceaux sur place, et suspend aux fusils, les sabres, les baïonnettes, les cartouchères et les casques; les hommes mettent ensuite le bonnet de police, et prennent le hâvre-sac dans la main; les tambours et les fanions sont placés sur le front de bandière, vis-à-vis du centre du bataillon; les compagnies se portent à leur place de bivac; les deux premières par le flanc droit, les deux dernières par le flanc gauche; elles s'y établissent par escouade, de manière à être à proximité de leurs armes; les hommes détachent les effets de campement de leur hâvre-sac, et les portent contre les faisceaux.

Immédiatement après, on communique les ordres aux compagnies; on commande le service des distributions, et les hommes disponibles s'occupent de l'installation du bivac.

3) *Service des distributions; installation du bivac.* — Ordinairement deux ou trois hommes de chaque escouade sont envoyés à l'eau, trois au bois, et deux à la paille. Les corvées réunies des 4 compagies forment, en temps de guerre, trois détachements de 100 à 150 hommes chacun, qui sont conduits aux différents lieux de distribution par un officier et deux sous-officiers par détachement. En temps de guerre, on organise de plus des corvées de vivres; ordinairement, on fourrage la paille et le bois dans les localités habitées voisines, ou bien dans les champs; mais on prend rarement ces matériaux sur pied. En temps de paix, l'intendance les fournit sur place, au moyen de ses fourgons. Le bois est délivré à raison de $\frac{3}{4}$ corde par compagnie de 150 hommes.

Un général, un officier supérieur ou un commandant de compagnie a droit à 80^m de paille (37 k^{il} 69) pour le bivac d'un jour; un lieutenant à 20^m (9.40); un sous-officier ou un soldat à 10^m (4.70).

Bivac d'un Bataillon d'Inf^{te}



Extrait de l'Ordre de Service

Pour les bivacs de plus longue durée, cette ration est renouvelée tous les 5 jours par moitié.

Un sous-officier et dix hommes par compagnie sont chargés de la confection des cuisines et des latrines; cette opération se fait sous la direction de l'officier de ronde. Le fourneau ordinaire de cuisine consiste en une tranchée ou rigole, d'un pied de profondeur (0m314), creusée dans la direction du vent; sa largeur est telle, que deux bidons de campement, se joignant par leur face plate, puissent s'y encluser; on ménage sur le devant une tranchée de service. Les deux bidons de campement sont suspendus à deux pieux chassés obliquement dans le sol, et se croisant au-dessus de la rigole. Dès que les détachements sont partis, les compagnies s'installent sur leur emplacement respectif, et construisent des abris pour se garantir du vent et de la pluie. Il y a deux espèces d'abris, les petits et les grands. Les premiers consistent en une cloison longue de deux à trois pieds, et formée de pieux enfoncés en terre de 3 à 4 pieds de long et de 3 pouces d'équarrissage (0m942 à 1,256) (équarrissage 0m078); on relie ces pieux entre eux au moyen de harts, et on garnit la cloison de paille. Les seconds sont analogues aux premiers; seulement ils sont inclinés de manière à figurer la moitié d'un toit en paille. S'il fait froid, on dispose les abris en cercle autour des feux, de manière à avoir les pieds tournés du côté de ceux-ci.

Dès que les vivres sont arrivés au bivac, on procède à la préparation du repas; en règle générale, deux ou trois hommes par fourneau sont chargés de la cuisson des aliments; ils mettent séparément au feu, la viande dans un bidon, et les légumes dans l'autre; on calcule l'eau, à raison de 3/4 quart par livre de viande (0, lit. 861 pour 0, k 470); on n'ajoute le sel que lorsque la viande est ramollie, pour hâter l'ébullition; dès que les légumes sont cuits, on les débarasse de leur eau, et on les fait bouillir avec la viande. La soupe est préparée de cette manière en 2 ou 3 heures. Si l'on est pressé, il est préférable de couper la viande en petits morceaux, que l'on fait rôtir avec un peu de graisse dans les couvercles des bidons. Le sel est un condiment très-nécessaire; la poudre ne peut le remplacer que très-désavantageusement.

4) *Service journalier dans un bivac.* — Immédiatement après le repas, les bidons de campement sont nettoyés et bouclés sur les sacs; ceux-ci doivent toujours être paquetés et fermés.

Les hommes ne peuvent sortir du camp sans permission; ils ne peuvent quitter l'emplacement de leur compagnie, entre la retraite et le réveil, que pour aller aux latrines et aux fourneaux.

Pendant la nuit, les chants sont sévèrement défendus ; personne ne peut traverser les faisceaux. Enfin, il est interdit d'allumer d'autres feux que ceux prescrits par le règlement.

A 4 heures de l'après-dîner, ou bien au crépuscule, on fait l'appel et on donne le mot ; si le repas n'est pas encore prêt, plusieurs hommes de chaque escouade restent auprès des fourneaux et sont exemptés de l'appel.

Après l'appel, on va à l'eau pour le repas du soir (pommes de terre, café, etc., etc.). La retraite est battue à l'heure prescrite par le commandant du bivac ; on termine la journée par l'appel du soir et la prière générale. Quand les troupes n'ont pas revêtu le manteau pendant la journée, elles le font à la retraite.

Le réveil est battu à l'heure prescrite ; les hommes prennent le déjeuner (café, eau-de-vie) ; se lavent, s'habillent, etc. Si le bivac dure plusieurs jours, on procède à l'appel du matin, et à la prière générale immédiatement après. Les gardes sont relevées à 9 heures ; mais le mot d'ordre est donné pour 24 heures ; on ne le change qu'à l'heure précitée.

La batterie pour aller à l'eau consiste en un roulement ; pour réunir les adjudants et les sergents-majors, on fait deux roulements ; enfin, un troisième roulement indique que l'on veut rassembler tous les officiers et les sous-officiers.

Le rassemblement des troupes sur le front de bandière, sans arme ni buffleterie, ne se fait que sur un ordre formel ; il constitue un honneur rendu ordinairement à S. M. le Roi.

5) *Alarme.* — Au signal d'alarme, tous les hommes se rendent le plus rapidement possible à leur faisceaux ; ils doivent être armés et équipés, sans hâvre-sac. Les gardes du camp restent à leur poste, à moins d'ordre contraire ; les autres détachements rejoignent le plus rapidement possible ; les équipages sont attelés et réunis à l'endroit désigné d'avance.

6) *Levée du bivac.* — Une heure avant le départ, la générale est battue ; à ce signal, les effets de campement sont bouclés sur les sacs, les bagages chargés sur les voitures ; tout le monde s'apprête à partir ; les feux sont éteints, les trauchées des fourneaux et des latrines comblées, la paille bottelée et réunie en un endroit désigné d'avance, pour être vendue plus tard. 1/4 d'heure avant le départ, le rappel est battu ; à ce signal, les troupes prennent les armes, et les gardes du camp et d'incendie sont retirées.

Quand on bivaque sur deux lignes, ordinairement la première n'a pas de garde d'incendie, et la deuxième, pas de garde de camp ; les latrines de la première ligne se trouvent alors à 200 ou 300 pas

en avant du front de bandière. La distance entre les lignes dépend des localités; en plaine elle est de 150 pas, (des fourneaux de cuisine de la 1^{re} aux faisceaux de la 2^e). L'intervalle entre les bataillons est de 12 pas; celui entre les régiments, de 24.

§ 227. *Service de garde dans un bivac d'infanterie.*

1) *En général.* Il y a deux gardes dans un bataillon au bivac; elles ont pour mission de repousser les partis ennemis, qui se seraient glissés à travers les avant-postes, et de maintenir l'ordre et la police dans le camp. Les bataillons des ailes d'un camp de quelque importance, fournissent en outre des postes de flanc. Le nombre des lignes et la force des gardes sont du reste déterminés par la nature de la position occupée et par l'effectif des troupes.

2) *Placement des gardes; leur force.* — La garde du camp d'un bataillon est à 300 pas en avant des faisceaux; elle comprend: 1 officier, 2 sous-officiers, 1 tambour ou clairon, 2 caporaux, 1 kalefactor (1) et 24 soldats. Elle fournit 2 sentinelles doubles et trois simples; les sentinelles doubles sont placées aux ailes, à la même hauteur que le poste; les sentinelles simples sont réparties ainsi qu'il suit: une devant les armes, une près du drapeau, et une auprès du commandant du bataillon.

La garde d'incendie d'un bataillon est placée à 300 pas au plus en arrière des faisceaux; elle comprend: un sous-officier, un tambour ou clairon, 2 caporaux, 1 kalefactor (1) et 21 soldats. Elle fournit des sentinelles doubles à chacune des ailes, et deux sentinelles simples: une devant les armes, et une auprès des voitures du bataillon. Il n'y a rien de prescrit concernant les postes de flanc.

3) *Devoirs des commandants de garde; consignes des sentinelles.* — Le service de garde dure 24 heures; pendant ce temps, les hommes ne peuvent ôter leur équipement; on forme les faisceaux, et les hâvre-sacs sont ôtés; les soldats portent avec eux des effets de campement, qui ne sont pas débouclés; ils sont toujours tournés du côté de l'ennemi. Le chef de poste fait annoncer à l'officier supérieur du jour, l'heure de l'arrivée à destination.

Pendant le jour, les gardes du camp rendent les mêmes honneurs que les gardes de garnison; mais de nuit, ou en présence de l'ennemi, elles sont assimilées sous ce rapport aux avant-postes, qui n'en rendent pas. Les officiers et les détachements peuvent traverser la chaîne des vedettes pendant le jour, en donnant toutefois le

(1) Soldat chargé de soigner le feu, et de préparer les repas.

mot ; mais pendant la nuit, les sentinelles renvoient vers leur chef tous ceux qui veulent s'approcher ; cette règle n'est pas appliquée aux gradés du poste.

Les soldats isolés ne peuvent sortir du bivac, qu'après avoir été mis en présence du commandant de la garde ; il en est de même pour tout soldat isolé ou personne étrangère, qui veut se présenter dans le camp ; à cet effet, une des doubles sentinelles se détache pour l'accompagner au poste.

La garde reste sous les armes pendant tout le temps qu'on relève les sentinelles, ou qu'on la relève elle-même ; le chef de poste envoie à l'officier du jour toutes les personnes arrêtées, qui lui paraissent suspectes ; il lui fait immédiatement rapport de tous les événements survenus. Pendant la nuit, il envoie de fréquentes patrouilles le long de la chaîne des sentinelles ; la moitié des hommes peut dormir. En cas d'attaque subite de l'ennemi, le poste se porte à sa rencontre d'une manière décidée, afin de donner aux troupes campées le temps de prendre position. La garde d'incendie est chargée de la surveillance des détenus. Le relèvement des postes se fait à 9 heures du matin ; avant le départ et à la rentrée au bivac, leur chefs doivent se présenter à l'officier supérieur du jour.

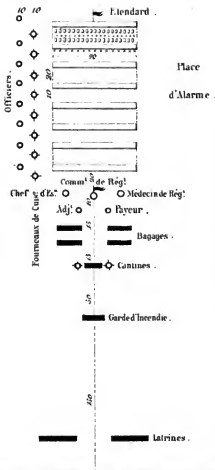
4) *Officiers du jour et de route.* — Dans chaque régiment d'infanterie campé, il y a un officier supérieur du jour, un capitaine et un lieutenant de ronde ; ils ont pour mission de surveiller les gardes, et de maintenir la police dans le camp ; leurs devoirs sont entièrement semblables à ceux des officiers chargés d'un service analogue en garnison. Il y a de plus par bataillon deux sous-officiers, qui doivent maintenir l'ordre dans le bivac, et qui sont chargés spécialement de la surveillance des cuisines et des cantines.

§ 228. *Etablissement d'un bivac de cavalerie.*

1) *Travaux préliminaires.* — Un régiment de cavalerie bivaque toujours en colonne par escadron ; supposons qu'il soit rangé en bataille ; après avoir rompu par escadron à droite, il serre à demi-distance sur la subdivision de la tête ; la colonne marche ainsi vers l'emplacement du bivac, de manière à arriver à droite, et contre cet emplacement ; chaque escadron rompt par 4 à gauche, et après avoir marché l'étendue du front d'une subdivision, il se reforme en bataille, en conversant par 4 à droite.

Le second rang fait ensuite demi-tour, et va se placer à 10 pas du 1^{er} rang de l'escadron suivant ; les chevaux s'étendent alors dans chaque rang à gauche, de manière à occuper une étendue quin-

Bivac d'un Régiment de Cavalerie.



Leth. de P. Cadon Charleroi.

tuplé du front des subdivisions ; les chevaux de chaque escadron sont ainsi formés sur deux rangs, se montrant respectivement la croupe. Les cavaliers forment ensuite les faisceaux à trois pas en dehors des têtes des chevaux, et y suspendent les coiffures, les gibernes, et les cuirasses ; ils enfoncent en terre les piquets de campement à hauteur de chaque rang de chevaux, et les réunissent par des cordes de campement, auxquelles on attache les licols d'écurie. En temps de paix, les fourgons d'escadron renferment les piquets ; en temps de guerre les troupes en confectionnent elles-mêmes, ou bien elles attachent les chevaux à des arbres. Ceux-ci sont ensuite débridés, et liés à 4 pieds 1/2 l'un de l'autre (1.41) aux cordes de campement ; le harnachement est suspendu aux faisceaux ; les selles et les couvertures sont déposées à trois pas en arrière des croupes. Immédiatement après, on commande les gardes d'écurie nécessaires ; les hommes bivaquent en arrière de leur monture ; c'est-à-dire, entre les deux rangs de chaque escadron.

2) *Service des distributions ; préparation des repas ; travaux au bivac.*

— Le service des distributions est analogue à celui prescrit pour l'infanterie.

Ordinairement le fourrage est déposé au milieu de chaque écurie. Les chevaux sont abreuvés trois fois par jour, savoir : le matin, après le pansage ; à midi, après le manger ; et le soir avant le repas ; ils sont conduits à l'abreuvoir par escadron ou division, sous la surveillance de l'officier du jour ; on profite ordinairement de cette circonstance, pour se procurer l'eau nécessaire à la préparation des aliments, et aux approvisionnements du bivac. Il y a ordinairement deux pansages par jour : l'un après-dîner, et l'autre le matin, avant de se mettre en route. Les heures du manger des chevaux sont réglées par le commandant du bivac ; la distribution du fourrage est confiée toujours aux mêmes hommes ; les sacoches doivent continuellement renfermer 1/2 metz d'avoine. (1¹, 69).

3) *Travaux subséquents dans le bivac.* — Le boute-selle est sonné au lever du soleil, ou bien trois heures avant le départ, si le régiment doit se mettre en marche. Pendant la nuit, on tend des cordes aux deux extrémités de chaque écurie.

4) *Alarme.* — Au signal d'alarme, les chevaux sont immédiatement sellés et harnachés ; les hommes s'arment et s'équipent ; chaque cavalier se rend isolément avec sa monture sur la place d'alarme, et se met en rang et en file.

5) *Levée du bivac.* — Le 2^e rang de chaque escadron serre] sur le premier, après avoir fait demi-tour. Chaque escadron rompt par 4 à droite, pour prendre place dans la colonne, qui se forme sur la

place d'alarme. Les gardes rentrent 1/2 heure avant le départ, si les circonstances le permettent.

§ 229. *Service de garde dans un bivac de cavalerie*

Il y a par régiment une garde d'étendard, qui se place à 20 pas en avant du 1^{er} escadron; elle comprend un officier, un sous-officier, 1 trompette et 11 cavaliers; elle fournit une vedette simple. La garde d'incendie se place à 110 pas en arrière du dernier rang des chevaux, et comprend 1 sous-officier et 11 cavaliers. Les circonstances peuvent du reste permettre de diminuer la force de ces gardes.

Après la prise de possession du poste, les chevaux des hommes de garde sont ramenés à l'écurie.

Il y a par régiment un capitaine, par escadron un officier et un sous-officier du jour. Le capitaine assure l'exécution des divers services prescrits par le commandant du bivac. Le reste du service est analogue à celui de l'infanterie.

§ 230. *Etablissement d'un bivac d'artillerie.*

Le dessin ci-joint représente le bivac d'une batterie de 6^{es}.

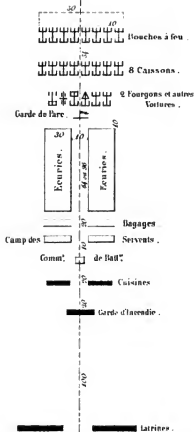
§ 231 *Service de garde dans un bivac d'artillerie.*

Dans une batterie sur pied de guerre, il y a une garde du parc et une d'incendie, composées chacune d'un brigadier et de 6 canonniers; chacun de ces postes fournit deux sentinelles simples. La garde du parc est placée derrière celui-ci; la garde d'incendie, à 50 pas en arrière du camp des servants. Il y a de plus un officier du jour, auquel est attaché un brigadier. Le restant du service est analogue à celui d'infanterie.

§ 232 *Service dans les marches et dans les cantonnements.*

1) *Disposition des troupes.* — Les cantonnements sont étendus ou resserrés, suivant la proximité plus ou moins grande de l'ennemi. Dans les cantonnements étendus, on peut loger jusqu'à 4 hommes par foyer; dans les resserrés, 9. La statistique établit que l'on peut compter les ressources en vivres, à raison de 10 à 18 hommes par foyer. Immédiatement après l'arrivée au gîte, les supérieurs visitent successivement les logements de leurs hommes; on profite du séjour dans les cantonnements pour réparer l'équipement, le harnachement; et pour faire restaurer et reposer les troupes. Si l'on est

Bivac d'une Batterie de 6^e



à proximité de l'ennemi ou en pays insurgé, des compagnies entières sont logées dans de grandes habitations, appelées maisons d'alarme (granges, églises, écuries, etc.); la nuit les hommes y restent habillés, la lumière doit y brûler; une petite garde veille à l'extérieur, pour donner l'alarme en cas d'évènement.

2) *Appel.* — Il y a ordinairement deux appels par jour dans les cantonnements; à proximité de l'ennemi, les troupes y viennent armées. En marche il n'y a qu'un appel, le soir; mais dans les lieux de séjour il y en a deux. C'est pendant ce service, que l'on inspecte le matériel de campement et les bagages.

3) *Service de garde.* — Indépendamment des avant-postes prescrits par le service de campagne, il est encore nécessaire d'occuper militairement certaines localités, telles que les entrées de village, les hauteurs dominantes, les défilés, etc., etc. Il y a de plus une garde de 3 à 9 hommes dans chaque village occupé; elle a pour mission spéciale la garde des bagages et celle des détenus; elle est chargée de donner l'alarme en cas d'incendie. Les devoirs du commandant de ce poste sont identiques à ceux prescrits par le service de garnison.

4) *Alarme.* — La place d'alarme doit être choisie d'avance et connue de tous les hommes; au signal d'alarme, les troupes s'y rendent par compagnie ou par gros détachement. Si c'est un parti de cavalerie ennemie, qui a provoqué la prise d'armes, il est bon de ne pas faire rentrer les troupes trop tôt.

§ 233. *Établissement d'un camp baraqué ou tenté d'infanterie.*

1) *Tracé.* — Quand l'infanterie campe en ordre déployé, le front de bandière doit être égal au front de bataille. Les tentes ou les baraques d'une compagnie sont disposées sur deux lignes, perpendiculaires au front de bandière, et séparées par une rue de compagnie de 50 pas de largeur. Les compagnies sont séparées entre elles par une ruelle dite d'incendie, de 3 pas de largeur. Dans de grandes agglomérations de troupes, les trois bataillons d'un régiment campent serrés l'un contre l'autre; les compagnies sont disposées alors dans le sens de la profondeur du camp; de sorte qu'il n'y a par bataillon, qu'une grande rue appelée rue de bataillon, et deux files de baraques ou de tentes.

Il y a différentes espèces de baraques; leur construction est enseignée dans les cours de fortification passagère.

Les baraques rondes sont pour 21 hommes, les carrées pour 16. Le matériel de tente se compose d'une pièce en toile, d'un montant,

d'une corde et de piquets ; on creuse une rigole autour de la tente, pour l'écoulement des eaux pluviales ; la contenance de la tente est de 15 hommes. Les capitaines en ont une chacun ; les lieutenants logent à deux ; le sergent-major, le porte-épée-enseigne, l'aide-médecin et le capitaine d'armes de chaque compagnie logent ensemble. Les abris pour les armes sont appelés manteaux d'armes.

2) *Tout le reste est analogue au bivac.* — Dans la cavalerie et l'artillerie, l'établissement du camp se fait d'après les mêmes principes.

V. SOINS MÉDICAUX.

§ 234.

Le principal devoir d'un chef est de s'occuper de la santé de ses subordonnés ; il doit les soumettre à un régime hygiénique, visiter fréquemment leurs logements, examiner leur nourriture, surveiller leur manière de vivre ; il doit régler leur service dans des conditions favorables à la santé (par exemple, dans les fortes chaleurs, on ne doit manœuvrer qu'avant dix heures du matin ou le soir ; en hiver, par une température de 5° sous zéro, on ne doit pas exposer les troupes à l'air, ni les exercer dans un lieu clôturé et non-chauffé, par une température de 10° sous zéro) ; enfin, un supérieur doit s'attacher par tous les moyens possibles, à combattre les influences pernicieuses à la santé de ses subordonnés (les empêcher de boire ou de s'exposer à un courant d'air, après un exercice échauffant).

§ 235.

Quand un homme tombe malade, il est visité par l'aide-médecin, qui décide s'il doit être traité au quartier (3 jours au plus), ou s'il doit être envoyé à l'hôpital. Dans ce dernier cas, le sergent-major dresse le billet d'entrée, le capitaine d'armes prend, pour les mettre en magasin, l'équipement et les armes du malade, qui est conduit à l'hôpital par le sous-officier du jour ; pendant son temps de présence à cet établissement, il est tenu de s'y soumettre aux prescriptions d'ordre intérieur. Quand le malade est rétabli, il rejoint son régiment, et il est annoncé à ses chefs selon les règles déterminées.

Il sera parlé dans ce livre, des cas de maladie pour les hommes en congé ou en détachement.

§ 236.

Quand un officier tombe malade, il l'annonce au sergent-major

de la compagnie, en spécifiant le genre de l'affection ; celui-ci le renseigne comme tel sur le rapport journalier (c'est aux adjudants que les officiers supérieurs malades s'adressent). Les lieutenants peuvent être traités dans un hôpital militaire, moyennant un paiement journalier de 10 gros (fr. 1-20). Les officiers malades, qui ne vont pas à l'hôpital n'ont droit aux soins médicaux gratuits, qu'en temps de mobilisation ; ils sont tenus de recevoir le médecin de régiment, lorsqu'il est envoyé pour s'assurer de l'état réel de leur santé ; ils doivent garder la chambre, à moins de décision contraire de leur médecin ; ils doivent dans ce cas transmettre un certificat à leurs supérieurs ; leur ordonnance est exemptée de tout service pendant toute la durée de la maladie ; les médicaments sont fournis aux officiers, moyennant une retenue volontaire et mensuelle faite sur leurs appointements.

§ 237.

Le décès d'un sous-officier ou d'un soldat, est annoncé par le directeur de l'hôpital au commandant de compagnie du défunt ; celui-ci en donne connaissance au chef de corps, par la voie hiérarchique, et prend les dispositions concernant l'enterrement. Immédiatement après le décès, une commission médicale examine le cadavre.

En cas de suicide, on doit d'abord consulter un médecin militaire ; une commission d'enquête composée d'un auditeur, et d'un officier ou d'un juge civil, est constituée ; ces autorités doivent consigner par procès-verbal leurs conclusions, et les transmettre aux chefs du suicidé.

La succession d'un sous-officier ou d'un soldat décédé est inventoriée par un officier de la compagnie, en présence du capitaine d'armes ; l'inventaire est envoyé par le chef de bataillon, aux autorités civiles du lieu de naissance du défunt ; l'avis de décès est fait par le chef de corps.

L'enterrement d'un sous-officier ou d'un soldat ayant coopéré à une campagne, et décédé sous les drapeaux, se fait avec les honneurs funèbres (parade funèbre) ; on commande alors un détachement armé, composé d'un second-lieutenant et de 30 soldats pour un sous-officier, et d'un sergent-major et 20 soldats pour un soldat (dans la cavalerie ces détachements sont à pied) ; les hommes de la 2^e classe ne peuvent être commandés pour ce service. Quand un sous-officier ou un soldat décédé n'a pas droit à la parade funèbre, un détachement non-armé, de même force que celui ci-dessus, accompagne le cercueil ; il est même d'usage, que la compagnie entière assiste à l'enterrement.

§ 238.

Le décès d'un officier est annoncé au général commandeur et aux autorités civiles du lieu; le chef de corps l'annonce en outre aux parents du défunt. L'apposition des scellés se fait immédiatement par un juge civil, en présence d'un officier délégué, qui doit au préalable, prendre possession des documents ou effets, revenant de droit à l'administration militaire. Les officiers décédés sont toujours enterrés avec pompe (parade d'obsèques). Pour l'enterrement d'un premier ou d'un second-lieutenant, il est commandé un détachement composé d'un premier-lieutenant, d'un second-lieutenant, et respectivement de 60 ou 40 hommes (dans la cavalerie 40 ou 30 chevaux); la force du détachement se règle d'après le grade du défunt; pour un feld-maréchal, elle est de 3 bataillons, 4 escadrons et 12 bouches à feu.

Les troupes chargées de rendre les honneurs funèbres marchent en avant du cercueil, accompagnées de la musique; elles doivent tirer trois salves, dès que la dépouille mortelle est déposée dans le corbillard (dans la cavalerie, ces salves sont fournies au moyen des pistolets ou des carabines). Les officiers en non-activité sont enterrés sans pompe.

VI. SERVICE DANS LES ÉCURIES.

§ 239.

Le service d'écurie est très-important à bien établir, car les bons chevaux font la bonne cavalerie, et une artillerie de campagne mal attelée, ne peut rendre de grands services. Les soins à donner aux chevaux comprennent: une nourriture et un abreuvement suffisants et donnés en temps opportun, un pansage régulier, et une litière bien fournie.

§ 240. *Fourrage.*

La ration journalière est divisée en 3 parties; chaque partie est donnée en deux fois. On ne doit jamais faire manger les chevaux immédiatement après de grandes fatigues; il faut attendre une ou deux heures, et ne leur faire boire alors que de l'eau propre, et pas trop fraîche. Il est bon de garder un peu de foin qu'on leur donne à la rentrée à l'écurie.

§ 241. *Pansage.*

Il y a un proverbe qui dit: Un bon pansage vaut la moitié de la

nourriture. Voici la meilleure manière de procéder à cette opération : Quand le cheval est sale ou qu'il transpire, on doit d'abord le bouchonner fortement avec un bouchon de paille; dans les circonstances ordinaires, ou après cette opération, on étrille l'animal, aussi bien d'un côté que de l'autre. Les pellicules et la poussière enlevées par l'étrille, sont déposés derrière chaque cheval en longues lignes, pour qu'on puisse s'assurer que les cavaliers n'ont pas été paresseux. On lisse le poil au moyen d'une loque sèche, après l'avoir bien épousseté; puis on frotte avec un linge mouillé, les yeux, les nascaux, l'anns et le fourreau; en été, ces parties sont lavées à grande eau, ainsi que le bas des jambes, jusqu'au-dessus des genoux et les articulations. On termine le pansage par décroter et peigner le toupet, la crinière et la queue. Le bain est très-favorable à la santé des chevaux, en été.

§ 242.

Le service journalier est réglé comme suit dans les grandes écuries: Le maréchal-des-logis-chef est spécialement chargé de leur surveillance dans la cavalerie; dans l'artillerie, ce soin incombe à un sous-officier particulier, appelé maître-des-fourrages. L'officier et le sous-officier du jour dirigent le service journalier, et surveillent les détails d'exécution. Il est commandé chaque jour une garde des écuries, dont la force varie avec les circonstances (ordinairement 1 brigadier et 6 hommes par escadron, fournissant 2 sentinelles); ces hommes sont en tenue d'écurie. Ils doivent tenir tous ces locaux en ordre et dans le plus grand état de propreté, nettoyer les ustensiles, surveiller les chevaux; ils ne doivent pas rester en place, mais continuellement aller et venir; ils expulsent le fumier au fur et à mesure qu'il est produit, empêchent les chevaux de se délier, de s'échapper, de se battre ou de se mordre entre eux; ils doivent les détacher immédiatement, quand ils se sont embarrassés, soit dans les chaînes, soit dans les barres; enfin, ils veillent à ce qu'on ne fume pas dans les écuries.

Le premier repas des chevaux se fait au point-du-jour; ce sont les gardes d'écurie et certains hommes désignés, qui sont chargés de la distribution; le fourrage est donné en deux fois, comme nous l'avons dit plus haut; le foin est donné à part. Immédiatement après, chaque cavalier procède au pansage de sa monture. Une demi-heure après le réveil, la litière est enlevée, et remuée de manière à séparer le fumier, qui est porté dans une fosse; les écuries sont nettoyées; les chevaux sont conduits à l'abreuvoir, et munis en

hiver de leur couverture. Le maréchal-des-logis-chef rassemble les sous officiers pour le rapport. A 8 heures, on distribue la moitié de la ration de foin ; les jours d'exercice, cette distribution ne se fait qu'à la rentrée au quartier. Les circonstances peuvent obliger à ne pas retirer la litière pendant le jour ; mais alors le commandant doit donner un ordre formel. Il est essentiel qu'elle soit, dans tous les cas, bien remuée, débarrassée de tout le crottin, séchée et bien éparpillée.

Le deuxième repas des chevaux se fait à onze heures ; les jours d'exercice, il se fait deux heures après la rentrée au quartier. Le second pansage est pratiqué deux heures après ; on conduit ensuite les chevaux à l'abreuvoir, comme le matin ; on met la litière dans les écuries, et on fait l'appel général.

Le 3^e repas a lieu ordinairement à 6 heures du soir ; à 8 1/2, les gardes d'écurie et certains hommes désignés font boire les chevaux ; ils remuent une dernière fois la litière, et mettent au râtelier l'autre moitié de la ration de foin ; en hiver les couvertures sont enlevées.

Les jours d'exercice, à la rentrée dans les écuries, les fenêtres et les lucarnes sont hermétiquement fermées ; après quelques minutes d'attente, les chevaux sont dessellés, bouchoonnés et munis de la couverture, que l'on n'ôte, que lorsque les chevaux ne sont plus en transpiration.

VII. DÉVELOPPEMENT MORAL ET INTELLECTUEL DES MILITAIRES.

§ 243.

L'éducation du soldat ne consiste pas exclusivement à le préparer aux devoirs de la vie militaire ; on doit lui former le caractère et cultiver son intelligence, en l'instruisant et en l'encourageant. De cette manière, non-seulement on le rend utile à l'armée, mais on en fait un citoyen accompli, pouvant rendre plus tard des services au pays. Les chefs doivent donc surveiller la conduite de leurs subordonnés, hors de service, ainsi que leur vie privée, au même titre, que l'accomplissement de leurs devoirs militaires.

§ 244.

Le perfectionnement moral des soldats est spécialement confié aux commandants de compagnie ; leur perfectionnement intellectuel, aux professeurs des écoles de bataillon et de régiment. La conduite privée des officiers est surveillée spécialement par les chefs de corps ; leur instruction est cultivée au moyen de conférences

faites en hiver, dans les régiments, par les officiers eux-mêmes; ces conférences roulent sur les manœuvres, ou bien sur des applications de la tactique, et du service de campagne; ou bien sur un problème quelconque de l'art militaire; chacun est tenu de remettre un rapport écrit, sur la question qu'il a traitée. C'est surtout à l'académie de guerre que la science militaire est enseignée. Les sentiments religieux sont entretenus par les pasteurs et les aumôniers militaires.

VIII. HONNEURS A RENDRE.

§ 245.

Les officiers sont tenus de se saluer réciproquement, en portant la main droite à la coiffure; le moins élevé en grade salue le premier; ils doivent faire halte et front pour S. M. le Roi, les princesses et les princesses de la maison royale. Les médecins militaires ont droit aux mêmes honneurs que les officiers de leur grade; il serait à souhaiter, que cette mesure s'étendit à tous les employés militaires assimilés au grade d'officier, car ils constituent une partie importante de la puissance militaire.

Les sous-officiers et les soldats doivent le salut à tous leurs supérieurs; beaucoup d'entre eux font halte et front à l'approche des officiers; ils ne sont pas alors tenus de porter la main droite à la coiffure. Cette mesure nous semble pour le moins inutile; car en matières d'honneurs, rien ne doit être laissé à l'appréciation de la troupe; et si certains chefs indifférents, n'exigent pas le salut de la part de leurs subordonnés, en les obligeant à faire halte et front, les autres auraient mauvaise grâce à être plus difficiles, et passeraient pour des hommes tracassiers aux yeux de la troupe, s'ils l'étaient réellement.

§ 246.

Quand un détachement armé est conduit par un lieutenant, soit dans la garnison, soit au camp, il fait porter l'arme pour les généraux, les officiers supérieurs et ses chefs directs; si le détachement n'est pas armé, il commande: Redressez-vous! à ce commandement, les hommes s'alignent dans chaque rang ou file, et marchent en ordre.

Si la troupe est de pied ferme, l'arme au pied, le chef commande: garde à vous! les hommes prennent la position, et fixent le chef, à qui l'on rend les honneurs.

Pendant les manœuvres, il n'est rendu aucun honneur ; seulement le commandant de la troupe est tenu de se porter au-devant de tous les officiers d'un grade supérieur au sien, et de les renseigner sur le corps de troupes qui exerce, et sur la nature de la manœuvre.

En route, hors de la garnison, le commandant de la colonne rend les honneurs en commandant : redressez-vous ! Les hommes, après avoir ôté la pipe de la bouche, marchent en ordre. Si la troupe est au repos, on la rassemble immédiatement, et on lui fait porter les armes, après avoir rompu les faisceaux.

Dans les avant-postes, les honneurs ne sont pas rendus ; mais les commandants de poste sont tenus de se présenter à tout chef qui approche.

IX. ORDRES MILITAIRES, DÉCORATIONS, DISTINCTIONS HONORIFIQUES.

Les distinctions honorifiques constituent un puissant stimulant de l'amour du devoir et de l'honneur militaire.

§ 247. *Ordres militaires, décorations.*

Ce sont :

1) L'ordre de l'aigle rouge avec les épées. Il est divisé en 4 classes et une grand'croix ; on ne l'accorde que pour action d'éclat ou distinction à la guerre. Il fut fondé en 1724, par le margrave de Bayreuth, nationalisé en 1792 ; c'est pendant la campagne de 1849, qu'on y ajouta les épées.

2) L'ordre du mérite militaire fondé en 1667, avec la dénomination d'ordre de la générosité ; reçut en 1740 son titre actuel ; depuis 1810, on ne l'accorde que pour action d'éclat, ou distinction en campagne ; dorénavant, on ne l'octroiera qu'aux généraux, et aux officiers supérieurs.

3) La croix de fer, fondée en 1813 pour la guerre de l'indépendance ; divisée en 2 classes ; elle a été amplement distribuée pendant la campagne de 1870.

4) La décoration militaire fondée en 1806, est accordée aux sous-officiers et aux soldats qui se distinguent à la guerre ; comprend 2 classes.

5) La médaille de guerre. — Tout ceux qui ont pris part à la guerre de l'indépendance, l'ont obtenue. Il y en a de deux modèles : un pour les combattants, un pour les non-combattants.

6) La médaille de Hohenzollern, pour tous ceux qui ont servi avec fidélité, au moins pendant 14 jours, du 1^{er} Mars 1848 au 1^{er} Octobre 1849.

7) La croix de distinction dans le service, fondée en 1825, en

faveur des officiers ayant 25 ans de service accomplis ; les années de campagne comptant doublement.

8) La médaille de service (3 classes), fondée en 1825, en faveur des sous-officiers et des soldats, ayant servi respectivement 21, 15 ou 9 ans d'une manière irréprochable.

9) La médaille de distinction de la landwehr, fondée en 1842, accordée à tous les officiers, les sous-officiers et les soldats de la landwehr, qui ont accompli d'une manière irréprochable, leur temps de service dans les deux bans.

§ 248. *Autres ordres, premiers et décorations.*

1) L'ordre de l'aigle noir, fondé lors du couronnement du 18 Janvier 1701 ; le collier est accordé séparément.

2) L'ordre de l'aigle rouge sans épée (4 classes et un grand-croix).

3) L'ordre de Hohenzollern, établi en 1841 par les maisons de Hohenzollern-Sigmaringen et Hechingen, nationalisé en 1851, et divisé en deux branches (croix avec plaque, et aigle). Ou l'accorde pour dévouement envers le souverain et les princes. Chaque branche compte 4 classes. Des décorations d'une autre catégorie, sont octroyées par les princes de Hohenzollern, avec l'agrément du roi ; elles comprennent 3 classes de croix d'honneur, et 2 classes de médailles. A la 1^{re} division est attachée la médaille de Hohenzollern du § 247.

4) L'ordre de la couronne royale (1 classe) institué en 1861.

5) L'ordre du mérite, accordé aux savants et aux artistes.

6) La croix d'honneur générale, fondée en faveur des employés inférieurs.

7) La médaille de sauvetage (ne peut se détacher du ruban).

8) L'ordre de St-Jean, fondé en 1048, sécularisé en 1810. S. M. en est le grand-maitre ; les décorés se divisent en chevaliers du droit et chevaliers d'honneur. (1)

§ 249. *Distinctions honorifiques accordées à certaines classes de militaires.*

Les caporaux et les simples soldats volontaires portent une dra-

(1) D'autres décorations ont été instituées, depuis la publication de la 1^{re} édition de cet ouvrage ; en voici l'énumération : la croix du mérite militaire (pour les sous-officiers) ; la médaille commémorative de la guerre de l'indépendance ; la croix de Duppel ; celle d'Alsén ; celles de la campagne de 1804, et de la campagne de 1806 ; l'ordre Louise (pour les femmes), et la médaille de la couronne, donnée à l'occasion du couronnement de 1861.

gonne de sabre, d'un modèle particulier, et un liseré blanc et noir sur le bord extérieur des pattes d'épaule.

Les sous-officiers et les soldats, ayant été détachés soit au bataillon d'instruction, soit à l'école d'équitation, portent un liseré sur le bord extérieur des pattes, de la même couleur que le numéro apposé sur celles-ci.

Les meilleurs tireurs de l'infanterie portent aux parements des manches, un cordonnet blanc et noir; on peut en obtenir jusqu'à trois (voir les détails au chapitre relatif au tir à la cible).

Les sous-officiers et les soldats ayant fréquenté une école de tir, portent aux parements des manches, des boutons ornés de l'aigle héraldique; les meilleurs tireurs d'entre eux portent en outre, un cordonnet blanc rayé de noir, aux parements.

Les sous-officiers ayant été délégués, comme instructeur-adjoints à l'institut central de gymnastique, et qui y ont obtenu la note : très-bien, ont le bord supérieur des pattes d'épaule, garni d'un cordonnet blanc et noir.

§ 250. *Distinctions honorifiques accordées à certains corps de troupes.*

Les distinctions honorifiques accordées aux régiments, peuvent être de trois espèces, qui sont :

1^o Marques spéciales dans certains détails de l'uniforme, pour hauts faits de guerre ou ancienneté du corps.

2^o Dénomination du chef actuel ou d'un ancien, au souvenir duquel l'Etat veut payer un tribut.

3^o Distinctions honorifiques et décorations accordées aux drapeaux et aux guidons des régiments ayant coopéré à une campagne. L'annuaire militaire pour l'année 1871, contiendra vraisemblablement une relation précise des hauts faits de guerre de chaque régiment, ainsi que les distinctions honorifiques octroyées à quelques uns d'entre eux. Nous ne relaterons ici, que les distinctions des deux premières espèces.

Les 7^e et 8^e compagnies des grenadiers de la garde, n^o 1, empereur Alexandre, portent une dragonne spéciale en cuir, pour avoir, à la bataille de Cassano (1705), attaqué l'ennemi avec impétuosité, le sabre en main, alors que toutes les cartouches étaient consommées.

Le régiment des grenadiers, n^o 1, qui est le plus ancien de l'armée, porte sur la plaque du casque le millésime de sa fondation (1619).

Le régiment des grenadiers n^o 9; les 4 compagnies d'artillerie

de place de la garde ; les 1^{re} et 2^e batteries à cheval ; la 1^{re} rayée ; la 2^e de 6^e ; et la 3^e de place de la brigade n^o 2 ; ainsi que la 3^e rayée de la brigade n^o 3, portent sur le casque l'inscription : « Colberg 1807 » ; pour avoir participé à l'héroïque défense de cette place forte.

Les 12 premiers régiments des grenadiers de la ligne ont un panache noir, comme marque d'ancienneté.

Les 1^{er} et 2^e bataillons du régiment de fusiliers n^o 34, portent au casque l'inscription : « distinction accordée au ci-devant régiment Suédois des gardes du corps de la Reine ; ce régiment prit part aux campagnes de Gustave-Adolphe et de Charles XII.

Le régiment des cuirassiers n^o 2 porte au casque l'inscription : « Hohenfriedberg 4 juin 1745, » et une grenade à la giberne.

Les officiers et les sous-officiers des régiments de cuirassiers n^{os} 2 et 6, ont une cuirasse en métal jaune.

Les régiments de dragons n^{os} 1 et 2 ont des timbales en argent ; les casques du premier sont ornés d'une aigle spéciale, ainsi que la poignée du sabre des officiers ; les bonnets du second portent aussi une aigle, et ses officiers sont armés d'un sabre, ayant une poignée d'un modèle particulier.

Les gibernes du régiment des dragons n^o 3, portent l'étoile de l'ordre de l'aigle noir.

La coiffure des deux premiers régiments de hussards est ornée d'une tête de mort ; la giberne, de l'étoile de l'aigle noire ; ces deux régiments ont en outre des timbales en argent.

Les régiments suivants ont reçu, comme distinction honorifique, la dénomination d'un de leurs anciens chefs, ou du chef actuel. Les 4 des grenadiers de la garde ; ceux des grenadiers de la ligne, n^{os} 2, 7, 8 et 12 ; ceux de cuirassiers n^{os} 1, 2, et 6 ; celui de dragons, n^o 1 ; ceux de hussards n^{os} 1, 2, 3, 5 et 7 ; et celui de uhlans, n^o 3.

X. C O N G É S .

§ 251.

Les généraux commandeurs peuvent accorder aux capitaines et aux lieutenants des congés de trois mois ; les généraux divisionnaires ne peuvent accorder que six semaines, les brigadiers, 4 semaines ; et les chefs de corps, quatorze jours ; ces congés ne sont valables que pour voyager dans les états de l'ancienne confédération germanique. Les commandants de détachement ont sous ce rapport, les mêmes droits que les chefs de corps ; à moins que leur

détachement ne soit placé avec d'autres troupes sous un commandement supérieur. Un certificat médical doit être joint à toute demande de congé de convalescence.

Les officiers malades, qui postulent l'autorisation de suivre une cure à l'étranger (ville d'eaux, établissement de santé renommé,) doivent joindre à la demande un certificat médical, constatant qu'aucun établissement thermal de l'intérieur du pays, ne satisfait aux conditions exigées. En règle générale, ces certificats doivent émaner des médecins de régiment, ou d'autres d'un grade supérieur; dans tous les cas, ils doivent être apostillés par ces autorités. Les congés sont à solde entière pour les 45 premiers jours; les 135 jours suivants, il est fait une retenue journalière sur la solde, et proportionnelle au grade (1^{er} lieutenant 10 gros ou fr. 1-20; 2^d lieutenant, 7 1/2 gros ou fr. 0-90); passé ce terme, les appointements ne sont plus payés. Cette règle admet certaines exceptions; ainsi, les congés pour maladies sont à solde entière pour 6 mois, et S. M. le Roi peut même en accorder de plus longs.

La durée maximum des congés pour affaires particulières est de 6 mois. Pendant les grandes manœuvres du printemps et de l'automne, les officiers ne peuvent aller en permission, que pour motif de santé. Les congés de faveur de plus de 45 jours, ceux de toute durée pour l'étranger, ceux de convalescence de plus de 3 mois, doivent être demandés au Roi, par voie ordinaire de pétition.

§ 252.

Les congés ne prennent pas cours, tant que l'officier est réellement dans la garnison, au moment de la communication du mot d'ordre. — Les permissions d'un mois sont calculées à raison de quatre semaines. — Le sergent-major doit renseigner sur le rapport, le jour du départ et celui du retour des officiers qui s'absentent; il doit aussi connaître leur adresse. Les officiers séjournant plus de 24 heures dans une garnison étrangère, doivent une visite au chef le plus élevé en grade, qui s'y trouve; cette règle n'est pas applicable à Berlin, pour les officiers des garnisons de Potsdam, Spandau et Charlottenburg, quand leur présence dans la capitale ne doit pas durer plus de deux jours. A leur arrivée dans une forteresse, quelle que soit la durée du séjour, les officiers doivent se présenter chez le commandant de place.

On n'accorde de prolongation de congé, que pour motif de santé ou d'intérêt grave, constaté par un certificat médical ou judiciaire. La demande de prolongation doit être faite en temps

opportun, c'est-à-dire assez tôt, pour permettre à l'intéressé de rentrer à la date fixée, si sa demande n'était pas prise en considération.

Les officiers partant en congé peuvent emmener leur ordonnance avec eux; mais ils doivent l'entretenir.

§ 253

Les chefs de corps peuvent accorder aux sous-officiers et aux soldats sous leurs ordres 8 semaines de congé; les chefs de bataillon quatre, les capitaines deux. Les commandants de troupes dans la province rhénane, peuvent accorder trois mois de congé à solde entière, aux sous-officiers et aux volontaires, qui veulent se rendre dans les provinces à l'est de l'Elbe. Les engagés volontaires peuvent obtenir des permissions d'un mois et demi à solde entière; mais les autres catégories de militaires n'obtiennent cette faveur, que pour cas spéciaux. L'allocation de pain n'est jamais donnée pendant l'absence du congédié.

Il est de règle d'accorder aux anciens sous-officiers, ayant douze ans de service, des congés de plusieurs mois de durée, pour leur permettre de se chercher dans le civil, une position convenable, et de se préparer à leurs nouvelles occupations. Pendant les périodes de grandes manœuvres, les chefs de corps doivent retenir à leur bureau, toutes les permissions accordées; ils renvoient annuellement dans leurs foyers, un certain nombre d'hommes ayant au moins deux ans de service; si d'ailleurs, l'effectif du régiment est au-dessus du nombre fixé par le ministre de la guerre; ces hommes restent à la disposition de l'autorité militaire; on les rappelle au fur et à mesure des pertes subies par l'effectif, telles que décès, mises à la réforme, jugements, etc.

XI. AFFAIRES D'INTÉRÊT PRIVÉ.

§ 254.

Nous avons déjà dit, que les supérieurs doivent s'occuper de la conduite privée de leurs subordonnés; les chefs de corps doivent spécialement surveiller, la manière de vivre des officiers sous leurs ordres; les conseils d'honneurs sont compétents, pour certaines infractions échappant à la juridiction des tribunaux militaires.

§ 255. *Mariages.*

L'autorisation de contracter mariage n'est accordée aux officiers

que par arrêté royal, et après qu'il a été constaté sérieusement, que les fiancés possèdent un revenu réel, suffisant pour vivre convenablement ; cette condition n'est pas exigible des officiers, ayant un grade au-dessus de celui de capitaine de 2^e classe. Les revenus annuels de la fiancée sont fixés comme suit :

250 thalers (fr. 937,50)	pour celle d'un capitaine de 2 ^e classe ;
350 " (fr. 1,687,50)	" " de 3 ^e classe ;
600 " (fr. 2,250)	" " d'un lieutenant. (1)

Les capitaux avancés par une tierce personne ne peuvent être comptés, dans le montant du cautionnement, qu'après avoir fourni la preuve, qu'ils sont réellement à la disposition des futurs, et enregistrés en leur nom, comme bien-fonds, hypothèques ou fondations notariées de rentes. Les officiers qui contractent mariage, doivent verser à la caisse des veuves une certaine somme, dont le montant varie entre 50 et 500 thalers (fr. 187,50 à 1,875). Cette institution paie annuellement 630,000 thalers (fr. 2,262,500), auxquels il faut ajouter les pensions de veuves accordées par le gouvernement : (150,000 thalers ou fr. 562,500). Le chef de corps accorde l'autorisation de contracter mariage, aux sous-officiers et aux soldats sous leurs ordres, moyennant les conditions suivantes : conduite irréprochable de la future ; certificat constatant que les fiancés possèdent le capital nécessaire aux frais de premier établissement ; renonciation enregistrée, à tout secours pouvant émaner du gouvernement. Dans certains cas spéciaux, les commandeurs peuvent accorder la même faveur moyennant la consignation d'une somme de 50 thalers (fr. 187,50) dans la caisse du bataillon.

§ 256. *Relations des militaires avec les tribunaux civils.*

Pour tous les délits étrangers au service, les militaires sont justiciables du tribunal de 1^{re} instance de leur garnison. Les assignations destinées aux sous-officiers et aux soldats, leur sont remises par l'intermédiaire de leur commandant de compagnie, à qui elles sont adressées ; celles destinées aux officiers leur sont données directement. Les condamnations pour dettes, prononcées contre des officiers, sont communiquées au chef de corps. On ne peut exercer la contrainte par corps, ou l'arrestation d'un militaire, que dans des

(1) Il y a en Prusse une caisse militaire des veuves. La veuve d'un officier mort au champ d'honneur ou pendant la mobilisation, reçoit en outre de la pension, un secours, qui se monte à 400 thalers, pour la veuve d'un général ; à 300 pour celle d'un officier supérieur ; à 200 pour celle d'un officier subalterne. Chaque orphelin reçoit dans ce cas une pension annuelle de 50 thalers, jusqu'à la 18^e année d'âge.

cas graves spéciaux, et suivant certaines restrictions. On ne peut opérer pour dettes, qu'une certaine retenue sur les appointements des officiers; cette retenue s'élève mensuellement à 2 thalers (7-42 fr.) pour un second-lieutenant d'infanterie; 3 thalers (fr. 11-13) pour un premier-lieutenant; et 4 thalers (fr. 14-84) pour un capitaine de troisième classe. Les militaires pensionnés et les officiers congédiés de la landwehr seuls, peuvent subir la peine de l'emprisonnement; mais les employés militaires actifs, et les officiers en disponibilité, sont sous ce rapport assimilés aux militaires; les testaments faits par ceux-ci, en temps de guerre, sont dispensés des formalités légales ordinaires.

§ 257. *Relations des militaires avec la police locale.*

Les militaires sont sous la juridiction de la police locale, pour tous les délits contre les règlements de police; pour autant que ceux-ci soient publiés, ou communiqués par la voie de l'ordre. Les gendarmes ont les mêmes attributions que les agents de police.

§ 258. *Contributions et impôts.*

1) Tout citoyen, dont le revenu annuel est taxé à moins de 1,000 thalers (fr. 3,710) paie un impôt indirect, dans les localités où existent les droits de mouture et d'abattage; et un impôt direct dans tous les autres.

Les sous-officiers et les soldats, ainsi que leur ménage, sont affranchis de cette contribution; les officiers ne la paient pas en temps de mobilisation.

2) Tout ménage, jouissant d'un revenu de plus de 1,000 thalers (fr. 3,710), doit payer au trésor l'impôt sur le revenu, dont le montant est proportionnel au total des rentes de tout le ménage, et s'élève au plus à 3 % de ce total. Les militaires doivent payer cette contribution, même en temps de mobilisation. Les appointements, le service, et le supplément de service, comptent dans l'évaluation du revenu; les autres allocations ne comptent pas.

L'impôt classifié et les droits de mouture et d'abattage, ne sont pas appliqués aux citoyens soumis à l'impôt sur le revenu; ceux-ci paient annuellement pour cela, une somme fixe de 20 thalers (fr. 74-20), qui est portée en déduction du total de leurs contributions.

3). Les militaires ne sont pas soumis aux taxes communales; excepté celle opérée sur les chiens.

CHAPITRE III.

Pratique du service intérieur dans les batteries, les escadrons ou les compagnies

I. GÉNÉRALITÉS.

§ 259.

Nous avons déjà dit au § 25, que la compagnie, l'escadron et la batterie, forment les unités des troupes pour le service intérieur, l'instruction et l'éducation militaires. Ce sont les premières fractions de l'armée, organisées de manière à se suffire à elles-mêmes; par leur réunion, elles forment des bataillons, des régiments, etc.. La compagnie doit être une seconde famille pour les militaires; chacun de ses membres doit connaître intimement les autres. Sous le rapport tactique, elle n'est pas toujours l'unité; mais cependant, en campagne, elle est fréquemment livrée à elle-même. L'escadron est souvent détaché, la batterie l'est presque toujours.

§ 260. *Subdivisions.*

Pour mieux assurer la pratique du service intérieur, et la surveillance de la compagnie, on divise celle-ci en escouades, d'une vingtaine d'hommes chacune; en temps de paix, il y en a de 6 à 8, en temps de guerre, ordinairement douze; chacune d'elle est placée sous la direction d'un sous-officier. La répartition des hommes dans les escouades, ne se fait pas d'une manière uniforme; les uns la font d'après les rangs de peloton, d'autres, d'après les sections de l'ordre de bataille, d'autres par ordre alphabétique, etc. (1) Plusieurs escouades forment une inspection, qui est dirigée par un lieutenant; une compagnie en comprend autant que de lieutenants (deux ou trois); cette division en inspections n'est importante, que dans des cas très-rares.

(1) Certains commandants de compagnie classent leurs hommes, d'après le caractère et l'individualité du sous-officier qui doit les commander.

L'escadron est divisé en 8 sections, formées chacune d'un rang de peloton, et placée sous la surveillance des sous-officiers guides; les chevaux sans cavalier et ceux de remonte, forment des subdivisions à part; ce qui porte à dix ou douze le nombre de sections par escadron (de dix à quinze cavaliers chacun.) Les officiers ont la surveillance et la direction de leur peloton.

Dans l'artillerie de campagne, tout le personnel et les chevaux de chaque bouche à feu, forment la subdivision appelée pièce; les servants d'une batterie montée sont pourtant divisés en escouades, en temps de paix; la surveillance des pièces incombe aux sous-officiers; les conducteurs et les chevaux de trait sont répartis dans toute la batterie. Les chevaux de réserve forment deux subdivisions de réserve en temps de guerre, une en temps de paix. Les officiers et les sous-officiers ont la surveillance d'un certain nombre de pièces.

§ 261. *Ordonnance.*

L'ordre de bataille de l'infanterie est sur 3 rangs; le premier comprend les hommes les plus grands; le troisième, les plus adroits et les tireurs les plus habiles; les files dans chaque rang se disposent par rang de taille de la droite à la gauche. On s'écarte bien souvent de ces prescriptions; on rassemble ordinairement la compagnie par rang de taille.

Une bonne ordonnance est de grande importance dans la cavalerie; la répartition des chevaux doit se faire, de manière à établir un rapport intime entre les cavaliers et leur monture, en considération de la vigueur et de la taille; on doit aussi consulter, dans cette opération, le tempérament des chevaux, et les dispositions des cavaliers pour l'équitation; on place ordinairement au premier rang les plus habiles d'entre ceux-ci, et les chevaux les moins ombrageux; le 4^e peloton comprend les hommes les plus vigoureux, et les chevaux les plus solides.

Les conducteurs de l'artillerie doivent avoir le coup-d'œil sûr; on prend les conducteurs de limoniers, parmi les plus calmes et les plus forts; ceux de devant, parmi les plus habiles. Les chevaux limoniers doivent être robustes; ceux de devant, vifs et de grande taille; ceux de selle, petits, mais solides. Dans l'artillerie à cheval, les chevaux de trait doivent être tranquilles; on désigne deux chevaux de selle par bouche à feu, pour renforcer au besoin les attelages.

§ 262. *Fonds.*

Les fonds alloués aux compagnies sont les suivants :

1^o *Les frais généraux.* — Au moyen de cette allocation, les commandants de compagnie doivent entretenir les objets d'habillement et d'équipement de leurs hommes ; pourvoir aux réparations nécessaires, et subvenir aux dépenses imprévues, pour lesquelles il n'existe aucune indemnité spéciale. Le montant mensuel des frais généraux, pour un bataillon sur pied de paix, est de 33 thalers fr. 122,43 (1) ; on distribue aux compagnies les 5/6 de cette somme ; le sixième restant est à la disposition du chef de bataillon, pour toutes les dépenses imprévues précitées.

2^o *Les frais de bureau, destinés à l'achat des fournitures de bureau.* — Ils s'élèvent mensuellement à la somme de 3 thalers fr. 11,13 par compagnie.

Dans la cavalerie et l'artillerie, les fonds sont analogues à ceux précités ; il y a en outre les frais de ferrage, et ceux des réparations aux armes.

§ 263. *Appel.*

L'appel journalier est très-important ; pendant ce service, on communique les ordres aux compagnies ; on y ajoute les explications verbales nécessaires à leur stricte exécution ; on questionne les hommes passibles de punition ; on fait la lecture des articles de guerre ; on distribue la solde, et l'on inspecte les armes et les effets. Cet appel se fait ordinairement une fois par jour, en garnison ; il a lieu, soit immédiatement après la communication du mot d'ordre, soit après le repas de midi, soit immédiatement après un autre service commandé (surtout les jours de grande manœuvre) ; on y procède par escouade. Dans la cavalerie et l'artillerie de campagne (pour les conducteurs seulement), l'appel se fait ordinairement après le passage de l'après-midi, dans les écuries. Les jours de solde, on doit demander aux hommes, s'ils n'ont aucune réclamation à formuler, en ce qui concerne les diverses prestations.

II. FONCTIONS DES OFFICIERS.

§ 264. *Le commandant de compagnie, d'escadron ou de batterie.*

Le commandant de compagnie est responsable, en tout ce qui

(1) Cette allocation a subi récemment des modifications ; elle se monte actuellement à 38 thalers 18 gros et 9 pfennings, pour un bataillon de 331 hommes (fr. 43-23).

concerne le service intérieur dans la compagnie, ainsi que l'instruction et l'éducation militaire de ses hommes; pour arriver à ce but, il jouit de toute initiative, limitée seulement par les prescriptions ministérielles relatives à l'uniformité, qui doit présider à certains service. (Ordre du cabinet du 16 décembre 1858). Dans l'échelle hiérarchique, le capitaine est le premier officier, ayant le droit de punir; c'est le dernier connaissant les hommes par leur nom et leur caractère; il est le protecteur naturel de la compagnie, et en particulier de tous les membres qui la composent. De lui émanent toutes les dispositions relatives à l'ordre et au service intérieur; c'est lui qui doit provoquer l'esprit de corps et toutes les autres vertus militaires, dans sa troupe; il dirige en outre tous les exercices de détail. Pour remplir une mission aussi compliquée, un commandant de compagnie doit être secondé par un cadre excellent de sous-officiers, dont la formation lui est encore confiée. Il doit en outre utiliser le plus possible ses officiers de compagnie, et les diriger dans l'étude des connaissances militaires.

Le chef d'escadron jouit encore d'une plus grande indépendance, que le commandant de compagnie; il ne conduit jamais de subdivision dans les manœuvres; il est souvent détaché avec sa troupe; et dans ce cas, il a les mêmes droits que les chefs de bataillon, en ce qui concerne les congés et les punitions. Ses attributions embrassent la direction des hommes et des chevaux de son escadron; il est responsable que ses officiers soient convenablement montés, et qu'ils s'appliquent dans l'art de l'équitation.

Les batteries sont ordinairement détachées isolément en campagne; pour ce motif, leur commandant jouit d'une initiative plus grande, que celle dévolue au commandant d'escadron ou de compagnie; en temps de paix cependant, les batteries composant une division tiennent ordinairement garnison dans la même localité.

§ 265. *Les officiers de compagnie.*

Les officiers de compagnie ont pour mission de secondar le capitaine, et de le remplacer au besoin; dans ce dernier cas, ils doivent s'attacher à ne pas introduire d'innovation dans le service, et à bien se pénétrer de l'esprit, et de la manière de voir du commandant absent. Ils ont chacun la surveillance d'une inspection (d'une section dans la cavalerie et dans l'artillerie montée); ils doivent contrôler leurs chefs d'escouade, et s'assurer fréquemment du bon entretien de l'habillement et de l'armement. En dehors de ces attributions spéciales, le chef d'inspection ne peut constituer une auto-

rité intermédiaire, entre les escouades et le capitaine; sans cela, le mécanisme militaire deviendrait trop compliqué, et il n'y aurait plus d'unité d'impulsion dans la compagnie.

Les officiers de la compagnie roulent entre eux pour le service de semaine ou du jour. — L'officier du jour est chargé spécialement de la surveillance de la compagnie; il s'assure de la propreté des chambres, et prévient le capitaine de tous les événements qui se produisent parmi sa troupe (mort, désertion, etc.); il dirige en outre les exercices de détail, qui sont imposés seulement à une partie de la compagnie; il assiste à l'appel, et n'est pas tenu de rester chez lui, en dehors des heures de service.

Dans la cavalerie, l'officier de semaine doit visiter les écuries tous les matins, et une fois pendant la semaine, la nuit; il doit présider à la réception du fourrage et du pain. — Les fonctions de l'officier de semaine dans l'artillerie, sont analogues à celles-ci.

§ 266. *Continuation.*

Le commandant de compagnie emploie ses officiers aux divers exercices, comme il le juge convenable; surtout pendant le semestre d'hiver, désigné spécialement pour l'instruction de détail. Pour rendre la direction de la compagnie le plus indépendante possible, il serait à désirer qu'on pût confier à chaque officier la surveillance d'une branche spéciale du service (escrime à la baïonnette, gymnastique, instruction); mais le nombre des officiers est trop restreint, les mutations qu'ils subissent sont trop fréquentes; enfin, de nombreux services en dehors de celui de la compagnie, leur sont imposés; il en résulte, qu'on ne peut pas toujours mettre en pratique le principe énoncé; on doit cependant le faire le plus possible. Les lieutenants d'infanterie sont encore chargés de l'instruction des recrues; dans beaucoup de régiments, les seconds-lieutenants nouvellement promus doivent dresser à leur commandement, deux recrues de la plus prochaine incorporation, à partir du jour de leur nomination.

Dans la cavalerie, les lieutenants ont chacun une branche spéciale du service à diriger; ils doivent vers le mois de Mars, prouver qu'ils se sont acquittés avec zèle et activité de leur besogne. Le dressage des chevaux de remonte et des anciens chevaux rétifs est confié au plus ancien lieutenant; un des seconds-lieutenants est chargé de la 2^e classe d'équitation (la meilleure); l'autre de la 1^{re}. Le commandant d'escadron distribue en outre à ses 3 officiers, en ne consultant que le bien du service, la surveillance de l'école d'escadron.

dron, de l'instruction individuelle, de la voltige, des exercices à pied et du maniement des armes, pour les anciens cavaliers. Un second-lieutenant est désigné pour diriger l'instruction des recrues, dans toutes les branches du service; on ne charge jamais le plus jeune de cette mission.

Dans l'artillerie, le service est partagé de la manière suivante, pendant la période d'hiver :

Le plus ancien lieutenant est chargé de l'instruction théorique et pratique du cadre; dans l'artillerie à cheval, il dirige le cours d'équitation (les 8 ou 10 meilleurs cavaliers en sont exemptés), il surveille le dressage des chevaux de remonte et de ceux ombrageux. L'instruction des conducteurs est dévolue au second officier; dans l'artillerie à cheval, il surveille en outre tous les exercices des anciens soldats, confiés spécialement à un ou plusieurs sous-officiers; il seconde aussi le plus ancien officier dans le cours d'équitation. Le plus jeune second-lieutenant instruit les recrues, dans toutes les branches du service. — Au printemps le capitaine dirige l'école des voitures; dans l'artillerie à cheval, le plus ancien lieutenant le remplace, tandis que les autres officiers continuent à s'occuper de l'instruction des cavaliers.

III. FONCTIONS DES SOUS-OFFICIERS.

§ 267. *Les sous-officiers en général.*

Les sous-officiers sont les supérieurs et les instructeurs immédiats des soldats; ils sont de même origine que ceux-ci, et vivent avec eux dans une étroite communauté; pour ces motifs, il est essentiel qu'il conservent intacte leur autorité vis-à-vis de la troupe; et qu'ils jouissent, par leur bon exemple, d'une grande influence sur celle-ci. Ce sont les sous-officiers qui s'occupent de tous les détails d'intérieur, qui forment individuellement chaque soldat, et qui leur inculquent les principes de l'éducation militaire; les services qu'ils rendent sont plus importants qu'on ne croit, et doivent être appréciés par les chefs à leur juste valeur; si les détails d'une machine sont mauvais, celle-ci ne fonctionnera pas bien; il en est de même de l'armée; si l'instruction individuelle des soldats laisse à désirer, les grandes opérations d'ensemble ne pourront réussir. Les sous-officiers n'ont généralement pas d'ordres à formuler; mais ils doivent transmettre aux hommes ceux donnés par les supérieurs, et veiller à leur entière exécution; ils sont tenus aussi de faire observer les réglemens militaires, et en particulier, les recomman-

dations du commandant de la compagnie ; ils constituent en un mot, la cheville ouvrière du service intérieur.

Le sous-officier, de même que le lieutenant, n'a pas le droit de punir ; mais l'un et l'autre doivent mettre aux arrêts provisoires tout inférieur qui a commis une faute grave, en donnant immédiatement avis du fait au capitaine ; ordinairement la punition est prononcée par celui-ci, à la prochaine parade de garde.

Nous avons déjà dit aux § 86 et 200, combien il est regrettable de voir l'exiguité de la solde des sous-officiers, eu égard à la tâche ingrate qui leur est imposée, et surtout aux services pleins d'abnégation qu'ils rendent au gouvernement ; exprimons ici l'espoir de voir étendre les effets de la loi concernant les positions civiles accordées aux anciens militaires ; toutefois, cette loi présente l'inconvénient, comme nous l'avons déjà dit, d'attirer dans les rangs de l'armée, des jeunes gens n'ayant pas le goût prononcé de la carrière des armes ; mais désireux d'acquérir un établissement civil, après un certain nombre d'années de service.

Il résulte de toutes ces considérations qu'il devient de plus en plus difficile et nécessaire d'améliorer la position des sous-officiers, et de leur conserver intacte leur autorité vis-à-vis de la troupe.

§ 268. *Le sergent-major et le maréchal-des-logis-chef.*
(*Wachtmeister*).

Les fonctions du sergent-major comprennent avant tout :

- 1) Les travaux écrits de la compagnie ;
- 2) La surveillance de l'ordre intérieur.

Le sergent-major est le premier chef des sous-officiers et des soldats ; il les commande pour tous les services ; il les rassemble et les range à chaque prise d'armes ; il fait parvenir au capitaine toutes les demandes, plaintes ou rapports ; sans jamais chercher à lui cacher un fait important. Il communique les ordres journaliers aux officiers de la compagnie, soit directement, quand ils sont à la caserne ; soit en leur envoyant tous les jours le livre de parole ; soit en les prévenant pendant la semaine, par billet écrit, des services qui les concernent spécialement ; et en leur communiquant le dimanche, le livre de parole. Il remet le dimanche un rapport à chaque officier de la compagnie ; il transmet journellement à l'adjudant du bataillon (ordinairement l'après-midi), l'état des mutations survenues pendant les dernières vingt-quatre heures écoulées. Cet état renferme tous les changements arrivés dans la compagnie, tels que maladies, congés, détachements, etc. ; il indique

les exercices, que le commandant de compagnie a ordonnés pour le lendemain; de cette manière les supérieurs sont prévenus, et ils peuvent de temps en temps surveiller le travail des compagnies.

Les livres à tenir par les sergents-majors sont les suivants :

1) Le rôle généalogique, indiquant les lieux de naissance et de domicile de tous les hommes.

2) Le livre de parole, contenant les ordres journaliers donnés verbalement ;

3) Le livre d'ordres (contenant les ordres permanents) ;

4) Le livre de rapport, dans lequel toutes les mutations journalières sont renseignées (maladies, congés, détachements, absences quelconques) ;

5) Le livre de punitions ;

6) Le rôle de service pour commander les différents tours ;

7) Le journal des exercices, renseignant jour par jour les exercices exécutés par la compagnie ;

8) Le rôle de section ;

9) Le livre de quittances de la poste, contenant les acquits pour tous les articles d'argent transmis aux soldats par la poste ;

10) Le journal de caisse, renseignant sommairement les recettes et les dépenses de la compagnie ;

11) Le livre de solde, dans lequel sont inscrits les comptes des hommes ;

12) Le compte des dépenses ;

13) Le livre de décompte, renseignant les sommes délivrées aux soldats pour décompte, ainsi que leurs quittances.

Quand la compagnie fait ménage à part, le sergent-major doit encore tenir à jour un livre particulier, appelé livre de ménage ; ce sous-officier est ordinairement aidé dans sa besogne administrative, par un soldat de la compagnie sachant bien écrire. Le commandant de compagnie désigne pour remplacer le sergent-major, non le plus ancien sous-officier, mais celui qui a le plus d'aptitude. Dans la cavalerie et l'artillerie de campagne, le maréchal-des-logis-chef a en outre dans ses attributions, la surveillance spéciale du service des écuries et celle du quartier ; il doit aussi tenir des registres analogues à ceux usités dans l'infanterie.

Le sergent-major est ordinairement exempté de certains exercices de détail, tels que les petites applications de service de campagne. Ce sous-officier doit être recommandable sous tous les rapports ; il doit joindre à une excessive probité, une grande intelligence et de l'habileté pratique ; il doit de lui-même inspirer le respect à ses

subordonnés. Le vice-sergent-major a le même service que les autres sous-officiers.

§ 269. *Le porte-épée-enseigne et les avantageurs.* (1)

Les conditions exigées pour l'obtention des grades de porte-épée-enseigne et de second-lieutenant, ont été spécifiées aux §§ 89-91. Les avantageurs doivent connaître, comme les autres soldats, les diverses branches du service, et savoir remplir les fonctions de chaque espèce de sous-officiers ; on doit, pour leur avancement, prendre en considération leur âge et leur état de santé.

Il importe que les aspirants-officiers vivent, pendant quelques semaines au moins, dans une caserne ; de cette manière, ils apprennent à connaître le soldat, ses besoins, ses vicissitudes, ses qualités, ses défauts, son caractère ; et plus tard, quand ils commanderont à des hommes, cette connaissance leur sera très utile.

Le porte-épée-enseigne doit, avant d'apprendre le métier pratique d'officier, connaître à fond les fonctions des sous-officiers ; il doit donc avoir la surveillance d'une escouade, et donner l'instruction de détail aux recrues ; il lui serait même très utile, s'il a du temps disponible, d'apprendre les métiers de fourrier, de capitaine d'armes, et de sergent-major, il connaîtra ainsi les rouages du service intérieur d'une compagnie. Le porte-épée-enseigne et les avantageurs sont aux ordres immédiats du sergent-major.

Les officiers doivent attirer le plus possible les porte-épée-enseignes et les avantageurs dans leur société, pour apprendre à les connaître, et à les juger, lors de leur ballottage comme second-lieutenant ; pour les préserver des mauvaises connaissances, et former leur éducation militaire, en les dépouillant de leur étourderie habituelle.

§ 270. *Le capitaine d'armes de l'infanterie.*

Ce sous-officier est choisi par le commandant de compagnie, d'après son aptitude ; il doit remplir les conditions spécifiées aux §§ 276-279, relatives à l'obtention du grade de sous-officier ; il est chargé spécialement de l'habillement de la compagnie. Il préside à la réception des objets d'habillement et d'équipement, surveille l'entretien des effets déposés dans le petit magasin de la compagnie ; c'est lui qui les délivre aux hommes, et les reprend en cas d'absence ; il surveille en même temps les deux ouvriers ; il tient

1, Terme générique appliqué aux candidats officiers.

au courant un livre particulier, appelé livre de chambre, dans lequel se trouvent inscrits tous les objets déposés dans le petit magasin ; il est chargé en outre de la tenue de l'inventaire, concernant les objets de petit équipement. Les principales qualités à rechercher dans un capitaine d'armes sont l'amour de l'ordre, la probité et l'économie. Ce sous-officier est exempté du service de garnison, et des exercices de détail.

§ 271. *Le quartier-maitre de la cavalerie et de l'artillerie à cheval ;
le capitaine d'armes de l'artillerie montée.*

Ces sous-officiers réunissent les attributions du capitaine d'armes, spécifiées dans le § précédent, à celles du fourrier et du sous-officier d'armement, que nous indiquerons plus bas ; ils ne doivent toutefois pas s'occuper du casernement, qui incombe au maréchal-des-logis-chef.

§ 272. *Le fourrier de l'infanterie.*

Le service du fourrier comprend le casernement et les prestations en nature ; ce sous-officier est tenu de se présenter chez le magistrat de la ville, lorsque la troupe doit être logée dans des quartiers naturels ; il reçoit les billets de logement, après avoir exhibé les pièces justificatives ; c'est encore lui, qui est chargé de la location des grands quartiers, le cas échéant. Quand la troupe est casernée, il a la surveillance du matériel de chauffage et d'éclairage, du mobilier, et des ustensiles déposés dans les chambres ; c'est lui qui envoie au lavage les fournitures de lit et les essuie-mains ; qui reçoit et distribue, en garnison, le pain de munition ; il est sous les ordres de l'inspecteur et de l'officier de casernement.

En marche, le fourrier est chargé de la désignation des quartiers de marche et de cantonnements ; ainsi que des prestations en nature. — Nous donnerons plus loin les détails relatifs au service du fourrier.

§ 273 *Le sous-officier d'armement de l'infanterie.*

Il a dans ses attributions l'entretien des armes de la compagnie, et les réparations à effectuer par l'armurier ; il tient au courant le contrôle d'armement et le livre des réparations à y faire. Il reçoit et distribue les munitions, prend les dispositions nécessaires, pour le tir à la cible ; annote les résultats du tir et les inscrit dans un livre particulier.

§ 274 *Le maître des fourrages de la cavalerie et de l'artillerie de campagne.*

Ce sous-officier est chargé de la réception, de l'administration, et de la distribution du fourrage ; les chevaux de remonte, et ceux placés dans des conditions particulières, reçoivent un supplément de nourriture. Il assiste aux repas des chevaux, mesure les rations, ensurveille la répartition ; il est responsable des cordes à fourrages, du hachement de la paille, et du bon entretien des chevaux. Dans l'artillerie montée, le maître des fourrages a en outre dans ses attributions la surveillance du service des écuries.

§ 275 *Les chefs d'escouade, de section et de pièce.*

Le commandant d'escouade est le chef immédiat des hommes composant son escouade ; il en a la direction, dans tous les détails du service intérieur. Dans certains régiments, il est aussi chargé de leur instruction militaire (école du soldat, service des tirailleurs etc.,) ; mais ordinairement la compagnie est divisée en classes d'instruction, n'ayant aucun rapport avec les numéros des escouades. Il est responsable de l'entretien des objets d'armement, d'habillement et d'équipement de ses soldats ; il doit les inspecter minutieusement avant chaque service ; il doit s'occuper soigneusement de leur santé, veiller à la propreté de leur corps, s'assurer du nettoyage des chambres et écarter toute cause d'insalubrité. La veille d'une inspection, d'une revue ou d'une parade, il doit examiner l'équipement, et parer aux défauts qu'il y constate. Il fait l'appel de son escouade à chaque rassemblement, et en rend compte au sergent-major. Il doit connaître tous ses hommes, sous les rapports de l'application au service, de l'activité, du courage, des ressources financières et des liaisons. Les soldats vivant d'une manière déréglée sont mis en tutelle, sur l'ordre du commandant de la compagnie ; c'est alors leur chef d'escouade, qui administre jour par jour leurs deniers de poche soit en les leur payant directement, soit en acquittant leurs dettes ; dans les deux cas, les paiements doivent se faire en présence d'un tiers inspirant confiance.

Quand la troupe est logée avec nourriture chez l'habitant, il doit exiger que tous ses hommes aient un diner chaud : il tient un livre de ménage, contenant les quittances pour la nourriture. Le chef d'escouade n'a pas le droit de déterminer des punitions ; mais il peut inspecter l'équipement de ses soldats, quand il le juge convenable ; et les obliger à le broser de nouveau, s'il

n'est pas satisfait de son inspection ; il ne doit pas abuser de ce moyen, et ne peut en général, ordonner aux hommes de s'habiller et de s'équiper pour lui ; tandis que le capitaine peut les punir, en leur imposant une nouvelle inspection. Dans certains régiments, les sous-officiers ont cependant le droit de faire comparaître devant eux, pour un temps déterminé, les soldats négligents ; dans d'autres, cette faculté est laissée à l'appréciation du capitaine ; mais dans tous les cas, ces inspections supplémentaires doivent se faire au quartier.

Le chef d'escouade doit réprimander ceux de ses hommes, qui auraient commis une faute légère ; en cas de récidive, ou bien quand la faute est grave, il en donne immédiatement avis au commandant de compagnie ; s'il négligeait cette prescription, il deviendrait passible d'une punition ; la discipline est sapée, les injustices se produisent. quand les fautes graves ne sont pas toujours portées à la connaissance du capitaine.

Généralement les sous-officiers négligents viennent à tout propos et pour des futilités, faire des rapports aux officiers, à charge de leurs subordonnés ; d'autres articulent des plaintes, auxquelles il ne peut être donné aucune suite ; ils croient par là faire preuve de zèle, et ne démontrent qu'une chose ; c'est qu'ils n'ont pas d'ascendant sur la troupe, et que leur autorité est précaire.

Les soldats ivres doivent être traités avec la plus grande circonspection, pour ne pas susciter des actes d'insubordination ; s'il est possible, on doit les faire arrêter par d'autres soldats, et les faire conduire au lit ; dans tous les cas, tout scandale public commis par un militaire, doit être porté à la connaissance de son commandant de compagnie.

Les chefs doivent surveiller leurs subordonnés d'une manière ouverte et libre ; la franchise militaire s'accommode mal d'une discipline, basée sur l'espionnage et la délation ; enfin généralement, il est plus louable de prévenir les fautes que de les réprimer. Le chef d'escouade doit posséder une certaine fixité dans le caractère et la façon d'agir ; il doit être sérieux, calme et patient.

§ 276. *Le sous-officier du jour.*

Il est commandé tous les jours, dans chaque compagnie, un sous-officier du jour.

Le sous-officier du jour doit rester chez lui, quand son service ne l'appelle pas autre part ; il conduit les malades à l'hôpital, fait incarcérer les hommes punis de détention, et va les rechercher à

l'expiration de leur peine; il est tenu de porter le livre de parole ou les billets de service, aux officiers de la compagnie; cependant, on l'autorise ordinairement à charger l'exempt du jour de ce soin; il surveille tous les détails du service intérieur, et constitue l'intermédiaire obligé, de toutes les communications et demandes à transmettre entre les chefs d'escouade, le sergent-major, et le commandant de compagnie; l'exempt du jour est directement sous ses ordres, pour les détails relatifs au service.

Quand la troupe est casernée, les sous-officiers qui prennent le service du jour à midi, doivent se présenter à cette heure à l'officier de caserne du jour.

Le sous-officier du jour doit veiller à l'ordre intérieur, et à la propreté du quartier occupé par la compagnie; à l'appel du soir, qui a lieu ordinairement à 9 heures, il passe dans les chambres des soldats et des sous-officiers, pour constater leur présence; il rend compte de l'appel au sergent-major et à l'officier de caserne du jour. Il procède de la même manière à l'appel du matin; immédiatement après le réveil, il fait nettoyer les chambres, et conduit auprès du médecin-adjoint du jour, les hommes qui se déclarent malades. Dans la cavalerie, le chef de section du jour doit rester dans les écuries, depuis le crépuscule jusqu'après le dernier repas des chevaux.

IV. FONCTIONS DES SIMPLES SOLDATS.

§ 277. *Les engagés volontaires.*

Nous nous sommes déjà occupé de cette classe de militaires dans la 1^{re} partie § 73. Leur engagement ne peut être résilié, que du consentement mutuel des deux parties ayant contracté, et avec l'autorisation du général-commandeur; cependant, quand un volontaire est puni de 6 semaines d'arrêts moyens ou plus, soit par un conseil de guerre, soit par un tribunal civil, son engagement est annulé; il en est de même, quand il est puni par récidive d'arrêts moyens, dans les mêmes circonstances; ou quand il est rétrogradé à la 2^e classe. La classe des volontaires constitue la pépinière des sous-officiers; elle est donc très-importante. On peut admettre dans les cadres d'un régiment, suivant une certaine proportion, des sous-officiers ou des soldats de la réserve ou de la landwehr.

§ 278. *Les exempts ou caporaux.*

Les exempts ou caporaux sont choisis par le commandant de

compagnie, parmi leurs meilleurs soldats; ils sont nommés par le chef de corps, qui peut aussi les révoquer pour inconduite ou inaptitude. Les fonctions des exempts consistent à seconder ou à remplacer les sous-officiers; ils sont répartis comme chefs de chambrée, dans les locaux occupés par la compagnie; ils commandent des petits postes en garnison, et remplissent les fonctions de caporal de pose dans les autres gardes. Il y a par compagnie un exempt du jour; son service, qui dure 24 heures, consiste à seconder le sous-officier du jour; il est placé sous les ordres de celui-ci et du sergent-major; il a surtout à s'occuper des services peut importants.

§ 279. *Les volontaires d'un an (einjährig freiwilligen).*

Voyez la 1^{re} partie § 72. Le temps de détention ne compte pas dans leur année de service. On ne peut leur accorder de congé de plus de quatorze jours que dans les circonstances pressantes; dans tous les cas, il restent d'autant plus longtemps sous les drapeaux, qu'ils ont été plus longtemps absents. Ils ont ordinairement l'autorisation de revêtir des habits bourgeois, en dehors des heures de services; ce qui ne les empêche pas d'être continuellement soumis aux règles de la discipline; ainsi ils sont tenus de saluer tous les officiers, surtout ceux de leur régiment. Ils ne sont astreints à monter la garde, que juste assez de fois pour apprendre le service de garnison; dans les autres corvées, il leur est loisible de se faire remplacer par un soldat de la compagnie, moyennant une indemnité déterminée; ce soldat peut aussi nettoyer leur équipement. En temps de mobilisation, les volontaires d'un an comptent à l'effectif, et reçoivent les prestations en espèces et en nature; l'habillement seul ne leur est pas alloué. On n'en admet pas dans les troupes en voie de mobilisation; ceux qui font partie des régiments que l'on met sur pied de guerre, sont assimilés aux engagés volontaires, et traités comme tels pendant leur première année de service; passé ce temps, ils deviennent réservistes; ils sont licenciés en campagne au même titre que ceux-ci.

§ 280. *Les volontaires de 3 ans.*

Voyez 1^{re} partie § 73.

§ 281. *Les simples soldats miliciens.*

Ils constituent la plus grande partie de l'effectif des compagnies, et leur catégorie comprend tous les militaires, n'appartenant à aucune des classes susmentionnées. Les miliciens sont appelés recrues pendant la première année de service.

§ 282 *Les ouvriers des compagnies.*

Il y a dans chaque compagnie un ouvrier tailleur et un cordonnier, chargés d'effectuer les réparations à l'habillement; ils sont pris parmi les simples soldats. Il y a en outre par escadron de cavalerie, un maréchal-ferrant et un sellier; dans l'artillerie, un sellier par batterie montée, deux par batterie à cheval. Les ouvriers n'entrent dans les rangs que pour les grandes revues, les inspections et les manœuvres d'ensemble; ils sont exemptés des services de détail, car leur principale occupation consiste dans les réparations. Dans l'infanterie, ils doivent, comme les autres soldats, prendre part au tir à la cible.

§ 283. *Soldats employés près les officiers.*

Tous les officiers de l'armée permanente jusqu'au grade de colonel inclusivement, ont le droit de prendre pour leur service, un soldat qui ne compte pas à l'effectif; mais qui touche néanmoins les mêmes allocations que les autres hommes; dans aucun cas, un volontaire ne peut être choisi pour cet emploi.

Les hommes de confiance des officiers supérieurs, et ceux des capitaines et des lieutenants détachés au corps, sont exemptés de tout service, mais ils doivent avoir terminé leur instruction militaire, et avoir coopéré à une période de grandes manœuvres. Ceux des autres officiers ne sont exempts de service, qu'avec l'agrément du commandant de compagnie; ils doivent néanmoins monter la garde à leur tour, excepté ceux des officiers montés.

§ 284. *Les musiciens de l'infanterie.*

Les musiques des cinquantiens régiments d'infanterie de la garde, et du 4^e régiment des grenadiers de la garde (Reine Augusta) comprennent 48 musiciens; celles des anciens régiments de la ligne, 42; celle des nouveaux régiments de la garde et de la ligne, 22 seulement. Plusieurs des musiciens sont assimilés au grade de sous-officier. Ils sont tous administrés par la 1^{re} compagnie du régiment, et recrutés, soit directement par le chef de corps, soit à la section de musique de l'orphelinat militaire.

§ 285 *Les tambours et les clairons.*

Les compagnies d'infanterie ont deux tambours et deux clairons effectifs; les compagnies de chasseurs et de fusiliers, quatre clai-

rons. Chaque commandant de compagnie peut en outre utiliser deux soldats : un comme tambour, l'autre comme clairon (tous les deux comme clairons, dans les bataillons de chasseurs et ceux de fusiliers). Ces hommes sont sous les ordres de leur tambour-maître et de l'adjutant du bataillon; ceux du 1^{er} bataillon sont spécialement dirigés par le tambour-major (régiments-tambour). Les cornets des chasseurs et des fusiliers sont sous les ordres de leur caporal-cornet. Pour ce qui regarde le service intérieur, tous ces militaires sont répartis dans les escouades, et surveillés comme les autres soldats.

§ 286. *Les trompettes de la cavalerie.*

Chaque régiment de cavalerie compte à l'effectif treize trompettes, qui sont en même temps musiciens; les chefs de corps peuvent en outre distraire du service 4 à 8 cavaliers, pour les employer à la musique. Les trompettes effectifs ont le grade de sous-officier. Tous ces hommes sont aux ordres du trompette-major et de l'adjutant du régiment; excepté pour le service intérieur, pour lequel ils sont dirigés par leur chef de section.

§ 287. *Les trompettes de l'artillerie.*

Chaque batterie d'artillerie de campagne possède deux trompettes effectifs, qui sont aussi bien désignés pour donner les signaux, que pour constituer la musique; ils ont le grade de sous-officier. Les trompettes de l'artillerie de place sont simples soldats.

§ 288. *Les soldats du train.*

Les soldats du train ne sont pas répartis en temps de paix dans les 3 armes. — A l'époque de la mobilisation, les officiers montés en reçoivent un ou plusieurs, tant pour diriger les voitures à bagages, que pour conduire les chevaux de bât; ces hommes sont assimilés aux simples soldats.

§ 289. *Les soldats de 2^{me} classe.*

Les soldats de 2^{me} classe sont privés de la cocarde nationale, et ne peuvent porter ni décorations, ni marques de distinction quelconques; on peut les punir exceptionnellement de 30 coups de schlague. Ceux des 5 anciens régiments d'infanterie de la garde, et ceux des autres armes du même corps, passent aux 4 nouveaux régiments d'infanterie de la garde; ils y sont formés en divisions séparées, de

réserve de forteresse (une par 4 régiments), et ne portent à leur uniforme aucune marque distinctive des corps d'élite. Lors de la réhabilitation, les fantassins passent à l'effectif du nouveau régiment de la garde; les autres soldats, dans un régiment de leur arme dans la ligne, stationnant dans la province où ils sont nés. Les régiments de la ligne gardent leurs soldats de 2^e classe.

§ 290. *Les médecins-adjoints et les médecins élèves.*

Les médecins-adjoints et les élèves-médecins sont chacun attachés à une compagnie; ils sont placés, dans le rapport médical, sous les ordres du médecin de bataillon et de celui de régiment; mais pour tout ce qui regarde le service intérieur, ils sont assimilés aux autres militaires, et doivent, même quand ils sont en bourgeois, saluer leurs supérieurs. Ils doivent coopérer au service de l'hôpital et à celui du régiment. Une fois par mois, ils passent la visite médicale des hommes de leur compagnie.

§ 291. *Les aides-infirmiers.*

Chaque commandant de compagnie désigne un soldat comme aide-infirmier. Cet homme fait le service soit à l'hôpital, soit à la caserne; dans le 1^{er} cas, il est sous les ordres de la commission de lazareth. Après 4 ans de service dans ces fonctions, il reçoit le grade de sous-officier; mais ce n'est qu'après 12 ans, qu'il en reçoit la solde et les autres prestations.

§ 292. *Le chef maréchal-ferrant de la cavalerie et de l'artillerie.*

Il a dans ses attributions la ferrure des chevaux, les soins à donner à ceux qui sont malades, et l'instructions des apprentis maréchaux-ferrants des escadrons. (1)

(1) Il y a maintenant des vétérinaires dans la cavalerie et dans l'artillerie.

CHAPITRE IV.

Service et rang des officiers n'appartenant pas au cadre d'une compagnie, d'un escadron ou d'une batterie, ainsi que des médecins et des officiers-payeurs.

I. GÉNÉRALITÉS.

§ 293

L'ordre de cabinet du 16 décembre 1858, renouvelé et recommandé spécialement le 27 septembre 1859, donne les prescriptions suivantes :

Tous les commandants de troupes, depuis le commandant de compagnie jusqu'aux plus hautes autorités militaires, doivent avoir la responsabilité et l'initiative déterminées par le § 264 de cette partie. Les commandants de bataillon ou de division, ont la surveillance générale de leurs compagnies ; ils ne doivent intervenir dans le commandement de celles-ci, et ne peuvent empiéter sur les attributions de leur chef, que lorsqu'elles sont mal conduites, et mal administrées. Le principal devoir d'un chef de corps est d'assurer l'uniformité dans l'instruction, et dans l'interprétation des règlements, entre les bataillons de son régiment ; il ne doit non plus intervenir dans le commandement des compagnies et des bataillons, que dans les cas spécifiés plus haut.

Tous les commandants de troupes sont responsables, que les règlements militaires et les instructions ministérielles soient strictement observés, dans la fraction de troupes qu'ils commandent ; ils doivent employer leurs officiers d'une manière légale et judiciaire, et prendre les mesures hygiéniques nécessaires, à l'égard de leurs subordonnés. Ils doivent exiger que les ordres qu'ils donnent, que les désirs qu'ils formulent, soient exécutés avec vigueur et promptitude ; ils doivent enfin s'efforcer de soustraire leurs soldats aux atteintes funestes de la nostalgie, et d'entretenir chez eux une certaine gaieté, un certain contentement dans le service.

Les supérieurs qui interviennent dans des détails ne les regar-

dant pas directement, sèment autour d'eux l'indifférence et le dégoût du service, tuent tout germe d'initiative chez les chefs placés sous leur autorité, et négligent les occupations d'un ordre plus élevé, qu'ils devraient être jaloux d'entreprendre. Les généraux surtout doivent s'appliquer à déraciner ce viel abus; ils ne doivent pas intervenir dans le commandement des régiments, ni donner des ordres concernant les détails de service. Ils ne passent l'inspection complète de leurs troupes, que dans des circonstances déterminées, par exemple, quand ils sont appelés à de plus hautes fonctions. En général, chaque supérieur a la haute autorité sur la fraction de troupes qu'il commande. Nous donnerons dans les § § suivants les attributions des hautes autorités militaires, spécialement prescrites dans des instructions et circulaires.

II. LES GÉNÉRAUX.

§ 294.

Le général commandeur doit inspecter, le plus souvent possible, les régiments de son corps d'armée (1); il doit signaler au ministre de la guerre les généraux, les officiers supérieurs, et les commandants des forteresses de son cercle, qui, soit par incapacité physique, soit par inaptitude intellectuelle, ne sont plus à hauteur de leur emploi; il doit aussi assurer le maintien de l'ordre public dans le territoire qu'il commande.

Le général divisionnaire ordonne les manœuvres d'ensemble pour les trois armes de sa division; il entretient chez ses troupes l'instruction pratique du service de campagne; il veille au maintien des bonnes relations entre militaires et civils, et dirige les opérations de la justice militaire.

Le commandant de brigade surveille l'administration générale des régiments de sa brigade; il contrôle et vérifie les effectifs, et s'assure que tout est préparé pour une mobilisation éventuelle; celui de l'infanterie dirige les opérations de milice, dans le cercle qui lui est dévolu (province).

Les inspecteurs de l'artillerie et du génie ont le grade de général major, quand ils sont moins anciens que le plus jeune divisionnaire du corps d'armée; dans le cas contraire, ils peuvent recevoir le grade de lieutenant-général.

Le titre que l'on donne à certains régiments, constitue une dis-

(1) Il fait donc exception pour les prescriptions du § précédent.

inction honorifique octroyée à des princes, ou à de hautes autorités militaires aussi bien qu'aux troupes qui le reçoivent; le chef de régiment n'a plus, comme avant 1806 en Prusse, et actuellement encore en Autriche, le droit de s'immiscer dans les affaires de service; il peut cependant établir des rapports personnels, surtout avec le corps d'officiers; il n'est, en définitive, revêtu que d'un titre purement honorifique.

III. OFFICIERS SUPÉRIEURS.

§ 295.

Le chef de corps doit maintenir la discipline dans le régiment; il est chargé des travaux judiciaires peu importants; il est responsable de l'instruction militaire de sa troupe, surveille l'administration générale, et doit s'appliquer à former un corps d'officiers instruits.

Le chef de bataillon assure l'exécution des ordres du chef de corps; il est responsable de la caisse du bataillon, et tient le livre de quittances. Celui de la landwehr surveille les officiers congédiés de son bataillon, ainsi que ses hommes et son sergent-major; il visite souvent l'arsenal et le magasin d'équipements, pour s'assurer du bon entretien des effets; il a la direction des réservistes de son cercle, et dirige les opérations de milice.

Le 5^e officier supérieur, que l'on appelle aussi officier supérieur effectif, est ordinairement chargé par le colonel, de la vérification de l'administration du régiment.

Tous les officiers supérieurs doivent s'appliquer à l'étude des manœuvres et des règlements de service des trois armes, afin de pouvoir, à l'occasion, conduire et commander un détachement mixte.

IV. DIFFÉRENTS EMPLOIS SPÉCIAUX D'OFFICIER.

§ 296.

Les gouverneurs et les commandants de place constituent la police militaire; ils commandent et surveillent le service de garnison, et en particulier le service de garde; ils dirigent les manœuvres relatives à la défense des places.

§ 297.

Les officiers de l'armée permanente, agrégés ou à la suite, ont les

mêmes attributions que les officiers appartenant à l'effectif; ils ne peuvent cependant jamais exercer le commandant intérimaire du régiment, auquel ils sont attachés.

Les officiers détachés dans un corps de troupes, tels que ceux appartenant à l'académie de guerre, participent à tous les services, excepté les inspections et les exercices.

Enfin, les officiers des armées étrangères, admis dans un régime prussien, pour en étudier l'organisation, ont les mêmes occupations que les autres; ils ne peuvent cependant monter la garde, ni faire partie d'un conseil de guerre.

V. OFFICIERS SUBALTERNES.

§ 298.

L'adjudant de régiment est choisi par le chef de corps, parmi les lieutenants et les seconds-lieutenants, sans avoir égard à l'ancienneté du grade; il surveille le travail du bureau, et tient le rôle de service des officiers. Un d'entre eux croit-il être commandé par erreur, pour un tour quelconque de service, il peut demander à consulter le rôle, mais en s'adressant personnellement au chef de corps.

Les adjudants de bataillon sont les secrétaires des majors; ils tiennent au courant le calepin de service des officiers. Ils sont responsables de l'instruction pratique des sous-officiers, ainsi que de leur tenue à la parade. Ils surveillent aussi l'instruction des tambours et des clairons, et inspectent leur équipement, chaque fois que le bataillon se rassemble.

Les officiers-commissaires d'une enquête sont dispensés de tout service, pendant le temps qu'ils siègent; hors des heures de séance, ils reprennent leurs fonctions.

VI. REMPLACEMENT DES OFFICIERS ABSENTS.

§ 299.

Les officiers absents pour un motif quelconque sont remplacés d'après les règles suivantes:

Un général commandeur, qui s'absente pour plus de 14 jours de son cercle de commandement, est remplacé par un officier général, au choix du roi; dans tout autre cas, par son chef d'état-major.

Un général de division est remplacé par le plus ancien général de brigade de la division; le commandement d'une brigade est exercé par le divisionnaire, en l'absence du titulaire.

Le chef de corps est remplacé par le plus ancien officier supérieur

effectif du régiment, mais jamais par un agrégé; le chef de bataillon, par un officier supérieur agrégé, à la suite, ou par le cinquième, (d'après l'ancienneté); ou, à leur défaut, par le plus ancien capitaine du régiment; en cas d'absence momentanée, c'est le plus ancien capitaine du bataillon, qui prend le commandement.

Le plus ancien lieutenant du régiment remplace un commandant de compagnie, si l'absence de ce dernier doit être de longue durée; dans le cas contraire, c'est le plus ancien lieutenant de la compagnie.

Le remplacement se fait d'une manière analogue dans la cavalerie et l'artillerie.

En temps de mobilisation, les porte-épée-enseignes remplacent les lieutenants, aussi bien pour les absences de ceux-ci (maladies, détachements), que pour les vacances de leur emploi. Dans la landwehr, c'est le vice-sergent-major, qui remplit alors les fonctions des officiers absents, si d'ailleurs il offre assez d'aptitude; dans le cas contraire, le commandant de la troupe désigne à sa place un autre sous-officier.

VII. MÉDECINS.

§ 300.

Les médecins militaires sont les seuls employés assimilés à un grade déterminé; ils possèdent en outre un titre désignant leurs fonctions (par exemple, médecin de corps d'armée, de régiment, de garnison, ou de bataillon).

VIII. PAYEURS.

§ 301.

Le payeur, le commandant de bataillon et le plus ancien capitaine, composent le conseil d'administration de la caisse du bataillon; le payeur y remplit les fonctions de secrétaire.

La voie ordinaire à suivre pour parvenir à l'emploi d'officier-payeur, consiste à se faire détacher comme sergent-major ou sous-officier, dans le bureau d'un intendant, et à passer un examen sur les connaissances administratives, après une fréquentation plus ou moins longue.

CHAPITRE V.

Devoirs des officiers subalternes en détachement.

I. DÉTACHEMENTS EN GÉNÉRAL.

§ 302.

Un lieutenant désigné pour aller en détachement doit rendre visite à son commandant de compagnie, à celui de bataillon, au chef de corps, à tous les officiers supérieurs du régiment, et généralement à toutes les autorités militaires, jusques y compris celle qui a ordonné le détachement ; si toutefois, toutes ces personnes se trouvent sur les lieux. Il doit également se présenter au commandant de place, si le détachement se rapporte au service de garnison, ou s'il doit sortir de la ville. Dans ce dernier cas, et quand l'absence doit être d'assez longue durée, le conducteur se fait remettre avant le départ, une liste nominative des hommes à conduire, un ordre de marche, et les fonds nécessaires au paiement des diverses prestations.

Les officiers détachés isolément reçoivent, outre les frais de voyage, une indemnité journalière de 1 thaler 20 gros (fr. 6,20) pour un lieutenant, et de 2 thalers (fr. 7,44) pour un capitaine ; ceux qui commandent un détachement reçoivent une indemnité journalière de 12 gros (fr. 1,44), s'ils ont le grade de lieutenant ; de 20 gros (fr. 2,50) s'ils ont celui de capitaine. (1)

A l'approche d'un lieu de garnison, le conducteur fait arrêter sa troupe, et demander à l'officier commandant la place, l'autorisation d'entrer en ville ; à cet effet, il lui envoie un officier, ou à son défaut un sous-officier ; il doit même plus tard se présenter chez lui.

Avant de quitter un gîte, le conducteur paie aux autorités locales, contre quittance, les diverses prestations reçues. Dans les villes de garnison traversées par le détachement, c'est le commandant de place qui assigne les logements ; dans les autres localités, ce sont les autorités civiles.

(1) Ils ont de plus droit aux quartiers naturels.

Si un homme tombe malade en route, le conducteur fait attester par un médecin militaire ou civil, ou par l'autorité locale, que le malade ne peut continuer la route à pied ; il requiert ensuite une charrette pour le transporter, qu'il paie à raison de 11 1/4 gros (fr 0,90) par mille parcouru (liene 1,732). Le malade est ainsi dirigé vers l'hôpital militaire le plus voisin ; il doit être muni d'un billet d'hôpital, mentionnant sa nationalité, et de l'inventaire des effets appartenant à l'état, et de ceux privés dont il est possesseur. Il n'est admis dans un lazareth militaire, qu'avec l'autorisation préalable du commandant de place ; c'est l'autorité locale qui fait admettre dans un hôpital civil, les soldats tombant assez gravement malades, pour ne pouvoir être dirigés vers la garnison la plus proche.

En cas de décès d'un homme du détachement, le conducteur en donne immédiatement avis au chef de corps ; il lui expédie les effets militaires du décédé, en paquets de 20^{es} de poids, et remet à l'autorité judiciaire la succession privée du défunt. Si le décès se produit dans une garnison, il est annoncé immédiatement au commandant de place, et la dépouille mortelle est envoyée au lazareth. Dans toute autre localité, il est signifié à l'autorité civile, qui est alors tenue de remplir les formalités légales.

En route, les punitions sont prononcées de la manière suivante ; si le conducteur est sous-officier, il les demande au commandant de la garnison la plus proche ; s'il est officier, il ne peut sévir que dans les limites attribuées à son grade ; pour toute peine excédant son droit de répression, il doit aussi s'adresser à l'autorité dénommée plus haut. En cas de nécessité ou de rébellion, le coupable est appréhendé au corps.

Le commandant du détachement doit informer par écrit, l'autorité qui a délivré l'ordre de marche, de tout événement qui se produit (punitions, maladies, décès).

II. DÉTACHEMENTS DE RECRUES ET DE RÉSERVISTES.

(RÈGLEMENT SUR LES PRESTATIONS DU 5 OCTOBRE 1854.)

§ 303.

L'autorité militaire organise et dirige les détachements de recrues et de réservistes, quand la distance entre l'arrondissement de recrutement et la garnison est longue à parcourir ; c'est ordinairement le cas pour les régiments de la garde et ceux de fusiliers,

qui se recrutent dans tout le royaume, comme nous l'avons vu précédemment.

On appelle détachement toute fraction de troupes en marche, ayant un effectif moindre que 90 hommes; une compagnie comprend de 90 à 299 hommes; deux compagnies ont de 299 à 449 hommes, etc.

Avant le départ, la commune doit pourvoir à l'habillement nécessaire aux recrues, qui doivent posséder chacune deux chemises au moins; les objets d'habillement défectueux ou manquant, sont délivrés à l'incorporation par le conducteur du détachement, sur les frais de l'administration communale dont relève le milicien⁽¹⁾. Ces prescriptions ne doivent pas être observées pour les réservistes rappelés ayant déjà été habillés.

L'autorité locale, ou le receveur des contributions, délivre à toute recrue ou réserviste rappelé, les frais de route nécessaires pour parvenir au lieu de rassemblement du détachement. Les voyages se font autant que possible, par chemin de fer ou par bateau à vapeur. Depuis le jour de l'arrivée au lieu de rassemblement, jusqu'au jour de la remise au régiment, les miliciens ou les réservistes rappelés reçoivent toutes les prestations du conducteur; les jours de marche, ils ont droit aux quartiers naturels et à l'allocation de route; ils reçoivent en outre une solde fixe de 1 1/4 gros (0,15); les jours de repos, ils ne reçoivent qu'une solde de 3 3/4 gros (0,45), avec laquelle ils doivent pourvoir à leur nourriture.

L'administration communale doit fournir à tout officier conducteur d'un détachement de moins de 90 hommes, un cheval de selle, pour le transport de ses effets; c'est à celle du lieu où la troupe a fait étape, que ce soin incombe; tout détachement dont l'effectif est de 90 à 299 hommes, a droit à une charrette attelée, à un ou deux colliers; cette voiture est destinée au transport d'un, deux ou trois malades; si le nombre de ceux-ci augmente de deux, le conducteur doit requérir une seconde voiture à un collier; s'il augmente de 3 à 5, il doit en requérir une à deux colliers, et ainsi de suite. Le commandant du détachement paie à la commune, pour chaque mille parcouru: 11 1/4 gros (1,35) pour une voiture à un collier, et 7 1/2 gros (0,90) pour chaque collier de supplément, ou pour un cheval de selle. Si l'officier conducteur ne requiert pas un cheval pour le transport de ses effets, et qu'il prouve par certificat de l'autorité militaire qu'il a été astreint de ce chef à des dépenses, on lui rembourse la somme susmentionnée.

(1) Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas ici des effets d'habillement militaires.

III. DÉTACHEMENTS DE REMONTE.

§ 304.

Les régiments de cavalerie reçoivent annuellement 66 chevaux de remonte; les brigades d'artillerie, un nombre correspondant; pendant l'été, ces corps de troupes organisent des détachements, pour aller chercher ces chevaux dans un des neuf dépôts de remonte. Chaque détachement est sous la conduite d'un officier (souvent aussi de deux); il voyage suivant les règles ordinaires des troupes en marche; un fourrier précède la colonne d'un jour, pour préparer les logements. Quand les jeunes chevaux sont remis au conducteur, les étapes ne peuvent être que de deux milles au plus (3 l., 464); tous les 4 jours, on fait gîte (un jour de repos). Les chevaux de remonte sont réunis par 3 ou 4; chaque groupe est surveillé et conduit par un cavalier. Le conducteur ne peut, sous aucun prétexte s'éloigner de la colonne.

IV. TRANSPORTS EN TEMPS DE GUERRE.

§ 305.

En temps de guerre, les transports comprennent des hommes (prisonniers de guerre, recrues, travailleurs, blessés), ou du matériel (vivres, munitions, fonds). On appelle convoi tout transport, y compris l'escorte. La conduite d'un convoi ressort en partie des règles de la tactique, en partie aussi de celles des divers services.

§ 306. *Conduite d'un convoi.*

Chaque voiture est numérotée; la colonne est partagée en divisions de 50 voitures; chacune des divisions est sous la surveillance spéciale d'un officier, et comprend plusieurs subdivisions de 10 à 12 voitures chacune; à chaque subdivision sont attachés un sous-officier et quelques hommes; le nombre de ceux-ci dépend de la confiance plus ou moins grande, qu'inspirent les conducteurs ou les soldats du train. Le départ ne doit jamais se faire trop tôt; car le désordre se produit facilement dans l'obscurité.

Pour éviter la confusion, on procède par division à l'attelage des voitures; le convoi ne se met en route, que lorsque tous les attelages sont prêts. On dispose les voitures les plus importantes, telles que celles chargées de fonds ou de munitions, en tête ou en queue, du côté où il y a le plus de sécurité; les voitures à munitions sont

V. FOURRAGES.

§ 308.

Les fourrages sont des opérations par lesquelles on s'empare de gré ou de force, des vivres nécessaires à la subsistance des hommes et des chevaux. Les paysans y contribuent proportionnellement aux produits de leurs champs ou de leurs prés, ou au contenu de leurs granges. Les fourrages se divisent en 2 catégories : ceux au vert et ceux au sec ; ces derniers s'appellent souvent aussi réquisitions.

§ 309. *Fourrages au sec ou réquisitions.*

Un détachement chargé d'opérer une réquisition doit être composé d'hommes éprouvés, inspirant toute confiance ; son chef doit être muni d'une instruction détaillée indiquant le lieu du fourrage, la nature et la quantité des subsistances à requérir ; il doit maintenir dans sa troupe l'ordre et la discipline la plus stricte. L'opération doit commencer le matin de bonne heure ; elle doit s'effectuer le plus rapidement possible, sans désordre ; le détachement doit être rentré au camp au crépuscule du soir.

À l'arrivée sur les lieux désignés pour la réquisition, on place tout à l'entour un cordon de sentinelles, ayant pour consigne de repousser vers l'intérieur, tout individu qui voudrait s'échapper. Le chef du détachement requiert les autorités locales, de lui livrer dans un lieu désigné d'avance, et à une heure déterminée, la quantité voulue de subsistances ; il les menace des châtimens les plus sévères en cas de non-exécution, et prend au besoin des otages. La répartition de l'imposition sur les habitants est ordinairement confiée aux soins de ces autorités ; de cette manière, on évite le désordre, le gaspillage, et les injustices. Si un tel mode de procéder est impraticable faute de temps, le détachement s'empare directement des subsistances nécessaires ; pendant que le conducteur reste sous les armes avec une réserve, sur une place libre du village, et qu'il observe les alentours, de petits groupes de soldats s'introduisent dans chaque ferme, s'emparent des subsistances, et prennent des otages en cas de refus ; tout ravage, tout excès doivent être ici réprimés rigoureusement et sur-le-champ. Chaque groupe, dès qu'il a terminé son opération, ou au signal d'appel, rejoint le lieu de rassemblement le plus rapidement possible, pour que le départ ne soit jamais retardé. Pendant ce temps le conducteur doit réunir les voitures nécessaires, par voie de réquisition ; il en surveille ensuite le

chargement. Quand les localités ne peuvent pas fournir assez de chevaux, on en attelle quelques-uns du détachement qui peuvent tirer chacun de 440 à 660^u (206 à 310 kilogram.) Si le manque de voitures se fait aussi sentir, on répartit les fourrages sur les chevaux du détachement, qui sont alors conduits à la main ; un cheval peut porter deux centners (103 k. 40) ; et l'on organise des corvées de paysans, qui portent les vivres dans des sacs et des paniers.

Avant le départ, le conducteur délivre toujours à l'autorité civile une quittance des objets reçus. Dans un lieu abandonné des habitants, cette opération se fait d'une manière analogue.

§ 310. *Fourrages au vert.*

Avant le départ, le chef du détachement s'assure que les hommes sont munis des faux, des faucilles et des cordes à fourrages nécessaires. On suppose le nombre de ces ustensiles d'après les considérations suivantes : on compte par 6 ou 10 chevaux, un cavalier pour les tenir pendant l'opération ; sur un faucheur, il doit y avoir deux trousses ; mais si l'on se sert de faucilles, on compte autant de travailleurs de l'une que de l'autre espèce. — On forme des gerbes de 20^u de poids (9 k. 40) ; on les réunit par 5 ou 6 pour former des bottes, que l'on accouple au moyen d'une grande corde, et que l'on pend à droite et à gauche de la croupe du cheval. On ne doit jamais procéder de grand matin à un fourrage au vert, car alors les blés sont encore couverts de rosée.

§ 311.

Indépendamment du détachement chargé d'effectuer un fourrage, il en faut encore un pour protéger l'opération, par le placement d'un cordon d'avant-postes. En cas d'attaque de l'ennemi, on presse le chargement des voitures, et on envoie au loin celles qui sont remplies ; on suspend le fourrage, si l'on voit que l'on ne peut plus tenir l'ennemi à distance.

VI. ALARME DANS LA GARNISON.

§ 312.

Les alarmes se font lorsqu'un événement ou un grand incendie éclate dans la garnison ; on peut aussi les ordonner pour l'instruction des troupes, mais alors on prévient au moins quatorze jours à l'avance ; dans ce cas, ce sont les généraux commandeurs et les commandants de place, qui décident l'opportunité de la mesure.

Si l'on entend battre la générale, tous les tambours et les clairons répètent le signal, sans attendre d'autres ordres ; les compagnies se rassemblent immédiatement avec armes et bagages, et se rendent sur la place de rassemblement du bataillon ; chacune d'elles laisse un sous-officier au quartier, pour réunir les trainards et les faire suivre. Les adjudants de régiment se rendent sans délai au quartier-général, pour y prendre les ordres ; ceux de bataillon se rendent chez le chef de corps, pour recevoir les communications nécessaires.

VII. SERVICE D'AVANT-GARDE.

§ 313.

Quand un détachement doit se mettre en marche, soit pour les manœuvres, soit pour un changement de garnison, le général commandeur avertit le gouverneur de la province de destination, en lui communiquant l'effectif et l'itinéraire du détachement ; il annonce en outre aux autorités communales des lieux d'étape, la date du passage de la troupe dans leur localité, pour qu'elles puissent préparer les quartiers de marche. L'avant-garde d'un bataillon, d'un régiment de cavalerie ou d'une division d'artillerie, est commandée par un officier (fourrier-offizier) ; elle se compose par compagnie, du fourrier et de 6 hommes (fourrier-unter offizier et schutzen) ; elle précède le corps de troupes d'une journée de marche, et prépare les logements dans tous les lieux d'étape. L'officier conducteur doit être porteur d'un duplicata de l'ordre de marche du bataillon, et de sa situation exacte ; chaque fourrier doit posséder une semblable situation de sa compagnie.

§ 314.

L'avant-garde arrive donc 24 heures avant le bataillon, dans tous les lieux d'étape ou de cantonnement ; l'officier conducteur arrête la répartition des quartiers entre les différentes compagnies, soit dans un même village, soit dans des villages appartenant à une même circonscription ; cette répartition doit se faire avec la plus grande impartialité, en ayant soin de désigner à chaque compagnie, à tour de rôle, les quartiers éloignés de la route.

En arrivant au gîte, le commandant de l'avant-garde pourvoit aux logements de son détachement ; il se rend ensuite à la maison communale, demande les billets de logement (quartier-billets) nécessaires au bataillon, et en fait immédiatement la distribution

aux fourriers. Il doit choisir son quartier à proximité de celui du major ; qu'il visite ainsi que ceux des capitaines, pour s'assurer qu'ils sont convenables ; il doit même inspecter un logement dévolu à un lieutenant, si le fourrier de la compagnie le trouve dans de mauvaises conditions ; cas auquel il s'en fait désigner un autre par l'autorité civile. Il choisit ensuite la place d'alarme, l'endroit pour parquer les voitures, et un local pour la garde de police et les détenus ; il cherche à proximité du poste une demeure pour les hommes de garde, qui peuvent ainsi aller prendre successivement leurs repas, et y procéder au nettoyage de leur équipement. Il se rend ensuite à la maison communale, pour requérir les attelages nécessaires, au plus prochain jour de marche. Si les compagnies doivent être disséminées, il choisit un lieu de rassemblement du bataillon pour le moment du départ ; enfin, il donne au major avis par écrit, de toutes les dispositions provisoirement prises ; à cet effet, il laisse en arrière un soldat d'avant-garde, qui rejoint le détachement après l'arrivée de la troupe. L'avant-garde ne se rencontre avec le corps principal, que les jours de gîte ou de repos.

§ 315

Nous avons vu que l'officier d'avant-garde procède à la répartition des quartiers entre les compagnies ; il rassemble les fourriers, leur donne connaissance de la répartition, et leur distribue les billets de logement. Ces sous-officiers choisissent alors, chacun pour sa compagnie, un emplacement pour l'appel ; et dans certains cas, un local pour la garde de police et les détenus ; ils visitent les logements destinés à leurs officiers ; et s'ils en ont le temps, ceux destinés à la troupe et les écuries ; ils logent le sergent-major et un tambour ou clairon, à proximité du commandant de la compagnie ; les ouvriers, dans le voisinage des ateliers civils de leur profession, ayant le capitaine d'armes auprès d'eux. Ils ont soin de distribuer les quartiers de manière à tenir les escouades réunies le plus possible ; ils arrangent le paquet de billets de logement par ordre d'escouade, et le remettent dans cet ordre, au soldat qu'ils laissent en arrière, comme nous le verrons tantôt ; de cette manière, la distribution des billets et l'installation se font plus rapidement. Les fourriers dressent ensuite une liste des quartiers, occupés par les officiers généraux ou supérieurs de la colonne, par les officiers de la compagnie, le médecin, le sergent-major, le capitaine d'armes, et les chefs d'escouade, s'il est possible. Cette liste renseigne en outre la situation des ateliers.

§ 316.

Les soldats de l'avant-garde doivent assistance à leur fourrier; à chaque étape, on en laisse par compagnie un ou deux en arrière, pour remettre au capitaine les billets de logement et la liste des quartiers; et lui donner, en même temps, tous les renseignements nécessaires.

§ 317.

Chaque fois que des magasins de l'état existent dans les localités traversées, l'officier d'avant-garde en tire les subsistances pour le bataillon, s'assure de leur bonne qualité, et en fait la distribution aux fourriers, qui les délivrent aux logeurs, de manière que le repas soit préparé à l'arrivée de la troupe.

§ 318.

Lorsque le corps de troupes en marche se rend à un bivac, le commandant de l'avant-garde va, immédiatement après son arrivée, chez le chef d'état-major général, ou en son absence, chez le premier adjudant du commandant du camp, pour y prendre communication de l'emplacement destiné à sa troupe; il fourrage les vivres et les objets de campement nécessaires, et en fait la distribution aux fourriers.

VIII. SERVICE D'ORDONNANCE DES OFFICIERS.

§ 319.

Quand le nombre des adjudants auprès des hautes autorités militaires, est trop restreint pour assurer la communication des ordres, par exemple les jours de grandes manœuvre ou de combat, on leur adjoint des officiers de troupes; ceux-ci sont ordinairement tirés de la cavalerie, mais on en prend parfois dans les autres armes. Leur mission dure un ou plusieurs jours; ils doivent être pourvus d'un cheval solide, connaître à fond les formations diverses des corps d'armée, des divisions, etc., ainsi que leurs chefs; garder une idée générale de la manœuvre, et des changements qui y surviennent pendant le cours de l'exécution. Avant de partir pour la communication d'un ordre, ils doivent bien en saisir la portée, la signification exacte; ils se le font répéter, s'ils ne l'ont pas compris; ils se rendent ensuite le plus rapidement possible, auprès du chef vers lequel ils sont envoyés; ils lui communiquent textuellement l'ordre donné, et

recueillent en revenant, les observations tactiques, que le terrain leur suggère.

IX. LES OFFICIERS DE RÉGIMENT DU JOUR DANS LA CAVALERIE.

§ 320.

Quand un régiment de cavalerie est réuni dans la même caserne, un capitaine et un lieutenant sont commandés journellement, pour y prendre le service du jour. Le lieutenant de régiment du jour a les mêmes devoirs à remplir, que l'officier de caserne du jour (voyez le § 217) ; il se présente chez le chef de corps, quand il prend le service.

X. SERVICE RELIGIEUX.

§ 321.

Les troupes sont conduites au moins une fois par mois à l'église ; chaque régiment de la garnison y envoie une députation ; ou bien des corps entiers se rendent à la cérémonie. Les soldats catholiques ne peuvent assister au service divin du culte évangélique, que les jours de cérémonie publique et en plein air. Il est admis en général, que le service divin des dimanches et des jours fériés ne peut durer plus d'une heure ; quand la température descend à 5° sous zéro, le sermon est au plus de vingt minutes, et la liturgie est abrégée.

Les soldats sont exercés aux quatre parties chorales de la liturgie.

Le saint-sacrement est administré aux militaires tous les trimestres ou tous les semestres, selon la garnison ; la participation est entièrement facultative.

§ 322.

Quand la troupe assiste en plein air, à une cérémonie religieuse, ce qui se fait très-rarement, on la dispose en carré (ordre déployé ou colonnes) autour de l'autel ; les officiers montés sont à pied ; les chœurs et les musiques derrière le prêtre. Le programme habituel de la cérémonie est le suivant : la troupe met l'arme au pied, les tambours exécutent un roulement. — Courte prière récitée par le prêtre. — Liturgie en plein chant. — Sermon. — Prière. — Chant. — Bénédiction. — Roulement des tambours et départ. Les casques sont ôtés pour la prière, la liturgie et la bénédiction.

§ 323

Les soldats catholiques doivent être exemptés de tout service non urgent, le jour de la fête-Dieu ; pour les autres jours fériés du culte catholique, les chefs de corps sont seuls juges de l'opportunité d'accorder des dispenses quelconques.

XI. SERMENS.

§ 324.

Tous les militaires assimilés au grade d'officier, doivent prêter serment de fidélité envers S. M. le Roi, entre les mains d'un auditeur, ou d'un officier délégué, et en présence d'un officier supérieur.

Avant de procéder à la prestation du serment pour un soldat, on lui fait la lecture des articles de guerre, dans la langue maternelle ; puis la cérémonie se fait en présence d'un officier délégué, et d'un autre désigné comme témoin. Pour prêter serment, l'intéressé doit saisir le drapeau de la main gauche, ou, à son défaut, la lame d'une épée d'officier ; il lève la main droite en l'air ; les trois premiers doigts étendus, les autres repliés, la paume en dedans ; il doit être revêtu de la tenue de parade, et ôter les gants.

XII. SERVICE JUDICIAIRE.

§ 325.

Les connaissances exigées d'un officier siégeant à un conseil de guerre, ou à une information légale, sont rapportées plus loin au chapitre des lois militaires.

§ 326 *Exécution capitale.*

L'exécution d'un militaire condamné à la peine de mort, se fait par un peloton de 18 hommes, qui se placent sur 3 rangs, à 5 pas du patient. La force et la réunion du détachement chargé du maintien de l'ordre, sont réglées par le commandant de place ; il marche en silence vers le lieu du supplice, sans bruit de caisse ni de clairon, en occupé militairement le pourtour, présente les armes pendant la lecture de la sentence, et retourne dans ses quartiers, de la même manière qu'il est venu. Le détachement commandé pour le maintien de l'ordre, dans une exécution capitale civile, doit agir de la même manière.

XIII. TRAVAUX MILITAIRES

§ 327.

Les détachements de travailleurs sont conduits militairement à l'endroit désigné; ils en reviennent de même. La tenue de travail est en gilet de flanelle; mais les hommes ne s'en revêtent pas pour traverser la ville. Les travaux ne se font pas en hiver, en plein air, lorsque la température descend à 5° sous zéro; ni dans les locaux non-chauffés, par 10° sous zéro. Pour exécuter des manipulations de poudre, des mesures de précaution spéciales sont prescrites, et doivent être communiquées avec soin, aux soldats chargés de ce travail.

CHAPITRE VI.

Lois militaires.

§ 328.

Comme nous l'avons dit au § 167 de la 2^{me} partie, les deux puissants leviers de la discipline sont le sentiment d'honneur et les punitions ; ces dernières se divisent en disciplinaires et en judiciaires. Les lois militaires sont du ressort du service intérieur.

1. PRÉCIS HISTORIQUE DES CODES MILITAIRES, RÉGLEMENTS RELATIFS

A LA JUSTICE MILITAIRE.

§ 329.

Le grand électeur légua en 1656, un recueil de lettres, traitant des codes et des articles de guerre ; la plupart des dispositions, qui y étaient contenues, avaient été extraites du code suédois, promulgué par Gustave-Adolphe. Les peines reconnues par ces lois étaient les suivantes : fusillade, expulsion infamante de l'armée, bannissement, confiscation des biens, détention simple, cachot, passage par les baguettes, cheval de bois (1), amende et décimation.

En 1713 furent publiés deux réglemens de discipline séparés, et entièrement différens : un pour les officiers, un autre pour les sous-officiers et les soldats. Le second fut intitulé : articles de guerre, pour les sous-officiers et les soldats de l'armée royale prussienne ; il fut revu et corrigé cinq fois, dans le courant du siècle dernier ; il recommandait spécialement la peine des baguettes, comme moyen le plus efficace de la répression des fautes. En 1726, parut un réglemen de service complet pour les officiers, qui contenait aussi les punitions à leur infliger ; en 1788, il fut remplacé par un autre. La réorganisation militaire de 1808 à 1812 abolit à son tour tous ces codes, dans la plupart de leurs applications.

(1) Cette peine consistait à poser le délinquant sur un cheval de bois, pendant un temps plus ou moins long.

De nouveaux articles de guerre et un nouveau règlement de service pour les officiers, furent promulgués en 1808. Les premiers abolirent la peine des baguettes et la torture ; le second allégea notablement les punitions à infliger aux officiers. Le gouvernement constitua une commission après la guerre de l'indépendance, et la chargea de réviser les codes militaires, et de les mettre en harmonie avec la nouvelle institution de la landwehr, et le nouveau principe de l'obligation pour tout sujet prussien, de participer à la défense du pays. Depuis 1713, il n'existait plus de code pénal complet ; la justice militaire s'administrait lentement, d'une manière compliquée, à cause de la multitude de lois, d'arrêtés, et de dispositions ministérielles, qui régissaient la matière. La commission devait réunir tous ces matériaux épars, et abolir ceux tombés désuétude ; en 1827 et en 1836, sa composition subit des changements ; ce ne fut qu'en 1845 que ses travaux furent terminés, et que le code pénal militaire, si impatiemment attendu, fut soumis à l'appréciation du Roi (3 avril 1845). Les nouveaux articles de guerre, qui contenaient les devoirs généraux des sous-officiers et des soldats, la désignation des punitions disciplinaires à leur infliger, et celle des récompenses à leur accorder, avaient été préalablement publiés en 1844, comme extraits de cet immense travail. Un nouveau code civil fut mis en vigueur le 1^{er} juillet 1851 ; il fallait dès lors mettre les lois militaires en concordance avec lui, et y apporter des modifications, au moins dans quelques unes de leurs dispositions. La loi du 15 avril 1852 y pourvut ; de nouveaux articles de guerre parurent le 9 décembre 1852, pour les sous-officiers et les soldats. Le règlement de discipline actuellement en usage, date du 21 Juillet 1867.

Voici quelques détails sur l'institution des conseils d'honneur : le principal stimulant de l'honneur a été de tout temps, dans la nation allemande, l'esprit de corporation ; voilà pourquoi dans l'armée les corps d'officiers doivent veiller avec sollicitude et constance, à maintenir intacte la réputation de chacun de leurs membres en particulier. Cette institution ne prit naissance qu'en 1808 ; elle fut mieux réglementée par l'ordonnance de 1821 ; enfin, les deux arrêtés du 20 juillet 1843, lui donnèrent une forme définitive, qui ne reçut depuis lors, que des changements insignifiants. Le premier traite de la composition et des attributions des conseils d'honneur ; le second règle la procédure à suivre, dans les informations relatives aux conflits, et aux duels entre officiers. (Pour les détails concernant les lois militaires, voir les commentaires publiés par l'auditeur général de l'armée Fleck).

§ 330.

Il y a une différence entre les manières d'administrer la justice militaire et celle civile ; car les conseils de guerre se composent de juges appartenant à l'armée, seuls capables d'apprécier la gravité des délits essentiellement militaires ; seuls pénétrés de l'esprit de corporation, qui doit présider à ce genre d'assemblées. L'institution de la justice militaire est aussi ancienne, que celle des armées permanentes ; la forme même qu'on lui a donnée, n'a pas essentiellement changé depuis quatre siècles ; les lansquenets étaient jugés par des conseils de guerre analogues aux nôtres. Les délits contre les lois civiles, commis par des militaires, doivent être jugés par les tribunaux militaires, d'après le code commun ; car il doit être admis en principe, que tous les prussiens sont égaux devant la loi commune.

II. JUSTICE MILITAIRE.

A. LOIS PÉNALES.

§ 331. *Peines militaires.*

1) La peine de mort est appliquée publiquement, au moyen de la fusillade (326).

2) Les travaux forcés. — Les militaires condamnés aux travaux forcés sont renfermés dans des forteresses ; ils doivent traîner le boulet, et sont astreints à des travaux pénibles ; la peine peut être prononcée à perpétuité, ou pour une période d'une à vingt années.

Cette condamnation entraîne toujours la déchéance du rang militaire, et n'est plus prononcée contre des personnes civiles.

3) La détention dans une forteresse — applicable seulement contre des simples soldats, ou contre des sous-officiers dégradés, — à perpétuité, ou bien pour une période de 3 mois à vingt ans. Les condamnés de cette catégorie sont incorporés dans une division de discipline ; ils y sont occupés à des travaux militaires ou autres, sous la surveillance active d'une escorte ; ils sont détenus hors des heures de travail, et restent soumis aux lois militaires, et assimilés aux simples soldats.

4) Arrêts de forteresse. Cette peine peut seulement être prononcée :

a) Contre des officiers ; b) contre des sous-officiers portant l'épée, quand le tribunal, voulant user d'indulgence, ne prononce pas leur dégradation ; c) contre les porte-épée-enseignes, les aspirants-offi-

de la perte du grade ; car un officier est puni sur parole, et c'est manquer à sa dignité et à son honneur, que manquer à sa parole.

Les arrêts forcés s'accomplissent dans un local spécial ; les visites y sont interdites. — Cette punition ne peut être appliqué aux officiers supérieurs et aux généraux ; ceux d'entre eux, ayant commis des fautes graves, doivent résilier leur commandement. Les lieutenants auxquels on inflige plus de quatorze jours d'arrêts simples, sont mis d'office aux arrêts de rigueur, pour la durée de leur punition. Les capitaines ne peuvent être mis aux deux espèces d'arrêts, que pour une période de quatorze jours au plus.

L'officier puni d'arrêts de rigueur est détenu dans une salle, ne pouvant contenir que les meubles strictement nécessaires ; la lecture ne lui est pas interdite.

Il ne peut être infligé moins de 24 heures d'arrêts, pour un délit militaire ; le maximum est de 6 semaines.

6) Amendes. — Ne sont prononcées que contre des déserteurs ou des réfractaires en contumace. Leur montant peut varier entre 50 et 1000 thalers (1875 à fr. 3750).

7) Peines d'honneur.

a) Privation des ordres et d'une partie des distinctions honorifiques. Ne peut être prononcée par un tribunal, qu'avec l'autorisation du Roi. Quant à l'autre partie des distinctions honorifiques, les militaires rétrogradés à la 2^e classe de soldat, ou déchus du rang militaire, la perdent en vertu de la condamnation, sans autorisation préalable.

b) Rétrogradation à la 2^e classe de l'état de soldat — ne peut être prononcée que contre les soldats, ou les sous-officiers dégradés. — Les condamnés de cette catégorie perdent tous les droits acquis au service ; leur réhabilitation ne peut être décidée que par S. M. le Roi, quand ils ont fait preuve d'amendement. Cette peine ne peut être appliquée pour un délit commun, que lorsque le tribunal civil a prononcé contre le délinquant, une privation d'un à trois ans des droits civils et politiques ; si cette privation est de plus de trois ans, le condamné est déchu du rang militaire. Les hommes rétrogradés à la 2^e classe de l'état de soldat, par suite d'un jugement civil ne peuvent rentrer à la première classe, qu'après avoir été réhabilités d'une manière spéciale à l'expiration de leur peine.

c) Dégradation — n'est appliquée qu'aux sous-officiers.

d) Déchéance du rang militaire, — applicable aux soldats et aux sous-officiers dégradés simultanément ; elle entraîne la perte de tous les droits acquis au service, l'incapacité de remplir un emploi civil

dans les services publics, et la privation des titres de noblesse. Cette peine entraîne aussi l'interdiction des droits civils ou politiques, et ses conséquences.

e) Cassation. N'est prononcée que contre des officiers; a les mêmes conséquences que la déchéance du rang militaire.

f) Perte du grade pour les officiers — a pour conséquence la perte du titre, de l'emploi, et de tous les droits acquis au service. — Les condamnés de cette catégorie ne peuvent redevenir officiers.

g) Congédiement du service — applicable aux officiers seulement. Entraîne la perte de l'emploi et de tous les droits acquis au service. Les condamnés de cette catégorie conservent le titre et le brevet; ils peuvent être réintégrés dans leurs fonctions, mais ne sont pas autorisés à porter l'uniforme, pendant la durée de la peine.

h) Les trois dernières espèces de condamnations peuvent être prononcées contre les officiers pensionnés; elles ont alors pour conséquence la perte des droits acquis au service et de la pension; l'autorisation de porter l'uniforme cesse de plein droit, et éventuellement, la cassation peut être prononcée simultanément.

8) Punitions non légales, mais disciplinaires (nous en parlerons plus loin).

§ 332. *Rapports mutuels entre les punitions et les condamnations.*

La dégradation d'un porte-épée-enseigne équivaut à 6 mois de punition de forteresse, celle d'un sous-officier ne portant pas l'épée, à 3 mois; ainsi, quand un militaire est condamné simultanément à la dégradation et à la détention, la durée de celle-ci est réduite de 3 ou de 6 mois, suivant le grade du délinquant.

Les deux espèces d'arrêt de chambre correspondent respectivement, aux arrêts modérés et à ceux de forteresse. Leur relation respective avec les arrêts moyens est de 2 : 1 : 1; celle avec les arrêts de rigueur 4 : 1 : 1; celle avec la punition de forteresse 3 : 2 : 1; celle avec les travaux forcés 3 : 2 : 2.

Le châtiment de 20 coups de schlague équivaut à une semaine d'arrêts de rigueur.

Les rapports suivants existent entre les peines de détention, prononcées par les tribunaux civils, et celles prononcées par l'autorité militaire :

Les travaux forcés militaires sont assimilés à l'internement dans une maison de force; les arrêts de forteresse, à la détention simple civile; la punition de forteresse, à la prison civile, qui est aussi assimilée, suivant les circonstances, aux arrêts moyens, aux mo-

dérés, à ceux de chambre et à ceux de forteresse. Les arrêts de forteresse ne pouvant pas être appliqués à la troupe (excepté dans les quelques cas susnommés), les tribunaux doivent prononcer une peine correspondante, qui puisse lui être appliquée.

§ 333. *De quelques délits spéciaux.*

Le code pénal militaire mentionne les délits spéciaux suivants, ainsi que les peines à y appliquer :

A) Délits généraux se rapportant à la profession des armes :

I. Contre la fidélité militaire : *a)* trahison ; *b)* désertion ; *c)* mutilation volontaire et simulation d'une infirmité, rendant impropre au service (articles de guerre 1-13).

II. Lâcheté.

III. Délits contre la subordination militaire (articles de guerre de 14 à 22, spécialement de 12 à 17).

a) Plainte ou réclamation produite d'une manière non réglementaire ; manque de respect envers un supérieur, désobéissance à des ordres relatifs au service ; *b)* refus formel d'obéissance, rébellion ; *c)* voies de fait envers les supérieurs, tentative d'attaque armée contre eux ; *d)* offense par parole envers un supérieur ; *e)* duels pour affaires de service ; *f)* offense, désobéissance et rébellion envers les gardes et les gendarmes ; *g)* excitation au découragement et au mépris du service, envers ses compagnons d'armes ; *h)* sédition ; *k)* émeute militaire (punie de la rétrogradation à la 2^e classe de l'état de soldat, et de 10 années de travaux forcés, ou de la peine de mort).

IV. Abus d'autorité en temps de guerre (articles de guerre 23 à 26).

V. Abus de confiance dans des services spéciaux ou des missions particulières :

a) Domages ou détournements dans des services de confiance ; *b)* faux certificats ou documents ; *c)* subornation ; *d)* violation des devoirs prescrits par les règlements, pour les services de garde, de détachement ou des troupes en marche ; *e)* libération d'un prisonnier, inexécution d'un mandat d'arrêt ; *f)* abus dans les services administratifs ou judiciaires.

VI. Délits contre l'ordre et la discipline militaires (37 à 45 des articles de guerre) :

a) Eloignement de la garnison, sans congé ; *b)* ivresse étant de service ; *c)* jeux de hasard ; *d)* dettes non autorisées ; *e)* mariages idem ; *f)* offenses ; *g)* voies de fait entre sous-officiers et soldats ; *h)* excès dont la répression appartient à la police militaire.

VII. Abus d'autorité (article de guerre 46); a) de supérieur à inférieur; b) des gardes et des gendarmes.

VIII. Négligence des devoirs du service.

IX. Quelques délits non militaires (duels, vols de chambrée, etc). Ces délits sont prévus dans les articles de guerre; les autres délits communs sont, comme nous l'avons déjà dit, jugés par les tribunaux militaires selon les lois générales civiles.

X. Les fautes et les délits commis par des employés militaires, sont aussi en général, jugés en vertu du code pénal civil; il y a cependant quelques exceptions à cette règle.

B. ORDRE SUIVI DANS LES OPÉRATIONS DE LA JUSTICE MILITAIRE.

§ 334. *Formation et institution des tribunaux militaires.*

Chaque tribunal militaire est présidé par un commandant de troupes, d'un rang supérieur à celui de l'accusateur public; un ou deux auditeurs, ou bien un officier commissaire d'enquête, lui sont adjoints. L'officier commissaire d'enquête doit, avant d'entrer en fonction, prêter serment entre les mains de l'accusateur public; il a les mêmes droits et les mêmes attributions, que les auditeurs; il doit être préparé spécialement à cette grave mission, par l'étude approfondie des codes militaire et civil. Chaque bataillon d'infanterie, chaque régiment de cavalerie, possèdent généralement un officier versé dans ces connaissances spéciales; tous les officiers d'artillerie indistinctement doivent les posséder.

La composition des tribunaux militaires se règle d'après le rang de l'accusateur public.

Il y a des conseils de guerre de corps d'armée, de division et de régiment; à ces derniers, sont assimilés les tribunaux des bataillons de chasseurs, de tireurs, de landwehr et du train, ainsi que ceux des brigades d'artillerie. Dans les garnisons où il y a un commandant de place, il y a en outre des conseils de guerre de garnison.

Les membres des tribunaux militaires, que nous avons dénommés plus haut, n'ont pas de jugement à formuler; le commandant de troupes président, nomme un certain nombre d'officiers pour le jugement de chaque cause, et le prononcé de chaque sentence; dans certains cas, leur jugement doit être confirmé ou modifié dans de certaines limites, par les trois membres du tribunal; dans d'au-

tres, on est forcé de recourir à une plus haute instance (voyez plus loin). (1)

L'auditorat général est la plus haute autorité judiciaire militaire du royaume; il a dans ses attributions la surveillance générale de tous les tribunaux militaires.

§ 335. *De la compétence des tribunaux militaires.*

Les personnes justiciables des tribunaux militaires sont: 1^o toutes celles appartenant à la profession des armes. (Les militaires appartiennent à cette catégorie, dès que la commission de recrutement a prononcé leur incorporation; les volontaires, dès qu'ils sont entrés au service); 2^o les employés militaires; 3^o les officiers en non-activité, en disponibilité ou pensionnés. La compétence des tribunaux militaires s'étend au jugement de tous les délits et fautes prévus par la loi, y compris les injures; les calomnies et les offenses simples survenues entre officiers, qui ne constituent pas un délit militaire prévu, sont cependant jugées par les tribunaux d'honneur. Les militaires ayant transgressé aux lois sur les finances, sur la chasse et sur la pêche, sont poursuivis et jugés par les autorités civiles, quand la peine comminée n'est que l'amende ou la confiscation.

Les militaires congédiés sont placés sous la juridiction civile, pendant la durée de leur congé, excepté pour les délits purement militaires. En temps de guerre, toutes les personnes adjointes aux troupes agissantes, ou à leur suite; les officiers étrangers admis à suivre les opérations, les prisonniers de guerre, sont justiciables des tribunaux militaires; cette règle s'étend même à tout prussien ou étranger, qui préparerait une trahison ou un échec pour l'armée; dans ce cas, S. M. le Roi ou le commandant en chef doit donner des instructions publiques spéciales, et autoriser la poursuite du traître.

§ 336. *De la juridiction des tribunaux militaires.*

Il y a deux espèces de juridiction: la haute et la basse.

La première est appliquée: 1^o à tous les officiers; 2^o aux sous-officiers-porte-épée, pour tout délit entraînant une peine plus sévère que les arrêts; 3^o aux sous-officiers ne portant pas l'épée, et aux soldats, pour tout délit entraînant une peine plus sévère que les arrêts,

(1) Les membres du tribunal sont permanents; ils dirigent les débats et appliquent les lois; les officiers nommés par le président constituent en quelque sorte un jury.

la dégradation, la rétrogradation à la 2^e classe de soldat, ou le châtiment corporel.

La basse juridiction est appliquée aux sous-officiers et aux soldats pour tous les autres cas.

§ 337. *De la compétence des tribunaux militaires spéciaux.*

L'administration de la justice est dévolue, soit aux tribunaux militaires, soit à l'auditorat général; le Roi peut autoriser des transgressions à cette règle, en temps de guerre (voyez plus loin).

Les tribunaux de régiment ont basse juridiction sur les sous-officiers et les soldats du régiment.

Les tribunaux de division ont haute juridiction sur tous les militaires appartenant à la division; et basse juridiction, sur les sous-officiers et les soldats, qui ne sont pas du ressort des tribunaux de régiment (Ex. les invalides, les hommes attachés au quartier-général, etc.).

Les tribunaux de corps d'armée ont haute juridiction sur tous les militaires, appartenant à la circonscription de commandement; et échappant à la juridiction des tribunaux de division (exemple: les officiers détachés d'autres corps d'armée, tels que ceux de l'école d'équitation). Ils ont basse juridiction sur les sous-officiers et les soldats, attachés spécialement au grand quartier-général, et n'appartenant pas à la composition des troupes divisionnaires (exemple, les ordonnances d'état-major du général-commandeur).

Les tribunaux de garnison jugent en premier ressort, les délits commis par des militaires, contre le repos et la sécurité publics, les infractions à certains règlements spéciaux, tels que le service de garnison, ou les instructions concernant les ouvrages de fortification, et leurs moyens de défense.

Ils ont haute et basse juridiction: 1^o sur toutes les personnes militaires, dépendant des commandements territoriaux et des places; 2^o sur tous les prisonniers militaires de forteresse, ainsi que sur les divisions de discipline et de travailleurs; 3^o sur tous les militaires échappant temporairement, à la juridiction de leur tribunal naturel (exemple: bataillon détaché dans une forteresse, ordonnances d'officiers détachés, etc.); 4^o enfin, sur les militaires stationnant dans la garnison, qui ne sont justiciables d'aucun des tribunaux énoncés jusqu'ici (exemple: corps des chasseurs à cheval de campagne).

Les militaires accusés d'un délit commis conjointement, sont tous placés sous la même juridiction, que le plus élevé en grade parmi

eux ; c'est-à-dire que l'accusateur doit avoir au moins, le même rang que celui-ci.

§ 338 *Des enquêtes.*

Les tribunaux d'enquête sont constitués par les accusateurs publics ; ceux de haute juridiction se composent d'un auditeur juge, et de deux officiers assesseurs (un, pour les fautes légères commises par des soldats) ; ceux de basse juridiction comprennent un auditeur ou un officier juge, et un officier (lieutenant) assesseur.

L'un des deux assesseurs doit être du même grade que l'inculpé ; l'autre du grade immédiatement supérieur. Aucune mutation ne peut se produire parmi les assesseurs, dans le cours de l'enquête, à moins de nécessité absolue.

Si l'inculpé récuse un membre du tribunal, l'auditeur peut en nommer un autre, ou recourir à l'autorité du général-commandeur ; si celui-ci n'admet pas la récusation, c'est S. M. le Roi qui décide la question.

§ 339 *Des tribunaux de sentence.*

Les affaires de haute juridiction sont traitées par les conseils de guerre, celles de basse juridiction, par les tribunaux d'instance ; l'un et l'autre sont ordonnancés par l'accusateur public, et se composent de juges militaires de 5 grades différents (excepté en cause d'un général) ; le président doit être le seul de son grade dans l'assemblée.

Voici la composition des conseils de guerre :

GRADE DE L'ACCUSÉ.	Général feld-maréchal.	Général de l'infanterie.	Lieutenants-généraux.	Généraux-majors.	Colonels.	Lieutenants-colonels.	Majors.	Capitaines.	Premiers-lieutenants.	Seconds-lieutenants.	Sous-officiers porte-épée ou sergents.	Sous-officiers.	Exempts ou soldats.
Soldat	.	.	.	.	.	.	1	16	.	16	.	3	3 ¹⁾
Sous-officier	.	.	.	.	.	.	1	16	16	16	3	3 ²⁾	.
Lieutenant	.	.	.	.	.	1	16	16	16	16	.	.	.
Capitaine	.	.	.	.	1	16	16	16	16	16	.	.	.
Major ou lieutenant-colonel	.	.	.	1	16	16	16	16	16	16	.	.	.
Colonel	.	.	1	16	16	16	16	16	16	16	.	.	.
Général-major	.	.	3	3	3	.	.	.	.	.	.	.	.
Lieutenant-général	.	3	3	3	.	Et un général d'un plus haut grade comme président, ainsi seulement 4 classes de juges.							
Général de l'infanterie	3	3	3	.	.								

La composition des tribunaux d'instance est la suivante ;

GRADE DE L'ACCUSÉ.	Capitaines.	Premiers-lieutenants.	Seconds-lieutenants.	Sous-officiers porte-épée ou sergents.	Sous-officiers.	Exempts ou soldats.
Soldats	1	16	16	.	2	2 ¹⁾
Sous-officiers	1	16	16	2	2 ²⁾	.

A défaut d'officiers des grades désignés dans ces deux tableaux, on prend les juges, parmi ceux du grade immédiatement inférieur.

1) et 2). Dans les conseils de guerre et les tribunaux d'instance, la 5^{me} classe de juges se compose de 3 soldats, quand l'accusé est lui-même soldat ; de 3 exempts en cause d'un exempt ; la 4^{me} classe, en cause d'un sous-officier ne portant pas l'épée, est représentée par 3 sergents ; en cause d'un porte-épée, elle l'est par 3 sous-officiers, porte-épée.

§ 340. *Des enquêtes préparatoires.*

Quand l'accusateur public a pris connaissance d'un délit commis par un militaire, dans le domaine de sa juridiction, il se fait adresser une plainte détaillée (spécies facti), par le commandant immédiat du délinquant ; nous entendons ici par commandant immédiat, le premier supérieur ayant le droit de punir disciplinairement. L'auditeur et les officiers commissaires, membres de l'enquête, procèdent alors à l'interrogatoire du prévenu, des témoins, etc. ; la mission des officiers assessseurs consiste à maintenir l'ordre pendant les débats, à assurer à la justice toute la considération qui lui est due, et à réprimer immédiatement tout manque de respect, toute offense à l'assemblée, soit de la part de l'accusé, soit de celle des témoins ; ils doivent s'assurer que les réponses soient inscrites textuellement dans le procès-verbal, et signer celui-ci. Quand un officier assesseur désire adresser une interpellation, il en fait part à l'auditeur, mais pas en présence de la personne comparue ; si l'auditeur n'est pas d'accord avec l'officier assesseur, sur l'opportunité de l'interpellation, celui-ci a le droit de faire mentionner cette circonstance dans le procès-verbal, et l'on soumet la difficulté à l'appréciation de l'accusateur public. Quand des considérations essentiellement militaires surgissent dans le cours des débats, les officiers assessseurs doivent s'efforcer d'éclairer l'auditeur juge, et se mettre d'accord avec lui, pour produire une solution convenable des intérêts militaires en litige. A la clôture de l'enquête, l'auditeur adresse à l'accusateur public, les procès-verbaux des séances et les conclusions ; celui-ci décide alors :

- 1) Si la poursuite doit être abandonnée ;
- 2) Si le délit doit être réprimé disciplinairement ; ou,
- 3) Si la cause doit être traitée judiciairement ; dans ce dernier cas, l'on doit procéder à une enquête en règle.

Pour tous les délits de basse juridiction, l'enquête préalable n'est pas nécessaire ; on procède immédiatement à celle définitive ; aucune prescription ne règle la durée de la première ; il faut en ceci suivre l'usage adopté. Dans certaines circonscriptions judiciaires, elle cesse quand l'accusateur public possède un nombre suffisant de preuves du délit, pour ordonner l'enquête en règle ; dans d'autres, elle continue jusqu'au complet éclaircissement, de tous les griefs énoncés dans la plainte ; l'enquête définitive est alors abrégée, et ne constitue qu'un complément de la première.

§ 341. *Des enquêtes définitives.*

Lorsque l'accusateur public décide qu'il y a lieu de procéder à

une enquête en règle, il ordonne en même temps l'incarcération du délinquant, pour des préventions graves, basées sur des soupçons fondés (désertion, vol, larcin, etc.) Les accusés des autres catégories ne sont pas détenus préventivement, si d'ailleurs il n'est pas à craindre, qu'ils continuent le délit, qu'ils prennent la fuite, ou qu'ils n'aggravent d'une manière quelconque, leur position vis-à-vis de la justice. L'accusateur public peut, en cause d'un officier, et suivant les circonstances, ordonner sa mise aux arrêts provisoires, avec cessation de tout service; il peut aussi décider l'élargissement des prisonniers préventifs, quand le cours des débats leur devient favorable.

Les enquêtes définitives se font comme celles préliminaires; on y procède à l'audition de l'accusé, des témoins, etc., etc.

Dans les causes de haute juridiction, les accusés peuvent se défendre eux-mêmes, soit par écrit, soit verbalement; dans ce dernier cas, la défense doit figurer textuellement au procès-verbal. Les accusés peuvent aussi charger un jurisconsulte ou un militaire, de leur plaider. Pour les causes de basse juridiction, le délinquant expose à l'auditeur-juge ses moyens de défenses, qui sont alors transcrits dans le procès-verbal.

À la conclusion de l'enquête, c'est-à-dire, lorsque la prévention ou la non-culpabilité est mûrement établie, l'auditeur-juge en réfère à l'accusateur public; celui-ci ordonne la constitution d'un tribunal de sentence, ou l'élargissement de l'accusé. Il y a, comme nous l'avons dit, deux espèces de tribunaux de sentence: les conseils de guerre et les tribunaux d'instance.

§ 342. *Procédure d'un conseil de guerre.*

Le conseil de guerre étant réuni, la personne, qui doit représenter l'accusé au début de la cause, est introduite; l'auditeur fait alors connaître aux membres, le motif de la réunion, et demande à la personne comparue, si le prévenu n'a pas de juge à récuser. — Quand la réponse est affirmative, le juge récusé doit être entendu; il quitte ensuite provisoirement l'assemblée, ainsi que le représentant du prévenu; l'auditeur enonce son appréciation de l'incident, et les différentes classes de juges décident à la majorité des voix, si l'opposition est fondée ou non; dans le premier cas, le juge récusé est remplacé.

Le président adresse alors aux juges une courte allocution, dans laquelle il leur retrace la gravité de la mission, qui leur a été confiée; ceux-ci prêtent serment entre les mains de l'auditeur, et se

font expliquer par lui, les actes et les lois relatifs au délit commis. L'auditeur lit la plainte et les procès-verbaux des enquêtes, en présence de l'accusé, il lui demande s'il a quelque chose à dire sur le contenu de ces documents. La réponse est inscrite au procès verbal, et signée par l'accusé qui quitte l'assemblée. L'auditeur énonce ensuite son appréciation sur la cause, indique l'application des lois relatives au délit, et pose ses conclusions d'après sa conviction.

La motion de l'auditeur doit réclamer :

1^o L'acquiescement du prévenu, quand son innocence est constatée, ou que sa culpabilité n'est point établie ;

2^o Son élargissement provisoire ; ou

3^o Sa condamnation, — et la peine à prononcer.

Le président signale alors à l'assemblée les considérations militaires, qui pourraient avoir été méconnues par l'auditeur, dans son réquisitoire ; les juges se séparent ensuite par classes, et procèdent au vote sur les diverses questions posées par l'auditeur. Les juges d'une même classe ne peuvent établir de conversation entre eux, sur la nature du vote à donner ; s'il n'y a pas accord unanime entre eux, leur appréciation personnelle est consignée dans le procès-verbal. Chaque classe de juges, en commençant par la plus basse, donne ensuite le résultat du vote à l'auditeur, en présence du président. Les votes figurent au procès-verbal, et sont signés par chaque juge en particulier.

L'appréciation des membres du conseil de guerre n'est pas subordonnée à celle de l'auditeur ; si elle s'en écarte essentiellement, par exemple, quand un ou plusieurs d'entre eux prononcent l'acquiescement du prévenu, il y a certaines prescriptions à suivre. Si des juges émettent un vote, en contradiction avec un texte clair de la loi, l'auditeur doit s'efforcer de les faire revenir sur leur décision ; s'ils persistent dans leur manière de voir, les raisons données par l'auditeur doivent être inscrites dans le procès-verbal. Dans les classes de juges composées de deux membres, l'opinion la plus indulgente doit prévaloir, et être adoptée pour celle de la classe. Dans celles composées de trois membres, il sera procédé comme pour le vote définitif du conseil, c'est-à-dire à la majorité absolue des voix. Dans l'un et l'autre cas, si une peine n'est pas prononcée à la majorité absolue, on doit successivement soumettre au scrutin, des peines plus sévères, que celle prononcée par les juges les plus indulgents, jusqu'à ce que cette majorité se déclare. L'auditeur recueille les votes, et en fait connaître le résultat à l'assemblée ; puis, pour terminer, il recommande aux juges de tenir secrets, les débats et la décision du tribunal, jusqu'à leur publication.

Un recours en grâce, soit pour la remise complète de la peine, soit pour sa commutation, est adressée au Roi par les membres du conseil, si l'unanimité se prononce en faveur de cette mesure.

§ 343 *Procédure d'un tribunal de sentence.*

Elle est la même que celle d'un conseil de guerre, à l'exception que les juges ne prêtent pas serment.

§ 344 *Ratification des sentences.*

Les arrêts des conseils de guerre et des tribunaux d'instance doivent être ratifiés ; toute condamnation moins grave que celle d'un an de forçeresse, prononcée contre un sous-officier ou un soldat, est ratifiée par l'accusateur public ; les autres doivent subir les appréciations du général commandeur, du ministre de la guerre, ou de S. M. le Roi, suivant leur gravité. Toute sentence prononcée contre un officier doit être ratifiée par le souverain. Ces diverses autorités ne peuvent aggraver la peine ; elles ne peuvent en accorder la remise, en changer la nature d'une manière essentielle, ni la diminuer outre mesure. Le Roi seul peut casser un jugement, ordonner une procédure d'un ordre plus élevé, commuer la peine comme il l'entend, ou accorder la grâce du condamné, sans aucune restriction ; il ne peut cependant aggraver la peine prononcée.

§ 345 *Publication du jugement.*

Quand la sentence est ratifiée, on la communique au condamné, et l'exécution de la peine commence immédiatement.

§ 346.

Les condamnés militaires ne peuvent se pourvoir en appel, contre les décisions d'un tribunal d'instance, qui forme le deuxième degré de la justice militaire.

§ 347.

Les déserteurs sont jugés par contumace par des tribunaux particuliers.

III. ARTICLES DE GUERRE

§ 348.

Les articles de guerre forment un abrégé du code pénal militaire,

dont nous nous sommes déjà occupé ; ils indiquent les devoirs et les droits des sous-officiers et des soldats ; les fautes et les délits qu'ils doivent éviter ; les peines qui y sont attachées ; et les récompenses dues à ceux qui ont une bonne conduite. Chaque soldat doit à son entrée au service, prendre connaissance des articles de guerre ; on les lit de temps en temps à la troupe, et on lui en explique les dispositions les plus importantes.

§ 349.

Les articles 1 et 2 se rapportent aux devoirs généraux des militaires ;

- » de 3 à 10, s'occupent des délits contre la fidélité militaire ;
- » de 11 à 13, de la valeur, etc. ;
- » de 14 à 22, de la subordination ;
- » de 23 à 26, des abus d'autorité ;
- » de 27 à 29, de l'aptitude à la guerre ;
- » de 30 à 36, de la conduite en service ;
- » de 37 à 42, de la conduite hors de service ;
- » de 43 à 45, de la camaraderie ;

L'article 46, de la manière d'agir des sous-officiers comme supérieurs ;

Les articles 47 et 48, des fautes et des délits communs ;

L'article 49, des dispositions de guerre en temps de paix ;

Les articles de 50 à 52, de l'avenir des sous-officiers et des soldats ; des récompenses à leur accorder.

Les officiers doivent surtout méditer les articles 12 et 17, ainsi conçus :

Article 12. Quiconque prend la fuite par lâcheté, en temps de guerre et devant l'ennemi, ou engage ses compagnons d'armes à le faire, par paroles ou par gestes, est passible de la peine de mort ; il peut même être tué sur place, sans autre forme de procès.

Article 17 (2^e alinéa). Tout officier est autorisé à tuer sur place, quiconque se mutine contre son autorité par voies de fait, et en temps de guerre, par paroles ou par gestes, dans les rassemblements de troupes, les alarmes, le voisinage de l'ennemi, le combat, la retraite ou le pillage ; si d'ailleurs, il n'a pas d'autre moyen à sa disposition, de faire strictement respecter son autorité.

IV. PUNITIONS DISCIPLINAIRES.

§ 350. *Fautes à réprimer disciplinairement.*

Nous avons déjà parlé au § 167 des moyens à employer pour

maintenir la discipline; le droit de punir constitue une branche de cette partie du service; dans l'armée prussienne il est très-restreint, parce que notre mode de recrutement nous fournit généralement des hommes de bonne conduite.

On doit punir disciplinairement :

1^o Toutes les fautes de peu d'importance, relatives à l'éducation et à l'ordre militaires, et dont la répression n'est pas indiquée par le code pénal. Les hommes qui manquent à un exercice, ceux qui arrivent trop tard à un service, ceux qui sont malpropres, ceux qui ont une conduite privée reprehensible, enfin ceux qui transgressent aux ordres de police dans les casernes, les quartiers naturels ou les camps, doivent être punis disciplinairement;

2^o Dans tous les cas, où le code pénal militaire prononce la punition d'arrêts la moins sévère, le supérieur peut, s'il veut user d'indulgence, s'abstenir de traduire devant un tribunal un inférieur en défaut, et le punir disciplinairement.

§ 351. *Punitions disciplinaires.*

A. *A infliger aux officiers :*

1^o *Réprimandes :* a) sans témoin ou en présence d'un supérieur; b) devant le corps d'officiers; c) par la voie de l'ordre journalier. Les corrections faites à l'ordre (rappels) ne doivent pas être considérées comme réprimandes;

2^o *Arrêts de chambre, maximum 14 jours.*

3^o *À des sous-officiers :* 1^o réprimandes;

2^o Tours extraordinaires de garde ou de service de jour;

3^o Arrêts de caserne, de quartier, ou arrêts simples, maximum : quatre semaines. (La suspension du service n'est pas attachée aux deux premières punitions);

4^o Arrêts moyens, maximum ; trois jours ; ils ne peuvent être infligés aux sous-officiers porte-épée-enseignes.

C. *Aux caporaux et aux soldats :*

1^o *Petites punitions disciplinaires :* a) suppléments d'exercices; b) tours extraordinaires de garde et de garde-chambre; c) corvées dans la caserne, les écuries, le chambre d'équipement ou autres locaux; d) obligation de se présenter au rapport ou à l'appel, dans une tenue déterminée (dans la cavalerie avec le cheval); e) privation de solde ou mise en tutelle; dans ce dernier cas, un sous-officier est chargé de l'administration de la solde saisie;

2^o *Arrêts :* a) de caserne, de quartier ou simples, maximum : 4 semaines; b) moyens, maximum : 21 jours; c) de rigueur, — maximum : deux semaines;

3^e *Dégradation de l'emploi de caporal.*

D. *Aux soldats de la 2^e classe*: châtiment corporel de 30 coups de schlague, 40 pour les hommes appartenant à une division de discipline ou de travailleurs. Cette peine nedoit être infligée, que comme moyen coercitif exceptionnel; et ne jamais être appliquée en public.

En marche, au bivac ou dans d'autres circonstances locales, ne permettant pas l'incarcération des hommes punis disciplinairement on a recours à d'autres peines praticables :

1^{re} Les arrêts simples et les moyens sont remplacés par la privation des besoins habituels ; par exemple du genièvre, du tabac, etc; les soldats font en outre des travaux et des corvées extraordinaires;

2^e Les hommes punis d'arrêts de rigueur, sont attachés à un arbre ou à un mur, de façon qu'ils ne puissent ni se coucher, ni s'asseoir; cette peine doit durer trois heures au plus par jour, et ne jamais être appliquée en public.

En marche, les détenus sont ordinairement placés entre les 7^e et 8^e pelotons du bataillon ; au bivac, ils sont à la garde d'incendie. Dans les quartiers de marche ou de cantonnements, ils sont renfermés dans le dépôt des pompes à incendie, ou dans tout autre local convenable.

§ 352 *Autorités militaires ayant le droit de punir disciplinairement.*

Les officiers commandant une ou plusieurs unités administratives ou bien un détachement, ont, en même temps que la responsabilité du maintien de la discipline dans leur troupe, le droit de punir disciplinairement, ceux qui en font partie. Ce droit n'est pas inhérent au grade, mais bien à l'emploi, aux fonctions; il se transmet par tout officier absent à celui qui le remplace; mais jamais un sous-officier ne peut le revendiquer.

Si un militaire commet une faute, le rendant passible d'une peine disciplinaire, et s'il se trouve éloigné du chef, sous l'autorité duquel il est placé, c'est au commandant de place ou au gouverneur; qu'est dévolu le droit de réprimer la faute; dans tous les cas, les transgressions aux lois de sécurité générale, à l'ordre public, aux moyens de défense de la place, et au règlement du service de garnison, doivent être réprimées par le commandant de place ou le gouverneur.

Quand des militaires placés sous l'autorité de différents chefs, encourent pour un délit commis en commun, des punitions disciplinaires, le chef le plus proche qui leur est commun, prononce la

peine ; en son absence, le commandant de place ou le plus ancien officier de la garnison, le remplace dans ce droit.

Les autorités militaires placées au-dessus des commandants de régiment, ne peuvent déterminer des punitions disciplinaires, que dans certains cas particuliers ; par exemple :

- a) Quand la faute est commise en leur présence ;
- b) Quand elle se rapporte à leurs attributions spéciales ;
- c) Quand des militaires placés sous leurs ordres, relèvent de différentes autorités secondaires, et qu'ils ont participé en commun au délit à poursuivre ;
- d) Quand les chefs de corps soumettent les fautes commises à leur appréciation ;
- e) Enfin, quand la faute n'a pas été réprimée par le chef direct du délinquant.

Les hautes autorités militaires ne peuvent infliger aux sous-officiers et aux soldats, que les punitions dont la détermination est permise aux chefs de corps ; ils ont d'ailleurs le droit, de punir plus sévèrement les officiers qu'eux. Ceux qui ont le droit d'infliger des arrêts à un officier, peuvent aussi l'obliger à suspendre tout service. Les membres d'une commission d'hôpital ont, à l'égard des personnes militaires de l'établissement, le même droit de punir, qu'un commandant de compagnie non détaché.

§ 353. Suite. — Détermination des punitions à infliger aux officiers.

	FONCTIONS DU CHEF QUI PUNIT	Arrêts de chambre.	Réprimande par voie de l'ordre jour ⁿ	Réprimande avec ou sans témoin
1	Général commandeur	14 jours.	oui.	oui.
2	Général divisionnaire, ou commandant de place de 1 ^{re} classe	10	oui.	oui.
3	Comm ^d de brigade ou de place de 2 ^e ou de 3 ^e classe	8	oui.	oui.
4	Commandant de r ^g iment	6	oui.	oui.
5	Commandant de bataillon détaché, (offi- cier supérieur ou capitaine)	3	non.	oui.
6	Commandant de bataillon non-détaché.	provisoires	non.	oui.
7	Commandant de compagnie	non.	non.	oui.
8	Lieutenant ou capitaine de 3 ^e classe, commandant un détachement	provisoires	non.	oui.

Les punitions d'arrêts renseignées aux numéros 5, 6, ou 8 du tableau ci-dessus, doivent immédiatement être portées à la connaissance du chef de corps. Les commandants des bataillons spéciaux (chasseurs, tireurs) ont à leur disposition, les mêmes moyens disciplinaires que les commandants de régiment.

§ 354. Détermination des punitions à infliger aux sous-officiers porte-épée, aux sous-officiers et aux soldats.

	FONCTIONS DU CHEF QUI PUNIT	Arrêts de rigueur.	Arrêts moyens.	Arrêts de caserne, de quartier, ou simples	Tour ⁿ extra ⁿ de garde p ^r les sous-officiers. corr. supp. p ^r les sold ⁿ	Suspension de l'emploi de caporal.	Châtiment corporel pour les soldats de 3 ^e classe.
1	Comm ^d de régiment, généraux.	14 j.	21 j.	28 j.	oui.	oui.	30 ou 40 coups
2	Commandant de bataillon détaché, ou d'un autre détachement	7	10	14	oui.	non.	13
3	Comm ^d de bataill ⁿ non-détaché.	7	10	14	oui.	non.	non.
4	Commandant de compagnie	3	5	8	oui.	non.	non.

On ne peut infliger aux sous-officiers porte-épée, que des arrêts simples; aux autres sous-officiers, que des arrêts simples et des moyens.

Le commandant d'un bataillon détaché doit immédiatement donner avis au chef de corps, des châtimens corporels qu'il inflige; le commandant d'un bataillon non-détaché, ou celui d'un détachement inférieur à un bataillon, doit en outre rendre communication des arrêts de rigueur prononcés.

§ 355.

Un supérieur doit, avant de sévir, s'assurer de la culpabilité réelle du délinquant; s'il prononce une punition, il ne relève que de sa conscience, et on ne peut judiciairement le contraindre, à fournir des preuves de culpabilité; un chef doit toujours être cru sur parole.

Dans la détermination de la nature et de la durée de la punition, on doit tenir compte des antécédans du délinquant, et du préjudice causé au service. Une faute commise par récidive, doit être réprimée plus sévèrement qu'une première; si les limites du droit de punir s'y opposent, on doit en référer à un tribunal militaire. On ne peut jamais infliger deux punitions pour un seul motif. Quand un supérieur juge qu'il y a lieu d'appliquer une peine, dépassant celles de sa compétence, il doit s'adresser, par la voie hiérarchique, au premier chef dont la compétence est suffisante.

Tout supérieur peut, dans deux cas seulement, changer ou lever les mesures répressives prises par ses inférieurs savoir :

- 1) Quand elles sont illégales, par leur nature ou par leur durée;
- 2) Quand le chef a outrepassé ses droits.

§ 356. *Des punitions disciplinaires dans la landwehr et la réserve.*

Le code de discipline de l'armée est appliqué aux troupes permanentes de la landwehr; les commandants de bataillon et leurs supérieurs ont cependant seuls le droit de sévir.

Quand la landwehr est mobilisée, soit par mesure administrative, soit pour prendre part à de grandes manœuvres, les codes pénal et disciplinaire de l'armée lui sont applicables, depuis le jour de la mise sur pied, jusqu'à celui du licenciement. Les excès commis, soit avant la mobilisation, soit après un licenciement antérieur, peuvent aussi être réprimés par l'autorité militaire, lorsque les hommes sont sous les drapeaux.

Hors du temps de mobilisation, les chefs de bataillon de landwehr

et leurs supérieurs ont seuls le droit de punir les hommes congédiés, suivant des prescriptions spéciales, et dans des cas particuliers seulement : par exemple, quand ils n'ont pas rejoint lors de la convocation, ou qu'ils ont commis des fautes, pendant le rassemblement ou tout autre service préparatoire.

Les hommes congédiés de la landwehr, qui changent de domicile, doivent immédiatement en donner avis à l'ancienne autorité locale, et endéans les 14 jours, à la nouvelle ; faute de quoi, ils se rendent passibles d'une amende d'un à cinq thalers (3,75 à 18,75), ou d'un emprisonnement d'un à huit jours. — Toutes ces prescriptions sont applicables aux réservistes, et aux hommes en congé non limité.

§ 357. *Du code de discipline des employés militaires.*

Les employés militaires ont deux espèces de chefs : les commandants de troupes et les supérieurs administratifs. Les premiers peuvent infliger aux employés ayant rang d'officier, soit un blâme simple, soit une amende pécuniaire jusqu'à concurrence de 30 thalers (fr. 112,50, ou d'un mois d'appointements, quand il est inférieur à cette somme) ; les aides-médecins, les payeurs et les employés aux fortifications, sont passibles d'arrêts, au même titre que les officiers.

Les employés assimilés aux sous-officiers, peuvent être punis d'arrêts simples ou de moyens, par leurs chefs militaires.

Les moyens répressifs à la disposition des supérieurs administratifs, sont réglés dans la loi du 7 mai 1851, et dans celle du 21 juillet 1852.

V. ORDONNANCE GÉNÉRALE SUR LES TRIBUNAUX D'HONNEUR.

§ 358. *But des tribunaux d'honneur.*

Les tribunaux d'honneur ont pour but, de veiller à maintenir pur et sans tâche, l'honneur de l'association appelée corps d'officiers, et celui de chacun de ses membres en particulier ; ils doivent poursuivre et juger tout officier, dont la conduite inconvenante ternirait la considération due à l'épaulette.

§ 359. *Compétence des tribunaux d'honneur.*

La compétence des tribunaux d'honneur s'étend au jugement :

1^o) de toutes les fautes non directement réprimables par le code

de discipline, mais incompatibles avec le grade d'officier, par exemple : manque de fermeté, dettes, vie déréglée, mauvaises connaissances, fréquentation de sociétés peu convenables, indiscretions concernant le service, penchant au jeu ou à la boisson, tenue inconvenante dans les lieux publics, apathie continuelle dans l'accomplissement des devoirs militaires, etc., etc. ;

2) De toutes les disputes ou offenses survenues entre officiers, quand elles n'ont aucune relation avec le service (exception prévue au § 377).

Les tribunaux d'honneur sont incompétents pour juger des actes, exclusivement relatifs à la politique ; ils étendent leur juridiction : à tous les officiers de l'armée permanente et de la landwehr (excepté les généraux) ; à ceux en non-activité, en disponibilité, pensionnés, congédiés avec autorisation de porter l'uniforme, et à ceux démis de leur fonction, avant d'avoir accompli les obligations de la milice.

Les décisions des tribunaux d'honneur, relatives aux fautes prévues au 1^{er} alinéa de ce paragraphe, peuvent être l'une des suivantes : 1^o l'acquittement ; 2^o la réprimande ; 3^o le renvoi du service ; 4^o la perte du grade ; 5^o les arrêts de forteresse (6 semaines à 6 mois).

Quant à celles concernant les différends entre officiers, elles seront traitées au § 370.

Les officiers n'appartenant plus, ni à l'armée, ni à la landwehr, peuvent, par décision des tribunaux d'honneur, encourir la privation du port de l'uniforme, ou l'obligation de changer de résidence.

§ 360. *Composition des tribunaux d'honneur.*

Les tribunaux d'honneur appelés à juger un capitaine ou un lieutenant sont composés d'officiers du régiment (du bataillon, dans les bataillons spéciaux ; de la brigade, dans l'artillerie, etc.) ; ils sont présidés par le chef de corps, qui remplit les attributions de l'accusateur public, relativement à l'enquête préalable. Les officiers supérieurs, se rendant coupables des fautes prévues par le § précédent, sont justiciables du tribunal d'honneur divisionnaire, composé d'officiers supérieurs de toutes armes, appartenant à la division, et présidé par le commandant de celle-ci. Indépendamment de ces assemblées judiciaires, il y a encore des cours d'honneur, dont la compétence s'étend à tous les grades.

§ 361. *Formation des conseils d'honneur.*

Les conseils d'honneur sont nommés au scrutin, pour un an, par

les membres des tribunaux d'honneur, et à la simple majorité des voix ; quand leur installation définitive n'est pas accomplie, les plus anciens de chaque grade en constituent un provisoire.

Leur composition est la suivante :

En cause d'un officier supérieur : un chef de corps, un chef de bataillon, un cinquième officier supérieur ;

En cause d'un officier subalterne : un capitaine, un premier et un second lieutenant's.

En principe, chaque bataillon d'infanterie ou chaque division d'artillerie, a son conseil d'honneur séparé ; mais, quand plusieurs bataillons d'un régiment, ou plusieurs divisions d'une même brigade, résident dans la même garnison, il n'y a qu'un conseil d'honneur pour le régiment ou la brigade.

§ 362. *Enquête préliminaire.*

Tout officier a le droit d'adresser au conseil d'honneur, une plainte à charge d'un camarade, qui, par sa conduite, ternirait la considération due à l'épaulette ; le conseil d'honneur en donne avis au chef de corps, qui, s'il trouve l'accusation fondée, lui ordonne d'établir une enquête préliminaire, se fait adresser les procès-verbaux des opérations ; et apprécie ensuite, s'il doit réprimander simplement l'accusé, ou si la faute est assez grave, pour nécessiter une instruction en règle. Deux mobiles doivent présider à toute opération judiciaire d'honneur : le maintien de la bonne réputation de la corporation, et la bienveillance due à tout compagnon d'armes ayant failli.

Si une instruction régulière est jugée nécessaire, le commandant du régiment envoie le dossier au général divisionnaire (ou à l'inspecteur d'artillerie ou du génie), qui décide si l'enquête définitive doit avoir lieu (l'enquête définitive concernant un différend entre officiers, est établie par le chef de corps). La même procédure se fait, quand l'officier inculqué n'admet pas la réprimande formulée par le chef de corps, ou quand il exige un jugement en règle de sa conduite. Chaque officier a, dans tous les cas, le droit de provoquer une procédure d'honneur, soit en cause d'un camarade, soit en sa cause propre ; il peut même demander une enquête légale.

§ 363. *L'enquête définitive.*

Tout officier est justiciable du tribunal d'honneur de son régiment (de sa division, s'il est officier supérieur) ; toutefois, dans certaines circonstances, quand par exemple plusieurs des juges doivent être

entendus, soit comme accusateurs, soit comme témoins, la juridiction est transférée à un autre tribunal d'honneur, par ordre du général commandeur (inspecteur pour l'artillerie ou le génie).

La procédure à suivre, aussi bien pour les conseils que pour les tribunaux d'honneur, consiste à recueillir les moyens de défense de l'accusé, et à éclaircir les faits articulés dans la plainte; le président assigne les témoins.

L'accusé prend connaissance du dossier relatif à l'enquête, en présence d'un membre du conseil; il peut réclamer l'insertion textuelle de ses moyens de défense, dans les procès-verbaux; ou charger un autre officier, pourvu qu'il soit d'un grade supérieur ou égal au sien, d'entreprendre son plaidoyer; il peut enfin écrire lui-même sa déposition, et en réclamer le dépôt dans le dossier.

§ 364. *Le jugement.*

Après ces opérations préliminaires, il est procédé au jugement définitif (si l'accusé appartient à l'armée permanente). Les officiers se trouvant dans une des positions suivantes, ne peuvent faire partie d'un conseil ou d'un tribunal d'honneur: accusateur, défenseur, père, fils, frère, oncle, cousin, neveu, beau-frère de l'accusé, témoin ou impliqué dans une autre affaire judiciaire. Aucun autre officier ne peut se soustraire à l'obligation, de faire partie d'une assemblée d'honneur; les absences pour maladie, congé ou détachement, dispensent cependant de cette obligation.

Il faut au moins treize membres, pour constituer un tribunal d'honneur; si les circonstances ne permettent pas l'accomplissement de cette condition, on doit transférer provisoirement ou définitivement, la procédure à un autre tribunal d'honneur. On n'admet l'accusé devant l'assemblée, que pour entendre ses moyens de défense; le conseil d'honneur produit les actes relatifs à l'enquête, et les lit complètement, y compris les procès-verbaux. Le président règle ensuite la marche des débats, et invite chaque membre à voter sans haine et sans crainte, en n'ayant pour guides, que la conscience, le devoir et l'honneur. L'assemblée procède ensuite au vote, de la manière suivante: le plus ancien capitaine donne le premier son avis; puis viennent successivement après lui: le plus ancien premier-lieutenant, le plus ancien second-lieutenant, etc.; les plus jeunes seconds-lieutenants clôturant la liste des officiers subalternes; enfin, les officiers supérieurs, en commençant par le plus jeune.

Les tribunaux d'honneur pour les officiers supérieurs procèdent

d'une autre manière, que nous indiquerons plus bas. L'accusé ne peut jamais être présent à cette opération ; l'avis de chaque membre est donné verbalement, inscrit au procès-verbal et signé. Dans les bataillons détachés, il y a un tribunal d'honneur séparé, qui emploie la même procédure.

Chaque membre de l'assemblée peut déclarer son incompétence, ou l'insuffisance des débats ; si la majorité n'est pas de son avis, il doit assister aux délibérations, et donner sa voix d'après sa conviction. Lorsque l'unanimité ou la majorité se déclare incompétente, l'affaire doit être soumise à la décision de S. M. le Roi ; si elle trouve les débats insuffisants, le conseil d'honneur est chargé par le tribunal, de compléter l'enquête ; après quoi, le tribunal prononce définitivement la sentence. La sentence prononcée contre un officier subalterne doit, pour être valable, réunir les 2/3 des suffrages ; si cette condition n'est pas remplie, l'affaire est déferée au tribunal des officiers supérieurs, dont le jugement n'est ratifié, que pour autant qu'il réunit une majorité relative des suffrages (4 voix sur 4, 5, 6 ou 8 votants). Quand l'assemblée prononce des arrêts de forteresse, la majorité absolue décide la durée de la peine ; un abrégé succinct de la cause est alors joint au dossier, et signé par tous les membres. Toutes les délibérations des assemblées d'honneur doivent rester secrètes, jusqu'à la publication de la sentence.

Les tribunaux d'honneur appelés à juger des officiers supérieurs ne siègent pas ; les actes relatifs à la cause sont soumis par le conseil, aux membres du tribunal, qui envoient par écrit leur appréciation au président.

§ 365. *Ratification et publication du jugement.*

Le procès-verbal de sentence est envoyé par la voie hiérarchique à S. M. le Roi, qui la ratifie ; le jugement est alors signifié à l'accusé, par le conseil d'honneur. Les décisions des tribunaux d'honneur ne peuvent être référées à une juridiction plus élevée, sans ordre du roi.

VI. PROCÉDURE DES TRIBUNAUX D'HONNEUR DANS LES DIFFÉRENDS ENTRE OFFICIERS.

§ 366.

Le duel et la provocation sont défendus et réprimés par la loi ; ce qui n'empêche pas, que très-souvent les officiers considèrent ce moyen, comme le seul efficace, pour venger leur honneur préten-

dûment ou réellement atteint ; et ce, pour des motifs ordinairement insignifiants. Pour empêcher autant que possible, ces regrettables combats entre membres d'une même famille, on confie au tribunal d'honneur la mission d'arbitre, dans tous les différends non relatifs au service, qui se produisent entre officiers. Les tribunaux d'honneur sont aussi chargés de l'examen des altercations, survenant entre officiers de différents grades ; mais la procédure n'est plus la même, quand un officier supérieur est impliqué dans l'affaire. Ces sortes de délits sont punis disciplinairement ou judiciairement.

§ 367.

Quand un différend assez grave pour occasionner un duel s'élève entre officiers, les parties intéressées doivent adresser un rapport au conseil d'honneur ; elles doivent en outre le prévenir de toute complication, qui pourrait survenir. Les duels étaient très-fréquents avant l'institution des tribunaux d'honneur ; mais par l'observation des prescriptions que nous allons énumérer, ils peuvent maintenant être évités dans la plupart des cas.

Aucune provocation ou combat singulier ne peut avoir lieu, avant que l'assemblée d'honneur ait clôturé les débats relatifs à l'affaire. Les officiers qui méconnaissent l'autorité de cette institution, soit en lui cachant leurs motifs de plainte, soit en exigeant une réparation par les armes avant la clôture des débats, se rendent passibles d'une condamnation de deux mois à deux ans de forteresse, sans préjudice de la peine infligée pour toute transgression à la loi sur le duel ; dans les mêmes circonstances, les porteurs de cartels, les témoins, et les officiers qui assistent à un combat singulier, encourent une peine d'un à six mois de forteresse, tandis que dans les autres cas, ils ne peuvent pas être condamnés. L'officier qui provoque en duel un de ses camarades, avant d'avoir soumis l'affaire à un tribunal d'honneur, est puni de 4 à 6 semaines d'arrêts. Tout instigateur de duel est puni d'arrêts (maximum deux ans) ; si la rencontre a eu lieu, il est passible d'arrêts de forteresse dans la même proportion, et peut, suivant le cas, être congédié du service.

Quand le conseil d'honneur est saisi d'une plainte de l'espèce, ou quand il apprend par toute autre voie, qu'une altercation s'est produite entre deux officiers, il en donne immédiatement avis au chef de corps ; et sur l'ordre de celui-ci, il procède à une enquête, en recueillant les renseignements verbaux nécessaires, ou les dépositions écrites des parties engagées. Cette opération a principalement

pour but, de rendre possible une réconciliation ; elle doit surtout consister à rechercher les causes du conflit, et apprécier la gravité du dommage causé.

Les conclusions peuvent être de deux espèces ; elles seront renseignées dans les § § 368 et 369.

§ 368.

Quand le conseil d'honneur juge l'insulte faite sans préméditation, ou le conflit peu sérieux, et de nature à ne pas avoir de conséquence regrettable, il invite les parties engagées à une réconciliation loyale ; mais il ne doit pas perdre de vue certaines exigences de la noble profession des armes, qui s'accoutument mal d'un arrangement à l'amiable systématique. Les parties intéressées admettent-elles la réconciliation, alors cette décision doit être ratifiée par le chef de corps, qui reçoit à ce sujet un rapport écrit, ou bien un rapport verbal.

§ 369.

Quand la réconciliation n'est pas possible, soit par le refus des parties engagées, soit par l'opinion contraire du corps d'officiers, soit par décision du conseil, le chef de corps ordonne une procédure en règle devant le tribunal d'honneur ; il donne en même temps avis de la mesure au commandant de division.

§ 370.

L'information du conseil d'honneur se fait d'après les prescriptions des § § 362 et 363 ; la procédure employée par le tribunal est analogue à celle décrite au § 364.

Le jugement prononcé peut avoir l'une des teneurs suivantes :

a) Déclarer la cause non-justiciable de l'assemblée, et l'honneur des parties intact ;

b) Punir les coupables et les réprimander sur leur manière d'agir ; faire en même temps certifier solennellement et mutuellement, l'honorabilité des parties engagées ;

c) Prononcer leur congédiement du service.

Les deux premières décisions doivent être ratifiées par le commandant de la division ; la troisième, par S. M. le Roi.

Le tribunal d'honneur peut aussi déclarer son incompétence.

§ 371.

Quand le corps d'officiers s'est ainsi prononcé, par l'intermédiaire

de son conseil d'honneur, sur la solution pacifique d'un conflit, les parties en cause doivent se soumettre à sa décision, accepter loyalement son arbitrage, et apaiser tout scrupule sur le point d'honneur; l'offensé n'a alors aucun motif d'exiger une réparation par les armes, car sa réhabilitation est complète, et l'injure a été rétractée solennellement. Si malgré cette solution convenable de l'affaire, les parties engagées exigent le duel, elles manquent aux égards dus au corps d'officiers, en portant atteinte à l'autorité de ses représentants.

Quand le tribunal se déclare incompetent, ou que les officiers en cause n'admettent pas de solution pacifique, les débats sont immédiatement clos; un membre de l'assemblée donne lecture des dispositions de la loi sur le duel.

Si le conflit est grave, si le tribunal juge un arrangement à l'amiable impossible ou insuffisant, il n'est pas pris de décision définitive; l'assemblée déclare purement et simplement son incompetence, et par cette déclaration, elle certifie implicitement que l'honneur des parties en cause est engagé; et que dès lors, la justice doit s'effacer, pour faire place aux exigences de la vie militaire.

§ 372.

Quant le conseil d'honneur apprend qu'une rencontre entre officiers est devenue inévitable, il a le droit de se présenter sur le terrain du combat, de tenter encore une réconciliation auprès des témoins, et de s'ériger en tribunal du duel, pour en régler les conditions et la fin; le plus ancien membre doit empêcher immédiatement toute irrégularité, tout coup non autorisé; il peut ordonner la cessation du combat, quand les circonstances le permettent, et quand les exigences militaires sont satisfaites. Celui des deux champions qui n'obéit pas à ses injonctions, est considéré comme ayant désobéi à un supérieur en grade, et en service; comme tel, il est passible du conseil de guerre. Si l'un des combattants tue son adversaire, en lui portant un coup contraire aux usages, ou aux conditions stipulées, ou bien en l'attaquant traîtreusement alors qu'il était désarmé, il se rend passible de 10 à 20 ans de forteresse, et même de la peine de mort suivant les circonstances; il est dans tous les cas, renvoyé du service.

§ 373.

Dès que le duel est terminé, il est procédé à une information

judiciaire, et à l'application de la peine encourue ; outre les prescriptions antérieurement données sur cet objet, il y a encore les suivantes :

1^o S'il n'y a pas eu mort d'homme, les combattants sont passibles d'un mois à deux ans de forteresse, suivant la gravité des blessures reçues ;

2^o Si l'un des combattants reste sur le carreau, ou s'il meurt des suites de ses blessures, le survivant est puni d'un à 4 ans d'arrêts de forteresse ;

3^o Les officiers qui conviennent d'un duel à mort, sont punis de 5 à 10 ans, ou bien de 2 à 6 ans d'arrêts de forteresse, selon que mort s'en est suivie ou non.

Les juges doivent tenir compte des observations suivantes, avant de fixer la durée de la peine :

1^o Si le délinquant a méchamment et avec préméditation, occasionné le conflit, source du duel ;

2^o Si l'injure ou l'offense a été faite, dans un moment de colère et d'irréflexion ;

3^o Si les exigences de la vie militaire obligeaient réellement les adversaires à se battre ;

4^o S'ils ont admis ou non toutes les voies de conciliation offertes, tout en sauvegardant leur honneur.

Le tribunal déclare toujours agresseur l'un des deux accusés ; et lui inflige une peine double, de celle que subit l'autre. S'il y a eu mort d'homme, et si le survivant est déclaré l'agresseur, à moins de circonstances atténuantes, il est renvoyé du service, après avoir accompli sa condamnation ; s'il n'est pas déclaré agresseur, il subit une peine de 6 mois à deux ans d'arrêts de forteresse.

§ 374.

Dans certains cas rares, les auteurs d'un duel peuvent être punis disciplinairement, par le général divisionnaire ; mais il faut pour cela, qu'un concours de circonstances atténuantes ait présidé à la consommation du délit, par exemple : quand la querelle n'est pas due à la malveillance, et que la rencontre était nécessaire au point de vue militaire ; quand il n'y a pas eu de suite funeste, et qu'il est bien démontré, que les adversaires se sont conduits loyalement et d'une manière calme. Un arrêté royal du 2 août 1860 assure le même bénéfice aux officiers qui se battent à l'arme blanche, sans avoir préalablement saisi le conseil d'honneur de leur différend ; pourvu toutefois, que les circonstances atténuantes sus-indiquées se soient produites.

§ 375.

L'officier qui cherche querelle à un membre de l'assemblée d'honneur ou du tribunal de duel, à propos d'un jugement, est considéré comme coupable du même délit, à l'égard d'un supérieur en grade et en service.

§ 376

Les prescriptions énoncées au § 374 concernent aussi bien les témoins et les porteurs de cartel, que les combattants :

1^o Quand le duel a lieu entre un officier et un bourgeois ou un employé militaire non-assimilé. Dans ce cas, le conseil d'honneur doit être prévenu de la dispute et des suites concertées. Ces sortes d'affaires ne sont pas traitées par les tribunaux d'honneur ; car les bourgeois inculpés sont justiciables des tribunaux civils ;

2^o Quand la rencontre a eu lieu sur un territoire étranger ;

3^o Quand elle est le résultat d'une étourderie, et qu'elle n'a pas eu de suite funeste.

VII. DISPOSITIONS LÉGALES CONCERNANT LES ÉTATS DE GUERRE
ET DE SIÈGE.

§ 377. *Attributions générales de l'autorité militaire, en temps de guerre.*

(ORDRE DE CABINET DU 16 NOVEMBRE 1850.)

La plus haute juridiction dans un corps d'armée sur pied de guerre, est dévolue aux généraux de division, et au commandant de l'artillerie de réserve ; les officiers de troupes sont justiciables en premier ressort, des tribunaux de leur corps. Les jugements ne sont soumis à la ratification du Roi, que dans des cas rares et indéterminés ; c'est ordinairement le chef de corps ou le général commandeur, suivant la gravité du délit, qui examine le jugement en dernier ressort.

Les espions étrangers sont justiciables des tribunaux, et passibles des peines comminées dans le code pénal commun.

Dans une province menacée par l'ennemi, le commandeur intérimaire territorial du cercle d'armée, ordonne la mise en état de siège de toutes les places fortes qui en dépendent ; les commandants de ces places assurent alors l'exécution des mesures prescrites dans le § suivant.

§ 378. *Prescriptions spéciales relatives à l'état de siège.*

(LOI DU 4 JUIN 1851.)

L'état de siège est déclaré par le ministère d'état, soit dans le cas ci-dessus, soit en temps de sédition ou d'émeute; dans des circonstances graves, l'autorité militaire la plus élevée en grade d'un district ou d'une place, peut ordonner provisoirement cette mesure; mais elle doit immédiatement la soumettre à l'appréciation du conseil d'état, qui en décide la ratification ou le retrait. Dans une ville en état de siège, le commandant est dépositaire du pouvoir exécutif et de ceux administratifs, tant civils que militaires. Il a le droit de suspendre la constitution dans les articles suivants: liberté individuelle (article 5), inviolabilité du domicile (6), juridiction légale (7), liberté de la presse (27 et 28), droit de réunion (29), droit d'association (30), emploi de la force publique (36).

Il ratifie les sentences des tribunaux de guerre, excepté celle prononçant la peine de mort, qui ne peut être ratifiée, que par le général commandeur. En temps de siège, des peines très sévères, même celle de mort, sont édictées contre les perturbateurs de la sécurité et de la tranquillité publiques; ils sont justiciables des tribunaux de guerre, en vertu du droit dévolu au commandant, de suspendre l'article 7 de la constitution. L'assemblée judiciaire se compose alors de deux juges, dont l'un fait l'office de président, et de trois capitaines ou officiers supérieurs; un auditeur, ou, à son défaut, un autre officier, leur est adjoint comme rapporteur, et a les mêmes fonctions que l'auditeur, dans les conseils de guerre ordinaires. La procédure se fait publiquement et oralement; le jugement est aussitôt prononcé, publié et mis en exécution; il est définitif, et il n'admet pas d'appel.

§ 379. *Prescriptions relatives aux prises.*

Les prescriptions légales relatives au droit d'opérer des prises, en temps de guerre, sont les suivantes :

Cette opération n'est praticable qu'avec l'autorisation de l'Etat, représenté par S. M. le Roi, ou par le général commandant en chef, commissionné pour le remplacer; cette faculté s'étend à la saisie des propriétés publiques ennemies.

Le butin saisi au commandant en chef ennemi, ou a ses vivandiers et fournisseurs, celui que l'on emporte à la suite d'un combat, deviennent la propriété de ceux qui ont fait l'opération; les provisions de bouche, et les munitions saisies dans d'autres circonstances,

que celles ci-dessus spécifiées, sont mises à la disposition du gouvernement.

Les propriétés mobilières des sujets ennemis, qui appartiennent à l'armée ou qui sont à sa suite, ne peuvent être prises, qu'avec l'autorisation formelle du commandant en chef; le pillage ne se fait qu'exceptionnellement, et comme châtiment; par exemple, quand les habitants ont assassiné traitreusement des soldats, logés chez eux.

Les propriétés immobilières ne peuvent jamais faire l'objet d'une saisie.

Celui qui se rend coupable d'une prise non autorisée, est puni par l'article de guerre n° 24, d'arrêts de rigueur ou de forteresse, et même de la peine de mort, quand il y a des circonstances aggravantes.

L'arrêté royal du 15 septembre 1853 prescrit de remettre aux dépôts de remonte, les chevaux pris sur l'ennemi, moyennant une somme de 18 thalers (fr. 67-50), pour ceux propres au service militaire, et de la moitié, pour ceux qui ne le sont pas.

Pendant la campagne de 1813-1815, quand un corps de troupes s'était emparé, les armes à la main, d'une bouche à feu ennemie, le gouvernement lui octroyait une gratification de 50 ducats (1062-50), qui devait être versée dans une fondation militaire; il en a été de même pendant les campagnes récentes.

TROISIÈME PARTIE.

Instruction tactique des troupes.

§ 380.

C'est la partie la plus sérieuse du service militaire en temps de paix, car elle a directement en vue la guerre, ce but final de toute institution militaire.

L'instruction tactique des troupes se divise en deux branches : la théorie et la pratique ; celle-ci est la plus importante et la plus facile à faire comprendre aux soldats. Nous ne nous occuperons que des manœuvres de l'infanterie, de la cavalerie, et de l'artillerie de campagne.

CHAPITRE 1^{er}

Instruction tactique de l'infanterie.

§ 381.

Elle comprend trois branches principales : les manœuvres, le tir à la cible, et le service de campagne ; puis, comme branches accessoires : l'instruction théorique, la gymnastique, et l'escrime à la baïonnette. Une partie des troupes et les officiers doivent connaître la natation, le service des bouches-à-feu, celui des pionniers, des employés de chemin de fer, et la conduite des fourgons de munitions.

Tous les sous-officiers doivent être aptes à donner l'instruction ;

la plupart d'entre eux et des exempts doivent être familiarisés avec les fonctions de moniteur, dans les écoles de régiment et de bataillon.

I. EXERCICES.

(RÈGLEMENT D'EXERCICES DE 1847, AVEC LES MODIFICATIONS
SUBSÉQUENTES).

§ 382.

Les exercices ont pour but d'apprendre aux troupes le maniement des armes, et les diverses formations ou mouvements tactiques; ils se font ordinairement sur des plaines de manœuvres bien nivelées; mais il est important de les pratiquer sur toutes espèces de terrains, même les plus accidentés.

Il y a 2 catégories d'exercices:

1° Les exercices de détail, qui comprennent l'instruction individuelle des recrues et des anciens soldats; ils sont d'abord pratiqués individuellement; puis, successivement par rang, par section et par file;

2° Les exercices de subdivisions déterminées (compagnie, bataillon, régiment, brigade).

§ 383.

L'instruction des recrues dure deux à trois mois; les classes d'instruction se composent de 8 à 10 hommes, et sont commandées chacune par un sous-officier, ayant un exempt sous ses ordres; ordinairement, un officier dans chaque compagnie est chargé spécialement de la direction de l'instruction; dans certains régiments cependant, les officiers d'un bataillon doivent surveiller cette branche de service, à tour de rôle et par jour.

Les colonels s'assurent, lorsque l'instruction est terminée, que les hommes ont l'aptitude voulue, pour être incorporés dans les compagnies.

Puis viennent successivement: 1° L'école de compagnie. — Durée: 4 à 8 semaines; 2° l'école de bataillon, qui constitue la partie la plus utile du règlement d'exercices. — Durée: 3 à 4 semaines; 3° l'exercice de régiment — ne se fait que fortuitement — 6 fois; 4° les évolutions de brigade — 3 ou 4 fois.

Après chacune de ces périodes d'exercices, le chef de corps s'assure du degré de l'instruction acquise.

On ne peut faire manœuvrer la troupe, que 5 heures au plus par jour.

§ 384.

Les évolutions ne se font pas certes pendant le combat, avec la même précision que sur le terrain de manœuvres; mais il est absurde de déduire de là, que la précision et la régularité sont inutiles dans les manœuvres de paix; parce qu'en premier lieu, l'habitude est une seconde nature, et qu'une troupe habituée à manœuvrer en temps de paix, avec ordre, silence et méthodisme, gardera ces qualités sérieuses dans le tumulte de la bataille; de plus, la régularité des mouvements est une preuve de discipline; et c'est surtout la discipline, qui assure l'exécution complète des ordres donnés par les supérieurs; en contraignant les inférieurs, à y apporter toute leur attention, et tous leurs moyens, tant intellectuels que physiques. C'est en grande partie à la précision de nos manœuvres, que la discipline se maintient intacte chez nous, sans employer beaucoup de moyens coercitifs.

Les chefs doivent exiger, de la part de leurs subordonnés, la plus grande attention pendant l'exercice; mais pour la soutenir, les séances ne peuvent pas être trop longues.

II. TIR A LA CIBLE.

(INSTRUCTION DE 1857 MODIFIÉ LE 2 NOVEMBRE 1864).

§ 385.

Le tir à la cible est soigné d'une manière toute particulière dans l'armée prussienne; les résultats en sont plus remarquables que dans les autres armées.

Les cibles employées sont les suivantes :

- N° 1. Cible ordinaire. — Largeur 4 pieds (1,25); hauteur : 6 pieds (1,87) — 12 roses. — Une largeur d'homme de 16 pouces (0,42) est indiquée au moyen de bandes.
- N° 2. Cible de largeur d'homme. — Largeur 16 pouces (0,42) hauteur : 6 pieds (1,87) avec image d'un fantassin.
- N° 3. Cible de colonne. — Largeur : 8 pieds (2,51); hauteur 6 pieds (1,87), 12 roses.
- N° 4. Cible au miroir. — Circulaire. — Diamètre : un pied (0,32); 3 cercles.
- N° 5. Cible mobile. — N° 1 ou n° 2, sur laquelle on tire, tandis qu'elle se meut.

Il est alloué annuellement 100 cartouches par officier, sous-officier ou soldat. Les hommes ne sont admis au tir réel, qu'après avoir appris successivement la nomenclature de l'arme, le règlement de tir, le pointage, le chargement, l'évaluation des distances, et les diverses règles de tir; ils doivent appliquer successivement ces exercices, et brûler des cartouches à blanc (de place), de manière à acquérir insensiblement, le calme et le coup-d'œil nécessaires au tireur.

Le maniement de la détente se fera à la main libre, ou au poteau (chevalet); mais le premier mode doit être employé de préférence, car il est le seul usité dans le combat. L'exercice du pointage constitue une partie très-sérieuse de l'instruction; on doit l'exécuter souvent, et y apporter toute l'application nécessaire; divers appareils sont employés pour cette branche du service.

La grande masse des troupes doit surtout être exercée au tir de guerre, et constitue la 2^e et la 3^e classes de tireurs; la 1^{re} classe ne comprend que d'excellents tireurs; tout homme doit successivement passer par ces trois classes.

Les tireurs de chaque classe, doivent avoir assisté à 13 séances, de 5 balles chacune en moyenne, avant de passer à une classe supérieure; ces séances se font d'ailleurs, dans des conditions de plus en plus difficiles. Pour être admis à la 2^e classe, il faut avoir accompli les conditions de la 3^e classe, numérotées de 5 à 11, avec 55 cartouches au plus, on ne passe à la 1^{re} classe, qu'après avoir accompli, avec le même nombre de cartouches, les conditions de la 2^e classe, numérotées de 5 à 13. Dans chaque série de 13 séances, les 4 premières constituent des exercices préparatoires; les 9 autres, le tir réel, auquel les hommes assistent avec le sac sur le dos, pesant 15^k (7 k. 5); les buffleteries au complet, le casque avec jugulaires sous le menton; le manteau et les effets de campement ne sont pas de rigueur.

La 14^e séance de chaque classe est consacrée aux feux de tirailleurs, la 15^e, aux feux de section (salves); on tire 5 cartouches à l'une et à l'autre. Les distances réglementaires de tir sont de 100 à 600 pas; on doit aussi tirer à de plus grandes distances, mais le règlement ne donne pas de prescriptions à cet égard; seulement, le personnel des instructeurs doit s'exercer à 700 et 800 pas. Dans chaque séance, les officiers peuvent brûler un certain nombre de cartouches (coups de contrôle); soit pour détromper les hommes, qui attribueraient le mauvais résultat de leur tir, à une défectuosité imaginaire de l'arme; soit pour se former la main dans les diverses circonstances, telles que la pluie, le vent, etc.

Une somme de 28 1/2 thalers (fr. 106-02) est allouée annuellement à chaque bataillon d'infanterie, pour être distribuée aux 22 meilleurs tireurs de toute les classes ; les 12 meilleurs tireurs de la 1^{re} classe de chaque compagnie, reçoivent en outre une marque de distinction, qui peut être délivrée jusqu'à trois fois au même soldat ; les douze meilleurs tireurs parmi les sous-officiers du bataillon, reçoivent également une marque de distinction.

Chaque année, les progrès dans le tir sont constatés par les supérieurs, au moyen d'un tir d'examen, qui se fait comme en campagne.

Un officier au moins est présent à chaque séance ; il annote soigneusement les résultats du tir, ou les fait inscrire sous sa responsabilité personnelle, par le sous-officier d'armement ; il surveille en outre la marche de ce service, de manière qu'il se fasse avec ordre et sécurité. Ordinairement, avant et après chaque décharge, il est fait un signal de tambour, de clairon, de cloche ou de fanion.

Les chasseurs et les tireurs brûlent annuellement 125 cartouches ; ils possèdent en outre un matériel considérable pour en confectionner d'autres ; ils tirent jusqu'à 1000 pas de distance.

III. SERVICE DE CAMPAGNE.

L'ordonnance royale du 29 Juin 1861, concernant les manœuvres, contient les principes généraux du service de campagne, et les prescriptions de détail, relatives au service des avant-postes et de bivacs.

§ 386.

Le service de campagne peut être pris sous deux acceptions : la première signifie le service de guerre proprement dit ; la seconde, les exercices qui peuvent être exécutés en temps de paix, et qui reproduisent le plus fidèlement possible des opérations de guerre, en ayant égard au terrain et à un ennemi supposé.

Les combats, le service des avant-postes, les camps et les cantonnements, les marches-manœuvres, les opérations spéciales de la guerre, les travaux de campagne et les manœuvres de forteresse sont du domaine du service de campagne ; toutes les applications de ce service sont très-instructives pour les troupes, car ce sont celles qui reproduisent le plus fidèlement les diverses circonstances de la guerre.

§ 387.

Les applications du service de campagne pratiquées en temps de

paix, doivent reproduire le plus fidèlement possible, les diverses circonstances de guerre ; mais l'observation de ce principe est malheureusement limitée, par des considérations de propriété ou de culture ; sans doute, les dispositions générales et les mouvements préparatoires peuvent être établis d'après toutes les règles de l'art ; mais les commandants de troupes n'ont pas, dans la plupart des manœuvres, le loisir d'appliquer leurs connaissances théoriques au terrain occupé. Ces opérations constituent une excellente école pour nos officiers supérieurs, qui doivent y déployer autant de résolution, de circonspection ou d'audace, qu'à la guerre ; malheureusement la valeur ne peut s'y exercer, et l'emploi des diverses armes s'y fait quelquefois d'une manière peu judicieuse, parce que leurs propriétés ne s'y dévoilent pas aussi efficacement qu'à la guerre.

Les applications du service de campagne doivent s'exécuter avec le plus grand calme et la plus grande solidité, surtout celles qui se rapportent directement au combat, et qui sont par conséquent les plus sérieuses ; quand un mouvement a été mal exécuté, on doit le recommencer.

§ 388.

Les opérations les plus élémentaires du service de campagne sont pratiquées par pelotons ; celles d'une importance moyenne (la plus grande partie), par compagnies ; enfin, celles de plus grande importance, par bataillon, ou régiments. Ces périodes d'exercices se terminent par des manœuvres des 3 armes, de différents degrés, savoir : 1^o les exercices de détachement. Le corps agissant se compose de 4 à 6 bataillons d'infanterie, de 4 escadrons et de 2 batteries ; 2^o les manœuvres de campagne de division ; 3^o celles de corps d'armée ; 4^o enfin, celles de deux corps d'armée. Chaque année, l'armée prend part à des manœuvres de division, dont la durée est de 2 à 3 semaines, y compris la marche. Chaque corps d'armée se réunit une fois tous les quatre ans, et prend part à une série de manœuvres, dont la durée est de 3 à 5 semaines, y compris la marche (les exercices de la garde durent moins de temps). En outre, chaque année, il y a deux corps d'armée désignés pour opérer l'un contre l'autre.

Les manœuvres constituent la clef de voûte et la pierre de touche de l'instruction de paix des troupes ; on peut dire avec certitude que celle-ci est complète, quand ces manœuvres se font d'une manière irréprochable. On ne peut donc apporter trop de sollicitude et d'attention à cette branche du service ; les grandes manœuvres se

font assez rarement chez nous, et jamais avec des forces moindres que celles données plus haut, pour les manœuvres de détachement.

§ 389.

Indépendamment de ces opérations, qui sont surtout profitables à l'instruction des troupes, il y en a encore d'autres instituées pour le perfectionnement des cadres : une fois par an au moins, chaque sous-officier doit effectuer une application du service de campagne, sous la direction d'un officier de compagnie ; les lieutenants et les capitaines en font autant, sous les directions respectives des commandants de bataillon et des chefs de corps. Les officiers supérieurs et les généraux ne sont pas tenus de prouver leur aptitude, à des époques périodiques ; ils ont cependant l'occasion de manier les troupes de toutes armes aux manœuvres de division, et d'y faire preuve d'instruction et d'aptitude ; car le commandement en chef leur est dévolu successivement pour un ou plusieurs jours. Toutes les opérations relatées dans ce paragraphe doivent faire l'objet d'un rapport écrit, de la part des conducteurs.

§ 390 *Prescriptions générales relatives aux manœuvres des 3 armes*

Il y a deux espèces de manœuvres des 3 armes : 1^o celles de corps de troupes réunis, et dirigées contre un ennemi fictif et seulement désigné ; 2^o celles auxquelles prennent part deux corps de troupes séparés, et agissant le plus réellement possible l'un contre l'autre.

Chacun de ces systèmes a ses avantages et ses inconvénients ; l'armée française emploie le plus fréquemment le premier ; nous pratiquons ordinairement le second.

Les manœuvres de la 1^{re} catégorie ne peuvent jamais dégénérer en un exercice d'école, fruit d'un méthodisme ridicule ; on ne doit consulter que le terrain parcouru, et y appliquer, tour à tour les règles de la tactique ; on ne doit communiquer d'avance aux troupes, aucune des dispositions à prendre.

Celles de la 2^e catégorie font l'objet des prescriptions suivantes :

Les positions générales occupées par les deux armées, sont établies parallèlement d'après une *idée générale* ; le chef qui dirige la manœuvre, communique à chaque partie une *instruction spéciale*, relatant la marche générale des opérations particulières à chacune d'elles. On doit éviter complètement les suppositions de troupes fictives, dans la sphère du combat. La concentration des troupes de

pavillon (1) doit se faire en dehors du champ de bataille ; l'heure et le lieu doivent en être connus de l'adversaire, soit par un avis spécial, soit par ses patrouilles. Les suppositions relatives au terrain ne sont pas admises ; les chefs doivent appliquer leurs connaissances militaires au terrain existant réellement.

Les commandants des armées en présence établissent leurs dispositions et le programme de leurs opérations, d'après l'idée générale et l'instruction spéciale, qui leur ont été communiquées ; ils les transmettent ensuite au commandant en chef. Pendant la manœuvre, ils doivent être complètement indépendants, et livrés à leur propre inspiration ; le commandant en chef ne peut intervenir qu'avec la plus grande réserve ; et seulement quand les circonstances produisent une idée spéciale nouvelle, d'une application sérieuse et fructueuse ; ou bien, quand un désordre anormal se produit dans une des lignes. Au signal « Ensemble, halte ! » qui ne peut être donné que sur l'ordre du commandant en chef, dans les circonstances susnommées, toutes les troupes s'arrêtent ; l'infanterie forme les faisceaux, la cavalerie et l'artillerie mettent pied à terre ; les tirailleurs et les flanqueurs restent en place. Au signal « Appel », l'état-major général de chaque armée se rend auprès du commandant en chef, pour en recevoir des instructions nouvelles ; et les opérations recommencent au signal « Ensemble, en avant ! »

L'attaque réelle des avant-postes et des positions constitue une branche très-essentielle du service de campagne ; mais elle est impraticable. C'est pourquoi il est de règle, de remplacer ces entreprises par des dispositions conventionnelles, dénotant l'offensive. S'il entre dans l'intention du commandant en chef de faire traverser un parti opposé, il fait donner le signal : « Ensemble, passez. »

Chaque journée de manœuvre est terminée par le signal « Ensemble, appel » ; à ce signal, les états-majors généraux des armées en présence se rendent auprès du commandant en chef, pour y recevoir les observations et la critique de la manœuvre ; les troupes rejoignent leur camp ou leurs cantonnements. La dernière journée de la période est clôturée par le signal : « Ensemble, rassemblement. »

§ 391. Prescriptions conventionnelles relatives aux manœuvres.

(APPLICABLES AUX DIFFÉRENTES ARMES).

1) Décisions à prendre pendant le combat. Sous ce rapport, les

(1) Pour établir une différence entre les deux armées en présence, l'une d'elles est munie de fanions, d'une couleur déterminée.

commandants des corps en présence doivent complètement faire abstraction de la valeur et des qualités morales de leurs troupes; les décisions à prendre doivent être basées sur les propriétés des trois armes et les règles de la tactique; elles doivent déterminer la défense ou l'attaque. Néanmoins, le cœur humain est ainsi fait, que souvent l'on oublie les préceptes de la saine raison, pour se livrer à une intempestive ardeur guerrière; c'est pour éviter ces excès d'amour-propre, que le commandant en chef désigne des officiers, arbitres absolus des décisions à prendre, quand des contestations se présentent; ils sont reconnaissables à un brassard blanc, qu'ils portent au bras gauche. Leurs décisions, dans les actions isolées, ne doivent être basées que sur les règles de la tactique, en prenant en considération les diverses phases et incidents, qui se présentent dans un combat réel; un échec peut être réparé, quand il est accidentel. Ils décident:

- a) Si l'un des partis doit se retirer;
- b) S'il doit être considéré comme prisonnier;
- c) S'il est coupé de ses communications;
- d) S'il est incapable de continuer les hostilités, et pour quel laps de temps.

Les troupes faisant l'objet des décisions *b* et *c* retournent sur-le-champ à leur corps, et ne prennent plus aucune part aux opérations du jour; celles de la catégorie *d* se retirent derrière les troupes engagées, pour le terme fixé. Les officiers arbitres doivent communiquer leurs décisions au commandant en chef, et aux deux chefs en présence.

2^e Propriétés des 3 armes; considérations relatives au terrain.

La plus grande proximité de combat, pour des troupes s'envoyant réciproquement des salves, est de 250 pas.

Le feu de tirailleurs ne s'exécute jamais en plaine, qu'à 200 pas de distance au moins.

La cavalerie et l'artillerie ne stationnent jamais dans le rayon d'action des armes à feu de l'infanterie.

L'infanterie et la cavalerie ne peuvent se déployer ou se former en bataille, dans le rayon d'action du tir à mitraille de l'artillerie.

Les tirailleurs et l'artillerie ne doivent pas s'aventurer dans une plaine occupée par la cavalerie ennemie.

Les bouches à feu, qui ne tirent pas, sont considérées comme prises par des tirailleurs ou de la cavalerie, quand elles ne sont pas protégées par un soutien, ou quand celui-ci est insuffisant.

Une position ne peut être attaquée à l'arme blanche, que lorsque les troupes qui l'occupent ont été ébranlées par un feu supérieur

au leur. La première attaque est ordinairement repoussée; les troupes qui l'ont fournie, doivent se retirer assez en arrière, pour considérer l'échec subi comme sérieux, et nécessitant une nouvelle formation; elles préparent une seconde attaque, ou renoncent à l'entreprise. Dans le premier cas, la colonne assaillante doit être renforcée: l'attaque est préparée par un feu supérieur à celui employé primitivement.

La cavalerie repoussée opère sa retraite au trot, celle victorieuse ne poursuit que 500 pas au plus.

Un bataillon carré ne peut être entamé par un escadron isolé; il doit essuyer les charges successives de 3 ou 4 escadrons, pour être considéré comme ébranlé.

3^o Mesures à prendre pour empêcher les accidents et les dégâts.

Les troupes adverses ne peuvent se rapprocher à plus de 60 pas; cette prescription s'applique aussi bien à la cavalerie qu'à l'infanterie. Si elle n'est pas observée, le chef commande immédiatement halte! A ce commandement, la troupe ayant la première méconnue la prescription, se retire à la distance voulue, tandis que l'autre forme les faisceaux.

On n'exécute pas les feux dans le voisinage des bâtiments et des granges. L'attaque et la défense des villages ne peuvent être simulées, que par un cordon de tirailleurs, établi le long des haies et des clôtures extérieures, et par des charges à la baïonnette. Les subdivisions qui attaquent ou défendent des bâtiments, ne les occupent pas; elles se tiennent à distance, et les chefs instruisent les hommes, de ce qu'ils auraient à faire dans une opération réelle.

Les ponts ne peuvent être détruits; un signal conventionnel indique, qu'ils doivent être considérés comme hors d'usage; un officier arbitre décide du temps nécessaire pour les réparer. Les champs ensemeucés, les prairies clôturées, les localités habitées ne peuvent être traversées par des troupes. Les chemins de fer ne peuvent être parcourus dans la direction de la voie. On doit cependant attribuer à ces diverses localités, l'importance tactique réelle, qu'elles auraient en campagne. Les dommages aux propriétés sont remboursés par l'officier commandant la troupe qui les a faits. Cependant, les grandes manœuvres (de division ou de corps d'armée) ne sont profitables à l'instruction des troupes, que si elles sont l'image exacte des opérations de guerre; dans ces cas spéciaux, les connaissances théoriques des chefs doivent, sans restriction, être appliquées au terrain; et l'accès de toutes les localités leur est permis. Cette mesure figure à l'ordre du jour de l'armée; et l'Etat paie une indemnité pour les dégâts causés aux propriétés.

§ 392. *Prescriptions spéciales relatives à certaines opérations du service de campagne.*

1. MARCHES MILITAIRES. (392—398.)

Les principes stratégiques et tactiques relatifs aux marches ne seront pas ici pris en considération ; nous ne nous occuperons que des mesures de police. Sous le rapport tactique, les marches se divisent en marches d'étape, qui se font loin de l'ennemi ; et en marches-manceuvres, qui se font en sa présence. Sous le rapport de la vitesse, il y en a de 3 catégories : celles de vitesse ordinaire, celles forcées et celles accélérées dans des voitures. Il y a aussi des marches de jour, et d'autres de nuit.

Leur vitesse est la suivante :

1^o Des troupes en marche ordinaire parcourent 3 à 4 milles par jour (23 kil. à 31). Le 5^e jour, elles ont un jour de repos.

2^o L'étape d'une marche forcée est de cinq à 8 milles (39 kil. à 62) ; elle peut même être portée, dans les circonstances pressantes, à 12 milles (93 k.)² avec faculté de séjourner ou non. De telles marches ne peuvent être soutenues que pendant quelques jours.

3^o Quand les troupes sont transportées dans des voitures ou des traîneaux, la vitesse est de 10 milles par jour (77 k.) Les trains militaires de chemin de fer parcourent 50 milles (387 k.) en 14 heures.

La vitesse d'une marche dépend des circonstances atmosphériques, de l'état des chemins, de la fatigue des hommes, de leurs dispositions morales, de la discipline, et de l'effectif de la colonne.

L'infanterie et l'artillerie montée parcourent 3 milles (23 k.) en 6, 8 ou 10 heures, selon que les routes sont bonnes, passables ou mauvaises ; la cavalerie et l'artillerie à cheval, les parcourent en 4, 6, ou 8 heures, dans les mêmes circonstances.

§ 393. *Préparatifs de marche.*

Ce paragraphe s'occupe des mesures à prendre, pour rendre le départ le mieux conditionné possible. Dans les troupes à pied, la chaussure et les bagages doivent être soignés d'une manière toute particulière ; dans les troupes à cheval, on doit avant tout s'occuper du harnachement et de la ferrure.

Les troupes exécutent ordinairement des marches-manceuvres, en été ; elles prennent alors les mesures de précaution indiquées par le service de campagne. Ces exercices sont très-favorables à l'instruction ; ils ont en outre l'avantage de rompre les hommes à la fati-

gue; mais ils ne sont réellement profitables, que lorsqu'ils sont exécutés plusieurs jours consécutifs.

§ 394. *Police pendant la marche.*

Lorsque la générale est battue, les compagnies se rassemblent isolément; au signal d'assemblée, elles se réunissent à l'endroit désigné d'avance. Le départ se fait au son de la musique; un roulement de tambour indique que la troupe doit prendre le pas de route; à ce signal, les hommes ne sont plus tenus de garder le pas; ils portent l'arme sur l'une ou sur l'autre épaule indifféremment; ils peuvent parler, fumer, chanter, et relever le collet de la capote.

Les files appuient à gauche, pour avoir plus d'espace; le 2^d rang marche à une certaine distance du premier, mais la distance entre les subdivisions doit rester la même. Le chef du premier peloton surveille les tambours et les clairons; il s'assure que les sous-officiers guides marchent d'une manière uniforme; il engage la tête de colonne dans les parties les plus praticables de la route. — Les chefs de subdivision sont responsables du maintien de l'ordre dans leur subdivision. Les hommes ne peuvent quitter les rangs qu'exceptionnellement, et avec l'autorisation de leur chef; dans ce cas, ils sont accompagnés d'un sous-officier. Pendant les haltes, ils ne peuvent s'éloigner des faisceaux; les excès de boisson doivent être sévèrement réprimés. Au signal du tambour, les hommes mettent rapidement le sac au dos, et prennent les armes.

Les villes sont traversées au pas accéléré; si elles sont occupées par une garnison, la musique joue; le commandant de la colonne prévient le commandant de place de l'arrivée. Les voitures traversent d'abord sans s'arrêter; elles attendent la colonne à la sortie de la ville. Personne ne peut quitter les rangs; après le passage, le commandant envoie un détachement pour fourrager les vivres et l'eau.

Les défilés sont traversés avec ordre et rapidité. — Les détenus marchent entre le 7^e et le 8^e pelotons.

Les marches forcées, étant ordinairement exécutées dans les circonstances graves, exigent une discipline sévère, un ordre parfait. Les jours de repos sont nécessaires, non-seulement pour réparer les forces des hommes, mais encore pour entretenir leur instruction militaire; on les choisit, autant que possible, le dimanche. Un départ matinal a l'inconvénient de raccourcir le sommeil.

La 1^{re} halte se fait une demi-heure après le départ; les hommes peuvent alors satisfaire leurs besoins naturels, et remédier aux

irrégularités de leur équipement. La 2^e halte, qui dure 1/2 heure ou 1 heure, a lieu lorsque la plus grande moitié de la route est parcourue ; les hommes déposent alors le sac. Un peu avant l'arrivée au gîte, la troupe fait encore une courte halte, pour mettre l'équipement en ordre et recevoir communication des diverses recommandations. Les points de halte doivent, autant que possible, offrir de l'ombrage, de l'eau, et être à l'abri du vent. Quand la colonne est profonde, il est avantageux de choisir un défilé pour s'arrêter ; car son passage entraîne toujours un certain temps d'arrêt, qui peut être utilisé pour le repos, par la 2^e moitié de la colonne, tandis que la première traverse.

L'infanterie marche ordinairement par sections ; dans des sentiers étroits ou mauvais, elle marche par files. Chacun sait que les plus petites hésitations de la tête de colonne, se propagent jusqu'à la queue en progressant ; de sorte qu'un léger temps d'arrêt subi par le premier peloton, se traduit en une véritable halte pour le dernier. Pour atténuer cet inconvénient, pour supprimer le flottement continu qui en résulte, on laisse entre les compagnies une distance de 20 pas ; entre les bataillons, une de 50 pas.

Les sections ont ordinairement un front de 3 à 4 files, non compris les guides ; les sous-officiers marchent derrière leur compagnie.

Un clairon marche à la queue de chaque bataillon, pour annoncer l'arrivée des hautes autorités militaires, ou des voitures de postes. Les marches de nuit sont préjudiciables à la santé et à la discipline ; les chefs doivent y redoubler de surveillance.

(La cavalerie marche ordinairement sur 2 ou 3 files ; la distance entre les escadrons est d'une trentaine de pas. L'officier du jour, le maréchal-des-logis-chef, et un sous-officier ferment ordinairement la marche de chaque escadron. L'officier du jour du régiment marche à la queue de la colonne. La cavalerie fait des haltes comme l'infanterie ; les chevaux sont alors rangés à côté les uns des autres. L'allure ordinairement employée est le pas ; mais la colonne prend le trot de temps en temps. L'artillerie marche ordinairement par pièce).

§ 395. *Transports militaires sur les voies ferrées.*

(ORDRE DU 1^{er} MAI 1861).

Les voitures de chemin de fer usitées en Allemagne sont ordinairement à 4 essieux (8 roues) ; il y en a aussi à 2 ou 3 essieux. On compte ordinairement 16 places assises par essieu, ou bien 3 ou 4 chevaux ; ou bien encore 1/2 ou 2/3 voiture à bagages. D'après cela,

le transport d'un bataillon sur pied de guerre, d'un escadron ou d'une batterie de 6 pièces, exige un train ordinaire. La vitesse des trains est de 3 milles à l'heure (23 k.). Les haltes se font toutes les 2 ou 3 heures, et durent 15 minutes. Pour les longs parcours, les trains s'arrêtent au milieu du voyage, pendant 1 heure ou 1 h. 1/2; de cette manière, 50 milles (388 k.) sont parcourus en 17 heures, y compris les haltes. Les voitures vides voyagent 1/3 plus vite. L'embarquement d'un bataillon sans bagages dure une heure; celui d'un bataillon avec bagages, d'un escadron, ou d'une batterie, deux heures; le débarquement dure dans tous les cas vingt minutes. Le transport de grandes masses de troupes ne s'exécute pas avec la rapidité donnée plus haut; la vitesse des trains dépend alors du nombre des voies, de l'importance du matériel disponible (on doit prendre en considération les trains qui doivent revenir à vide); et de l'effectif des troupes à transporter.

Les hommes occupent des voitures de 3^e classe; en cas de nécessité, des voitures de 4^e classe, ou des wagons à marchandises couverts; dans tous les cas, ils doivent être assis. Les officiers ont droit à des voitures de 1^{re} ou de 2^e classe. Les troupes embarquées doivent être pourvues de vivres. Quand le transport est d'une certaine importance, un officier est envoyé en avant pour choisir les points d'arrêt, et y fourrager les vivres nécessaires.

La disposition d'un train militaire est la suivante : 1^o un waggon renfermant les bagages, les instruments de musique, les caisses de tambour et les cornets; 2^o les voitures occupées par la troupe; 3^o celles occupées par les officiers; 4^o celle occupée par la garde (2 sous-officiers, 1 clairon, 15 soldats); 5^o enfin, les boxes et les compartiments à bagages. Les drapeaux et les fanions sont déposés dans la voiture du commandant, dans celle de la garde, ou bien auprès des bagages.

§ 396. *Mesures d'ordre et de police.*

1^o Embarquement d'un bataillon. La troupe est disposée le plus près possible de la station, en ordre déployé ou en colonne, d'après les localités. Le commandant et son adjudant inspectent le train. L'embarquement se fait par compagnie; celle désignée est disposée sur 2 rangs, et partagée en autant de divisions qu'il y a de voitures disponibles; chaque division compte autant de sections que la voiture contient de coupés; un sous-officier ou caporal est préposé à la surveillance de chaque section. La compagnie entre dans la gare par section, et se dirige vers les voitures qui lui sont destinées.

Chaque section est disposée sur un rang, auprès de son coupé; les hommes ôtent la baïonnette du canon. Au signal « appel », l'embarquement commence; les hommes entrent successivement, le casque en main, le bonnet de police sur la tête; ils déposent le sac sous le banc, et tiennent le fusil entre les jambes; ils ne peuvent pas se débarrasser du ceinturon, mais il leur est loisible de le déboucler; dans les haltes, le fusil peut être déposé sur le banc ou dans un coin. Lessous-officiers et les caporaux s'embarquent les derniers. Les officiers, avant d'entrer en voiture, ont soin d'inspecter la partie du train occupée par leurs hommes. Tous les compartiments sont fermés par les conducteurs.

2° Trajet. Les fumeurs doivent, pendant le voyage, user de prudence, pour ne pas occasionner d'incendie. Dans les grandes haltes, les officiers descendent de voiture et surveillent leur division; la garde sort et place immédiatement des sentinelles; elle veille plus particulièrement à ce qu'aucun homme ne descende du convoi, du côté opposé à la station. Au signal « marche ! » les hommes débarquent successivement et avec ordre. Le réembarquement se fait 5 minutes avant le départ, au signal « appel ! ». A l'approche de la station de destination, les hommes ajustent leur équipement et placent le sac sur les genoux.

3° Débarquement. A l'arrivée à destination, le commandant choisit un emplacement pour disposer le bataillon en bataille. Au signal « marche ! » les hommes débarquent successivement, et s'y rendent par compagnie.

Les prescriptions relatives au transport des cavaliers et des artilleurs sont analogues.

§ 397. *Continuation; embarquement des chevaux et des voitures.*

Les chevaux sont, autant que possible, renfermés dans des wagons couverts; ils sont partagés en sections, d'après la capacité des voitures; ils sont attachés avec les licous, et disposés dans le sens de la longueur de la voie; un cavalier est préposé à la surveillance de chaque groupe de deux ou trois d'entre eux. La séparation des divisions est indiquée au moyen d'un fanion, ou de tout autre signal. Dans les grands parcours, les selles sont empaquetées, mais le harnachement ne peut être débouclé. Pendant le trajet, les chevaux sont pourvus de paille et de foin; dans les grands parcours, ils reçoivent aussi de l'eau et de l'avoine; ils sont bridés à la station précédant celle de destination. Dans l'infanterie, l'officier-payeur surveille l'embarquement des chevaux et des voitures, qui doivent

être à proximité de la station, deux heures au moins avant le départ. Les voitures sont dételées, disposées sur le train par des soldats, et calées avec soin.

§ 398. *Transport des troupes par bateaux à vapeur.*

Ce transport est surtout pratiqué sur mer; fréquemment aussi sur les fleuves.

Les navires utilisés ont des capacités très-différentes (120 à 600 hommes).

§ 399. *Service dans les bivouacs, les camps et les cantonnements.*

La nature des logements employés dans ces diverses circonstances a été spécifiée dans les §§ 224 à 233. Le service de garde se fait d'après les prescriptions du service intérieur. Le règlement de campagne est enseigné théoriquement aux troupes en garnison, et appliqué dans les périodes de grandes manœuvres.

§ 400. *Service des avant-postes.*

Il est ordinairement pratiqué en été, aussi bien de nuit que de jour.

Voici les prescriptions, qui y sont relatives :

Tout commandant d'avant-poste doit être muni d'une bonne montre et de fournitures de bureau; il établit de préférence ses rapports sur carton, afin de ne pas les chiffonner, et d'en rendre la lecture plus facile. Une bonne carte topographique et une lunette astronomique lui seront très-utiles. Avant le départ, il se présente au commandant des avant-postes, qui lui donne les instructions nécessaires; il inspecte ensuite les hommes désignés pour monter la garde avec lui. Il envoie un rapport au commandant susdit : 1^o dès que la 1^{re} pose de sentinelles a eu lieu; 2^o dans le courant de l'après-midi. Le sous-officier chargé de le porter reçoit au camp, communication des mots d'ordre et de ralliement; 3^o chaque fois qu'un événement grave survient, ou qu'un renseignement important est obtenu. Les cavaliers détachés auprès des gardes d'infanterie sont alors chargés de la transmission de ces rapports extraordinaires.

Les hommes ne peuvent s'éloigner du poste sous aucun prétexte; les vivres, l'eau et la paille leur sont fournis par les soins de leur commandant de compagnie. Les chevaux sont conduits à l'abreuvoir par deux, et successivement. Les sacs peuvent être déposés

pendant le jour, mais jamais pendant la nuit. Les chevaux ne sont pas dessellés; leur harnachement est rajusté toutes les 12 heures.

En présence de l'ennemi, la moitié seulement des cavaliers, dans un avant-poste de cavalerie, met pied à terre.

On ne peut faire du feu que par les grands froids; on établit alors les fournaux à l'écart, en les cachant, autant que possible, à l'ennemi; la moitié des hommes seulement peut s'y rendre simultanément.

Pendant le jour, les chevaux sont nourris et abreuvés successivement et par sections; les postes d'infanterie se reposent par moitié. Pendant la nuit, on doit redoubler de surveillance; les cavaliers tiennent leur monture par la bride.

Les sentinelles gardent le sac au dos; les vedettes sont à cheval; elles tiennent le pistolet ou le mousqueton armé et prêt à faire feu. Les unes et les autres sont relevées toutes les deux heures; dans les circonstances extraordinaires, toutes les heures (grands froids; fortes fatigues, etc); pendant cette opération, les postes viennent sous les armes, ceux de cavalerie montent à cheval.

Le relèvement des gardes se fait au point du jour, car c'est ordinairement à cette heure, que sont tentées les surprises et les reconnaissances offensives: on peut ainsi opposer à l'ennemi un effectif double. L'ancien poste ne revient au camp, qu'au grand jour; son chef se rend immédiatement après l'arrivée, chez le commandant des avant-postes.

§ 401 *Entreprises spéciales contre l'ennemi.*

Ce sont: les surprises, les embuscades, l'attaque et la défense des convois, les fourrages etc. Elle sont enseignées dans les compagnies, et pratiquées aux grandes manœuvres.

§ 402. *Le combat.*

Les applications du combat des tirailleurs sont exécutées en été dans des terrains accidentés; on pratique aussi l'attaque et la défense des localités.

§ 403. *Travaux militaires.*

La construction d'un retranchement, la mise en état de défense d'une position, la destruction et la réparation des voies de communication, la construction des abris et des baraques, constituent les principaux travaux militaires à faire exécuter par la troupe. Les tra-

vaux de plus grande importance sont rarement exécutés par l'infanterie ; chaque régiment détache cependant tous les ans un certain nombre d'officiers et de sous-officiers, auprès du bataillon de pionniers du corps d'armée, pour qu'ils se perfectionnent dans cette branche du service.

§ 404 *Manœuvres de forteresse.*

(CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE DU 28 FÉVRIER.)

Tous les ans, les commandants des places fortes ordonnent et dirigent des manœuvres des 3 armes, relatives à l'attaque et à la défense des forteresses.

IV. INSTRUCTION THÉORIQUE.

§ 405.

L'instruction théorique est ordinairement donnée aux soldats par les sous-officiers : souvent aussi, des officiers sont désignés comme instructeurs. Toujours les prescriptions théoriques doivent être démontrées pratiquement au soldat ; car son intelligence, plus ou moins bornée, ne conçoit généralement pas les abstractions, si claires qu'elles soient ; ainsi par exemple, on doit démontrer un fusil devant lui, pour lui faire saisir le mécanisme de ses diverses parties ; c'est par l'observation toujours possible de ce principe, que l'on parviendra à rendre les leçons fructueuses, et que les divers règlements seront interprétés uniformément. L'instructeur doit être clair et concis dans ses explications ; il ne doit pas s'attacher à être éloquent, mais il s'efforcera de conformer son langage aux moyens intellectuels des hommes ; il doit en outre être très-patient. Pour tenir leur attention en éveil, pour exciter et développer leur intelligence, il alternera dans ses leçons, les demandes et les réponses ; il s'attachera à leur faire bien comprendre les principes énoncés, et empêchera qu'ils ne les apprennent par cœur. L'instruction théorique ne doit pas comprendre de choses superflues ; les détails du service de campagne en constituent la partie la plus importante.

Les anciens et les jeunes soldats sont instruits séparément, par classes de 10 à 20 hommes. Les caporaux et les anciens soldats les plus avancés sont initiés au service des commandants de patrouille.

Les séances de théorie ont lieu ordinairement en hiver, le soir ; elles durent une heure.

Le guide du général comte von Waldersée est ordinairement suivi dans les corps, pour cette branche du service; celui du 1^{er} lieutenant de Dessow, plus récemment publié, peut aussi être consulté avec fruit.

V. AUTRES EXERCICES PRATIQUES.

§ 406. *Gymnastique et escrime à la baïonnette.*

(ARRÊTÉ ROYAL DU 21 OCTOBRE 1861).

Ces deux genres d'exercices sont très-utiles aux soldats; ils développent leurs forces corporelles, leur donnent de la confiance dans leur arme, élèvent leur courage, et les rendent supérieurs aux hommes qui ne les pratiquent pas, dans le combat corps à corps. L'institut central de gymnastique fut fondé à Berlin, en 1847, pour former des instructeurs dans ces branches du service; on y envoie chaque année un certain nombre d'officiers et de sous-officiers. Les officiers sont aussi exercés dans les diverses escrimes, y compris celle de la baïonnette; cette instruction, hautement recommandée par Sa Majesté, a lieu tous les hivers.

§ 407. *Natation.*

On doit instruire dans les régiments, le plus grand nombre possible de soldats, dans l'art de la natation; mais cet enseignement doit être complet; car un homme, ne sachant qu'imparfaitement nager, se noiera plus facilement qu'un autre ne le sachant pas du tout. Cet exercice fortifie le corps, élève le courage, prépare les actes de dévouement, et peut être utilisé à la guerre dans maintes circonstances.

§ 408. *Service des bouches à feu.*

Il est nécessaire d'initier les fantassins au service des bouches à feu; car c'est en grande partie à l'infanterie qu'incombe ce service, dans l'attaque et la défense des places; d'un autre côté, dans certaines circonstances, cette considération acquiert encore plus d'importance: ainsi, à la suite d'un combat ayant causé beaucoup de pertes à l'artillerie, on serait obligé, pour y combler les vides, de recourir à l'infanterie; un parti de fantassins peut opérer la prise d'un canon; il est essentiel qu'ils puissent alors immédiatement le tourner contre l'ennemi, et s'en servir. C'est pour ces raisons que

chaque bataillon, tenant garnison avec de l'artillerie, détache tous les ans à cette arme, un officier et quatre sous-officiers pendant 14 jours, pour y acquérir les connaissances nécessaires au service des bouches à feu ; et les enseigner, pendant l'hiver, à un nombre plus ou moins grand de soldats du bataillon.

§ 409. *Service des pionniers.*

Nous avons dit au § 403, que chaque corps d'infanterie détache annuellement auprès du bataillon de pionniers du corps d'armée, un certain nombre d'officiers et de sous-officiers, pour s'y perfectionner dans l'art de construire les retranchements ; l'instruction y commence le premier Juin et y dure 8 semaines. La force maximum du total des détachements est de 8 officiers et 32 sous-officiers, pour un corps d'armée.

En outre, une circulaire ministérielle du 23 juin 1859, émet les prescriptions suivantes :

Les outils de campement (5 bûches, 2 haches et 2 cognées par compagnie sur pied de guerre) doivent être distribués d'une manière permanente, entre les hommes dont la profession antérieure se rapprochait de celle de pionnier ou de terrassier ; ces 9 hommes forment une section de sapeurs, dirigée par un sous-officier. Les 4 sections de sapeurs du bataillon marchent ordinairement en tête de celui-ci, et rentrent à leur compagnie, pour combattre ; elles sont commandées par un officier, spécialement désigné pour diriger les exercices pratiques de cette branche du service. L'officier et les sous-officiers susnommés doivent avoir été détachés au bataillon de pionniers.

§ 410. *Conduite des caissons de munitions.*

Chaque bataillon d'infanterie, chaque régiment de cavalerie détachent annuellement, depuis le 1^{er} mars jusqu'au 28, un sous-officier et un caporal, à la brigade d'artillerie du corps d'armée, pour y apprendre le chargement, le déchargement et la conduite des caissons de munitions ; ils y sont aussi initiés aux soins à donner aux chevaux, aux détails du harnachement et de l'attelage ; de cette manière, lors de la mobilisation, les chefs de corps trouvent de suite sous la main, des soldats connaissant la conduite des convois.

§ 411. *Service des employés de chemin de fer.*

Dans les garnisons traversées par une voie ferrée, chaque batail-

lon d'infanterie ou du train, chaque régiment de cavalerie, chaque division d'artillerie, détachent annuellement à la station, pendant 4 semaines, deux sous-officiers (dans le train, un), pour y apprendre le service des employés, afin de remplacer ceux-ci dans les temps de guerre ou de grands mouvements de troupes.

VI. COURS SPÉCIAUX.

§ 412. *Théorie des sous-officiers.*

L'adjudant du bataillon réunit en hiver, deux fois par semaine, tous ses sous-officiers, pour leur enseigner pratiquement leurs devoirs dans les services intérieur, de garnison et de campagne.

§ 413. *Ecoles de régiment et de bataillon.*

Une école est établie dans chaque bataillon, ou, suivant les circonstances dans chaque régiment; on y prépare les soldats au métier de sous-officier, et y donne l'instruction nécessaire aux anciens sous-officiers, qui veulent se préparer à entrer dans un emploi civil. La fréquentation des cours est facultative. Les professeurs sont pris parmi les officiers et les anciens sous-officiers. L'enseignement comprend la lecture, l'écriture, le calcul, l'orthographe, l'établissement de rapports, etc.; les élèves les plus avancés apprennent aussi l'histoire du pays et la géographie. Ces cours sont donnés en hiver; on y consacre de 8 à 12 heures par semaine. Les élèves ne sont exemptés d'aucun service.

VII. DIVISION DE L'ANNÉE POUR LES EXERCICES.

§ 414.

L'incorporation des recrues et leur instruction, se font ordinairement au mois d'octobre; une incorporation plus tardive aurait pour résultat, de rendre l'instruction plus superficielle; car il est de toute nécessité d'utiliser la bonne saison, pour les exercices de plus grande importance.

Le programme de l'année suivi ordinairement dans les régiments, est le suivant:

D'octobre à décembre, instruction fondamentale des recrues. Les anciens soldats exécutent des exercices gymnastiques, de l'escrime à la saisonnette, le service des bouches à feu, celui de campagne, et le tir à la cible; on leur enseigne en même temps les diverses connaissances théoriques;

Depuis janvier jusqu'au milieu de mars: exercices des compagnies, instruction théorique, pointage;

Depuis mars jusqu'à la fin d'avril: exercices de bataillon, pointage;

Depuis mai jusqu'à juillet: service de campagne, tir à la cible, exercices gymnastiques, natation;

Commencement d'août: exercices de régiment et de brigade;

Fin d'août et commencement de septembre: manœuvres des 3 armes;

Fin de septembre: congédiement des réservataires, applications du service de campagne; instruction pratique sur ce service pour les officiers et les sous-officiers.

CHAPITRE II.

Instruction tactique de la cavalerie.

§ 415.

Les 3 branches les plus importantes de l'instruction dans la cavalerie, sont : l'équitation, les exercices à cheval, et le service de campagne. Les branches secondaires, que l'on enseigne aux anciens soldats, sont l'instruction théorique, les exercices à pied, l'escrime, le tir à la cible, la voltige, le paquetage; certains d'entre eux apprennent en outre la natation, la conduite des voitures de munitions, le service des employés de chemin de fer, la ferrure des chevaux, et les diverses connaissances enseignées dans les écoles de régiment ou d'escadron.

I. ÉQUITATION.

(ÉCOLE DU CAVALIER 1826).

§ 416.

L'équitation est ordinairement enseignée en hiver. Chaque escadron est divisé, sous ce rapport, en 2 classes, de 5 à 6 subdivisions comprenant 12 à 14 chevaux.

La 1^{re} classe se compose de 3 à 4 divisions de recrues, et 2 ou 3 divisions d'anciens cavaliers, pris parmi ceux ayant le moins d'aptitude; on y emploie les chevaux les moins propres à un dressage parfait. La 2^e classe comprend une division des plus jeunes chevaux de remonte; une idem des chevaux de remonte de la précédente année, une idem des sous-officiers (modèle); 2 ou 3 idem des meilleurs anciens cavaliers; on y adjoint souvent une division de dressage, composée des meilleurs écuyers, pour le dressage des chevaux rétifs.

Dans certains régiments, les trompettes forment une classe à part, sous la direction de l'adjutant; dans d'autres, ils sont répartis dans les classes de leur escadron. Chaque cavalier monte toujours son propre cheval; les chevaux des hommes détachés ou

malades sont toujours montés par les meilleurs écuyers. La durée de chaque leçon journalière d'équitation est de 3/4 d'heure à une heure.

En hiver, les exercices se font en partie dans le manège (surtout pour les chevaux de remonte); en partie sur la plaine. Les recrues exercent en plein air, excepté par le mauvais temps.

Depuis le 1^{er} octobre jusqu'au 15 décembre, les jeunes cavaliers exécutent l'école du cavalier; les chevaux de la 1^{re} classe sont en couverture et en bridon (ceux de la deuxième aussi, mais seulement jusqu'au 15 novembre). Dans certains régiments, ils sont en couverture pendant 4 semaines seulement. Passé ce terme, ils sont en selle et bridon jusqu'au 31 janvier; puis, en bride jusqu'aux 31 mars; à partir du 15 février, les hommes sont porteurs de leurs armes.

§ 417.

Tous les lieutenants d'un régiment sont réunis en hiver, 4 ou 6 fois par semaine, sous la direction d'un officier supérieur effectif ou d'un capitaine, pour se perfectionner dans l'art de l'équitation. Les jeunes officiers des escadrons détachés, rejoignent l'état-major du régiment, pour y prendre part à ces exercices; ils font le service dans un des escadrons présents, et peuvent être désignés pour dresser les chevaux de remonte, ce qui pourtant se fait rarement.

II. EXERCICES A CHEVAL.

(RÈGLEMENT D'EXERCICES DE 1855.)

§ 418.

Les évolutions sont d'abord exécutées à pied, au pas ordinaire ou accéléré, selon que l'on veut représenter le pas ou le trot des chevaux. Puis successivement, les hommes exécutent le travail individuel en carré, sur la plaine d'exercices; les manœuvres par pelotons, avec de grands intervalles; les mêmes avec les intervalles réglementaires; enfin, l'école d'escadron. Pour la pratique du travail individuel, chaque cavalier part isolément, de pied ferme à toutes les allures.

La plaine d'exercices doit toujours contenir un fossé précédé d'une barrière.

Pour les évolutions de régiment, les pelotons sont égalisés.

Il y a annuellement 8 jours d'exercices de brigade.

III. SERVICE DE CAMPAGNE.

§ 419.

Les détails du service de campagne sont à peu près les mêmes que pour l'infanterie. On exécute de préférence le service des avant-postes, et celui d'éclaireurs dans les marches-manoœuvres ; quant aux applications du combat, elles sont exécutées, d'après la nature des armes, dans des limites déterminées.

Cette partie de l'instruction se fait d'abord à pied ; puis, à cheval, par petites subdivisions ; enfin, par deux divisions complètes, en présence l'une de l'autre. Quant au service de nuit, il est nécessaire de le faire à pied, pour la conservation des chevaux.

IV. INSTRUCTION THÉORIQUE.

§ 420.

Les prescriptions relatives à cette branche du service sont analogues à celles données pour l'infanterie ; les officiers sont les instructeurs des soldats ; toutefois, l'instruction est donnée aux recrues, par des sous-officiers placés sous la surveillance d'un officier spécial. Les sous-officiers et les cavaliers, chargés du dressage des chevaux de remonte, sont instruits théoriquement dans les connaissances du cheval, par un officier désigné spécialement.

Le guide du lieutenant-colonel Mirus est ordinairement suivi dans les régiments.

V. AUTRES EXERCICES PRATIQUES.

§ 421. Exercices à pied.

Ils sont exécutés, d'après le règlement de manoeuvres de 1855 ; leur but est de donner un bon maintien aux hommes, et de les habituer à l'exécution immédiate des commandements. Les recrues les pratiquent en hiver, 2 heures par jour ; les anciens cavaliers, 3 ou 4 fois par semaine ; en été, les uns et les autres, une fois au plus par semaine.

§ 422. Escrime.

Cette branche de l'instruction est aussi prescrite dans le règlement précité. Les hommes ne sont exercés qu'au maniement des armes dont ils sont porteurs ; et ces exercices se font particulière-

ment à pied. Les assauts et les carrousels ne se font qu'avec des armes de bois. Dans quelques régiments, des cours d'escrime sont institués spécialement pour les officiers.

§ 423. *Tir à la cible.*

Le tir à la cible est d'abord exécuté à pied ; les chevaux sont préparés aux détonations, au moyen de cartouches à blanc que l'on brûle à leurs oreilles.

Il serait avantageux d'habituer les cavaliers, à monter leur propre cheval, au tir à la cible ; mais beaucoup de ces quadrupèdes sont trop nerveux, pour se tenir tranquilles, au moment de la détonation, et, pour égaliser les chances du concours, on est bien obligé d'employer les chevaux d'un tempérament calme.

Les cavaliers armés de la carabine ordinaire ou du mousqueton lisse brûlent 30 cartouches de 80 à 150 pas ; ceux armés de la carabine à aiguille, 40 cartouches aux distances de 100, 200 et 300 pas ; ceux armés du pistolet, 15 cartouches aux distances de 25 et 40 pas. Il est alloué annuellement des prix aux 14 meilleurs tireurs de chaque régiment (valeur d'un demi à 3 thalers ; ou fr. 1-87 à 11-25.)

§ 424. *Voltige.*

Cet exercice est exécuté au tremplin, sur plusieurs chevaux tranquilles.

§ 425. *Paquetage.*

On sonne fréquemment l'alarme en été, dans les quartiers de cavalerie ; à ce signal, les chevaux sont harnachés, leur selles paquetées, et les escadrons se rendent à la place d'alarme.

§ 426. *Natation.*

Comme dans l'infanterie.

§ 427. *Conduite des caissons de munitions.*

Comme dans l'infanterie (§ 410).

§ 428. *Service des employés de chemin de fer.*

Comme dans l'infanterie (§ 411).

§ 429. *Instruction sur la ferrure.*

Elle est donnée en hiver, 2 ou 3 fois par semaine, aux jeunes sous-officiers et aux volontaires, par le maréchal-ferrant; elle s'étend aux connaissances générales du cheval.

§ 430. *Écoles de régiment et d'escadron.*

Comme dans l'infanterie.

VI. § 431. *Division de l'année pour les exercices.*

D'Octobre à Mars: incorporation des recrues et des chevaux de remonte; instruction fondamentale des recrues. Les anciens soldats pratiquent l'équitation, les exercices à pied, et ceux de détail; on leur enseigne en outre les divers règlements;

Avril et Mai: école d'escadron;

Juin: 14 jours d'évolutions de régiment;

Fin Juin et Juillet: service de campagne; une fois par semaine, exercice à cheval; une fois idem à pied, tir à la cible; exercice à cheval par peloton;

Commencement d'août, 4 jours d'évolutions de régiment, 8 jours idem de brigade;

Août et septembre, manœuvres des 3 armes;

Fin de septembre, congédiement des réservataires, mise à la réforme des chevaux usés, applications du service de campagne, surtout pour les officiers.

CHAPITRE III.

Instruction tactique de l'artillerie de campagne.

Le manuel des officiers de l'artillerie royale prussienne, édité en 1860, contient toutes les prescriptions nécessaires, relatives à l'artillerie.

§ 432.

- Les deux parties les plus sérieuses de cette instruction sont les exercices d'attelages et le tir. Puis viennent les exercices à pied, le service des bouches à feu, l'équitation pour les servants de l'artillerie à cheval, les conducteurs, les brigadiers et les trompettes de toute l'artillerie de campagne, la conduite des voitures, les diverses théories, le service de campagne, les travaux spéciaux, la voltige, le paquetage, la natation, le service des employés de chemin de fer, et la ferrure des chevaux.

I. EXERCICES PRÉPARATOIRES; ÉCOLE DES ATTELAGES.

(L'artillerie royale prussienne ne possède pas encore de règlement complet d'exercices, pour le nouveau matériel; l'inspection générale de cette arme a cependant élaboré une instruction provisoire, composée de 10 petits volumes).

§ 433. *Exercices à pied.*

Comme dans la cavalerie.

§ 434. *Services des bouches à feu.*

Chaque servant remplit successivement les fonctions des divers numéros, mais seulement pour le calibre des bouches à feu de sa batterie.

§ 435. *Équitation pour les servants de l'artillerie à cheval.*

Cette instruction est donnée comme dans la cavalerie, en hiver. Les recrues d'une part, les brigadiers et quelques anciens canoniers d'autre part, sont partagés en plusieurs reprises ou classes; il y a en outre une division modèle, composée des brigadiers bons cavaliers, une idem de remonte, et une de dressage. Les servants des batteries à cheval exécutent aussi plusieurs fois en été, l'école de peloton de la cavalerie.

§ 436. *Équitation pour les conducteurs, les brigadiers et les trompettes.*

Se fait d'Octobre à Janvier inclusivement. Dans l'artillerie montée, les recrues sont séparées des anciens conducteurs; les brigadiers forment une troisième classe d'équitation; enfin, les chevaux de remonte sont réunis par division, et dressés sous la direction d'un officier spécialement désigné. Dans l'artillerie à cheval, les conducteurs forment une classe unique.

Les jeunes officiers d'artillerie de chaque brigade suivent un cours spécial d'équitation, sous la direction d'un ancien officier.

§ 437. *École des voitures.*

Les premiers exercices consistent à exécuter les évolutions, avec plusieurs attelages placés à côté l'un de l'autre; ils ont pour but de régler les allures et le trait, d'une manière uniforme; on passe ensuite aux voltes, demi-voltes, demi-tours, etc., par pièce.

§ 438. *Service des bouches à feu attelées.*

Cet exercice se fait successivement avec une pièce, une batterie entière, un régiment (2 ou 3 batteries), et une brigade.

II. TIR A LA CIBLE.

§ 439.

Il constitue la partie la plus importante du service de l'artillerie: l'inspection générale annuelle roule principalement sur cette branche, qui se divise en 2 parties, savoir: le tir d'instruction, et celui du concours. Le premier a pour but d'appliquer lentement et systématiquement les prescriptions théoriques du tir; le second consiste à les appliquer, comme si l'on était réellement en présence de l'ennemi.

Une batterie de 6^u consomme, dans le tir de concours, 140 gargousses à boulet et 20 à mitraille.

III. INSTRUCTION THÉORIQUE ; NOMENCLATURE.

§ 440. *Pour les soldats.*

Comme pour l'infanterie. — On suit le guide officiel de 1858. Les conducteurs, les anciens canonniers, et les recrues, forment des classes séparées, sous la direction des sous-officiers.

§ 441. *Pour les brigadiers.*

Cette instruction est confiée à un officier de la batterie ; tous les brigadiers y prennent part. Elle se fait d'après les prescriptions du manuel de l'inspection générale, et du guide de 1858.

IV. AUTRES EXERCICES PRATIQUES.

§ 442. *Service de campagne.*

Ce service n'a pas beaucoup d'importance pour l'artillerie ; car il est rare, que cette arme soit employée dans les avant-postes et les avant-gardes. Les principaux détails qui l'intéressent, sont : le combat, le choix et l'usage d'un emplacement avantageux, l'appréciation des distances, les prescriptions relatives aux marches, l'accès et l'usage des terrains difficile, le passage des fossés, l'accès des pentes, etc. ; les réparations provisoires du matériel, le remplacement des chevaux mis hors du combat, etc., etc.

§ 443 *Travaux.*

Les principaux travaux qui incombent à l'artillerie sont : la confection des munitions, celle du matériel de revêtements, l'édification des batteries etc. C'est surtout l'artillerie de place, qui est chargée de ce dernier soin ; celle de campagne lui envoie des canonniers comme auxiliaires.

§ 444 *Voltige et exercices corporels.*

Comme dans la cavalerie ou l'infanterie.

§ 445. *Paquetage et harnachement.*

Comme dans la cavalerie.

§ 446. *Maniement des armes, escrime.*

Les conducteurs de l'artillerie montée, les canonniers des batteries à cheval, apprennent l'escrime du sabre; ces derniers tirent annuellement 5 coups de pistolet.

§ 447 *Natation.*

Comme dans les autres armes.

§ 448. *Service des employés de chemins de fer.*

Comme dans l'infanterie.

§ 449. *Ferrure.*

Comme dans la cavalerie.

V. COURS SPÉCIAUX.

§ 450. *Écoles de division.*

Ces écoles préparent aux examens de brigadier; les cours y durent du mois d'octobre à la fin de mars; ils sont donnés par les sous-officiers et les artificiers; leur directeur est un capitaine.

§ 451. *Écoles de brigade.*

Elles préparent aux examens de sous-officier et d'artificier; les cours y durent d'octobre jusqu'à la fin d'avril; ils sont donnés par les chefs-artificiers et un lieutenant de cette arme; le directeur est un capitaine ou un officier supérieur.

VI. DIVISION DE L'ANNÉE POUR LES EXERCICES.

§ 452.

L'année est divisée, sous ce rapport, en 5 périodes :

1^{re} période. — D'octobre à décembre. — Pour les recrues : exercices à pied, maniement du sabre, service des bouches à feu non-attelées, instruction théorique, équitation dans l'artillerie à cheval. Pour les anciens soldats : exercices, équitation, instruction théorique ;

2^e période. — De janvier à mars. — Achèvement de l'instruction

des recrues. Dans les batteries, exercices à pied, service des bouches à feu, école des attelages, théorie et nomenclature ;

3^e période. D'avril jusqu'au commencement de la revue annuelle.

— Ecole des attelages, applications du service de campagne, confection des munitions, gabions, claies, etc. ;

4^e période. Revue annuelle. — Se fait ordinairement en Juillet, ou commencement d'août. Pendant cette période, chaque brigade est réunie, pour exécuter les divers tirs, les évolutions, et les grandes applications de guerre ;

5^e période. Depuis la clôture de la revue jusqu'en Septembre. Une partie des batteries prend part aux grandes manœuvres ; les autres exécutent des exercices de détail. Congédiement des réservataires ; mise à la réforme des chevaux usés.

QUATRIÈME PARTIE.

Services relatifs à l'ordre et à la sécurité publics.

Les deux plus importants sont : le service de garde en garnison, et la répression des émeutes. A cette catégorie appartiennent aussi les détachements pour les exécutions, ceux chargés de la perception des impôts refusés, ceux qui vont établir un cordon sanitaire à la frontière, etc.

CHAPITRE I^{er}.

Service de garde.

§ 453.

Nous avons dit, que toutes les institutions militaires sont établies en prévision de la guerre, leur but final ; il en résulte, qu'en temps de paix, elles ne rendent aucun service direct et immédiat, soit au souverain, soit au pays ; le service de garde seul fait exception à cette règle ; car il assure le maintien de la sécurité publique ; cette considération suffit, pour qu'on lui attribue une grande importance.

Un second avantage du service de garde, c'est qu'il procure aux officiers et aux troupes, l'occasion de déployer de l'initiative, de la circonspection, de la vigueur et de la fermeté.

On peut avancer avec certitude, que le régiment le mieux pré-

paré à la guerre, est celui où le service de garde se fait le plus rigoureusement; car les hommes prouvent par là, qu'ils connaissent l'importance de leurs devoirs, qu'ils ne doivent pas être surveillés dans leur accomplissement, et qu'on peut les détacher, en toute confiance, dans des postes écartés.

§ 454.

Le but principal du service de garnison, est d'assurer la garde des propriétés royales, (bâtiments, magasins, travaux de fortification, etc.); ainsi que celle des prisonniers; et de prêter aide à la police, pour le maintien de la tranquillité et de l'ordre publics. — Les garnisons fournissent aussi de gardes et des sentinelles d'honneur.

§ 455. *Gardes et sentinelles d'honneur.*

(RÈGLEMENT DU 3 JUILLET 1863).

Les gardes d'honneur sont fournies par les troupes de la garnison, d'après l'ordre suivant, qui sera toujours observé: d'abord par les régiments ou les bataillons de la garde, s'il y en a dans la garnison; ensuite par les régiments de grenadiers n° 8, 2 et 7, et enfin par les autres régiments d'infanterie et les bataillons de chasseurs, d'après l'ordre de leur numéro.

La garde d'honneur d'un empereur ou d'un roi se compose d'une compagnie avec un drapeau; deux sous-officiers armés sont placés en faction devant sa demeure; un officier, un sous-officier et un soldat sont journellement commandés pour faire le service d'ordonnance.

La garde d'honneur d'un prince de sang impérial ou royal, grand-duc ou archiduc, se compose de 30 hommes commandés par un officier. Il est placé deux sentinelles devant sa demeure. Un sous-officier et un soldat sont journellement commandés pour faire le service d'ordonnance.

Tout autre prince régnant a droit à deux sentinelles.

Un prince étranger appartenant à une maison régnante, mais n'ayant pas de rang militaire, n'a droit qu'à une sentinelle. S'il occupe un rang militaire, les honneurs lui sont rendus d'après son rang.

Il est fourni deux sentinelles pour Leurs Majestés le Roi et la Reine, les princes et les princesses de la famille royale, les feld-maréchaux, les généraux de l'infanterie et de la cavalerie, le ministre de la guerre, et les généraux-commandeurs d'un grade

inférieur, mais seulement dans la circonscription de leur commandement.

Il est fourni une sentinelle pour les lieutenants-généraux, les généraux-majors, les commandants de brigade et de régiment, les drapeaux, les étendards, et les chefs de bataillon et autres officiers commandants de place.

A Berlin, on ne place les sentinelles d'honneur, que pendant le séjour en ville de la personne qui y a droit; en son absence, on ne laisse qu'une sentinelle, comme sentinelle de sûreté.

§ 456.

En général, le service de garnison n'est fait que par l'infanterie; la cavalerie et l'artillerie fournissent cependant les sentinelles pour leurs commandants de régiment, leurs drapeaux, etc.; les deux armes ne participent au service de garnison, que lorsqu'il n'y a pas d'infanterie sur les lieux. Les gardes de caserne ne sont pas comprises dans le service de garnison.

§ 457 *Devoirs des chefs de poste.*

Les hommes ne peuvent s'absenter isolément du poste, excepté dans quelques garnisons où ils peuvent le faire successivement à l'heure du dîner. Dans toutes les autres garnisons, les hommes doivent prendre leur repas avant de monter la garde. Le chef de poste est responsable de la manière dont ses subordonnés s'acquittent de leurs devoirs, et il doit, avant tout, leur donner le bon exemple. Il n'a pas le droit de punir. Les fautes légères seront signalées au commandant de la place, à la descente de garde; les autres le seront immédiatement; les hommes qui commettront des fautes graves (qui s'enivreront, qui s'endormiront à leur poste, etc.) seront mis en arrestation sur-le-champ. Lorsque la police requiert l'aide de la garde, il est donné suite à sa réquisition, si la force du poste le permet, et s'il est impossible de réquisitionner à temps l'aide des troupes qui se trouvent dans les casernes.

Lorsque des désordres sont sur le point de se produire dans la ville, le chef de poste doit faire demander si, le cas échéant, il doit se replier avec sa garde sur un poste plus important, ou bien rester à son poste. S'il ne reçoit pas d'ordre contraire, il reste à son poste. En cas d'attaque, la meilleure défense est celle du corps de garde.

§ 458. *Officiers chargés de la surveillance des gardes.*

(ORDRE DE CABINET DU 18 NOVEMBRE 1847).

Sont chargés de ce service d'une manière permanente : le général-commandeur, le gouverneur, le commandant et le major de place.

Journellement : les officiers du jour et les officiers de ronde.

Dans les très-petites garnisons, on ne commande qu'un officier du jour; dans les garnisons plus importantes, on commande un officier du jour et un ou deux officiers de ronde; à Berlin, on commande plusieurs officiers du jour et de ronde.

Ces officiers ont seuls le droit de donner aux gardes et aux sentinelles des ordres et des conseils au sujet des mesures exécutives.

Cependant, tous les officiers investis du droit de punir disciplinairement, et appartenant au corps qui fournit la garde, sont tenus de veiller à ce que ce service se fasse avec exactitude; en conséquence, lorsqu'ils constateront une infraction à l'instruction générale sur le service des gardes, ou une négligence dans le maintien ou dans la tenue, ils en feront l'objet d'une remontrance. Ils pourront aussi infliger des punitions, mais seulement après le service de garde terminé. Toutefois c'est au commandant de place qu'il appartient de décider au sujet des fautes, qui concernent le service particulier des officiers chargés de la surveillance des gardes; de celles qui ont déjà été portées à leur connaissance, ainsi que de celles qui sont de nature à donner lieu à une punition judiciaire.

§ 459 *Devoirs particuliers des officiers chargés de la surveillance des gardes.*

L'officier du jour visite les gardes aussi bien de jour que de nuit; cependant, il les visite de jour seulement, lorsqu'il est commandé en outre un officier de ronde. Les officiers et les troupes journallement commandés pour le service de garnison, sont placés sous ses ordres. En cas d'incendie, l'officier du jour se rend immédiatement sur le lieu du sinistre, et fait prendre, en attendant l'arrivée du commandant de place, toutes les mesures de police nécessaires (éloigner les curieux du foyer de l'incendie, etc.)

Les officiers de ronde sont particulièrement chargés de la surveillance de nuit. S'ils sont deux, le plus ancien visite les postes avant minuit, comme ronde principale; le moins ancien les visite après minuit, comme ronde de visite. L'officier de ronde, ainsi que

tous les officiers chargés de la surveillance du service de garnison, ont le droit, pendant les 24 heures que durent leurs fonctions, d'ordonner aux gardes d'opérer des arrestations provisoires. Cependant ils ne peuvent exercer leur autorité sur les gardes, que lorsqu'ils sont accompagnés d'une escorte, composée d'un caporal et d'un ou deux soldats, qu'ils prennent dans une garde ou l'autre. Le but de cette escorte est de permettre à l'officier de faire relever immédiatement les sentinelles, qu'il pourrait trouver endormies à leur poste ; de faire opérer une arrestation provisoire, s'il y a lieu ; et avant tout, de le faire reconnaître comme officier de ronde.

§ 460. *Le piquet d'incendie.*

Une partie de la garnison, (environ une compagnie au plus), est désignée à tour de rôle, pour prendre, en cas d'incendie, sous la direction de l'officier du jour, les mesures de police indiquées au § 459.

§ 461. *Les patrouilleurs.*

Dans les forteresses, on commande chaque jour 30 ou 50 hommes, qu'on appelle patrouilleurs, et qui sont chargés de surveiller les détenus militaires et les condamnés à la brouette, pendant leur travail et dans leur prison. Les patrouilleurs sont placés sous la surveillance d'un officier, qui les visite sur le lieu du travail. Ils font feu lorsqu'il ne leur reste pas d'autre moyen d'empêcher une évasion. Ils sont toujours munis de cartouches.

§ 462. *Instruction pour les gardes, concernant les arrestations formelles et les arrestations provisoires.*

(APPROUVÉE PAR ORDRE DE CABINET DU 5 AOUT 1850).

1) Les officiers et les troupes commandés pour le service de garde ordinaire et extraordinaire, sont en droit de procéder à des arrestations dans les cas suivants :

2) Une arrestation formelle ne peut avoir lieu, que sur un ordre écrit et judiciaire, qui indique clairement le coupable et le délit ;

3) Une arrestation provisoire peut avoir lieu sans ordre judiciaire, lorsqu'une personne est prise en flagrant délit, ou poursuivie immédiatement après avoir commis un acte punissable. Ceci concerne particulièrement les personnes qui se rendent coupables d'injures, de désobéissance, de résistance par voies de fait envers les

gardes, les sentinelles et les officiers commandés pour le service de garnison; aussi bien que celles prévenues de transgression aux règlements de police concernant les gardes, généralement connus et en vigueur dans l'endroit; ainsi que les sous-officiers et les soldats, absents du quartier, après la retraite, sans congé ou sans motif valable.

4) Sont exceptés de ce qui est prescrit ci-dessus au N° 3:

a) Toutes les personnes attachées aux ambassades, lesquelles ne peuvent jamais être arrêtées;

b) Les officiers, qui ne peuvent être arrêtés, que sur l'ordre d'un officier supérieur en grade, ou lorsqu'ils se rendent publiquement coupables d'un délit grave, ou bien lorsque, se trouvant en habit bourgeois, ils s'opposent aux instructions des gardes.

5) Les arrestations peuvent avoir lieu:

a) En vertu du droit de police même des gardes;

b) Sur l'ordre des officiers directement chargés du service des gardes;

c) Sur la réquisition des employés de la police ou du parquet, etc. Dans le dernier cas la garde obéit sans autre examen, et la responsabilité de l'ordre retombe sur celui qui l'a donné.

6) Lorsqu'une personne sans caractère officiel demande l'arrestation d'une autre personne, la garde ne doit donner suite à cette demande que dans les cas suivants:

a) Si la personne dénoncée prend la fuite, si on la soupçonne de vouloir fuir, ou si l'on craint de ne pouvoir constater son identité sans l'arrêter;

b) S'il n'y a pas de poste de police dans les environs, ou s'il est à prévoir, que la police ne pourra suffire sans aide militaire (comme dans les grandes querelles de cabaret).

Si la garde donne suite à la réquisition, le requérant devra la guider et lui désigner la personne à arrêter, qui sera conduite à la garde, sous la responsabilité du requérant. Ce dernier devra décliner son nom et sa position, et prouver son identité; s'il ne peut pas le faire, il restera à la garde et il sera remis, ainsi que la personne arrêtée, entre les mains d'un officier de police, qu'on fera appeler immédiatement, et qui décidera la mise en liberté ou l'incarcération des deux parties.

7) Il est défendu de pénétrer dans les maisons pendant la nuit, (d'Octobre jusqu'à Mars depuis 6 heures du soir jusqu'à 6 heures du matin, et d'Avril jusqu'à Septembre depuis 9 heures du soir jusqu'à 4 heures du matin). Cependant il est fait exception à cette règle:

a) Lorsqu'il s'agit d'arrêter des personnes poursuivies comme coupables d'un délit, ou de reprendre un détenu évadé ;

b) Pour ce qui concerne les demeures des militaires dont l'accès reste libre pendant la nuit, pour affaires de service, aux supérieurs en grade ou à leurs envoyés ;

c) Pour les cas d'incendie, d'inondation, de danger de mort, ou bien de réquisition de la part d'un habitant d'une maison ;

d) Pour les établissements publics, pendant le temps qu'ils sont ouverts à tout le monde indistinctement.

8) Toutes les personnes arrêtées seront d'abord conduites au corps de garde le plus proche et présentées au chef du poste ou à l'officier commandant. Si ce sont des militaires, le chef du poste ordonnera leur mise en liberté ou leur mise aux arrêts ; si ce sont des bourgeois, ils seront remis dans le bref délai possible à la police.

9) Les gardes chargées d'une arrestation doivent s'abstenir rigoureusement de toute injure et de toute parole inutile, et remplir leur mission, même en employant la force, si n'est nécessaire, (conformément à ce qui est prescrit au § 465). Par conséquent, il faut toujours, en pareil cas, envoyer un nombre d'hommes assez fort pour être certain de réussir, et si le chef de la troupe juge que celle-ci est trop faible, il doit immédiatement réclamer du renfort.

10) Dès qu'une arrestation a eu lieu, la personne arrêtée se trouve placée sous la protection de la garde. On enlève tous les papiers et objets suspects, aux personnes arrêtées pour délit criminel ; si ces personnes ont avec elles des objets à la sûreté desquels elles ne puissent veiller elles-mêmes, (une voiture, par exemple), la garde doit se charger de ce soin.

11) Les arrestations doivent se faire avec autant de ménagements que possible ; on évitera ainsi de donner occasion à la naissance d'attroupements populaires. Si un attroupement se formait, on attendra qu'il se soit dissipé, pour remettre, à la police, la personne arrêtée ; cette dernière pourra aussi prendre une voiture à ses frais, et, dans ce cas, les hommes d'escorte y prendront place.

12) Si la garde entend un appel à l'aide ou un signal d'alarme, elle doit s'empressez de porter secours. En revanche, elle doit s'abstenir de toute intervention inutile, particulièrement dans le cas où ayant été appelée pour réprimer des désordres, elle trouverait à son arrivée la tranquillité déjà rétablie.

13) Les gardes peuvent consigner des personnes à leur poste, lorsque la protection des citoyens, ou le maintien de la moralité et de l'ordre publics l'exigent impérieusement. Ces personnes devront

juge des moyens à employer et, par conséquent, sa liberté d'action est entière.

4) Lorsque l'emploi des armes aura occasionné des blessures, la troupe en informera la police dans le plus bref délai; celle-ci prendra soin des blessés et entamera les poursuites judiciaires.

5) La troupe sera censée avoir fait légalement usage de ses armes, aussi longtemps que le contraire ne sera pas prouvé. Les déclarations des personnes qui ont pris part, ou sont soupçonnées d'avoir pris part aux troubles qui ont nécessité l'emploi des armes, ne suffisent pas pour prouver qu'il y a eu abus dans cet emploi.

6) Lorsqu'il s'agit de disperser un attroupement, la force des armes ne peut être employée qu'après trois sommations dont chacune sera précédée, autant que possible, d'un signal de tambour, de clairon ou de trompette. Ces sommations se feront dans ces termes:

« Les personnes ici rassemblées sont sommées (pour la 2^e ou la 3^e fois), de se disperser sur-le-champ. »

On laissera une à deux minutes d'intervalle d'une sommation à l'autre.

CHAPITRE II.

Répression des émeutes.

§ 464.

Le combat des rues proprement dit, fait partie de la tactique ; — il ne s'agit donc ici que de la conduite à tenir en cas d'émeute aussi longtemps que celle-ci ne dégénère pas en combat, conduite recommandée par la théorie et par l'expérience.

§ 465.

Avant tout, il faut bien se pénétrer de ceci, que les propos, les cris, les sifflets, les vociférations, si menaçants qu'ils paraissent d'abord, n'ont que peu d'importance, lorsqu'on les réprime avec calme et énergie.

Quand une compagnie est appelée à marcher pour la répression d'une émeute, elle doit prendre ses dispositions pour un premier combat, c'est-à-dire emporter des munitions suffisantes, (au moins vingt cartouches par homme), prendre les outils de campement, et, si c'est possible, mettre du pain dans les sacs, car souvent on reste longtemps éloigné du quartier. On divise la compagnie en trois pelotons, et on forme en outre une section de pionniers et une section de tirailleurs. La première démolit les barricades, enfonce les portes, etc., la seconde (composée d'hommes particulièrement énergiques), se déploie en tirailleurs et entoure la troupe, aussi bien pendant la marche que pendant les haltes. Sa mission est de faire des arrestations sur l'ordre du commandant de la compagnie ou bien de sa propre initiative, d'éloigner les importuns, etc. On évite ainsi de tirer à chaque instant des hommes des rangs, ce qui serait plus difficile et dérangerait l'ordre tactique.

La troupe marche en présentant un front aussi large que possible. Aussitôt après avoir atteint le théâtre de l'émeute, on ordonne à la foule de se disperser ; si cet ordre n'est pas exécuté immédiatement après la troisième sommation, on a recours ainsi qu'il a été dit, à une charge à la baïonnette ; si cette charge ne produit pas

d'effet, ou bien si on ne juge pas utile de l'employer, on en vient après sérieuse réflexion, à l'emploi des armes à feu, et toujours de manière à assurer le succès.

Il est dangereux de stationner longtemps sur une place sans agir; car le nombre et l'audace de la foule croissent à chaque instant. Si cependant on y était obligé, il faudrait alors tenir, par tous les moyens, la foule éloignée d'au moins cinquante pas du gros de la troupe; car il est essentiel de conserver toujours la liberté de ses mouvements, et de ne pas se laisser entourer de tous les côtés, sinon il deviendrait impossible d'agir.

On doit éviter d'entrer en pourparler avec les émeutiers, car on ne réussit pas à calmer, avec des paroles, une foule séditieuse; la force des armes et la peur seules produiront ici de l'effet. De même, avant la lutte, on doit empêcher toute communication entre les soldats et les séditieux; car, d'une part, les injures du peuple irritent trop facilement les soldats; et d'autre part, ses tentatives de séduction, ses prières de ne pas tirer sur des frères, etc., pourraient faire faiblir la troupe.

Si on recevait, même de personnes bien intentionnées, le conseil de quitter avec la troupe le théâtre de l'émeute, sous prétexte que, la troupe partie, la foule se disperserait d'elle-même, il faudrait bien se garder de jamais le suivre; d'abord, pareil moyen ne produirait aucun effet, et si même, il réussissait une fois, par extraordinaire, il en résulterait une victoire pour l'anarchie et une défaite morale pour les autorités et les troupes, ce qui ne peut jamais avoir lieu.

On ne doit faire d'arrestation que là où c'est nécessaire, et où il y a des témoins dont les dépositions puissent rendre la punition des coupables certaine; le cas échéant, on prend immédiatement note du nom, de l'état, et de la demeure de la personne arrêtée et des témoins. On remet à la police, dès que faire se peut, les personnes arrêtées, ou on les écroue dans une prison, car leur garde rendrait naturellement les mouvements de la troupe plus difficiles. Au besoin on lie les prisonniers, ou on leur coupe les bretelles et les ceintures des pantalons, afin de leur rendre la fuite plus difficile.

Quand il s'agit de supprimer une société illégale, on occupe la maison militairement; on se rend avec un tambour et quelques hommes d'escorte dans la salle de réunion, on ordonne aux personnes présentes de se retirer, et on fait procéder sur-le-champ à l'exécution de cet ordre. On coupe court aux discours et aux paroles avec un roulement de tambour. Les corridors et les galeries, s'il y en a, seront occupés par des tireurs. Si l'on est obligé de faire des arrestations, on arrêtera de préférence les directeurs de la so-

ciété. On s'emparera sans bruit de tous les papiers, si cela a été ordonné.

Les injures et les insultes par voies de fait envers la troupe, doivent être punies sur-le-champ. Si elles viennent de l'intérieur d'une maison, une section y pénétrera. Cependant on doit avoir soin de protéger les personnes innocentes, contre les mauvais traitements des soldats.

Le but de toutes les mesures qui viennent d'être indiquées, est de rétablir la tranquillité le plus promptement et en faisant le moins de victimes possible ; on l'atteindra certainement le mieux en s'y conformant.

NOTE I.

Organisation des armées de l'Allemagne du Sud.

1^{re} DIVISION BADOISE.

Nombre des jeunes gens atteignant annuellement l'âge de la milice : 12,000 à 13,000 — dont il faut défalquer 53 %, impropres au service militaire. — Contingent annuel des recrues : 4,700 hommes — Rapport du contingent à la population = 1 : 305 — Rapport de la puissance militaire à la population (1,434,970 habitants) : sur pied de paix (14,189 hommes) = 1 : 101 = 1,4 % — sur pied de guerre (29,473 hommes) = 1 : 48 = environ 2 % (sans compter les officiers ni les employés). — Montant des budgets réunis : 8,044,104 thalers, dont 2,697,820 sont affectés au département de la guerre ou 33 % — Montant des revenus publics : 10,656,900 thalers ; le budget de la guerre s'élève à 25 % de cette somme. — Coût de l'entretien annuel d'un homme, sur pied de paix : 203 thalers.

EFFECTIF DE PAIX DE LA DIVISION.

(3 brigades d'infanterie, 1 brigade de cavalerie, 1 commandement d'artillerie.)

ÉTATS-MAJORS ET CORPS DE TROUPES.	Bataillons.	Compagnies ou escadrons.	Officiers.	Employés.	Troupes.	Chevaux.
Hauts états-majors	—	—	18	3	—	62
Infanterie (6 régiments).	18	72	346	54	9723	168
Cavalerie (3 régiments).	—	18	84	12	2160	2265
Régiment d'artillerie (3 divisions de campagne ou 9 batteries)	1	5	90	13	1770	479
Pionniers	—	2		2	252	5
Division du train.	—	—	4	1	148	84
10 cadres de landwehr	—	—	—	—	136	—
Totaux.	...	...	552	87	14189	3063

et 36 canons.

L'organisation des troupes de la réserve est la même que celle adoptée en Prusse.

EFFECTIF DE GUERRE DE LA DIVISION.

ETATS-MAJORS et CORPS DE TROUPES.	TROUPES de CAMPAIGNE.	TROUPES de RÉSERVE.	TROUPES de GARNISON.
Hauts états-majors.	174	—	—
Infanterie.	(10 bataillons). 10.642	(3 bataillons de réserve et 3 divi- sions d'ouvriers) 3,570	(8 bataillons) 8,303
Cavalerie.	(12 escadrons). 2,808	(3 escadrons) 321	(1 escadron) 106
Artillerie.	(9 batteries). 1,887	(1 batterie) 104	(5 batteries) 1,069
Pionniers.	339	—	162
Train.	806	—	—
	16,656 h. dont : 405 officiers 148 employés plus : 5,841 chevaux 54 canons 439 voitures.	3,995 h. dont : 76 officiers 15 employés plus : 340 chevaux 4 canons.	9,640 h. dont : 203 officiers. 16 employés plus : 246 chevaux 6 canons de camp.

Quand l'organisation des troupes de la réserve sera complétée, les effectifs comprendront ; 150 officiers — 8659 hommes (y compris les employés), 982 chevaux et 12 canons.

2° ROYAUME DE WURTEMBERG.

Nombre des jeunes gens atteignant annuellement l'âge de la milice : 15,000 à 16,000 hommes. — Impropres au service : 50 à 52 % — Contingent annuel des recrues ; 5,800 hommes — Rapport du contingent annuel à la population = 1 : 306 = 0,32 % — Rapport de la puissance militaire à la population. Sur pied de paix : 14,171 hommes = 1 : 125 = 0,75 % — Sur pied de guerre 33,780 hommes = 1 : 52,6 = 1,90 % — Montant des budgets réunis : 12,817,473 thalers, dont 2,751,860 sont affectés à l'administration militaire. — Coût de l'entretien annuel d'un soldat : sur pied de paix, quand l'effectif se monte à 1 % de la population 161, 8 thalers ; quand il se monte à 0,75 % — 204 thalers.

EFFECTIFS DE PAIX.

CORPS DE TROUPES.	Bataillons	Escadrons	Compagnies	Batteries	Officiers	Employés	Troupes	Chevaux
Hauts états-majors et employés . . .	—	—	—	—	34	38	44	86
Infanterie (8 régiments à 2 bataillons et 3 bataillons de chas) . .	19	—	76	377	30	9,081	—	—
Cavalerie (4 régiments à 4 escadrons)	—	17	—	87	12	2,111	1938	—
Artillerie (2 régiments et 2 divisions du train)	—	—	—	71	8	1,571	722	—
Pionniers	—	—	—	8	—	247	16	—
4 cadres de bataillon de Landwehr	—	—	—	24	—	84	—	—
3 pelotons de troupes de santé et	—	—	—	6	3	234	—	—
3 divisions d'infirmiers	—	—	—	3	—	96	—	—
Compagnie de discipline	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAUX.	19	17	78	13	610	91	13,408	2782

EFFECTIFS DE GUERRE.

CORPS DE TROUPES	TROUPES de CAMPAGNE	TROUPES de RÉSERVE	TROUPES de GARNISON
Hauts États - majors et employés. . .	30 officiers 22 employés 104 troupes	9 officiers 6 employés 24 troupes	gouver ^r d'Ulm 13 officiers 9 employés 58 troupes
Infanterie	(15 bataillons) 16062 hommes	3241 hommes	(4 bataillons) 4230 hommes
Cavalerie	(13 escadrons) 2200 chevaux	306 chevaux	(1 escadron) 167 chevaux
Artillerie	(9 batteries) 1881 troupes	527 troupes	(4 batt ^{ies} de place) 1140 troupes
Pionniers	(2 compagnies) 347 hommes	66 hommes	(1 compagnie) 210 hommes
Train	1340 hommes	71 id.	226 id.
TOTAUX.	22076 dont : 449 officiers 140 employés plus : 6363 chevaux 54 canons 570 voitures	6540 id. dont : 139 officiers 16 employés plus : 368 chevaux 12 canons 92 voitures	6053 dont : 125 officiers 31 employés plus : 303 chevaux 7 canons 33 voitures

3^e ROYAUME DE BAVIÈRE.

L'armée Bavaoise comprend deux corps. Le premier se compose de 8 régiments d'infanterie, 2 de cuirassiers, 2 de cheveau-légers, 1 de uhlands, 2 d'artillerie, 5 bataillons de chasseurs, 2 compagnies de troupes de santé, 1 division de génie de campagne, et 3 divisions d'administration. Les forteresses d'Ulm et d'Ingolstadt sont situées dans le cercle de ce premier corps d'armée. Le second comprend : 8 régiments d'infanterie, 2 d'artillerie, 4 de cheveau-légers, 1 de uhlands, 5 bataillons de chasseurs, 2 compagnies de troupes de santé, 1 division de génie de campagne, et 3 divisions d'administration. Les forteresses de Gemersheim et de Landau sont situées dans son cercle. Chaque quartier-général de corps d'armée possède une intendance et une caisse de guerre. Un major ou un capitaine pensionné dirige, dans chaque brigade, les affaires relatives à la réserve et à la landwehr.

EFFECTIFS DE PAIX.

(4 divisions d'armée à 2 brigades d'infanterie et 1 de cavalerie).

CORPS DE TROUPES.	Bataillons	Compagnies	Escadrons	Batteries	Officiers	Employés	Troupes
Infanterie (16 régiments)	48	192	—	—	1136	272	18,256
Chasseurs	10	40	—	—	236	100	3,740
Infanterie de landwehr	32	128	—	—	64	128	64
Cavalerie (10 régiments)	—	—	50	—	202	141	6,909
Artillerie (2 brigades, chacune à 2 régiments)	—	1 d'artillerie et 1 d'ouvriers.	4	32 ^{de} camp. 4 de parc 16 de place	338	78	4,562
Génie (1 régiment et 1 division du train)	—		du train		59	15	847
Troupes de santé	—	4	—	—	20	8	272
3 divisions de troupes d'administration.	—	—	—	—	—	—	12
TOTAUX.	—	—	—	—	2139	742	34,662

avec 8,647 chevaux et 192 canons de campagne.

EFFECTIFS DE GUERRE.

ÉTAT-MAJORS et CORPS DE TROUPES	TROUPES de CAMPAIGNE	TROUPES de RÉSERVE	TROUPES de GARNISON	Chevaux
Hauts états-majors	206 officiers et employés 500 troupes	336 officiers et employés 191 troupes	—	340
Infanterie et chas- seurs	(50 bataillons) 50626	(16 bataillons et 10 compagnies) 20724	8 bataillons de camp* et 16 de landw.) 18332	844
Cavalerie	(40 escadrons) 5830	(10 esc. et 1 de dépôt) 1750	—	7090
Artillerie	(32 batteries) 7076	(8 batt. et 4 escad) 2124	(16 batt. de place) 3272	754
Pionniers (Génie) .	(6 compagnies) 1444	(2 compagnies) 364	(4 comp. de place) 840	608
Troupes d'adminis- tration et trains	3382	268	150	1926
TOTAUX. . .	69064 dont: 1812 officiers 808 employés plus: 14832 chev. 192 canons 1994 voitures	25757 dont: 471 officiers 289 employés plus: 2404 chev. 48 canons	22614 dont: 564 officiers 68 employés plus: ? chevaux ? voitures ? canons	11622

Nombre des jeunes gens atteignant annuellement l'âge de la milice — 42,000 hommes = 0,87 % de la population. Complètement propres: 25,000 = 59, 50 %. — Complètement impropres: env. 12,600 = 30 % — contingent annuel de recrues: 16,000 hommes. — L'excédant est en partie assigné comme réserve de 1^{re} classe, aux corps de troupes (2,520 hommes), en partie comme réserve de 2^{me} classe aux contrôles de la landwehr (8,102 hommes) — Rapport du contingent annuel à la population = 1 : 301,5 = 0,30 % — En 1868, l'infanterie comptait 436 volontaires d'un an. — Les effectifs de paix doivent être d'un %, mais ils sont réellement de 0,71 % (non compris les officiers). — Les effectifs de guerre (non compris les officiers et les employés) se montent à 2, 5 % de la population. — Les budgets réunis comptent 49,796,918 thalers: celui de la guerre, 8,706,521 thalers. — Coût de l'entretien annuel d'un soldat, sur le pied de paix, lorsque l'effectif est d'un % de la population, 131 thalers. — Coût annuel réel = 250 thalers. — Le budget de la guerre se monte à 17, 5 % du total des revenus publics.

Sous le rapport de la justice militaire, il y a une haute cour à Munich; des tribunaux militaires de cercle, à Munich, Augsbourg, Nuremberg, Würzburg, Landau; des tribunaux simples dans chaque corps de troupes indépendant. Le personnel compte: un auditeur général, 10 auditeurs supérieurs, 5 auditeurs d'état-major, 7 auditeurs d'état-major, (2^{me} classe), 36 auditeurs de régiment, 24 de bataillon.

NOTE 2.

Modifications introduites dans l'organisation militaire pendant la campagne de 1870.

Voici l'énumération des mesures militaires ordonnées lors de la mobilisation de juillet 1870 :

Après avoir complété l'armée de ligne, on devait immédiatement procéder à l'organisation des nouveaux corps de troupes suivants : 166 bataillons de landwehr — 16 régiments de cavalerie de réserve — 39 batteries d'artillerie de réserve — 173 compagnies d'artillerie de place et 33 compagnies de pionniers de place. — Dans les 166 bataillons de landwehr, 149 furent complètement mobilisés, et reçurent tout l'attirail des troupes en campagne ; ils furent réunis en divisions spéciales, dont 5 furent désignées pour établir la sécurité dans les lieux d'étapes, former les garnisons des places fortes ennemies enlevées, et coopérer à la défense des côtes. Ces bataillons reçurent d'abord un effectif de 800 hommes, qui fut plus tard augmenté de 200. Les bataillons dits d'étapes, qui étaient au nombre de 26, possédaient 6 compagnies de 200 hommes chacune. Quant aux 17 bataillons de landwehr, qui n'avaient pas été mobilisés, ils reçurent chacun 300 recrues de la réserve de 1^{re} classe, qui furent instruites, puis incorporées dans la landwehr mobilisée, au fur et à mesure que des vides s'y produisaient. — Deux bataillons de réserve de chasseurs furent ensuite organisés, chacun à 800 hommes ; ils furent employés en Lorraine, contre les francs-tireurs ; et plus tard à Versailles, pour faire le service de la police. — Des 16 régiments de cavalerie de réserve, 14 furent dirigés sur le théâtre de la guerre ; les deux autres furent portés vers le Bas-Elbe, pour coopérer à la défense éventuelle des côtes ; chacun d'eux comptait 6, 5, ou 4 escadrons de 150 chevaux chacun. Dans les 39 batteries de réserve, 8 restèrent immobiles ; les 31 autres furent employées comme batteries de campagne — 67 compagnies d'artillerie de place restèrent dans le pays, pour assurer la défense éventuelle des places fortes ; les 106 autres furent envoyées sur le théâtre de la guerre. — 30 des compagnies de pionniers de place furent mobilisées, pour opérer le rétablissement des voies ferrées endommagées, stationner dans les lieux d'étapes, et contribuer aux travaux de siège entrepris.

Les données statistiques suivantes feront mieux apprécier les efforts gigantesques tentés par les gouvernements allemands, dans

la lutte colossale qui vient de se terminer si heureusement pour eux ; 1000 canons de gros calibre, ayant un approvisionnement de plus d'un million de gargousses, ont été employés par l'artillerie de siège. — L'artillerie de campagne possédait 1500 canons avec un approvisionnement de 900,000 coups. Les places fortes étaient armées de 4000 bouches à feu, avec plus de deux millions de gargousses. — Le parc de siège employé se composait de 200 voitures à 4 chevaux ; son poids total était de 3500 centners. L'approvisionnement en munitions, pour l'infanterie et la cavalerie, comportait 150,000,000 de cartouches. Le siège de Paris nécessita la formation de 24 colonnes de parc, comptant 400 voitures à 4 chevaux, qui furent conduites par onze compagnies du train, ayant chacune un effectif de 100 hommes. Un grand dépôt de chevaux fut établi à Berlin pour assurer le service des remotes. — On créa en outre : une compagnie d'aérostiers, une de torpédos, et une de photographes. La garde des prisonniers de guerre fut confiée à 72 bataillons de garnison, d'un effectif de 750 hommes, et à 58 escadrons de dépôt de landwehr, d'un effectif de 250 cavaliers non montés.

En résumé, l'Allemagne entière est entrée dans la lutte avec 457 bataillons de campagne, 254 de landwehr, 93 régiments de cavalerie permanente, et 16 de cavalerie de landwehr. Les troupes de réserve consistèrent en 115 bataillons nouvellement créés, et les 5^{es} escadrons des régiments de cavalerie, qui furent laissés en arrière. On organisa en outre, pendant le cours de la campagne, deux nouveaux bataillons de chasseurs. — 16 régiments de cavalerie de réserve, et 52 batteries de réserve. Les Bavaois levèrent 16 bataillons de landwehr ; les Wurtembourgeois et les Badois, 10. Indépendamment de ces troupes, 115 bataillons de garnison, chacun à 3 compagnies de 250 hommes, furent organisés dans toute l'Allemagne du Nord, et 4 dans la Hesse. Les armées allemandes se composèrent ainsi de 1009 bataillons d'infanterie et de 584 escadrons de cavalerie. — Total 1,100,000 à 1,200,000 hommes, répartis sur 17 corps d'armée, savoir : les 18 premiers de la Confédération allemande du Nord ; les 4 autres, des États du Sud.

Tous les corps d'armée possèdent actuellement un régiment d'artillerie de place, comprenant deux divisions, chacune à 4 compagnies.

La loi sur les pensions des officiers vient de subir, au mois d'avril,

une transformation radicale. Dorénavant le taux des pensions militaires sera établi sur le même pied que celui des pensions civiles. Il ne sera plus calculé par périodes décennales ; il variera avec le nombre d'années de service, que comptera le titulaire, chacune d'elles donnant droit à 1/60 du taux maximum. Les montants les plus considérables des pensions seront les suivants, pour chaque grade : second-lieutenant, 540 thalers ; lieutenant, 660 idem ; capitaine de 3^e classe, 780 idem ; capitaine de 2^e classe, 900 idem ; capitaine de 1^{re} classe, 1,500 idem ; major, 2,100 idem ; colonel, 3,000 idem ; général de brigade, 3,720 idem ; général de division, 4,980 idem ; général de l'infanterie ou de la cavalerie, 7,320 thalers.

Pendant la récente campagne, les officiers ont reçu, en outre de leur indemnité d'entrée en campagne, une indemnité dite de rétablissement, qui s'élève à 90 thalers pour les lieutenants, 250 thalers pour les capitaines, et ainsi de suite. Leur solde journalière a été majorée d'un supplément fixe de cinq francs, pour tous les grades indistinctement. Enfin, à leur rentrée dans les garnisons, les officiers faisant partie du ménage, recevront en une somme globale, les arriérés de l'indemnité de table, pour toute la durée de leur absence.

Voici la composition actuelle de la ration de vivres de campagne : 1^{re} 26 loths de pain — ou 28 loths de biscuit — 3/4^{te} de viande fraîche ou salée, ou 1/2^{te} de viande fumée de bœuf ou de mouton, ou 1/3^{te} de lard — 1/4^{te} de riz, ou 7 1/2 loths de froment ou d'orge, ou 1/2^{te} de légumes ou de farine, ou 3^{te} de pommes de terre — 1 1/2 loth de sel, — 1 1/2 loth de café. — Chaque troupier a reçu en outre, pendant la durée de la campagne, un supplément de solde de 2 1/2 gros et cinq cigares par jour.

L'armée de la Confédération Allemande du Nord possède actuellement une composition homogène, qui est la suivante :

13 corps d'armée, 28 divisions, 54 brigades d'infanterie, 118 régiments idem, 18 bataillons de chasseurs et de tireurs, total 368 bataillons — 26 brigades de cavalerie, 76 régiments (4 restent encore à organiser), savoir : 10 de cuirassiers, 21 de dragons, 18 de hussards, 21 de uhlans, et 6 de cheval-légers — 13 régiments d'artillerie de campagne, plus une division (Hesse) — 12 régiments d'artillerie de place. — division d'artificiers — 13 bataillons de

pionniers et une division (Hesse) — 13 bataillons du train, et une division (Hesse). — 97 régiments de landwehr à 2 bataillons, 12 bataillons de landwehr de réserve, 4 régiments de landwehr de la garde à 3 bataillons ; total : 218 bataillons.

Chacun des 97 régiments d'infanterie de ligne possède un régiment de landwehr correspondant à 2 bataillons, et chacun des 12 régiments de fusiliers, un bataillon de landwehr de réserve. Les 4 anciens régiments de la garde ont un régiment de landwehr correspondant à 3 bataillons.

Les chasseurs et les tireurs de la landwehr forment en cas de guerre une compagnie dans chacun des 18 bataillons de chasseurs et tireurs.

Sur pied de guerre, l'armée de la Confédération Allemande du Nord compte : 551,993 hommes avec 1,212 canons, armée de campagne. — Troupes de réserve : 187,274 hommes avec 234 canons — Troupes de garnison : 205,051 avec 234 canons. Total : 944,321 hommes et 193,930 chevaux, dont 28,645 officiers et employés, 915,676 hommes, 1,680 canons (3 % de la population).

Trois nouveaux dépôts de remonte ont été créés ; ils sont établis à Behlefant, Zicthen et Neuhof.

Une 4^e division est adjointe au grand état-major-général ; c'est celle des chemins de fer.

Une école de sous-officiers a été instituée à Weissenfels.

Les volontaires d'un an, passent à la réserve pour 6 ans, après avoir terminé leur engagement.

Les régiments fédéraux de cavalerie sont au nombre de 12, savoir : Saxe, régiment de la garde, 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e de cheval-légers, uhlands n^{os} 17 et 18 — Mecklemburg-Schwérin, dragons, n^{os} 17 et 18 — Brunswick, hussards, n^o 17. — Oldenburg, dragons, n^o 19 — Hesse, 2 régiments de cheval-légers.

Il existe maintenant par bataillon d'infanterie, régiment de cavalerie, ou division d'artillerie, 4 voitures de vivandiers.

F I N .

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
Introduction générale.	1
Introduction aux connaissances du service. — Leur classification.	7
Abrégé historique de la puissance militaire de la Prusse.	10
1^{re} Partie. — ORGANISATION DE LA PUISSANCE DE GUERRE PRUS-	
SIENNE.	24
CHAPITRE I^{er}. — ORGANISATION ET EFFECTIFS DES TROUPES EN TEMPS DE PAIX.	25
I. Formation des corps de troupes jusques y compris le régiment.	31
II. Formation des grands corps de troupes à partir de la brigade.	45
III. Landsturm.	73
IV. Places fortes.	73
V. La marine.	74
VI. Effectifs de la puissance militaire.	78
CHAPITRE II. — MILICE ET RECRUTEMENT	83
I. Milice.	83
II. Recrutement des troupes.	89
III. Recrutement des sous-officiers.	97
IV. Recrutement des officiers.	100
V. Congédiement des officiers.	107
VI. Licenciement des sous-officiers et soldats.	110
VII. Remonte.	113
VIII. Entretien et construction des forteresses.	113
IX. Entretien du matériel de guerre.	114
CHAPITRE III. — MOBILISATION, MISE SUR PIED DE GUERRE, EFFECTIFS AU COM-	
PLET.	121
I. Mobilisation.	121
II. Formation de guerre d'un corps d'armée.	139
III. Effectifs de guerre de l'armée de la Confédération du Nord.	140
CHAPITRE IV. — ADMINISTRATION DE LA PUISSANCE MILITAIRE.	148
I. Les ministères de la guerre et de la marine.	148
II. Les autres autorités militaires administratives.	149
III. Etablissements et manufactures militaires.	150
2^{de} Partie. — SERVICE INTERIEUR.	153
CHAPITRE I^{er}. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES	153
I. De l'esprit militaire et de la discipline en général.	153
II. Considérations détaillées sur la subordination.	157
CHAPITRE II. — BRANCHES PARTICULIÈRES DU SERVICE INTÉRIEUR	167
I. Allocations en espèces.	167
II. Prestations en nature.	172
III. Habillement.	177
IV. Logements militaires.	182
V. Soins médicaux.	196
VI. Service dans les écuries.	198

	Page.
VII. Développement moral et intellectuel des militaires	200
VIII. Honneurs à rendre	201
IX. Ordres militaires, décorations, distinctions honorifiques	202
X. Congés	205
XI. Affaires d'intérêt privé	207
CHAPITRE III. — PRATIQUE DU SERVICE INTÉRIEUR DANS LES BATTERIES, LES	
ESCADRONS ET LES COMPAGNIES	210
I. Généralités	210
II. Fonctions des officiers	212
III. Fonctions des sous-officiers.	215
IV. Fonctions des simples soldats	222
CHAPITRE IV. — SERVICE ET RANG DES OFFICIERS N'APPARTENANT PAS AU CADRE	
D'UNE COMPAGNIE, D'UN ESCADRON OU D'UNE BATTERIE, AINSI QUE DES MÉDECINS ET	
DES OFFICIERS-PAYEURS	227
I. Généralités	227
II. Les généraux	228
III. Officiers supérieurs	229
IV. Différents emplois spéciaux d'officier	228
V. Officiers subalternes	230
VI. Remplacement des officiers absents	230
VII. Médecins	231
VIII. Payeurs	231
CHAPITRE V. — DEVOIRS DES OFFICIERS SUBALTERNES EN DÉTACHEMENT	232
I. Détachements en général	232
II. Détachements de recrues et de réservistes.	233
III. Détachements de remonte.	235
IV. Transports en temps de guerre.	235
V. Fourrages.	237
VI. Alarme dans la garnison	238
VII. Service d'avant-garde.	239
VIII. Service d'ordonnance des officiers	241
IX. Les officiers de régiment du jour dans la cavalerie	242
X. Service religieux	242
XI. Serments.	243
XII. Service judiciaire	243
XIII. Travaux militaires	244
CHAPITRE VI. — LOIS MILITAIRES	245
I. Précis historique des codes militaires, et des règlements relatifs à la	
justice militaire	245
II. Justice militaire.	247
III. Articles de guerre	250
IV. Punitions disciplinaires	261
V. Ordonnance générale sur les tribunaux d'honneur	267
VI. Procédure des tribunaux d'honneur dans les différends entre offi-	
ciers	271
VII. Dispositions légales concernant les états de guerre et de siège	278
2 ^e Partie. — INSTRUCTION TACTIQUE DES TROUPES	279
CHAPITRE I ^{er} . — INSTRUCTION TACTIQUE DE L'INFANTERIE	279
I. Exercices	280

III

	Pages.
II. Tir à la cible	281
III. Service de campagne	283
IV. Instruction théorique	296
V. Autres exercices pratiques	297
VI. Cours spéciaux	299
VII. Division de l'année pour les exercices	299
CHAPITRE II. — INSTRUCTION TACTIQUE DE LA CAVALERIE	301
I. Equitation	301
II. Exercices à cheval	302
III. Service de campagne	303
IV. Instruction théorique	303
V. Autres exercices pratiques	303
VI. Division de l'année pour les exercices	305
CHAPITRE III. — INSTRUCTION TACTIQUE DE L'ARTILLERIE DE CAMPAGNE	306
I. Exercices préparatoires; écoles des attelages	306
II. Tir à la cible	307
III. Instruction théorique; nomenclature	308
IV. Autres exercices pratiques	308
V. Cours spéciaux	309
VI. Division de l'année pour les exercices	309
4^{me} Partie. — SERVICES RELATIFS A L'ORDRE ET A LA SÉCURITÉ	
PUBLICS.	311
CHAPITRE I^{er}. — SERVICE DE GARDE	311
CHAPITRE II. — MESURES A PRENDRE POUR LA RÉPRESSION DES ÉVÉNEMENTS	320
Note I. Organisation des armées allemandes du Sud	323
Note II. Modifications introduites pendant la campagne de 1870	328

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

42 577 2571

5682877



EN VENTE DANS LES MÊMES LIBRAIRIES :

L'EMPLOI DU CANON RAYÉ SUR LE CHAMP DE BATAILLE,

déduit des procédés suivis dans les guerres contemporaines, par
TATBERT, colonel de l'artillerie prussienne, traduit de l'Allemand
par F. TIMMERHANS Fr. 3,00

LA TACTIQUE CONTEMPORAINE,

par le lieutenant-colonel HOEPLER, de l'infanterie bavaroise, tra-
duit de l'Allemand par F. TIMMERHANS Fr. 1,25

